

# LE MONDE

## diplomatique

32 pages - 17 F  
 Algérie : 10 DA  
 DOM : 22 F  
 Belgique : 110 FB  
 Canada : 2,50 \$ C  
 C-4th : 1 315 F CFA  
 Espagne : 350 PTA  
 USA (NY) : 2,75 \$ US  
 USA (other) : 2,95 \$ US  
 Roy.-Un. : 1,75 £  
 Italie : 4 000 lire  
 Japon : 110 ¥  
 Maroc : 30,00 DH  
 P.-Bas : 6,00 FL  
 RFA : 5,50 DM  
 Ség. : 1 275 F CFA  
 Suède : 4,20 FB  
 Tunisie : 2 100 m

Abonnements : voir tarif page 6

Publication mensuelle - 5, rue Antoine-Bourdelle, 75501 Paris Cedex 15

OCTOBRE 1990

L'école  
en quête de projet

Page 28.

## Un gendarme ambigu

Par CLAUDE JULIEN

LES appels aux armes se multiplient, deviennent de plus en plus stridents. Sur les deux rives de l'Atlantique, de nombreuses voix pressent la puissante coalition assemblée contre l'Irak de passer à l'action. Cette frénésie guerrière se propose-t-elle uniquement de faire respecter le droit international et de protéger les flux pétroliers ? L'objectif est plus vaste, plus noble encore : « Définir le monde de l'après-guerre froide », comme le disait, dès le début de la crise, un membre du gouvernement américain (1). Très vite, ce projet devait recevoir les plus officielles confirmations : « Nous posons la pierre angulaire d'un ordre international plus pacifique », déclarait en effet le président Bush lors de sa rencontre avec M. Gorbatchev à Helsinki (2). Quelques jours plus tard, devant le Congrès, il annonçait « un nouvel ordre international », l'aube d'une « ère nouvelle, libérée de la menace de la terreur, plus forte dans la recherche de la justice ». Tel sera « le nouveau monde que nous cherchons à bâtir » (3).

Qui donc ne souscrirait à un tel programme ? Apparemment surabondant, ne devient-il pas réalisable grâce à l'attitude de Moscou ? La crise du Golfe, dit M. Georgi Arbatov, « convaincra les pays « aventureux », au comportement « téméraire », qu'ils ne peuvent plus « jouer les États-Unis et l'URSS l'un contre l'autre » (4), comme cela se pratiquait couramment au temps de la guerre froide.

Passant de la rivalité à la coopération, les deux puissances ont déjà obtenu des résultats : au Nicaragua, en Angola, au Cambodge... La même entente peut-elle conduire, dans la région du Golfe, à une solution préfigurant le « monde nouveau » dont parle M. Bush ?

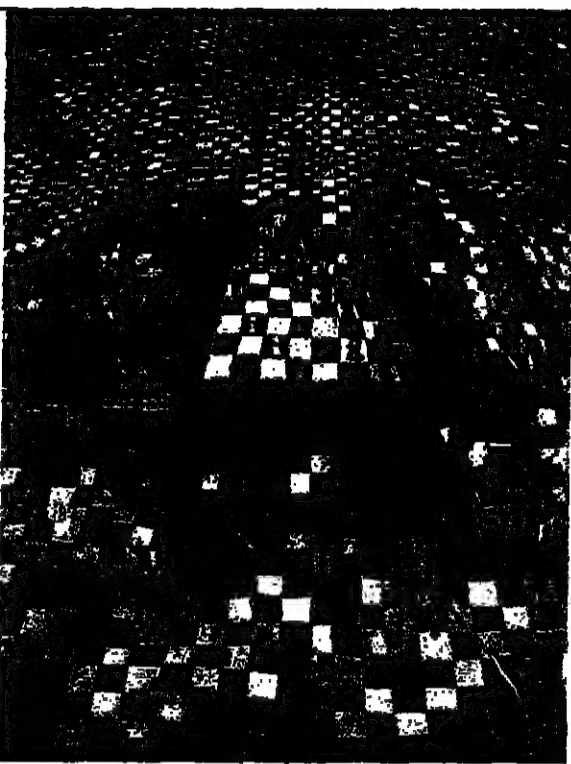
Bien qu'il doive tenir compte de la sage prudence dont font preuve les Soviétiques, tel est bien l'espoir du

président, mais aussi de tous ceux qui, récemment encore, recommandaient la plus vigilante méfiance à l'égard de M. Gorbatchev, dont la « nouvelle pensée », fit-elle exprimée en actes retentissants, n'était à leurs yeux qu'un piège diabolique conçu pour duper les Occidentaux, les inciter à baisser leur garde. C'est ainsi que, en un spectaculaire renversement de ses positions, la *Policy Review* (5), publiée par la très conservatrice Heritage Foundation, écrit : « La Russie peut être un allié potentiel face aux menaces qui surgissent contre l'Occident ».

D'où proviendraient donc ces menaces ? La revue est explicite : des régions sous-développées de la planète. M. Bush partage ce point de vue. Le « nouvel ordre international » dont il parle doit en effet permettre à tous les pays du monde, « du Nord comme du Sud », de « prospérer et vivre en harmonie ». Les nations turbulentes sont toutes au Sud...

Sanctionner l'agression commise par M. Saddam Hussein, et ainsi dissuader ceux qui pourraient être tentés de l'imiter : un tel résultat serait déjà appréciable ; limitant à l'avenir les risques de conflagration armée, il poserait les fondements d'un nouvel ordre mondial. Un seul regret : prise plus tôt, pareille initiative aurait par avance découragé l'Irak, alors que trop de précédents, tolérés avec complaisance et lâcheté, ont pu le convaincre de son impunité (6).

Le « nouvel ordre mondial » à venir mobilisera-t-il une puissante



MARIA ELENA VIEIRA DA SILVA  
« Partis d'échecs » (1988)

coalition contre tout agresseur, quel qu'il soit ? Depuis quatre décennies, la Chine, qui condamne l'Irak, occupe le Tibet et s'y maintient par la répression. Tiendra-t-on compte de la puissance du coupable, ou bien seuls les moins redoutables seront-ils contraints à rendre gorge ?

Il faut un « gendarme » au « village planétaire » et nul ne peut s'autoproclamer gendarme, agissant à sa guise, décidant d'intervenir ou de s'abstenir au gré de ses intérêts particuliers. En ce domaine, seules les Nations unies peuvent « dire le droit », et le « gendarme » reste soumis à leur autorité (voir pages 14 et 15 l'article de Maurice Bertrand).

(Lire la suite page 16.)

- (1) Cité par *Time*, 20 août 1990, repris par *Le Monde diplomatique*, septembre 1990, page 15.
- (2) *Time*, 17 septembre 1990.
- (3) *Le Monde*, 13 septembre 1990.
- (4) *Time*, 17 septembre 1990.
- (5) Cité par *Newweek*, 17 septembre 1990, page 13.
- (6) Voir « Guerres saintes », *Le Monde diplomatique*, septembre 1990.

## L'EUROPE DÉSÉQUILIBRÉE

### Puissance sans servitudes pour la Grande Allemagne ?

Depuis le 3 octobre, il n'existe plus qu'une seule Allemagne. Une unification réalisée certes dans le respect des procédures mais qui fait irrésistiblement penser à une fusion-acquisition de la RDA par la RFA. Après la chute du mur, le régime communiste de Berlin-Est a été contraint de rendre les armes sans gloire sous la pression de son opinion et les coups de boutoir de M. Helmut Kohl. Dans sa détermination, le chancelier fédéral a également bousculé les réserves de ses alliés et celles de sa propre banque centrale. L'Allemagne unie sera la première puissance économique et démographique de la CEE, cela inquiète les Européens. Quel jeu jouera désormais l'Allemagne ? Le sien propre, tournant vers l'Est, appuyé par la formidable puissance du *deutschemark*, ou celui de l'unité européenne ? A cet égard, les récents discours ambigus et contradictoires tenus à Bonn sur l'union économique et monétaire des Douze ne sont pas de nature à rassurer ses partenaires...

Par JÉRÔME VAILLANT\*

QUEL chemin parcouru en moins de onze mois, depuis la chute du mur de Berlin ! Dans le traité d'octobre 1954 portant fondement de leurs relations jusqu'à la signature d'un règlement de paix, la France, le Royaume-Uni, les États-Unis et la République fédérale d'Allemagne (RFA) s'assignaient conjointement pour objectif « une Allemagne réunifiée dotée d'une Constitution libérale et démocratique semblable à celle de la République fédérale ». Depuis le 3 octobre 1990, qui sera désormais fête nationale, l'objectif n'a pas seulement

été atteint, il a été dépassé : quatre jours avant le quarante et unième anniversaire de sa création, le 7 octobre 1949, la République démocratique allemande (RDA) a cessé d'exister.

De par sa Constitution (Loi fondamentale), la RFA, qui englobe désormais la totalité de l'Allemagne, est un Etat de droit démocratique, fédéral et social, ce qui la distingue fondamentalement des autres formes d'Etats unitaires que l'histoire allemande a produites de 1870 à 1945. L'Allemagne réalise aujourd'hui son unité non pas par « le fer et le sang », mais sans guerre et sans violence, et en accord avec ses voisins et partenaires de l'Ouest comme de l'Est.

\* Professeur de civilisation allemande à l'université de Valenciennes ; rédacteur en chef de la revue *Allemagne d'aujourd'hui*, Paris.

(Lire la suite page 3.)

En vente le 8 octobre :

### LES MASQUES DU RACISME

Manière de voir n° 9

## DANS CE NUMERO : Le maintien du désordre

Après la guerre froide, la paix ? La crise dans le Golfe fournit, parmi tant d'autres conflits et tensions, la réponse. Il n'est question que de « nouvel ordre international », qui risque d'être un « nouvel ordre militaire » s'il n'est pas mis fin à tous les désordres : ceux que vit chaque société, et « les mécanismes mondiaux qui freinent le développement », écrit Claude Julien (pages 1, 16 et 17). A cet égard, le rôle du « gendarme » qui veille en Arabie saoudite est pour le moins ambigu.

### RUPTURES EN CHAÎNE

La crise actuelle s'ajoute à « la longue litanie des ruptures au Proche-Orient » et, quelle qu'en soit l'issue, la configuration du monde arabe en sortira changée. Il faut donc s'interroger sur la nature de l'ordre international, qui suscite pareils drames, sur les partages inégaux des richesses pétrolières notamment, alors que l'ancien système bipolaire a vécu (pages 14 à 20). Et, alors que les télévisions elles-mêmes partent en guerre (page 32), il faut, pour mieux mesurer les risques, avoir en tête l'état réel de la

société américaine (pages 12 et 13), plus éloignée que jamais de son fameux rêve.

### MONTÉE DES VIOLENCES

De rêve aussi il fut question lorsque la démocratie succéda partout aux dictatures en Amérique latine. Or, partout, le continent, sous le signe du libéralisme économique, s'enfonçait dans la violence et le mépris, à preuve : cette liste qui s'allonge des prêtres assassinés pour avoir combattu pour la justice (pages 22 à 24). De paix, il n'est pas davantage question en maintes autres régions du Sud - ainsi le Libéria, en proie au chaos (page 21), et le Pakistan, où le spectre des légions menace une fois encore (page 11).

### RETROUVAILLES

D'anciennes fractures, scories des années 40, se réduisent pourtant. L'Allemagne est une, mais quelle sera sa stratégie dans une Europe des Douze désormais déséquilibrée ? Et que restera-t-il de la culture de l'ancienne RDA (pages 1, 3 et 5) ? Les deux Corées sont engagées dans un dialogue au plus haut niveau (page 10). Les Taïwanais investissent de plus en plus sur le continent chinois « ennemi » (page 9). Signe d'espoir ? On le croirait si naissaient à l'Est de nouveaux projets de sociétés (pages 6 à 8) fondés sur la justice et l'équité, sans lesquelles les systèmes éducatifs risquent de se déliter (page 28).

Lire le sommaire détaillé page 32.

M 2136 - 439 - 17 00 F



**INRA**  
EDITIONS

au service de l'enseignement

éléments de virologie végétale

principes d'amélioration génétique des animaux domestiques

pollinisation et productions végétales

210 F

364 F

Des ouvrages de fond

175 F

INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE AGRONOMIQUE INRA Editions Rte de St-Cyr, F-78026 Versailles Cedex



## La voie roumaine n'est pas toute tracée

A la suite de l'article de Radu Florian « La voie roumaine n'est pas toute tracée », paru dans le Monde diplomatique de septembre 1990, M. Gabriel Andreescu, membre fondateur du Groupe pour le dialogue social, président de l'Association pour la défense des droits de l'homme en Roumanie, nous a fait parvenir un long texte dont nous extrayons ce passage :

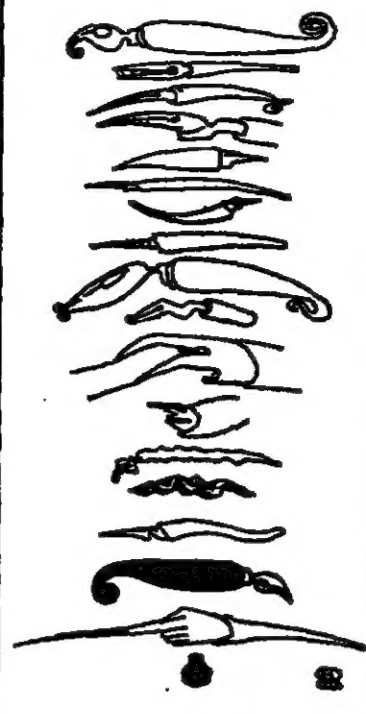
Abordant un sujet d'importance, particulièrement sensible aux lecteurs du Monde diplomatique, l'auteur de l'article écrit : « La restauration sociale du capitalisme, dans le cas de la Roumanie, n'a rien à voir avec la refonte d'une économie de marché comme mécanisme régulateur », car elle entraînerait « un développement sauvage, non contrôlé, qui ignore les intérêts de la grande majorité de la population ». Certaines forces politiques roumaines participeraient d'un « antisocialisme primaire, qui vise en fait à faire renaître une société fondée sur les inégalités, et où l'argent régnerait ». Une économie et une société régies par la loi du plus fort auraient de quoi nous effrayer ; mais combien absurde, combien gratuite apparaît l'évocation des problèmes actuels de la Roumanie dans le contexte du péril d'un capitalisme sauvage, syntagme si cher aux propagandistes communistes...

Le principal besoin de la société roumaine est aujourd'hui la libéralisation, la réduction de l'immense organisme étatique autoritaire, conservateur, inefficace, au profit d'une société civile dynamique, disponible, adaptable. La nécessité des mesures de contrôle social pendant le processus de libéralisation — à commencer par l'assurance élémentaire en cas de chômage — fait évidence aux yeux de tout le monde ; durant les mois écoulés depuis la Révolution, aucun groupe politique n'a osé la contester. Mais l'effort conceptuel d'imagination, d'information et de dialogue (donc le terrain privilégié de

confrontation idéologique) se situe du côté de la privatisation, de la libre entreprise, des libertés politiques et économiques du citoyen. Le texte [de M. Radu Florian] étudie et déplace les vraies questions, détournant l'éclairage qui devrait tomber sur les drames réels de la Roumanie.

« La société civile roumaine est faible », voilà un jugement qui devrait emporter notre adhésion. Il faut rappeler toutefois au lecteur français que, par rapport au point de départ — à savoir le niveau zéro — le saut est immense. Si faible soit-il, le niveau actuel défie l'accusation d'incapacité au dialogue, de non-respect des règles démocratiques. Au contraire, ce sont justement ces formes incipientes de société civile — à commencer par les journaux indépendants, par les associations et groupes indépendants — qui ont offert l'espace nécessaire à la communication et au dialogue, comme valeurs démocratiques immanentes. Ceux qui ont tant de fois fait obstacle à la transparence sociale étaient des manipulateurs du pouvoir, plus ou moins occultes. Pareil usage de l'indisponibilité fait clairement diversion aux yeux du lecteur roumain, connaissant la multitude de prévisions que M. Radu Florian étudie soigneusement tout au long de son article. Il sait ainsi que, suivant les vocables employés dans la presse du Front de salut national, par « une partie de l'intelligentsia, principalement des écrivains, des journalistes et certains universitaires » et par « groupes d'intellectuels qui prétendent jusqu'à l'arrogance être les seuls vecteurs de la démocratie et l'incarnation du peuple », il faut entendre le Groupe pour le dialogue social, la Société Timisiera, les journaux Romania Libera, Convinsul ou Opinia Studenteasca — tous groupes et publications animés par d'anciens (et actuels) opposants au communisme, par des intellectuels prestigieux et des professionnels réputés honnêtes à l'époque où l'honnêteté ne rapportait pas...

## COURRIER DES LECTEURS



## La force et le droit dans la région du Golfe

Vice-président de l'université de Corse Pascal-Paoli, M. François Berriot, de Corte, nous écrit à propos de notre dossier du mois dernier intitulé « La force et le droit dans la région du Golfe » :

Claude Julien a cent fois raison de souligner que le prolongement de la crise du Golfe ne manquera pas de nourrir, au sein du monde arabe et dans la jeunesse du tiers-monde, des sentiments anti-occidentaux. Il serait grand temps que l'opinion publique, dans les démocraties occidentales, oblige les dirigeants à établir avec le monde arabe des relations qui ne soient pas inspirées seulement par le souci d'acquiescer du pétrole, la volonté de vendre des armes, voire l'hystérie anti-islamique.

De M. Christophe Bernot, de Saint-Maur :

Il est tout de même anormal que ce soit un dictateur qui révèle au grand public les inégalités profondes entre les différentes couches sociales. Or, personne, chez les « bons », n'émets l'hypothèse qu'ils peuvent avoir une certaine part de responsabilité.

M<sup>me</sup> François Routhier, de Paris, désapprouve l'attitude des médias dans cette crise :

Il n'est que de voir la morgue et l'arrogance avec lesquelles les interviewers coupent inconsiderément la parole à quiconque tente d'entreprendre un raisonnement ou de donner des informations sociologiques ou économiques que la chaîne n'a pas prévu de faire connaître. Pourtant, s'il existe des analystes professionnels des actuels boule-

versements historiques, on devrait bien leur accorder, quelle que soit leur nationalité, voix au chapitre.

M<sup>me</sup> Sabine Jossifort, de Paris, a particulièrement apprécié la réflexion de « cet universitaire égyptien qui a malheureusement décidé de garder l'anonymat ». Elle ajoute :

Le défi arabe doit procéder de l'initiative irakienne doit, pour se réaliser de manière pacifique, recueillir l'adhésion et la coopération réelles des pays du Nord à défaut de quoi un équilibre à l'échelle mondiale ne saurait s'instaurer.

Enfin, M. Pierre Pomès, de Tarbes, replace l'invasion du Koweït par l'Irak dans une perspective historique :

Le 14 juillet 1958, la dynastie hachémite, impopulaire et installée par les Anglais en 1920 a été renversée par le général Kassem (...). Le 19 juin 1961, les Britanniques accordèrent l'indépendance au Koweït dont ils s'étaient installés les protecteurs en accord avec l'émir local — mais à l'insu de l'empire turc qui en était le suzerain — ce qui constituait un vide juridique sur lequel s'appuya le général Kassem pour formuler, entre autres choses, des revendications territoriales sur ce nouvel Etat. Avec pour effet immédiat l'occupation militaire massive du Koweït par les Anglais dès le 1<sup>er</sup> juillet 1961 (occupation provisoire) (...). Pourquoi ces mêmes gouvernements ont-ils pu accepter d'armer l'Irak d'une façon aussi puissante qu'ultramoderne, alors qu'il était susceptible de menacer le Koweït à plus ou moins long terme ?

## Multipartisme et répression au Zaïre

M. Dieudonné Mbongo, de Brazzaville, souhaite apporter cette précision à l'article de Collette Braeckman, « Multipartisme et répression au Zaïre », publié dans notre numéro de juillet dernier :

Les troupes spéciales de Mobutu qui ont perpétré les massacres des étudiants à Lubumbashi sont formées, entraînées, équipées et encadrées par des Israéliens. L'Etat d'Israël participe ainsi directement à la répression des intellectuels, des étudiants et des populations africaines qui luttent contre les dictatures et les tyrannies dans leurs pays.

## A nos lecteurs

De nombreux lecteurs nous ont signalé n'avoir pu se procurer le Monde diplomatique de septembre contenant un important dossier sur la crise du Golfe. En effet, ce numéro a été vite épuisé dans de nombreux points de vente qui n'ont pu, pour des raisons techniques, être réapprovisionnés. Toutefois, des exemplaires de ce numéro sont encore disponibles ; les lecteurs souhaitant se le procurer peuvent s'adresser au service de la vente au numéro : 15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15.

## Colloques et congrès

● VII<sup>e</sup> FESTIVAL INTERNATIONAL DES FRANCOPHONES. Du 28 septembre au 13 octobre, théâtre, musique, lectures, tables rondes, colloques, expositions dans dix-sept villes du Limousin, avec des artistes de plus d'une dizaine de pays francophones. (4, rue des Arènes, 87000 Limoges. Tél. : 55-32-32-66 ; Fax : 55-32-56-32.)

● IMAGES ET SCIENCES. Les VII<sup>e</sup> Rencontres internationales de l'audiovisuel scientifique ont lieu du 5 au 12 octobre à la Tour Eiffel et dans dix musées de la colline de Chaillot à Paris où se dérouleront en outre spectacles, expositions, animations, concerts, etc. (CNRS Images/Media, 13, avenue du Président-Wilson, 75116 Paris. Tél. : 47-23-07-90 ; Fax : 47-23-05-41.)

● LA GRANDE ALLEMAGNE RDA/RFA A LA PORTÉE DES ENTREPRISES FRANÇAISES. A QUELLES CONDITIONS ? Réunion le 9 octobre à Paris avec le Centre de formation aux réalités internationales. (CEPRI, 43, rue Hoche, 92130 Issy-les-Moulineaux. Tél. : 46-44-45-00.)

● DIX ANS DE POLITIQUE AFRICAINE. Symposium international à Bordeaux du 11 au 13 octobre à l'occasion du dixième anniversaire de la revue Politique africaine. (Agence Bicom, 18, rue Esprit-des-Lois, 33000 Bordeaux. Tél. : 56-52-47-90.)

● LE ZIMBABWE ET LE BOTSWANA. Séminaire du Centre français du commerce extérieur le 16 octobre. (CFCE, 10, avenue d'Alsace, 75783 Paris cedex 16. Tél. : 40-73-37-72.)

● LE BASSIN CULTUREL MÉDITERRANÉEN CARREFOUR

Henri Cuervo, peintre et collaborateur du Monde diplomatique (voir pages 16 et 17) expose jusqu'au 31 octobre à la Galerie du Centre, 5, rue Pierre-au-Lard (angle 22, rue du Renard), 75004 Paris.

## LE MONDE DIPLOMATIQUE

Fondateur : Hubert BEUVE-MÉRY  
Directeur : Claude JULIEN  
Rédaction en chef :  
Micheline PAUNET  
Ignacio RAMONET  
Rédaction : Christian DE BRIE,  
Bernard CASSEN, Jacques DECORNOY,  
Alain GRESH  
Secrétaire de rédaction :  
Solange BRAND  
RÉDACTION  
5, rue Antoine-Bourdelle  
75501 PARIS CEDEX 015  
Tél. : 40-65-25-25  
Télécopieur : 45-48-23-96  
Publicité : le Monde Publicité S.A.  
Responsable : Christophe Guibelegruit  
5, rue de Montessuy,  
75007 Paris.  
Tél. : 45-55-91-82 ou 45-55-91-71  
Reproduction interdite de tous articles,  
sauf accord avec l'administration.

À L'OCCASION DU 10<sup>e</sup> ANNIVERSAIRE DE L'ÉTAT DU MONDE

les Éditions La Découverte organisent un CONCOURS  
doté de nombreux prix  
du 15 septembre au 15 décembre 1990  
Bulletin de participation chez votre libraire

■ La dixième édition de L'état du monde paraît au moment où l'actualité internationale s'accélère. Dans une telle conjoncture, cet annuaire économique et géopolitique dont l'exhaustivité et la fiabilité demeurent inégalées, est plus indispensable que jamais.

■ 270 articles rédigés par 130 spécialistes — universitaires, journalistes et experts — parmi lesquels Paul Baïta, Gérard Belloin, Sophie Bessis, Jean-Luc Domenach, François Féron, Michel Foucher, Yves Lacoste, Philippe Moreau Defarges, Philippe Norel, Pierre Haski, Alain Labrousse, Georges Mink, Olivier Roy, Jacques Sapir, Stephen Smith, Alfredo G.A. Valladao.

■ Le dossier de l'année :  
Le système soviétique en révolution.

■ 43 pages de cartes, 75 pages de tableaux statistiques (avec les chiffres les plus récents, pour la plupart inédits), 80 bibliographies, 14 chronologies thématiques, un index de 2 500 entrées... et l'humour de Plantu.

■ Entièrement renouvelé, L'état du monde 1991 est un outil de travail indispensable pour qui veut suivre l'actualité internationale et comprendre l'évolution du monde.

■ Ouvrage relié, 640 pages, 139 F.

LA DÉCOUVERTE

مكتبة من الأصل



La ville de Nantes et le Monde diplomatique, en liaison avec l'association Jurista, organisent à Nantes, les 14 et 15 novembre, un colloque sur le thème « La force du droit ». L'usage du droit dans les sociétés et la notion de défense des citoyens seront au centre de cette rencontre internationale, à laquelle participeront notamment Claude Julien, Jean-Claude Colliard, Daniel Soulez Larivière, Simone Rozès et Jean-Marie Ayrault, député et maire de Nantes. (Renseignements et inscriptions : mairie de Nantes - Tél. : 40-41-63-67.)

SECRET

١٥٠٠ من المال



## Que reste-t-il de la

**T**OUT au long de l'été, alors que se préparait dans la fièvre l'unification allemande, une violente polémique se poursuivait dans les milieux intellectuels de la RFA à propos du livre *Ce qui reste* de Christa Wolf, la romancière (est-)allemande la plus lue et la plus traduite dans le monde. Ce vif débat en occultait un autre : que vont devenir, dans une économie de marché, les institutions culturelles de la RDA, parfois de grand prestige international mais entièrement subventionnées par l'Etat ?

Par JEAN-MICHEL PALMIER \*

Par la diversité de son œuvre, la beauté de sa langue, le courage de ses prises de position politiques, la romancière Christa Wolf peut être considérée comme la figure de proue de la littérature est-allemande. Cette femme, perpétuellement à l'écoute du quotidien, qui, dans tous ses livres, ausculte son pays comme on ausculte un cœur humain, est un témoin privilégié des crises, des espoirs et des échecs de la RDA. L'auteur de *Cassandra* (1), fresque mythico-politique qui lui valut en son temps bien des difficultés avec les autorités de Berlin-Est, porte sur le passé et l'avenir de la culture de l'Allemagne de l'Est un regard lucide.

Les traductions récentes en français de *Solmes d'été* et de *Ce qui reste* (2), le concert d'insultes qui a accompagné la publication de ce dernier livre en RFA, les débats auxquels elle a récemment participé en France (où elle jouit d'un grand prestige), les inquiétudes qu'elle y exprime, sont des symptômes révélateurs des questions qui assaillent

\* Auteur de *Weimar en exil*, Payot, Paris, 1988, et de *Retour à Berlin*, Payot, Paris, 1989.

de nombreux écrivains d'Allemagne de l'Est quant au destin de leur culture spécifique.

Née en 1929, spectatrice du nazisme et de la guerre, Christa Wolf est la romancière de la mémoire. C'est en chacun, comme des cicatrices, que s'inscrit l'histoire. Dans tous ses livres, elle interroge à partir d'un événement, d'une expérience. Comme Faulkner, elle sait que « le passé n'est pas mort, il n'est même pas passé ». Cette remarque qu'elle a incorporée au premier chapitre de *Trame d'enfance* (3), son grand récit autobiographique, apparaît d'emblée comme une critique du mythe sur lequel s'était édifiée la RDA. L'antifascisme proclamé, le rôle que jouèrent dans sa fondation les anciens exilés, plaçaient ses habitants au-dessus de toute critique. Ils n'avaient aucune part au « travail de deuil », à la culpabilité qui incombaient à la RFA « réactionnaire ».

Christa Wolf montre au contraire que c'est en chacun qu'il importe de débarrasser le monstrueux et que bien peu sont innocents des crimes commis. Leur silence, leur lâcheté les impli-

quent aussi. *Le Ciel partagé* (1963) évoquait la division de l'Allemagne à travers un couple, les motivations qui poussaient l'un à quitter la RDA et l'autre à y demeurer. Tous ses romans postérieurs ont confirmé son éblouissante technique, sa capacité de nous émouvoir à travers l'évocation de l'époque romantique, du passé nazi ou du présent. Récusant l'étroitesse du réalisme, elle traque au sein du quotidien, la tristesse, les espoirs déçus, les rêves meurtris, l'imaginaire. On l'exhorta à la prudence. Elle refusa de se taire et sa vision se fit de plus en plus critique, parvenant à rassembler l'intrigue de chaque roman autour d'une journée, d'un incident, révélateurs de toute une société.

*Solmes d'été* renoue avec l'univers de la *Cerise de Tchekov*. Des amis sont réunis, l'été 1976, dans un coin perdu du Mecklembourg. Ils parlent de choses parfois insignifiantes. Intellectuels, ils restaurent des formes et découvrent la campagne, l'amitié, la vie des gens simples. Il faisait chaud cette année-là — et « jamais le ciel avec son bleu tyrannique ne fut plus implacable ». Leur idylle est troublée par le pressentiment d'une catastrophe, la certitude que cette société, qu'ils semblent fuir dans la nostalgie des paysages, est un monde malade. Ils voudraient conserver désespérément ces moments de bonheur et de liberté qu'ils ont connus pour si peu de temps. L'orage qui déchirera leur ciel, ce sera le retrait au poète Wolf Biermann de sa nationalité est-allemande et son expulsion en novembre 1976.

Rude crise pour cette génération. Partir ? Non, car, comme le dit Christa Wolf quand on l'interroge, la RDA, c'était son pays, celui de ses espoirs. Elle aimait ses habitants et voulait se battre pour eux. Protester, dénoncer la stupidité d'une telle mesure, elle le fit plus que tout autre. Les conséquences nous sont racontées

dans *Ce qui reste*. Ce court récit commence par ces mots laconiques : « N'aie pas peur ».

Ayant dénoncé, dans *Cassandra*, l'emprise croissante de la police politique, la Stasi, celle-ci riposta en la faisant surveiller ostensiblement. Trop célèbre pour qu'on la persécute physiquement, il s'agissait de la démolir. En regardant par la fenêtre les trois jeunes messieurs en anorak, qui ingurgitent des saucisses dans une Wartburg blanche, en face de chez elle (*lire l'extrait ci-dessous*) : en observant les traces de pas si visibles qu'ils ont laissées dans son appartement, elle comprend que cette surveillance est un avertissement, une provocation. Ceux qui la surveillent font leur métier. Elle les plaint. Ce sont de simples fonctionnaires. Parfois, ils répondent ironiquement à ses signes. Il s'agit seulement de la décourager d'écrire. Cette longue journée de 1979 où elle découvrit qu'elle faisait l'objet d'une surveillance nous est contée, dans *Ce qui reste*, dans ses moindres détails, avec sa tristesse et ses angoisses.

Christa Wolf sait qu'on lit ses livres et qu'un jour, dans sa « nouvelle langue libre », elle pourrait également parler de cela, de cette journée de 1979, presque banale.

*Ce qui reste*, publié en 1989, a fait l'objet, en RFA, de la part de certains critiques, d'une campagne d'insultes et de dénigrement. Et c'est sans exagération que Walter Jens, le président du Pen Club ouest-allemand, a pu évoquer l'époque du maccarthysme. A l'auteur de *Cassandra*, critique implacable du pouvoir bureaucratique qui régnait en RDA, on reproche d'avoir « manqué de courage civique », d'avoir attendu la fin du régime Honecker pour prendre des risques. Le critique Jürgen Sack ne voit dans son récit que les « jérémiades d'une hypocrite destinées aux hypocrites ».

Christa Wolf reconnaît avoir été surprise et atteinte par cette campagne (*Cf. Libération*, 20 septembre 1990), même si l'image qu'on a forgée d'elle est mensongère pour quiconque connaît son œuvre et son itinéraire politique. Elle y voit un symptôme des difficultés de compréhension des intellectuels ouest-allemands à l'égard de ceux de l'Est, même si, parmi les premiers, plusieurs, dont Günter Grass (*Spiegel*, 16 juillet 1990), ont manifesté leur indignation. Cet exemple est révélateur des problèmes que ne manqueraient pas de rencontrer ceux qui, même critiques ou opposants, représenteraient la vie culturelle de la RDA.

## Un idéal non réalisé

**A**VANT de devenir un Etat bureaucratique et autoritaire, masquant derrière les statistiques de ses « réussites industrielles » le malaise quotidien vécu par chacun, la République démocratique allemande tenta de donner forme à un rêve : celui, forgé par Heinrich Mann et tant d'exilés de 1933, de créer une « autre Allemagne », réellement démocratique. Les écrivains y prirent une part active, même si, assez vite, des scissions profondes les séparèrent. Certains s'identifièrent au pouvoir, d'autres critiquèrent cette caricature de socialisme. Dès les années 50, au sein du monde de la culture, les crises furent violentes, marquées par l'arrestation de Walter Janka, ancien directeur des éditions Aufbau, condamné en 1957 avec Gustav Just, Heinz Zöger et Richard Wolf à cinq ans de prison. La publication à l'automne 1989 des souvenirs de Wal-

ter Janka, *Schwierigkeiten mit der Wahrheit*, chez Rowohlt, de ceux de Gustav Just, ancien rédacteur en chef de l'hebdomadaire *Sonnatag*, parus récemment chez Luchterhand (*Zeuge in eigener Sache*), permettent d'en découvrir les péripéties.

Les disciples de Georges Lukacs, comme Walter Harich, furent à la fin de 1956 déferés devant les tribunaux. Ceux qui avaient été les compagnons de lutte en exil de tant d'opposants à Hitler témoignèrent parfois contre eux,

(1) *Cassandra*. Traduit de l'allemand par Alain Lance et Renée Lance-Otterbein. Albin, Aix-en-Provence, 1985.

(2) *Solmes d'été*. Traduit de l'allemand par Lucien Haug et Marie-Ange Toy. Albin, 1990. *Ce qui reste*. Traduit de l'allemand par Ghislain Riccardi. Albin, 1990.

(3) *Trame d'enfance*. Traduit de l'allemand par Ghislain Riccardi. Albin, 1987.

(Publié)

## FORUM CIVIQUE EUROPÉEN

Pour signer cet appel ou pour toute autre forme de participation et de soutien, s'adresser à :

- François Bouchard, Forum Civique Européen, BP 42 F - 04300 Forcalquier, tél. : 92-76-05-98 - Fax : 92-73-71-06 - France.
- Brigitte et Jörn Barmeister, Seydelstr. 32, RDA - 1080 Berlin, tél. 37-2-2293927.

## Tous à Berlin ! ...le 4 novembre 1990

Voilà bientôt un an que le peuple est-allemand s'est débarrassé de ceux qui prétendaient faire son bonheur à sa place. La « révolution tranquille », en tombant le Mur de Berlin, a liquidé les séquelles de 40 ans de guerre froide.

Pourtant, le principal acteur des bouleversements à l'Est, le peuple, risque d'être étrangement absent des cérémonies du premier anniversaire. Qui se souvient encore que ces événements n'ont pas été dus à la seule force du Deutsche Mark, non plus qu'à la fascination provoquée par les vitrines occidentales ? Et que ceux qui les ont faits ne se battaient pas pour le rachat pur et simple de leur pays par la Deutsche Bank, comme c'est le cas actuellement ?

Le souffle de liberté qui a réveillé l'Europe en automne 1989 n'a pas seulement effrayé les bureaucrates de l'Est. A l'Ouest aussi, beaucoup en tremblent encore. Ils ont eu peur que les peuples de l'Est inventent des types de sociétés plus souples, plus humaines, et débarrassées des scléroses bureaucratiques comme les brutalités du marché libéral. Pour aussi que leur exemple ne contamine les voisins de l'Ouest. Voilà pourquoi des attaques venimeuses sont lancées aujourd'hui par certains médias occidentaux contre des intellectuels indépendants comme Christa Wolf, entre autres, qui joignent leurs voix au mouvement durant les journées décisives de novembre.

Voilà pourquoi la célébration « officielle » du premier anniversaire portera avant tout sur la date du 9 novembre, jour de la chute du Mur, date de départ du Blitzkrieg mené depuis par le Deutsche Mark contre l'économie est-allemande.

Voilà pourquoi, enfin, comme Honecker et ses camarades pour le 40<sup>e</sup> anniversaire de la RDA, les dirigeants de l'Ouest oublieront d'associer le peuple à leurs congratulations commémoratives.

Nous n'acceptons pas que la révolution tranquille soit enterrée sous les fleurs. A l'Est comme à l'Ouest, nous sommes nombreux à vouloir pour Maison Commune autre chose qu'un Marché Commun.

Nous irons à Berlin le 4 novembre, jour anniversaire de la plus grande manifestation populaire sur l'Alexanderplatz, pour y fêter la victoire sur les fantômes de la guerre froide, remercier ceux de l'Est qui l'ont obtenue, réfléchir avec eux pour continuer l'invention de notre Europe, celle des citoyens.

## Premiers signataires de l'appel « Tous à Berlin ! ...le 4 novembre 1990 »

FRANCE : Gilles PERRAULT, écrivain ; RENAUD, chanteur ; J.-Pierre FAYE, philosophe ; Luc BIHL, avocat ; Claude BOURDET, écrivain ; Félix DAMELLE, géographe ; Jean CARDONNEL, dominicain ; Robert DAVEZIES, prêtre ; Michel CARDOZE, journaliste ; Patrick TORT, philosophe ; J.-Pierre LEMAIRE, porte-parole AREV ; Griselda SARMIENTO, psychanalyste ; Nacer KETTANE, médecin ; Antoine COMTE, avocat ; Georges LABICA, professeur ; Ernest PIGNON-ERNEST, peintre ; Dominique TRICAUD, avocat ; Frédéric GILBERT, journaliste ; SINE, dessinateur. BELGIQUE : Alternative Libertaire. GRANDE-BRETAGNE : Marc FISHER, député, porte-parole du Parti travailliste-culture et communication ; Glyn FORD, député européen, président du groupe travailliste ; Ken COATES, député européen, président sous-commission Droits de l'Homme du Parlement européen. USA : Noam CHOMSKY, prof. univ. MIT ; Edward HERMAN, prof. univ. Pennsylvania. RDA : Brigitte BURMEISTER, écrivain ; Stefan HEYM, écrivain. RFA : René et Annemarie BOLL, Erbsengemeinschaft Heinrich Boll ; Bernd ENGELMANN, écrivain ; Eckart SPOO, journaliste. Uwe FRIESEL, président de l'Association des écrivains Allemands ; Lothar BAIER, écrivain. PORTUGAL : Otelo SARAIWA de CARVALHO, président d'honneur du FORUM CIVIQUE EUROPEEN. ESPAGNE : Fernando SALAS, avocat ; Joan Manuel SERRAT, chanteur ; Mima SANT-GRANADOS, peintre ; Christina MARISTANY, écrivain ; Rafael LORENTE, écrivain. AUTRICHE : Robert JUNGK, futurologue ; Alfred HRDLICKA, sculpteur ; Dietmar SCHONHERR, acteur ; Peter TURINI, écrivain ; Georges TABORI, metteur en scène ; Peter KREISKY, SUISSE : Jean ZIEGLER, député ; Henri CULLEMIN, écrivain ; Hans A. PESTALOZZI, écrivain ; Jochen KETTER, président Congrès des écrivains européens ; Heiner HESSE ; Otto F. Walter, écrivain ; Alexander J. SEILER, cinéaste ; Franz HOHLER, chansonnier ; Theo et Annelie PINKUS, libraires ; AL IMFELD, écrivain ; Giovanni ORELLI, écrivain ; Françoise JEANPRETRE ; Irène SCHWEIZER, musicienne ; Linart BARDILL, auteur-compositeur ; VON GUNTEN, cinéaste. PAYS-BAS : Doo VERMEIRE, président Kunstkring ; Miep DIEKMANN, écrivain ; Truus MENGERS-VERSTEGEN, artiste ; Piet FRANZ, artiste ; AD VAN DIJK, artiste ; Wim KLINKENBERG, journaliste ; Dick BOER, théologien, prof. univ. Amsterdam ; S.P.A. GIPMAN, journaliste. URUGUAY : Eduardo GALEANO, écrivain ; Mario BENEDETTI, écrivain.

## CHRISTA WOLF

## Les émissaires de l'Autre

Dans *Ce qui reste*, Christa Wolf narre, sur l'espace d'une journée, la surveillance incessante dont elle est l'objet de la part de la police politique, et les obsessions qu'elle éprouve.

J'aurais bien voulu savoir comment se faisait l'organisation du travail chez eux, ou la réception des ordres, car c'est bien ainsi qu'il fallait appeler cela, et si certains emplois étaient plus appréciés que d'autres, par exemple faire le guet dans une voiture plutôt qu'être en faction au coin d'une porte. Et, puisque enfin je montrais mon intérêt : si ceux qui font les cent pas dans les rues avec leurs petites sacoches ou bandoulières y cachent vraiment un talkie-walkie, comme l'affirme une rumeur insistante. Je les soupçonnais parfois de n'avoir rien d'autre dans leurs sacoches que leurs tartines beurrées qu'ils dissimulaient avec des airs de conspiration, par un besoin humanement compréhensible d'en imposer (...).

Je regrettais encore de ne pas avoir suivi mon impulsion, à l'époque, quand tout a commencé, dans les premières nuits froides de novembre, et de ne pas leur avoir apporté du thé bien chaud. Cela aurait pu devenir une habitude, personnellement nous n'avions rien les uns contre les autres, chacun de nous faisait ce qu'il devait faire, on aurait pu entrer en conversation, parler — au nom du Ciel pas du service ! — mais de la pluie et du beau temps, des maladies, de la famille.

Mais maintenant assez. Ce besoin honteux que j'ai, d'être en bons termes avec toutes sortes de gens (...).

Et comment qualifier autrement, sinon d'enfantesques, ces ruminations mentales incessantes auxquelles je me surprenais et qui, bien trop souvent, débouchaient sur cette question absurde : Qu'est-ce que vous voulez au juste ? Combien j'avais encore à apprendre ! Adresser la parole à une institution comme si elle était un être humain ! Mais je n'en étais plus à cette première phase, me disais-je pour m'apaiser, je ne me laissais plus aller à des protestations d'innocence, depuis quand à vrai dire ? Un beau jour, j'avais fini par comprendre qu'il n'y avait pas de destinataire pour les protestations et les tentatives d'explication, il me fallait admettre, idée contre laquelle j'avais si longtemps regimbé, que ces jeunes messieurs là-dehors ne m'étaient pas accessibles. Ils n'étaient pas mes parents. Ils étaient des émissaires de l'Autre.

(*Ce qui reste*, traduit de l'allemand par Ghislain Riccardi, Albin, Aix-en-Provence, 1990, 100 pages, 69 F.)

**L'ALBUM 90**  
de **PLANTU**  
**UN VAGUE SOUVENIR !** est paru  
EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

مكتبة من الأصل







# Nostalgies de grandeur et craintes de l'avenir en Hongrie

Par notre envoyé spécial EDOUARD BAILBY



U cœur de Miskolc, cité industrielle du nord de la Hongrie, des HLM à la lisière d'un terrain vague. Les murs sont délabrés. Les fenêtres minuscules, de forme carrée, filtrent avec peine la lumière. Du linge sur des fils de fer. Cartons, morceaux de papier, boîtes de conserve, jonchent le sol. Cheveux noirs, teint basané, des enfants tziganes se faufilent en courant entre les voitures en stationnement. Atmosphère d'un quartier d'immigrés dans les banlieues. Peut-être le tiers-monde.

Cent mètres plus loin, au-delà d'une bâtisse austère, la principale artère commerçante de la ville : Széchenyi István ut, réservée aux piétons. Magasins, restaurants, terrasses de café, s'alignent dans un décor du dix-neuvième siècle. Bâti en 1823, le plus vieux théâtre de Hongrie. Animation intense dans la journée. Pas un mégot sur le trottoir. Mais le soir, après 20 heures, les femmes n'ont plus se promener seules. Elles prétendent qu'elles se font agresser par des bandes de jeunes tziganes. Plaisanteries douteuses, grossièretés, vols à l'arraché.

Le racisme, qui était sous-jacent, refait surface avec la démocratie. Problème grave dans un pays qui se voulait homogène. Installés en Hongrie depuis le quinzième siècle, les tziganes forment une communauté de trois cent mille à huit cent mille personnes sur une population globale de dix millions. Aucune statistique précise, le régime communiste n'ayant jamais fait officiellement de distinction entre les citoyens. Pourtant, la rumeur publique affirme que Janos Kadar, le numéro un hongrois pendant trente ans, « protégeait » les tziganes parce que sa femme était de leurs.

A Miskolc, ville de deux cent cinquante mille habitants, ils représentent 15 % de la population. Un record avec Debreceen, à l'est du pays. L'année dernière, la municipalité a voulu les parquer dans les camps. Hors de la cité. Le projet a avorté, mais le problème reste entier. Le fossé se creuse entre les deux communautés. Manœuvres dans la métallurgie et les services municipaux, mal payés, les tziganes sont les premières victimes du chambardement de l'économie. Chômage. Frustrations.

Dans toute la Hongrie, trente mille tziganes vivaient dans la misère. A Budapest, au alentours des grands hôtels, de jeunes mères portent leur bébé dans les bras et demandent l'aumône. Ça ne s'était pas vu depuis quarante ans ! Tout n'est pas sombre néanmoins. Déjà, les tziganes s'organisent. Une demi-douzaine de partis politiques, des associations culturelles et sportives. Principale minorité du pays, ils veulent défendre leurs droits. Pas seulement ceux de leurs deux mille musiciens qui jouent du cymbalum ou du violon dans les restaurants et les auberges. Ceux-là forment une caste privilégiée.

SUR la route, en direction de Keszthely, un panneau : « Privet ». A perte de vue, des champs de maïs. L'auberge est accueillante. Parking en terre battue pour les voitures. A l'intérieur, une salle de trente couverts. Décor rustique. Nappe brodée rouge et blanc. Serviettes pliées sur les assiettes en porcelaine. Écrit en hongrois et en allemand, le menu propose des plats aux noms indéchiffrables. Mais la cuisine est savoureuse, le service impeccable. Vins hongrois, cognac, whisky et, bien sûr, la traditionnelle barackpalinka, eau-de-vie d'abricot. La patronne a ouvert sa petite cserda voilà trois ans. Les affaires marchent bien, surtout avec les touristes allemands et autrichiens. Ils ont été plus de sept millions à visiter la Hongrie en 1989. Quarante mille Français seulement.

Les premiers histros privés, de caractère familial, firent leur apparition dans les années 70. Sur les rives du lac Balaton, haut lieu du tourisme. Trois, quatre tables, un plat frugal. Pas d'alcool. En 1981, dans le cadre des réformes, le gouvernement autorisa la création de petites entreprises privées de cinq employés, puis de vingt. Très vite, l'hôtellerie et la restauration commencèrent à se développer. Aujourd'hui, on ne compte pas moins de sept mille cinq cents restaurants ou auberges, les cserdas, dans toute la Hongrie. Orchestre tzigane le soir. Malheureusement, avec la crise économique, la clientèle est surtout étrangère. Les Hongrois restent chez eux.

KOSZEG, ville historique de douze mille habitants, à 4 kilomètres de la frontière autrichienne. Pendant deux siècles, elle fut la propriété personnelle des Habsbourg. Depuis la fin de la guerre, les collines avoisinantes étaient interdites : zone stratégique le long du « rideau de fer ». Elles ont été réouvertes à la circulation au printemps dernier. Chaque week-end, des familles vont s'y promener. Deux heures de marche à pied à partir du centre-ville. Cachées derrière les arbres de la forêt, des casernes de l'armée hongroise. Miradors, camions, radars. Pourtant, la nature semble presque intacte. Elle a été préservée de fait par les militaires, qui se retirent progressivement. Ni fabriques ni maisons. Un seul petit hôtel dans les collines boisées, réservé aux Soviétiques. Mais ils sont partis depuis longtemps, faute d'argent.

Rencontré par hasard, un inspecteur des douanes. Depuis dix ans, il travaille au poste frontière tout proche, au pied des collines anciennement interdites. Les touristes affluent. Les Autrichiens viennent passer la journée pour manger bien et pas cher. Ils remportent du salami. La Hongrie, pays de transit de la drogue ? Des rumeurs, sans plus. Pas un gramme de cocaïne saisi jusqu'à présent. Mais les gardes frontières sont inquiets. Avec la suppression des visas, ils ne se sentent plus indispensables. Le chômage les guette.

MERcredi matin, Váci utca, la rue piétonne du centre de Budapest. Le Danube n'est pas loin. Cafés, pâtisseries, magasins, agences de voyages. Trois librairies. Pas une ne vend des romans en anglais ou en allemand. Uniquement des guides touristiques et des livres d'art. Tous les ouvrages sont en hongrois. Les vendeurs eux-mêmes ont du mal à s'exprimer dans une langue étrangère. Pendant quarante ans, on a surtout enseigné le russe dans les écoles. Peu utile avec les visiteurs de l'Ouest.

Adidas. Devant la porte d'entrée, une centaine de jeunes font la queue. Spectacle quotidien. Trente mètres plus loin, dans une rue adjacente, un des deux McDonald's de la capitale hongroise. Inauguré par un vice-ministre, en avril 1988, celui-ci sert en moyenne sept mille cinq cents clients par jour. Majorité écrasante d'adolescents. Brouhaha. Papiers gras sur le trottoir. Les Hongrois se précipitent dans la société de consommation. Bien sûr la chaîne américaine de restauration rapide ouvrira trois autres restaurants à Budapest.

Onze heures. Une vingtaine de paysannes s'alignent de part et d'autre de Váci utca. Fichu noué autour de la tête. Elles viennent de Transylvanie, cette province de Roumanie où vivent deux millions de Hongrois. Elles ont fui leurs villages. Crainte de l'avenir. Pour vivre, elles vendent à la criée des dentelles, des tapisseries. Soudain, elles s'envoient comme des moineaux. Deux agents de police passent. Un peu plus loin, ils entraînent derrière une porte cochère un homme qui achète des devises au marché noir. Foulée, papiers. Les paysannes retournent à leur place. Les policiers hongrois sont devenus déboulinés. On les voit de plus en plus rarement.

Autour d'une fontaine, des Italiens chantent et rient à gorge déployée. Au bout de la rue, place Vörösmarty, un clown gesticule au milieu de la chaussée. Nez rouge, pommettes bleues, pantalon vert. Quelques enfants. Ce sont des adultes qui regardent. Parfois une pièce de monnaie. Toujours



UNE - CSARDA - A TITHANY

des applaudissements. Il faut bien encourager les artistes. Détendue, Budapest vit à l'heure des libertés retrouvées.

BATIMENT blanc, tour de contrôle. Tapi derrière une rangée d'arbres qui surplombent la route, un aéroport de tourisme. Il a été ouvert cette année sur la rive sud du lac Balaton. Un homme s'approche de notre voiture. Quelques mots en anglais. Aimable, il propose de nous faire visiter les lieux : salon d'accueil, cafétéria, bureau des douanes. On accède à la tour de contrôle par un minuscule escalier en colimaçon. La piste, en rase campagne, est réservée aux bimoteurs de deux à vingt places qui viennent de l'étranger. Essentiellement des touristes pendant la saison estivale.

Avant, c'était une base aérienne d'observation de l'armée soviétique. à quelques kilomètres de Siofok, la célèbre station balnéaire. Dans toute la Hongrie, les casernes se vident, les chars rugissent sur la voie du départ. Avant le 30 juin 1991, ils seront tous partis : cinquante-deux mille militaires au total, plus les familles. Aucun incident majeur, sauf d'interminables querelles sur l'état des installations abandonnées par leurs occupants. Heureusement, les nombreuses pistes aériennes construites un peu partout depuis 1956 ne seront pas inutilisées. Les Hongrois vont pouvoir, enfin, créer un réseau de lignes domestiques. Ils en ont besoin. L'aéroport de Siofok est le premier du genre : un événement.

PARC à la française. Pelouse soigneusement entretenue. Au second plan, un château baroque du dix-huitième siècle. Magnifique escalier en fer forgé. A l'intérieur, cent vingt-six pièces dont le mobilier a été entièrement détruit à la fin de la guerre. Avant l'arrivée des communistes, la famille Esterházy était propriétaire des lieux. Richissime. Plus de cent quarante mille hectares de terre, quelques villages. De lointains héritiers, éparpillés en Europe et aux États-Unis, vont-ils réclamer tous ces biens ? Des paysans s'inquiètent. Actuellement, le château appartient à l'Etat. Le bâtiment principal est ouvert au public. Récitals dans la grande salle où pendant vingt ans Haydn donna des concerts. École d'horticulture dans une aile du château. Chaque année, à la remise des diplômes, cérémonie compassée d'un autre âge. Défilé, bannières au vent, musique classique. Le gravier crisse sous les pas. Dans une annexe, quinze chambres moniales pour touristes. Une salle de bains à l'étage.

Le « petit Versailles » hongrois vient d'être rebaptisé château d'Esterházy. Fertőd, village où il est situé, à 27 kilomètres de Sopron. s'appelait, avant 1950, Esterháza - la demeure d'Esterházy. Va-t-il reprendre, lui aussi, son nom d'origine ? La nostalgie d'une certaine grandeur reste vivace.

DEUX mille trois cents kilomètres en voiture à travers la Hongrie. Chaque village a son quartier de maisons neuves. Solides bâtisses d'un ou deux étages, entourées de jardins. La campagne respire le bien-être. A Hollókő, dans la région montagneuse du nord du pays, les cinq cents habitants du vieux village vivent déjà dans un musée. Il figure sur la liste du patrimoine culturel de l'humanité, établie par l'UNESCO.

Commencée voilà quelques années sous le régime communiste, la réforme économique dans l'agriculture a relancé la production. Six cent quarante mille lopins privés, sept cent cinquante mille jardins familiaux à l'intérieur des coopératives. Ensemble, ils produisent les deux tiers des pommes de terre et des légumes frais, 55 % du raisin, 40 % des œufs. La moitié du cheptel porcien leur appartient, 40 % de la volaille. La Hongrie a été le premier pays de l'Est à reconnaître aux coopératives une forte autonomie de gestion et de stratégie commerciale. Depuis cinq, six ans, la campagne a commencé à s'enrichir. Il n'y a qu'à traverser les villages de la grande plaine pour le constater : les maisons neuves encerclent les maisons traditionnelles.

(Lettre de Jean Mineraud.)

**LE MONDE**  
diplomatique

**COMPRENDRE L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL ANTICIPER L'ÉVÉNEMENT**

Deux types d'abonnement au Monde diplomatique sont proposés à nos lecteurs :

Tarif normal, avec possibilité de bénéficier d'un tarif dégressif pour abonnements en nombre (envoi groupé : même destinataire, même adresse). Les prix indiqués s'entendent à l'unité.

Tarif étudiant (joindre la photocopie de la carte).

**ABONNEZ-VOUS**

TARIF ABONNEMENTS	PRIX DE L'ABONNEMENT (à l'unité)	
	1 AN	20 ANS
FRANCE, ANDORRE, MONACO, postes militaires navales	180 F	162 F
ÉTUDIANTS (joindre photocopie de la carte)	135 F	
ÉTRANGER VOIE NORMALE (toutes destinations)	240 F	222 F
VOIE AÉRIENNE		205 F
Europe, pays du Maghreb	257 F	239 F
Afrique, Proche-Orient, Moyen-Orient, St-Pierre-et-Miquelon	300 F	282 F
Amérique du Nord, Sud, Corée, Madagascar, Tom	340 F	322 F
Asie, Australie, Océanie	340 F	322 F

**BULLETIN D'ABONNEMENT**

Je m'abonne au MONDE DIPLOMATIQUE pour :

☐ 1 AN

☐ ABONNEMENTS EN NOMBRE

Nombre d'abonnements : ... x Prix à l'unité : ... F = prix total : ... F

NOM : \_\_\_\_\_

PRÉNOM : \_\_\_\_\_

ADRESSE : \_\_\_\_\_

CODE POSTAL : \_\_\_\_\_

PAYS : \_\_\_\_\_

Bulletin et règlement à retourner à :

**LE MONDE diplomatique**

5, rue Antoine-Bourdelle 75001 Paris Cedex 015

collection

**MANIÈRE DE VOIR**

N° 4 LA PAIX DES GRANDS L'ESPOIR DES PAUVRES.

N° 6 REGARDS D'ÉCRIVAINS SUR UN MONDE CONVULSÉ.

N° 7 DU COMMUNISME RÉEL À L'AMBITION DÉMOCRATIQUE.

N° 8 LA PLANÈTE MISE À SAC.

N° 9 (bon de commande p 12) LES MASQUES DU RACISME.

CHAQUE VOLUME 98 PAGES - 38 F

مكتبة من الأصل



# La si sage Bulgarie en révolte permanente

à la crise économique. Au printemps dernier, la région locale a bien perdu les deux tiers de sa valeur, limitant sérieusement la possibilité de voyager à l'étranger. Depuis les élections, l'inflation prend des allures catastrophiques. L'essence, quasiment introuvable, a augmenté de 100 %. Les prix des produits de première nécessité ont augmenté de ceux des services ont triplé, voire quadruplé. Mais les salaires n'ont pas suivi et les deux syndicats (l'officiel et l'oppositional) enfin unis ont demandé de concert aux hommes politiques de tous bords de trouver une issue rapide à la crise présidentielle sans recourir à une grande escalade d'illimitation. A partir du 1<sup>er</sup> septembre, le sucre, la farine, l'huile et la lessive sont rationnés.

# RENAULT

LE HORS TAXES EST NOTRE METIER



## FULGURANTE ÉVOLUTION DE LA PRESSE SOVIÉTIQUE

## Vive le capitalisme, haro sur la révolution !

**A**LEXANDRE SOLJENITSYNE a rompu le silence et publié à Moscou une brochure dans laquelle il propose de « réaménager la Russie ». Fort attendus, les propos de l'auteur de *L'Archipel du Goulag* n'ont pas suscité de grands débats. C'est que son programme — où se mêlent religion, tsarisme et nationalisme — ne surprend guère. Et paraît presque timide comparé aux articles iconoclastes que publie désormais la presse soviétique.

Par JEAN-JACQUES MARIE \*

Le lecteur le plus las de la « politique » ne saurait rester indifférent au travail fondamental du journaliste Alexandre Tsipko, qui pose, dans *Novy Mir*, cette question : « Nos principes sont-ils bons ? » (titre de l'article), et répond avec assurance : « Non, ils NE sont pas bons ». Alexandre Tsipko « enquête » sur le rôle des classiques du marxisme dans « nos malheurs actuels », et juge « criminelle » (c'est son expression) la « doctrine de la révolution et de la dictature du prolétariat ».

Le tirage de ce numéro, comme du précédent, ayant été retardé, officiellement pour manque de papier, un responsable de *Novy Mir* regrette ce retard et précise que, « pour une partie des abonnés de la revue, ces audaces de Tsipko seront déjà devenues des lieux communs à la date où ils recevront ce numéro » (1).

On ne saurait mieux dire que la pensée officielle de l'intelligentsia soviétique évolue à grande vitesse...

A une si grande vitesse... qu'un dissident soviétique émigré, commentateur à Radio Svyoboda, Vadim Belotsverdovskii, a adressé à la revue *Znamia* (juillet 1990) une lettre qui commence par cette constatation mélancolique :

« L'intelligentsia russe ne peut manifestement vivre sans tomber dans les extrêmes. L'extrémisme à la mode aujourd'hui, c'est le penchant pour le

marché, pour le capitalisme. » Ce penchant s'accompagne d'une dénonciation de la révolution d'Octobre, souvent présentée comme un simple coup de force organisé par des fanatiques ou des chefs de bande foulant aux pieds la démocratie et la morale. En même temps, on procède à une réévaluation mystifiante et fantasmagorique de la Russie tsariste ; cela prend des formes d'une étonnante brutalité. Et pas seulement dans les articles délirants des revues liées au groupe stalinien-fasciste et antisémite de Pamiat, comme *Nach Sovremennik* (2), *Moloda Gvardia* ou *Moskva*, mais dans les opinions couramment exprimées dans les revues ou les journaux dits « libéraux » ou « radicaux ».

L'interview complaisante de M. Le Pen publiée par le quotidien des « Jeunes communistes », *Komsomolskaia Pravda*, du 3 août 1990, ou celle du représentant de Possev, maison d'édition du NTS (organisation liée pendant la guerre à l'armée de Vlassov, qui combattait l'URSS dans le camp de Hitler), publiée dans la *Literaturnaia Gazeta*, hebdomadaire de l'Union des écrivains (8 août 1990), n'expriment pas seulement une révision bien naturelle à l'égard du monolithisme, elles reflètent une évolution de couches entières de l'intelligentsia qui consiste à inverser grossièrement les critères ou les stéréotypes staliens. Le résultat est parfois hallucinant...

## Un discours furieusement réaganien

**P**AR exemple, sans susciter d'émotion particulière, le philosophe Gourevitch dénonce dans *Sovetskaiia Kultura*, l'un des journaux phares de la perestroïka, toutes les mesures dites sociales comme des incitations à la faiblesse qui suppriment chez l'homme l'envie même de travailler. « Les gens se sont mis à devenir délibérément chômeurs. Pendant que les uns gagnent leur pain à la sueur de leur front, d'autres s'amusent à donner à manger aux cygnes dans les jardins publics. Pendant qu'il a son travail se recroqueville à l'idée de voir le visage furieux de son patron, Y dormait à poings fermés dans son lit jusqu'à midi... » (19 septembre 1989.)

Notre philosophe radical ne se contente pas de dénoncer cette prétendue couche de chômeurs professionnels... A l'en croire, les pensions alimentaires versées aux femmes divorcées ayant des enfants à charge ont produit les mêmes effets pervers : après l'institution de cette pension alimentaire, « la statistique des divorces a fait un bond. Les femmes américaines avaient trouvé là un bon moyen d'assurer leur existence quotidienne ».

Bref, selon notre moraliste philosophe, les femmes américaines font profession de divorce comme une bonne partie des ouvriers choisissent la carrière du chômage...

\* Ecrivain, auteur de *Vladimir Vissotsky*. Seghers, Paris, 1989.

THE GREAT TERROR. A REASSESSMENT. — Robert Conquest

★ Hutchinson, Londres, 1990, 570 pages, 19,95 livres.

Vingt ans après son livre classique écrit sur le terreur stalinienne, l'historien britannique Robert Conquest fait le point sur les nouvelles connaissances acquises sur le sujet depuis le début de la perestroïka en 1985. Il passe en revue les purges depuis l'assassinat de Kirov en 1934 — qui fut organisé par Staline pour vaincre une solide opposition au Bureau politique du PC favorable à une détente intérieure — jusqu'au dernier grand procès de mars 1938, et passant par la liquidation des vieux bolchéviques, des cadres de l'armée, des intellectuels, des communistes étrangers et des dirigeants de diverses républiques. Le résultat, au-delà des millions de victimes, fut une peur permanente dont l'URSS chercha à débarrasser. Sans apporter de révélations majeures — les mécanismes de la grande terreur sont connus depuis une vingtaine d'années —, cet ouvrage précise des faits qui restaient encore mal documentés.

A.G.

deux courtes études sur les socialistes-révolutionnaires de gauche dans l'hebdomadaire de l'Union des écrivains, *Literaturnaia Gazeta*, explique de façon imagée les changements idéologiques intervenus en quelques années : lorsqu'il avait défendu sa thèse sur ce sujet, il y a sept ans, un membre du jury s'était inquiété qu'il ait pu lire la revue des socialistes-révolutionnaires de gauche ; un intellectuel de ses amis apprenant, en 1990, qu'il écrit une étude sur le sujet s'étonne : « Pourquoi parles-tu de ces gens-là ? Si je ne me trompe, les socialistes-révolutionnaires de gauche étaient d'anciennes grandes canailles que les bolchéviques... » (4 juillet 1990). Evidences dans le milieu...

Le général Volkogonov, il y a deux ans, dessinait dans la *Pravda* le portrait d'un Trotski devenu au fil des ans « antisoviétique » ; récidivant cette année dans la *Literaturnaia Gazeta* (30 mai et 13 juin 1990), et désireux de s'adapter à son public et aux vents nouveaux, il fait précéder son « étude » d'une citation du philosophe chrétien Nicolas Berdiaev (1874-1948), dénoncé en Trotski le « grand-prêtre » de la terreur rouge, de la violence révo-

lutionnaire et à notre ressemblance. Voilà ce que dit la parole de Dieu... », etc. En note, la rédaction « exprime sa profonde reconnaissance à Nikita Struve qui lui a transmis ce document ». C'est pour le moins un changement de cap ; il ne signifie certes pas que la rédaction de la revue est passée de la prétendue orthodoxie marxiste-léniniste à l'ortho-

doxie religieuse, mais, indiscutablement, le dogme fascine. Dans son numéro de mai 1990, la revue publie le pamphlet de Trotski *Leur morale et la nôtre*. Mais *Questions de philosophie* fait suivre le texte de Trotski d'une longue réfutation, alors que le texte de Boulgakov n'était pas suivi du moindre commentaire analytique ou critique.

## Exaltation du passé tsariste

**L'**HISTOIRE est, bien entendu, au centre des révisions les plus brutales qui amènent de nombreux publicistes à exalter le passé tsariste et à chanter ses progrès permanents fâcheusement interrompus par la révolution (tombée tout armée de la tête des bolchéviques). Un historien, Vitali Startsev, a assez bien résumé ce chaos dans un article de la *Pravda* : « Le « rêve » du Kremlin ne connaissait pas la vie, il ne connaissait pas la Russie paysanne. Il nous a imposé un socialisme pour lequel ni le peuple ni le pays n'étaient prêts (...). Le communisme de guerre qu'il a édifié en une année et demie et qui a été exécuté par ses collaborateurs

28 mars 1990) affirment en s'appuyant sur les philosophes chrétiens Frank, Berdiaev et Boulgakov que le mythe de la « justice distributive » a engendré « la catastrophe économique, la faim, la liquidation des ennemis du peuple », bref le goulag et le stalinisme.

Dans la même voie, la revue *Novy Mir* éclaire ses lecteurs sur le 19<sup>e</sup> congrès du parti bolchevik (mars 1921) en publiant un texte de l'historien émigré Avtorkhanov, selon qui la seule différence dans le régime du parti sous Lénine et sous Staline, à dater de ce congrès, c'est que « sous Lénine les purges étaient périodiques, et sous Staline elles devinrent permanentes ».

La mode atteint, bien entendu, le domaine ébéréré de l'esprit. La plupart des revues littéraires publient ou annoncent des écrits de philosophes religieux d'une profondeur et d'une nouveauté souvent peu évidentes. Ainsi la revue *Izvestia* publiant des textes d'Alexei Lossev livre à notre admiration un aphorisme révélateur : « Bienheureux celui qui a vu et a cru, mais trois fois bienheureux celui qui n'a pas vu mais qui a cru quand même » (mai 1990) ! Un autre nous apprend que le philosophe chrétien Frank a découvert que « pour partager justement, il faut d'abord avoir de quoi, et pour avoir de quoi il faut d'abord produire » (*Literaturnaia Gazeta*, 14 mars 1990).

De nombreux intellectuels soviétiques redécouvrent, avec extase, les valeurs éternelles du bon, du bien et du beau. Mais ils ne se meuvent pas dans un univers vide. Ils battent l'appareil bureaucratique, mais leur pensée aujourd'hui dominante n'est peut-être que la simple reproduction inversée de celle de l'appareil : l'appareil a embaumé Lénine, ils en font un démon ; l'appareil a hissé ses privilèges au rang de fonction historique, ils chantent la propriété, la marchandise et la plus-value comme des formes de la morale éternelle ; l'appareil a écarté les ouvriers du pouvoir en les glorifiant, ces intellectuels les méprisent et craignent leur révolte incontrôlée contre les conséquences de la « liberté » économique (chômage ou hausse des prix, par exemple). C'est ce qui menait sans doute l'académicien Leonid Averbukh, en février 1989, à regretter la mauvaise qualité « des masses soviétiques ». Il ajoutait avec une pointe de regret : « Nous achetons des machines, nous ne pouvons pas nous acheter un peuple... ».

La *Pravda* — nouveau chantre du capitalisme ! — a ouvert en janvier 1990 une rubrique hebdomadaire intitulée *Business et perestroïka* (sic) : le numéro du 14 juillet dernier a publié une page entière de publicité d'Elf-Aquitaine qui proclame : « A l'aide du pétrole et de la chimie, Elf-Aquitaine participe à la cause du progrès de l'humanité », bref glorifie l'entreprise ; en même temps l'intelligentsia chante les vertus de la propriété privée (« base de la liberté », selon Andrei Nouikine) et la « libre » entreprise.

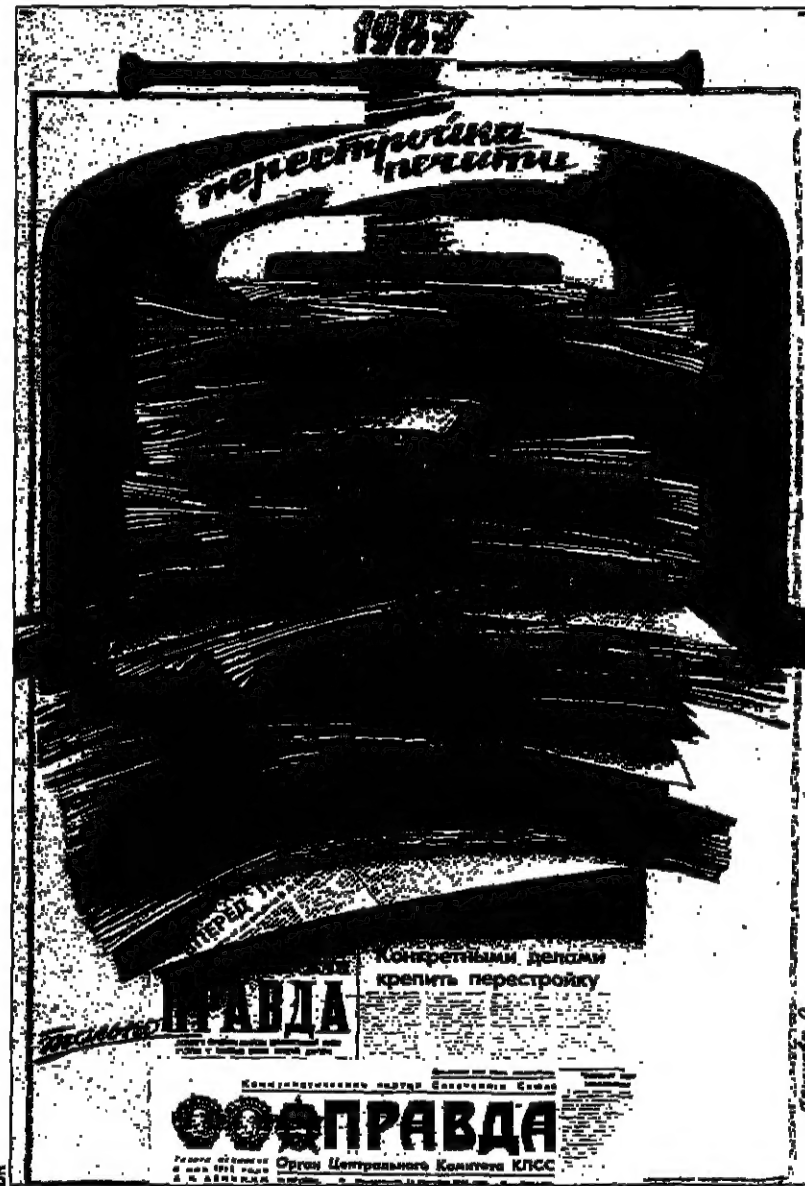
L'intelligentsia se croit libre en pronant ces « valeurs ». Ce faisant, pourtant, n'exprime-t-elle pas en réalité la nouvelle idéologie dominante qui défie le marché et ses lois comme les formes les plus hautes de la liberté ? Ne minimise-t-elle pas les risques de misère et de chômage pour des dizaines de millions de personnes ?

(1) *Literaturnaia Gazeta*, Moscou, 13 juin 1990.

(2) Un exemple suffit pour illustrer le caractère illuminé de la réhabilitation du tsarisme par ces courants : l'un de leurs prophètes, l'essayiste Vadim Kojinov, dans un long article intitulé « La vérité et la vérité vraie », s'est attaché à démontrer l'infirmité « supérieure humaine » du régime tsariste sur les démocraties occidentales : « Au cours des XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles, la Russie, par comparaison avec l'Europe occidentale, a été un pays tellement unique : en cent soixante-quinze ans, seuls cinquante-six individus ont été condamnés à mort pour raisons politiques (...). Pendant ce temps, en Europe occidentale, des dizaines de milliers d'individus ont subi le châtiment suprême. » (*Nach Sovremennik*, avril 1988.) Est-il besoin de rappeler que la seule répression de l'insurrection des Polonois de l'Empire russe, en 1863, a coûté plus de cent soixante-quinze pendus et fusillés ?

(3) Cf. la *Tribune de l'Expansion*, Paris, 12 septembre 1990.

(4) NDLR : Piotr Stolypine (1862-1911), homme d'Etat russe, ministre de l'intérieur en 1904, puis président du conseil en 1906. Il mourut assassiné.



LA VÉRITÉ, LA VÉRITÉ SANS FARD (affiche d'Oleg Semenov, 1987)  
Nouveaux dogmes, mythes religieux et fantasmagories nationalistes

lutionnaire et du principe « la fin justifie les moyens », appliqué, d'ailleurs, dit-il, par tous les dirigeants bolchéviques.

Dans la revue *Daougava* (mai 1990), Iouri Gouzev affirme : « Tout ce qui est progressiste dans la formulation conceptuelle de la perestroïka est la négation du léninisme. Mais qu'est-ce que le léninisme ? Selon Iouri Gouzev : « Le culte du chef (...), le recours à la violence, l'apologie de la dictature, (...) le mépris à l'égard de la morale universelle, ces aspects du léninisme (bolchévisme) permettent, si difficile qu'il soit de l'admettre, de considérer le léninisme comme l'un des courants du fascisme. »

On pourrait multiplier les signes annonciateurs de cette évolution fulgurante, quoique diversifiée. Pendant de longues années, par exemple, la revue *Questions de philosophie* ne s'écarta guère du prétendu « marxisme-léninisme » inventé au lendemain de la mort de Lénine. Or le numéro de décembre 1989 de cette sérieuse revue publiait, en pages 90-96, un texte de Serge Boulgakov intitulé : « Le sens philosophique de la sainte Trinité. » On y apprend que « l'homme a été créé à l'image et à la ressemblance de Dieu. Cela signifie que l'image de la sainte Trinité est imprimée dans toute sa nature. Nous créons l'homme à notre

les plus proches, Trotski et Kamenev, Zinoviev et Boukharine, a été l'ébauche du « socialisme féodal » de caserne stalinien (...). Laissez-nous revenir en arrière et nous engager sur la voie interrompue par Lénine. Certains nous proposent de revenir à Stolypine et à l'empereur souverain. » (*Pravda*, avril 1990.)

L'homme à la mode aujourd'hui est Piotr Stolypine (4), qui écrasa les derniers soubresauts de la révolution de 1905 et rétablit l'ordre en Russie par la corde et les réformes avortées.

La vérité historique est soumise à un rude traitement, hérité de la tradition stalinienne, pour discréditer les bolchéviques et la révolution. Ainsi, un historien affirme dans *Ogoniok* (n° 32, 1989) que la première faute grave des bolchéviques fut d'avoir, en novembre 1917, refusé un gouvernement de coalition avec les autres forces de gauche (menchéviques et socialistes-révolutionnaires) ; ce refus aurait enclenché l'engrenage terroriste et totalitaire du parti unique. Cet historien « ouble » un fait : les socialistes-révolutionnaires et les menchéviques, persuadés de la chute imminente des bolchéviques, mettaient comme préalable la mise à l'écart de Lénine et de Trotski... Trois essayistes dénonçant les « mythes de notre révolution », dans *Literaturnaia Gazeta* (14, 17, 21 et

فكرنا من الأصل



# Taiwan à l'assaut du continent

Le numéro d'octobre d'Arabes  
le mensuel du monde arabe et de la francophonie.  
En vente en kiosques et en librairies.  
Abonnement : 300 FF / 250 FF étudiant.  
- 8, rue Jouffroy, 75017 Paris.  
Tel : 46 22.34.14, Telex : 290.708, Fax : 43.80.73.62

na-  
éa-  
an  
ent  
ent  
le  
es  
ni-  
ux  
au  
ns  
ne  
de  
ue  
es  
le  
u  
é  
é  
r  
t-  
s  
s  
i  
L  
s  
t  
a  
e  
u  
e  
.

illustrer le  
non au ta-  
leux pro-  
dans un  
la vérité  
l'infinie  
taire sur  
votre des  
ne comp-  
à été un  
normale  
l'indus-  
métriques  
e. exécuté  
indus-  
e. norme  
e. rappeler  
on des  
à la suite  
vérités et

de Pains.

1907-1911.  
nouveau en  
1916 II



## DANS UN NORD-EST ASIATIQUE EN MUTATION

## Séoul et Pyongyang préparent la paix

**D**ANS le grand maelström qui agite le Nord-Est asiatique, le dialogue intergouvernemental engagé par les deux Corées joue un rôle essentiel. Il aura assurément des conséquences capitales sur la société du Nord et le régime de M. Kim Il-sung, l'un des derniers bastions du communisme « pur et dur » pris dans les bouleversements de cette région où se rencontrent les intérêts américains, japonais, soviétiques et chinois.

Par SELIG S. HARRISON\*

« Excellence, monsieur le Président... » Le 6 septembre dernier, pour la première fois depuis la guerre (1950-1953), la Corée du Nord a reconnu la légitimité du gouvernement sud-coréen lorsque son premier ministre, M. Yon Yong-muk, a salué par ces mots le président Roh Tae-woo. Le premier dialogue à haut niveau politique entre les responsables des deux États pouvait commencer.

Certes, aucun résultat substantiel n'a été noté à l'issue des quatre heures de discussions à Séoul. Cependant, l'amabilité des échanges de vues et la chaleur de l'accueil réservé par les Sud-Coréens pendant trois jours aux quatre-vingt-dix Nord-Coréens ont montré l'importance de l'événement. Le 19 octobre, une mission sud-coréenne dirigée par le premier ministre, M. Kang Young-hoon, se rend à Pyongyang, nouveau signe que la tension entre le Sud et le Nord va diminuer au cours des années à venir.

Stimulée par l'URSS, la Corée du Nord s'est lancée dans une offensive de paix - à preuve sa flexibilité accrue en ce qui concerne le contrôle des armements et sa récente ouverture en direction du Japon. Fait plus décisif : des

\* Chercheur à la Carnegie Endowment for International Peace, Washington.

pressions intérieures contraignent le président Roh à rechercher une normalisation des relations entre le Sud et le Nord, notamment à participer à un sommet avec M. Kim Il-sung avant la prochaine élection présidentielle de février 1992 dans le Sud.

Les propositions de Pyongyang sur le contrôle des armements et la réduction mutuelle des forces dans les deux parties de la péninsule visent à alléger le poids du budget de la défense du Nord. La Corée du Nord consacre à la défense une part quatre fois plus importante de son produit national brut que le Sud. Elle entend allouer davantage de main-d'œuvre et de crédits à la production de biens de consommation et à l'industrie minière - sa principale source de devises. Dans ses propositions de 1987, 1988 et mai 1990, le Nord a proposé des réductions de forces à 100 000 hommes en trois étapes étalées sur trois ou quatre ans, le tout s'accompagnant d'un retrait progressif des troupes américaines.

M. Yon Yong-muk a affirmé en septembre que les négociations sur les réductions d'effectifs devaient commencer « de concert » avec les discussions sur un pacte de non-agression et d'autres mesures de moindre importance mais tendant aussi à renforcer la confiance mutuelle. Selon Pyongyang, la politique des « petits pas d'abord » prônée par Séoul ne vise qu'à interdire pour longtemps une unification prenant la forme d'une confédération qu'envisage le Nord. Pyongyang, a indiqué M. Yon, ne rejette pas cette idée des « petits pas d'abord », mais elle doit s'inscrire dans une stratégie plus ample portant sur la réduction des forces armées et le retrait américain.

Jusqu'en septembre, Séoul n'avait jamais pris en considération les propositions du Nord concernant les contrôles d'armement. Or, cette fois, M. Kang en a implicitement tenu compte par le biais d'une contre-proposition en cinq points. Le plus important d'entre eux contredit le plan de Pyongyang. Les réductions de forces, a-t-il dit en effet, pourraient être envisagées « seulement après » la restauration de la confiance dans les domaines politique et militaire, et la signature d'un pacte de non-agression.

Cependant, concernant de deux questions-clés, ces propositions ne s'opposent pas directement à celles du Nord. Il s'agit des « contrôles et vérifications sur le terrain », et de la réduction des forces paramilitaires et des milices civiles allant de pair avec celle des troupes régulières. Dans ses propositions de mai 1990, Pyongyang parlait d'« inspections mutuelles sur le terrain » et de la dissolution « de toutes les organisations armées civiles et des forces armées civiles » au cours de la première étape du plan de contrôle.

M. Kang a aussi demandé « le retrait vers l'arrière des troupes et armes offensives déployées en première ligne », en concomitance avec une réduction des effectifs. Jusqu'à présent, le Nord n'a pas présenté pareil projet, mais il l'a implicitement accepté, par la voix de son porte-parole de Pyongyang lors d'un séminaire organisé en mai 1989 à Washington (1).

Le débat batte cependant sur un point important : les deux parties sont en désaccord au sujet du niveau réel de leurs forces. Rejetant le plan du Nord en faveur d'une réduction égale par les deux partenaires à chacune des trois étapes prévues, M. Kang a déclaré que ces décisions devaient être fondées sur le principe de la parité, « la partie la plus puissante ramenant troupes et armement au niveau de la partie la moins puissante », cela dans tous les domaines. Séoul affirme que Pyongyang a 900 000 hommes sous les drapeaux (contre 620 000 pour le Sud) ; le Nord prétend n'en avoir que 400 000.

Par ailleurs, le Nord a tenté de rendre ses plans plus acceptables par Séoul et par Washington ; il n'a insisté plus pour que les États-Unis soient obligatoirement partie prenante aux négociations. Mettant l'accent sur les discussions entre Nord et Sud, Pyongyang estime que les Américains pourraient rencontrer les représentants du Nord dans un cadre bilatéral ou trilatéral dans le but spécifique de conclure un traité de paix qui mettrait fin de façon formelle au conflit. Cette nouvelle approche a aidé à organiser la rencontre de septembre. Autre évolution modeste mais significative : M. Yon a clairement fait savoir à Washington que, selon le plan de Pyongyang, le retrait des troupes américaines dépendrait directement des réductions effectives des armées du Sud et du Nord. Si le discours était jusqu'à présent encore ambigu, cette fois il a été nettement indiqué que le retrait des troupes et équipements américains se ferait « étape par étape, proportionnellement ».

## Multiplication des contacts entre le Nord et Tokyo

CETTE affaire a bloqué le dialogue engagé à la fin de 1988 entre les conseillers politiques des ambassades américaine et nord-coréenne en Chine. Récemment encore, la Corée du Nord avait indiqué à Washington et à l'Agence qu'elle ne signerait pas l'accord avant le retrait des engins nucléaires américains stockés dans le Sud.

Le 31 août, cependant, le Nord a opéré un recul qui a été remarqué, mais ouvre la voie à un compromis. A Genève, lors de la conférence sur l'application du traité de non-prolifération, Pyongyang a proposé « la signature simultanée de l'accord de sauvegarde et d'un accord qui protégerait la République démocratique populaire de Corée contre l'usage ou la menace d'usage d'armes nucléaires ». En omettant toute référence au retrait des engins américains, le Nord a fait ce qui, à ses yeux, constitue une concession majeure. Mais Washington a répondu ne pouvoir aller au-delà de sa déclaration de 1978 selon laquelle les États-Unis ne feraient pas usage d'armes nucléaires contre les pays non dotés de ces armes et parties prenantes au traité de non-prolifération, « sauf en cas d'attaque contre les États-Unis ou leurs alliés ».

Les États-Unis étant les alliés de la Corée du Sud et la Corée du Nord



LA LIGNE DE DÉMARCATIION ENTRE LES DEUX CORÉES  
Un paysage géopolitique en plein bouleversement

à la réduction des effectifs et des armements par les deux parties de la Corée ».

Si elle n'a pas été officiellement abordée, la question des tentatives du Nord de se doter d'armes nucléaires a pesé sur la rencontre de Séoul. Sous la pression soviétique, Pyongyang a signé en 1985 le traité de non-prolifération, mais en refusant de signer un accord de sauvegarde avec l'Agence internationale de l'énergie atomique, le Nord a été soupçonné de produire des matériaux nucléaires à usage militaire potentiel dans le réacteur de Yongbyon.

Séoul et Pyongyang, d'une part, Séoul et Moscou de l'autre.

Quant au président Roh, il est pris en tenaille entre ceux qui, à droite, n'ont aucun intérêt à un rapprochement avec le Nord, et les mouvements d'opposition qui l'accusent d'une trop grande rigidité vis-à-vis de Pyongyang. L'armée, dont l'influence occulte sur M. Roh reste puissante, s'oppose vivement à des réductions d'effectifs. Des économistes estiment, quant à eux, qu'une telle décision toucherait différemment les deux pays : le Nord manquerait du mal à trouver des emplois aux soldats démobilisés.

Le chef de l'opposition, M. Kim Dae-jung, a dénoncé le plan de M. Roh en faveur de deux sièges séparés pour les Coréens à l'ONU. Il soutient l'idée du Nord : un seul siège occupé alternativement par le Nord et par le Sud, et affirme que la Corée devrait s'abstenir lors d'un vote divisant le Nord et le Sud. L'affaire a été évoquée en septembre à Séoul et renvoyée en commission d'étude, Séoul s'engageant à ne prendre aucune initiative propre.

Les stratèges du parti de M. Roh espèrent qu'en 1991 auront lieu une rencontre entre le président du Sud et M. Kim Il-sung et une visite de M. Gorbatchev à Séoul à la suite de son voyage au Japon en avril. Des faits organisés dans la presse par le gouvernement, à destination à la fois de Pyongyang et de l'opinion sudiste, suggèrent que Séoul serait prêt à des concessions importantes pour qu'ait lieu le sommet. Parmi ces mesures figurent la libération de détenus politiques (demandée par le Nord), la mise en veilleuse de l'indétermination à l'ONU, et l'engagement d'acheter pour plusieurs milliards de dollars de produits nord-coréens. Au sujet de la réduction des forces cependant, le Sud demeure silencieux alors que, pour le Nord, il s'agit d'un test-clé indiquant que la détente est vraiment sur les rails.

(1) Lire Selig S. Harrison, « Timides changements en Corée du Nord », *Le Monde diplomatique*, avril 1990.



LA CULTURE FRANÇAISE...  
PARTOUT DANS LE MONDE.

inter-livres



DIRECTEMENT CHEZ VOUS :  
ACHETEZ LIVRES ET DISQUES  
de votre choix, disponibles sur  
catalogues éditeurs français.

Joignez à votre commande sa  
valeur approximative (200 F  
minimum) ou équivalent en  
toutes devises convertibles.

VOTRE LIBRAIRIE  
A DOMICILE

- DÉTAXE sur le PRIX IMPOSÉ FRANCE, pour les livres (sauf scolaires et spécialisés).
- REMISE DE 10 % pour les CD, DISQUES, CASSETTES et VIDÉO.
- FRAIS DE PORT en RECOMMANDÉ (préciser AVION ou SURFACE).
- CONDITIONS DÉTAILLÉES sur demande.

inter-livres

14, Place de Rungis  
75013 PARIS  
Tél. : (1) 45.88.44.45

Etudes en SUISSE  
BACCALAUREAT  
(séries A, B, C, D)  
Une grande Ecole à l'heure  
de l'EUROPE

Admission dès 10 ans.  
Aussi avec internat  
dès 15 ans.  
Ambiance calme et  
studieuse  
Excellents résultats.

Ecole  
Lémania  
Lausanne

3, ch. de Preville - 1021 Lausanne (Suisse)  
Tél. 021/20 15 01 - Tél. 450 603 et ch  
Télécopie 021/312 67 03

L'ACADÉMIE DIPLOMATIQUE  
INTERNATIONALE

ET  
L'ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES  
INTERNATIONALES

ORGANISENT

Cours de perfectionnement au Protocole  
Cours de langue française pour débutants  
Cours de perfectionnement à la langue française  
et de civilisation française

A L'ACADÉMIE DIPLOMATIQUE  
INTERNATIONALE

4 bis, avenue Hoche, 75008 Paris. Tél. : 42-27-66-18  
pour inscription. Début des cours : lundi 22 octobre 1990.

مكتبة من الأصل



## SOUS L'ŒIL VIGILANT DE L'ARMÉE

## Douteuses manœuvres politiques au Pakistan

**L**E 24 octobre, des élections générales sont prévues au Pakistan. M<sup>re</sup> Benazir Bhutto a été, le 6 août, évincée de la direction du gouvernement; et des poursuites sont engagées contre cette femme politique, qui incarne le rétablissement de la démocratie dans son pays, pour « corruption et népotisme ». Ce coup de force est-il le prélude à un véritable coup d'État? Plus que jamais, l'armée veille dans ce pays miné de crises graves et situé à la charnière du Proche-Orient et de l'Asie du Sud.

Par ALEXANDRE DASTARAC et M. LEVENT

Prise en août, dans l'ombre de la crise du Golfe, la décision du président Ghulam Ishaq Khan de démettre M<sup>re</sup> Benazir Bhutto et son gouvernement, de dissoudre l'Assemblée et d'instaurer l'état d'urgence, apparaît comme la conclusion logique des attaques subies par le Parti du peuple pakistanais (PPP) depuis décembre 1988 (1).

Aussi fragiles que semblent être les raisons invoquées par le président, son action est intervenue alors qu'une crise profonde mine les institutions et les formations politiques de la Fédération, frappant de paralysie les adversaires du rétablissement plus ou moins déguisé du régime militaire. Cependant que perdurent et se multiplient dans la région les foyers de tension : Afghanistan, Pendjab indien et plus récemment Cachemire (2).

M. Ghulam Ishaq Khan a justifié sa décision en invoquant l'article 58 b de la Constitution (3). Argumentation fort discutable dans la mesure où les accusations de corruption et d'incompétence ne sauraient suffire à justifier la dissolution d'une Assemblée élue, d'autant que, au moment de la dissolution, ces accusations reposaient sur des présomptions qu'une presse à la mémoire sélective a complaisamment étalées. C'est que l'armée manie fort bien les techniques modernes de communication. Et des fuites savamment orchestrées portant sur plusieurs scandales ont bénéficié à des journaux étroitement contrôlés par l'opposition au PPP. Corruption et népotisme sont une constante de la politique pakistanaise. Ce sont d'ailleurs les mêmes accusations qui permirent le 29 mai 1988 à l'ancien dictateur Zia Ul Haq de se débarrasser du gouvernement de M. K.M. Jinnah et de dissoudre les Assemblées. Ces rumeurs de scandale ne peuvent cependant faire oublier les soupçons bien précis, concernant un

trafic international d'héroïne, qui pèsent sur des personnes ayant collaboré de près à l'ancien régime (4).

En plaçant massivement ses hommes dans l'administration fédérale, la direction du PPP prêtait certes le flanc à la critique. Le People's Works Program - programme de travaux lancé par le pouvoir central, - avec un budget de 270 millions de dollars, a donné l'occasion aux gouvernements provinciaux du Pendjab et du Balouchistan d'accuser les autorités fédérales d'empêcher sur leurs prérogatives et de mettre en place un instrument de propagande destiné à élargir leur clientèle. D'autre part, le gouvernement avait pris des allures d'affaire de famille : nomination de la mère de M<sup>re</sup> Bhutto, la begum Nusrat Bhutto, au poste de vice-premier ministre, et de son beau-père, M. Hakim Ali Zardari, à la tête d'une commission d'enquête financière, omniprésente intempestive dans les allées du pouvoir de M. Asif Ali Zardari, mari du premier ministre, lequel ne détenait aucun mandat électoral.

M<sup>re</sup> Bhutto a cependant des raisons de douter de l'impartialité et de la neutralité du président en ce qui concerne les conditions de sa destitution, suivie du choix de M. Ghulam Mustafa Jatoi comme premier ministre par intérim et de l'imposition par décrets de nouvelles lois islamiques. Ancien compagnon de route du père de M<sup>re</sup> Bhutto, il fut écarté par celle-ci de la direction du PPP et devint, au cours de l'été 1989, le chef du Front d'opposition parlementaire, le COFF (5). Le PPP fut aussi la première cible du président quand les gouvernements du Sind et de la Province frontalière du Nord-Ouest furent dissous par les gouverneurs locaux ; au Balouchistan et au Pendjab, dont les Chambres étaient contrôlées par l'opposition au PPP, les ministres furent priés de coopter des collègues proches du nouveau pouvoir.

## Le pourrissement des idéaux démocratiques

**E**NFIN, on peut noter que, parmi les ministres placés sous la houlette de M. Jatoi, des membres de l'ancien régime militaire côtoient des personnalités comme M. Mustafa Khan, homme au passé douteux et récemment encore espoir du PPP au Pendjab, ou M. Rafi Raza, qui fut un discret homme de confiance de Zulfikar Ali Bhutto mais qui s'est depuis longtemps éloigné du PPP.

Dans ce contexte, on voit mal de quelle équité pourront faire preuve les onze tribunaux spéciaux mis en place en vertu de dispositions prises par Zia Ul Haq en 1977, après l'instauration de la loi martiale. Ils peuvent interdire à toute personne d'exercer un mandat électoral pendant une période de sept ans.

Le retranchement des fidèles de M<sup>re</sup> Bhutto, au lendemain du « coup d'État constitutionnel » du 6 août à Karachi, derrière les nouvelles murailles de « Fort Bilawal » (elles protègent la villa du couple Bhutto), illustre l'isolement croissant du noyau dirigeant du PPP même si l'ancien premier ministre continue d'attirer des foules importantes, en particulier dans le Sind. Après son arrivée au pouvoir le 2 décembre 1988, avec une courte majorité relative de 39 %, le PPP a commis l'erreur de tenir pour quantité négligeable ses alliés du Mouvement pour la restauration de la démocratie, le MRD (6), qui avait pourtant servi durant les années 80 de point de ralliement aux opposants à la dictature. L'aile militante et structurée du PPP fut elle aussi mise en veilleuse, au bénéfice de la vieille politique d'allégeance personnelle et de clientélisme.

Ce pourrissement des idéaux démocratiques a pris un tour particulièrement aigu en novembre 1989, lors du vote de la motion de censure déposée par le COFF, les deux principaux partis se livrant à la séquestration et à l'intimidation physique de leurs députés pour empêcher toute défection de dernière heure. Le gouvernement de M<sup>re</sup> Bhutto évita finalement un vote hostile avec douze voix seulement de

dent et à l'armée a porté sur les moyens de rétablir l'ordre dans le Sind. La situation explosive dans cette province a, plus que tout autre élément, contribué à la chute du gouvernement de M<sup>re</sup> Bhutto, qui ne peut pourtant être tenue pour responsable d'une crise en rapide évolution depuis le début des années 80 (8). A l'époque, tout semblait bon au régime d'Islamabad pour contenir l'expansion du MRD, dont les forces les plus militantes se situaient dans le Sind. Le Sind - intérieur - et rural est l'une des régions à avoir le moins profité de l'expansion résultant d'une exportation massive de main-d'œuvre dans les pays du Golfe. Les grandes villes, centres économiques et administratifs, sont dominées par une

majorité de Muhajirs (émigrés venus d'Inde en 1947) et de Pendjabis (respectivement 55 % et 14 % de la population à Karachi) qui bloquent les possibilités d'ascension sociale d'une minorité de Sindhis. Il faut aussi compter avec l'immigration massive de Pathans de la Province frontalière du Nord-Ouest et de réfugiés afghans exerçant un quasi-monopole sur le secteur des transports et abusivement associés aux yeux des Sindhis au commerce florissant des armes et de la drogue. Bientôt avant décembre 1988, le couvre-feu était devenu routinier dans certains quartiers de Karachi et d'Hyderabad et dans les campagnes, selon M<sup>re</sup> Bhutto, le banditisme prenait l'allure d'une « véritable insurrection ».

Face à cette dégradation de la situation, le PPP n'a pas à instaurer un dialogue politique dans cette province qui fut pourtant le berceau du parti de

tions nationalistes au Sind qui cherchent à briser l'emprise du PPP sur l'électorat rural, elle a trahi à plusieurs reprises la vocation nationale et pluri-ethnique du PPP.

Au cours de la dernière décennie, l'armée a connu une expansion et une modernisation remarquables. L'armée de terre a presque doublé ses effectifs, forts aujourd'hui d'un demi-million d'hommes et d'un nombre équivalent de réservistes. Lors des manœuvres de décembre 1989, le commandant en chef, le général Mirza Aslam Beg, a déclaré que l'armée dispose désormais d'une véritable doctrine stratégique, à la fois défensive et offensive. L'escalade dans la course aux armements entre l'Inde et le Pakistan, assortie de programmes nucléaires ambigus, et surtout l'enjeu de la question afghane jusqu'au retrait des troupes soviétiques furent habilement exploités par le régime de Zia Ul Haq pour négocier l'octroi d'une formidable aide militaire américaine (11). Le Pakistan est, à cet égard, avec la Turquie, en troisième position après Israël et l'Egypte. Le budget de la défense n'a pas été diminué par M<sup>re</sup> Bhutto, et l'actuelle mise en état d'alerte des unités sur la frontière indo-pakistanaise laisse présager une augmentation de 20 % des dépenses militaires.

## Un rôle-clé dans les équations proche-orientales

**L**A conjonction des intérêts de Washington et d'Islamabad n'avait jamais paru aussi forte depuis les années 50, notamment grâce aux liens qui se sont tissés avec l'Arabie saoudite et, plus largement, avec le Conseil de coopération du Golfe (12), au sein du Central Command américain, l'USCENTCOM (13). Ce commandement intégré, mis en place au lendemain des révolutions iraniennes et afghanes afin de maintenir la région du Golfe et les flux pétroliers sur l'orbite américaine, a atteint une puissance voisine de celle de l'OTAN.

Ses relations privilégiées, qui confèrent au Pakistan un rôle-clé dans les équations géopolitiques du Proche-Orient, ne vont pas sans à-coups, la question du programme nucléaire d'Islamabad constituant le plus évident

Moscou, mais les objectifs d'Islamabad, qui demandait la formation préalable d'un gouvernement afghan reconnu internationalement, ne furent pas atteints. Lorsque le gouvernement par intérim de M. Jatoi annonça le 13 août dernier l'envoi de troupes en Arabie saoudite « pour défendre les Lieux saints », en invoquant l'« amitié » qui unit les deux pays, nombreux furent les griefs formulés de dents au Pakistan. Pourtant deux divisions pakistanaises ont servi dans le royaume wahabite de 1983 à 1987, aux côtés de nombreux instructeurs, jusqu'à ce que les Saoudiens demandent le retrait des militaires de confession chiite. Mais le Pakistan, dont sept cent vingt-cinq officiers et techniciens servaient au Koweït, tint à conserver sa neutralité tout au long du conflit entre l'Irak et l'Irak. Il ne peut que redouter de se trouver impliqué dans un affrontement entre des pays arabes alors que sa diplomatie est parvenue jusqu'à ce jour à lui conférer un rôle important au Proche-Orient. De récents sondages ont d'ailleurs indiqué qu'une grande majorité de la population (plus de 65 %) refuse de voir le Pakistan prendre position dans la crise du Golfe. Les crédits et le pétrole des pays du Golfe comptent pour beaucoup dans l'économie pakistanaise, et l'Overseas Pakistanis Foundation annonce déjà qu'un grand nombre de ressortissants quittent les pays arabes. L'exportation de main-d'œuvre a contribué largement aux rentrées en devises, et deux millions de Pakistanais travaillaient avant l'actuelle crise dans la région du Golfe, dont quatre-vingt-dix mille au Koweït et dix mille en Irak. Il est ainsi possible que les hommes forts du Pakistan attendent de

nouveaux bénéfices de leur appui aux Etats-Unis et aux monarchies qui se sentent menacées, d'autant qu'Islamabad peut se prévaloir des liens qu'elle a tissés avec Téhéran au cours des dernières années. Une conjoncture délicate, lourde de dangers pour un Pakistan confronté à une grave crise intérieure et à une vive tension sur la frontière indienne.



M<sup>re</sup> BHUTTO DEVANT UN PORTRAIT DE SON PÈRE  
Un capital familial qui s'est rapidement évanoui

M<sup>re</sup> Bhutto, et son bastion électoral. Malgré l'accord de Karachi, signé le 3 décembre 1988 avec le Mouvement de la communauté mujahid, le MQM (9), le PPP n'a pu mettre sur pied une alliance durable ; il s'est contenté d'apaiser provisoirement les tensions interethniques.

Les violences qui agitent très fréquemment la population ont fait plus de 2 000 morts depuis 1985 (650 depuis janvier 1990). Les responsabilités des émeutes demeurent souvent obscures. Le gouvernement de M<sup>re</sup> Bhutto n'a pas davantage réussi à enrayer un phénomène nouveau, celui des migrations inter et intra-provinciales. En nombre croissant, des familles cherchent à se regrouper selon des affinités ethniques dans l'espoir de se protéger des attentats aveugles. Des Sindhis se réfugient dans de lointaines banlieues ou des bourgs ruraux alors que des Muhajirs se rassemblent dans des camps établis par le MQM à Karachi et à Hyderabad.

L'annonce par le MQM, le 23 octobre 1989, de la rupture de l'accord de Karachi - et son retournement d'alliance en faveur du COFF ont donné le signal d'un nouveau déferlement de violence. En réduisant la question du Sind à une affaire de maintien de l'ordre, et en identifiant le MQM à un mouvement « fasciste et terroriste », le PPP a fini par apparaître comme le parti des Sindhis, soutenu par une police sindhi (10). Et l'armée, qui, pour la première fois, a fait usage de chars et d'autres véhicules blindés à Karachi, est progressivement apparue comme le dernier rempart protecteur des Muhajirs. M<sup>re</sup> Bhutto a cédé à la pression des courants nationalistes sindhis au sein de son parti. Face aux surenchères de nombreuses organisa-

baromètre pour les Etats-Unis, puisqu'elle symbolise la volonté de défense des intérêts nationaux pakistans pour une fraction des élites, y compris au sein de l'armée.

Les négociations qui ont abouti aux accords de Genève sur l'Afghanistan furent l'occasion pour Washington de rechercher avant tout une entente avec

(1) Cf. A. Dastarac et M. Levent, « M<sup>re</sup> Bhutto dans un champ de mines », le Monde diplomatique, novembre 1989, et « Le Pakistan à l'heure du chaos », le Monde diplomatique, mars 1990.

(2) Cf. A. Dastarac et M. Levent, « Le rôle politique des moudjahid dans l'Inde en crise », le Monde diplomatique, juillet 1990.

(3) Cet article précise que la dissolution de l'Assemblée est laissée à la discrétion du président « lorsque se produit une situation qui fait que le gouvernement de la Fédération ne peut être conduit en accord avec les dispositions de la Constitution et qu'un appel à l'électorat est nécessaire ».

(4) Particulièrement, le lieutenant-général Fazle Haq, ancien gouverneur de la NWFP, et son frère, M. Fazle Hussain, ainsi que M. Hamid Hasnain, vice-président de la Habib Bank, lié à la famille de Zia Ul Haq. Le trafic serait de l'ordre de plusieurs centaines de millions de dollars et aurait partiellement servi à subvenir aux besoins des maquis afghans.

(5) De ce front d'opposition parlementaire, l'Alliance démocratique islamique (IDA) de M. Nawaz Sharif est la principale composante. M. G. M. Jatoi et M. M. Khan s'élèvent du PPP en septembre 1988 pour créer le National People's Party, à vocation centriste.

(6) Le Mouvement pour la restauration de la démocratie regroupe autour du PPP des partis régionalistes, des libéraux et des partis islamiques modérés.

(7) La loi sur la charia a été présentée en mai devant le Sénat. Si elle était adoptée par le Parlement, elle accroîtrait les compétences de la Cour fédérale de la charia, donnant au conseil des ulémas la possibilité d'abolir toute loi jugée contraire à l'islam.

(8) Cf. A. Dastarac et M. Levent, « Pakistan, le verrouillage », le Monde diplomatique, août 1984.

(9) Le Muhajir Qasim Mubashir, créé en mars 1984, affirme représenter la « cinquième nationalité » du Pakistan, c'est-à-dire les immigrants de langue ourdou venus d'Inde lors de la partition. Il a gagné les élections de 1988 dans les deux grandes villes du Sind, et conquis trente et un sièges contre soixante-trois au PPP dans l'Assemblée provinciale.

(10) Le 27 mai 1990, à Hyderabad, la police sindhi a tiré sur des manifestants pacifistes qui demandaient le rétablissement de l'eau dans leur quartier. Il y eut seize morts et deux cent cinquante blessés.

(11) Une première tranche de 3,6 milliards de dollars pour la période 1981-1986 a été suivie d'une seconde de plus de 4 milliards pour 1987-1994, dont respectivement 50 % et 43 % ont été destinés à financer les efforts d'armement du Pakistan.

(12) Le CCG regroupe l'Arabie saoudite, Bahreïn, Oman, Qatar, les Emirats arabes unis et le Koweït. Son budget militaire annuel dépasse les 40 milliards de dollars et il dispose des systèmes les plus sophistiqués, compatibles avec ceux de l'OTAN.

(13) Sur l'USCENTCOM, lire A. Dastarac et M. Levent, « La mise en place du dispositif occidental, primauté de l'action militaire et risques de nouveaux conflits politiques », le Monde diplomatique, mars 1982, et « En marge de la guerre Irak-iranienne, le Golfe sous surveillance », le Monde diplomatique, juillet 1985, ainsi que l'article de Lawrence L. Lischitzky, « Washington renforce son dispositif militaire dans le Golfe et l'Océan Indien », le Monde diplomatique, février 1987.

البحر الأحمر



# Le rêve américain n'est plus ce qu'il était

Où se situe la frontière de la sécurité nationale des Etats-Unis ? Dans le Golfe ou, plus prosaïquement, à domicile, là où les ennemis intérieurs se nomment dégradation du système éducatif, délabrement des infrastructures, vétusté des services publics, poussée de la criminalité... Et ce, dans un contexte d'endettement massif, de faillite bancaire, de récession et alors que la montée du chômage n'avait pas attendu la hausse des prix du baril pour être perceptible... D'où, l'apparition d'un américano-pessimisme de masse qui sonne le glas des illusions nées pendant le mandat de M. Ronald Reagan dont le vice-président, M. George Bush, avait revendiqué l'héritage pour se faire élire à la Maison-Blanche. Au vu de ces résultats, les thuriféraires du modèle néolibéral d'outre Atlantique, si diserts pendant une décennie, semblent aujourd'hui sans voix...

Par notre envoyé spécial PIERRE DOMMERGUES

L'ÉTÉ 1990 a vu la propagation d'un virus jusqu'alors inconnu aux Etats-Unis : l'américano-pessimisme de masse. Aujourd'hui, l'indice de confiance — tel qu'il est mesuré par les instituts de sondage, tel qu'il transparaît dans la vie quotidienne et tel qu'il est reflété dans les médias — est au plus bas.

Chaque jour, à côté de la crise du Golfe, les journaux nationaux déversent — à la une — leur dose d'inquiétude : chute libre du prix de l'immobilier ; doublement des faillites ; perte de compétitivité des banques ; déclin des compagnies d'assurance ; faillite du système de distribution ; montée du chômage ; reprise de l'inflation ; accroissement de la dette ; aggravation de la pollution ; balles perdues qui tuent les enfants à New-York ; apparition de la

criminalité dans les parcs nationaux, derniers havres de sécurité pour les familles et les touristes ; fermeture d'écoles dans des quartiers surpeuplés ; renforcement de la disparité des salaires ; renaissance de la censure dans des villes progressistes ; déclin lent, mais assuré de cités hier encore prospères.

Première question : s'agit-il d'une simple récession ou d'une crise structurelle — économique, sociale, politique, culturelle — qui refléterait la nouvelle situation nationale et internationale des Etats-Unis (1) ? L'Amérique est toujours aussi peu à l'écoute des autres, toujours aussi ignorante de ce qui se passe hors de ses frontières. De Washington, de Boston ou de Los Angeles, on a du mal à croire que l'Europe participe — elle aussi — à l'embargo contre l'Irak. Pourtant, chaque Américain commence

à se rendre compte que son pays a perdu l'exclusivité du leadership politique, qu'il n'a plus la capacité (ni la volonté) de se lancer seul dans une opération de police internationale. Il sait aussi que, tout en restant la première puissance mondiale, les Etats-Unis doivent désormais compter avec l'Europe et le besoin du Pacifique (la concurrence japonaise ravive le démon du « pèri jaune »). Cette prise de conscience est aussi lente que douloureuse. Elle explique en partie ce nouveau pessimisme.

Deuxième question : les remèdes qui ont permis à M. Ronald Reagan de juguler la récession de 1981 ne sont-ils pas responsables de la situation actuelle ? La relance, la création d'emplois, la croissance la plus longue que les Etats-Unis aient connue dans l'après-guerre ne reposaient-elles pas, essentiellement, sur deux piliers : l'endettement tous azimuts et la déréglementation sauvage ? Jamais le budget de l'Etat américain ni la dette (2) n'ont progressé aussi rapidement dans l'histoire des Etats-Unis. Jamais les salaires des dirigeants d'entreprises (et les bénéfices des multinationales) n'ont atteint d'aussi hauts niveaux que dans les années 80. Jamais les financiers ne se sont lancés dans des investissements aussi lucratifs et aussi peu productifs (3).

Jamais non plus on n'a construit autant de bureaux ni d'habitations — indépendamment des besoins. Jamais les banques n'ont autant prêté, à des taux aussi faibles, aux entreprises comme aux particuliers. Depuis la crise de 1929, l'Etat « libéral » américain garantit les dépôts des personnes privées jusqu'à hauteur de 100 000 dollars par compte (à ce jour, un citoyen peut avoir plusieurs comptes), et, sans limite, les emprunts sur l'immobilier individuel, commercial et industriel.

Tout allait bien dans un monde relativement équilibré. Mais rien ne va plus à l'époque des *raiders* — grands, moyens ou petits. On découvre, en septembre 1990, que le système bancaire américain est en danger et que « 35 grandes banques risquent de faire faillite ». On emprunte au-delà de ses capacités, en sachant que — en cas de faillite — l'Etat prendra le relais. Ainsi s'explique le développement explosif, dans les années 80, puis la faillite catastrophique aujourd'hui des caisses d'épargne et de prêts (*Savings and Loans*). Cette escalade de l'emprunt, encouragée par la précédente administration au nom de la croissance, va doubler la dette de l'Etat fédéral et coûter aux contribuables la bagatelle de 100 à 150 milliards de

dollars. On commence à découvrir — et à payer — les ravages de la politique réaganienne de surendettement privé, garanti par l'Etat. D'autres surprises — elles aussi nées de la fureur de la croissance et du crédit — attendent l'Amérique. Ainsi, dans le domaine des prêts étudiants, eux aussi garantis par l'Etat et accordés à la va-vite par les banques, on s'attend à un déficit de plusieurs milliards de dollars.

Boston, Massachusetts. Martin Jukovski, quarante-cinq ans, technicien en micro-informatique, licencié depuis six mois. Il a posé sa candidature auprès de plus de cent entreprises. Il est l'un des 48 000 salariés des industries de haute technologie (soit 17 % de l'emploi dans ce secteur) qui ont perdu leur emploi dans cet Etat au cours des deux dernières années. Michael Barnett, quarante-sept ans, vice-président pour les ressources humaines d'une chaîne de fabrication et de distribution de chaussures. Au chômage depuis cinq mois. A Walnut, trente-quatre ans, mapon. Deux fois licencié en deux ans. Ses indemnités épuisées, il accepte un salaire horaire de 8 dollars alors qu'il en gagnait 23 auparavant.

Ces licenciements témoignent d'un malaise structurel. En ce qui concerne la micro-informatique par exemple, les deux principales raisons de la crise sont la réduction des contrats militaires — qui frappe plus particulièrement le Nord-Est et la Californie — et la résistance de certains constructeurs — Wang, Digital — à l'évolution de la demande : les mini-ordinateurs qui avaient fait la fortune des constructeurs du Massachusetts ont cédé le pas aux différents modèles de micro-ordinateurs installés en réseau. Boston, Lowell, la route 128 sont en train de payer cette absence de flexibilité. Avant l'installation de Wang à Lowell, au début des années 80, le chômage dépassait les 12 %. Il était tombé au-dessous de 3 % au milieu de la décennie. Aujourd'hui, le déclin de Wang a des conséquences sur les sous-traitants, mais aussi sur l'hôtellerie : le Hilton vient de fermer ses portes, tout comme l'un des centres commerciaux de la ville. Le chômage qui a dépassé la moyenne nationale est en augmentation régulière. Bref, c'est le retour à la case départ.

## Chômage en hausse, salaires en baisse

« A fibre est bel et bien finie » — tel est le leitmotiv des politiques, des industriels et des simples citoyens. Le contraste est particulièrement douloureux dans une ville comme Boston. Hier encore, le taux de chômage était de 2,7 % (malgré la présence des Noirs) : les salaires augmentaient en moyenne de 10 % par an ; les appartements et les bureaux d'au moins autant. Aujourd'hui, le chômage a franchi la barre des 6,5 %. Les salaires se contractent : lors d'une foire à l'emploi organisée en août dernier à l'occasion de l'ouverture d'une galerie marchande à Cambridge (le fief de l'université Harvard), le problème des salaires est à peine évoqué, au cours du recrutement, par la centaine de personnes retenues (parmi plusieurs centaines de candidats souvent surdiplômés). Les employeurs préfèrent annoncer la couleur dans un second temps...

Malgré ses efforts depuis le premier choc pétrolier, le Massachusetts dépend trois fois plus des importations de pétrole étranger que la moyenne des Etats américains. La crise du Golfe va accroître ses difficultés. L'Etat compte sur ses ressources immatérielles pour remonter la pente : c'est lui qui

(1) « Is America in Recession? », *Business Week*, 13 août 1990.

(2) Voir Jacques Decrotoy, « L'Amérique envahie par ses ennemis intérieurs », *Le Monde diplomatique*, août 1990 ; Lawrence Malkin, *The National Debt*, New American Library, New-York, 1988.

(3) Voir Frédéric F. Clairmonte, « Dans la jungle des prêteurs », *Le Monde diplomatique*, novembre 1987.



DANS LE METRO DE NEW-YORK  
Violence sur les murs et sang à la...

EN VENTE  
A PARTIR DU 8 OCTOBRE



38 F  
100 p.

## LE MONDE diplomatique

### INÉGALITÉS, EXCLUSIONS, EXTRÊMISMES

Spontanément, sans discours, les lois du marché et l'économisme dominant organisent la ségrégation raciale et les exclusions dans des pays qui pourtant se réclament des principes d'égalité et de liberté.

La mémoire de la barbarie nazie, apparue au sein d'un peuple comme les autres, nous rappelle les perversions que peut produire le sommeil de la démocratie dans une société en crise.

En France, c'est sur le terrain de l'injustice et du mépris que prospère un parti extrémiste ouvertement xénophobe et sournoisement antisémite.

Tziganes et autres minorités en Europe, Noirs aux Etats-Unis et en Afrique du Sud, Palestiniens en Cisjordanie et tant d'autres communautés dans le monde subissent diverses formes de discrimination que le citoyen doit massivement démasquer.

LES MASQUES DU RACISME

EN VENTE CHEZ  
VOTRE MARCHAND  
DE JOURNAUX  
OU PAR CORRESPONDANCE

### BON DE COMMANDE LES MASQUES DU RACISME

NOM \_\_\_\_\_ PRÉNOM \_\_\_\_\_  
ADRESSE \_\_\_\_\_ CODE POSTAL \_\_\_\_\_  
LOCALITÉ \_\_\_\_\_ PAYS \_\_\_\_\_

► FRANCE-MÉTROPOLITAINE : 43 F (port inclus) - Nombre d'exemplaires : \_\_\_\_\_ x 43 F = \_\_\_\_\_ F  
► DOM-TOM et ÉTRANGER : 48 F (port inclus) - Nombre d'exemplaires : \_\_\_\_\_ x 48 F = \_\_\_\_\_ F

Commande à faire parvenir avec votre règlement à :  
LE MONDE - Service Vente au numéro - 15, rue Falguière, 75501 PARIS CEDEX 15 - FRANCE.

فكرنا من الأصل



forme et conserve le plus grand nombre d'étudiants et de chercheurs par rapport à sa population. Mais là encore, rien ne va plus. Trop sûr de lui, le Massachusetts Institute of Technology (MIT), considéré comme l'institution scientifique la plus prestigieuse des Etats-Unis, n'a pas daigné se battre pour obtenir de la National Science Foundation les cent millions de dollars d'un contrat pour la construction d'un centre international de recherche sur le magnétisme. C'est l'université d'Etat de Floride, privilégiant depuis plusieurs années une politique de recrutement de « superstars » scientifiques, qui l'a emporté. Il s'agit, là aussi, d'une évolution structurelle : le Sud investit dans l'immobilier après avoir réussi à attirer depuis une quinzaine d'années les entreprises du Nord en quête de main-d'œuvre bon marché et d'un climat d'affaires plus favorable.

Aux Etats-Unis, la récession est officiellement déclarée après deux trimestres consécutifs de contraction du produit intérieur brut. On admet également qu'un taux de croissance inférieur à 1 % en est le signe...

### Ecoles fermées chaussées en ruine

QUE disent les statistiques officielles en ce qui concerne la croissance ? Pour 1990, le gouvernement affiche un taux de 1,7 % pour le premier trimestre et 1,2 % pour le deuxième — soit, selon le calcul optimiste du sous-secrétaire au commerce, une moyenne de 1,5 %. Ce dernier considère que la reprise, au troisième trimestre, permettra d'atteindre une moyenne annuelle de 2,2 %. La majorité des experts estiment néanmoins que la croissance va tourner autour de 1 % en 1990. Aujourd'hui, il s'agit moins d'une récession franche et brutale dont l'issue, comme en 1981, pourrait être rapide et spectaculaire, que d'un essoufflement lent et progressif dont la sortie risque d'être pénible et coûteuse pour les industriels comme pour les salariés. Si elle se prolonge, la crise du Golfe peut transformer cet inquiétant ralentissement en un borborygme économique-militaire.

Ce qui est le plus frappant, le plus inquiétant aussi, c'est une lente et irrésistible dégradation du tissu économique, culturel et social. Des lézards apparaissent un peu partout. Aucune d'elles, prise isolément, ne constitue une véritable menace. Mais, ensemble, elles pourraient finir par saper les fondations de l'édifice.

A New-York, les cafards n'en finissent pas de gagner du terrain malgré les campagnes d'extermination. Finiront-ils par envahir la ville comme les rats de la légende ? Une étonnante exposition s'est ouverte au Musée d'art moderne de San-Francisco en août dernier. Elle évoque le devenir de la baie de San-Francisco : les déshérités vivent dans les cabanes qui s'agglutinent, tels des bernacles, sur un Golden Bridge désaffecté. Oakland est un amas de ruines. Une vaste muraille est érigée par l'élite au pouvoir en l'occurrence des multinationales japonaises afin de protéger la classe moyenne de cette vision d'apocalypse...

On sait l'état misérable des ponts et chaussées outre-Atlantique. Les bandes dessinées montrent des chauffeurs se livrant à des concours de « camion-cross » sur les routes ou dressant des cartes des nids de poule les plus célèbres. Des milliards de dollars seraient nécessaires pour retrouver la qualité des autoroutes construites dans les années 60. Cette fois, c'est le *Wall Street Journal* qui sonne l'alarme et analyse l'impact du « déficit en infrastructures » (4). Les pertes de temps dues, par exemple, au mauvais état des routes et aux encombrements dans les aéroports seraient responsables de la moitié du retard de la productivité américaine qui demeure, depuis plusieurs années, inférieure à celle du Japon, de l'Allemagne de l'Ouest et de la France. Avec leur génie du bricolage, les Américains sont en train de multiplier, dans les aéroports, des salles de travail et de communication permettant aux passagers de récupérer une partie du temps perdu en attente des avions.

Des écoles ferment, faute d'argent. D'autres (notamment à New-York) sont surchargées par suite de regroupements. Les ramassages scolaires sont réduits. Des pans entiers de l'enseignement sont supprimés (langues vivantes, sports, activités d'éveil). Les bibliothèques municipales (New-York, encore) ferment un, voire deux jours supplémentaires par semaine. Dans les universités d'Etat (notamment dans le système de SUNY — State University of New York) où les droits d'inscription viennent d'augmenter, un puissant mouvement de grève s'organise. Dans de nombreuses villes, les ordures sont ramassées moins fréquemment. Dans d'autres, les habitants doivent porter eux-mêmes leurs sacs-poubelles dans des décharges.

Partout, les scènes de misère se multiplient à New-York, au point qu'une agence d'images — JB Pictures — a décidé de les enregistrer pour dresser l'implacable portrait d'une « Amérique où se mêlent violence, déshonneur, provocation, délinquance, tensions raciales, sida, drogue et prostitution » (5). Les municipalités vivent au jour le jour. Ainsi à New-town, petite ville de huit mille habitants du New-Jersey, le maire, M. Camille Furgiuele, licencie dix de ses soixante-cinq employés municipaux, réduit les heures d'ouverture de la mairie, fait payer les activités parascolaires, supprime la collecte des ordures à domicile, etc. « Pour la première fois, précise-t-il, ma ville va devoir emprunter sur les impôts à percevoir afin de payer jusqu'à Noël les salaires des employés municipaux ».

Une fraction importante du coût des services publics locaux (école, police, pompiers, ramassage des ordures ménagères, etc.) est prise en charge par les collectivités territoriales qui lèvent leurs propres impôts. Dans une période de ralentissement économique où les rentrées fiscales se contractent, où les citoyens ne sont pas encore prêts à accepter le relèvement de l'impôt, et où l'Etat fédéral cherche toujours à se désengager de ses responsabilités au profit (ou aux dépens) des collectivités, l'argent

municipal se fait rare et les services ne peuvent que se réduire en quantité et en qualité.

La situation risque d'être aggravée par un projet de l'administration Bush contre lequel s'insurgent les gouverneurs, tant démocrates que républicains. Actuellement les Américains peuvent déduire de leurs revenus soumis à la fiscalité fédérale l'ensemble des impôts qu'ils paient localement. Le gouvernement propose de fixer un plafond relativement bas pour ces déductions. Les conséquences seraient multiples : les impôts locaux actuels (et leur éventuelle réévaluation) seraient plus mal supportés par les contribuables. Sans modifier officiellement l'assiette d'imposition, Washington (qui repousse le moment de prendre le risque politique d'augmenter les impôts fédéraux) bénéficierait ainsi de ressources supplémentaires. Quant aux contribuables, ils paieraient davantage et considéreraient ce prélèvement supplémentaire comme un versement accru aux collectivités territoriales. Situation délicate pour les élus locaux. Certains maires voient dans ce projet un mauvais coup dirigé contre les grandes villes — généralement démocrates — dont les ressources seraient réduites ou bloquées.

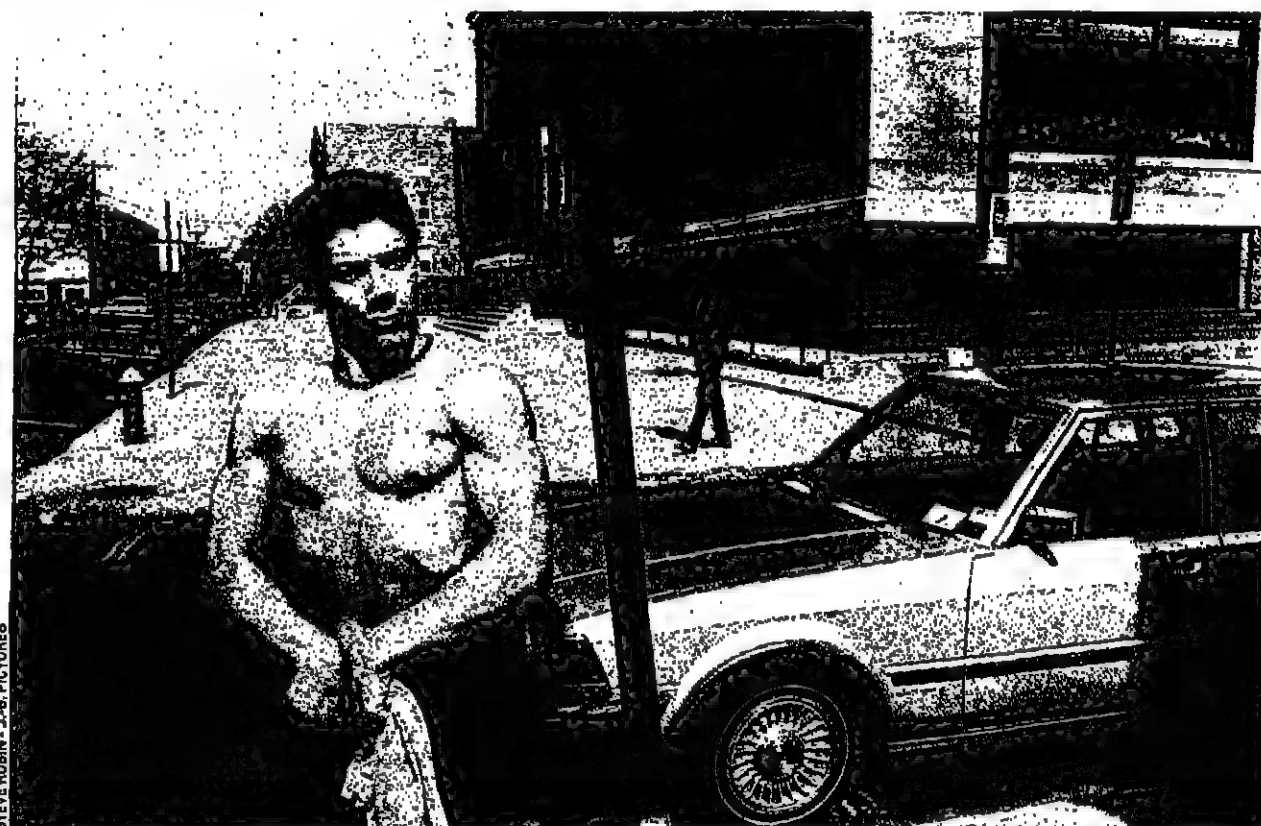
En neuf jours, quatre enfants sont tués par des balles perdues dans le Bronx. L'un d'eux meurt dans son berceau, atteint par une balle qui traverse la porte d'entrée de l'appartement. Plusieurs autres enfants new-yorkais ont été victimes de coups de feu au cours de l'été. On hésite à prévenir la police de peur de représailles. Une firme propose au prix de six cents dollars des gilets pare-balles pour les bambins new-yorkais se rendant à l'école (*The Economist*, 22-28 septembre)... Les crimes fondés sur la haine et les préjugés raciaux et religieux sont de plus en plus fréquents. On s'acharne sur les homosexuels, et plus encore s'ils sont noirs. Selon une étude publiée par le *New York Times* (6), la courbe de la criminalité est dangereusement ascendante à

de nouveau en difficulté. C'est le cas tout particulièrement des Appalaches où le niveau de vie baisse deux à trois fois plus vite que dans les autres régions sensibles.

Autre signe des temps, la disparité s'accroît non seulement entre riches et pauvres, mais aussi entre salariés ayant une formation et des responsabilités comparables. Une étude du département du travail (8) montre que l'écart se maintient entre hommes et femmes, Blancs et Noirs, mais que s'ajoute un nouveau déséquilibre entre les Blancs eux-mêmes. Les raisons avancées sont multiples : déclin des syndicats, accroissement de la concurrence, pénurie de main-d'œuvre dans certains secteurs, salaire au mérite, recours à de nouveaux critères d'évaluation, évolution des mœurs et de l'éthique. Hier encore, il y avait des limites, même à Wall Street, en ce qui concerne les salaires, les bénéfices, les méthodes de travail. Dans le contexte du « toujours plus » à la Reagan, qui s'amplifie sous l'administration Bush — c'est-à-dire plus d'argent, plus d'emprunts, plus de comportements affairistes à la marge de la légalité — pourquoi s'arrêter dans ses exigences ? Pourquoi ne pas jouer à la Bourse — y compris à la bourse du travail et des salaires ?

Fondement de la société américaine, la classe moyenne est la principale victime de cette stratégie de l'outrance. Crispée, dans les années 70, par ce qu'elle percevait comme des aides à fonds perdus à un sous-prolétariat dans lequel elle ne se reconnaissait pas, la voilà menacée de rejoindre, pour certains de ses membres, ce sous-prolétariat haï parce qu'il gaspille votre argent, parce qu'il refuse de travailler, parce qu'il accroit la bureaucratie étatique...

Ce n'est pas tout : la classe moyenne se sent également sapée par le haut, par la « super-bourgeoisie » (la « overclass ») pour reprendre un



« Mr. MACHO », NEW-JERSEY  
L'agence JB Pictures a exposé, début septembre à Perpignan, sous le titre « L'autre Amérique », une collection de photographies sur les Etats-Unis d'aujourd'hui : où se mêlent violence, déshonneur, délinquance...

New-York et dans sa région. De 15 pour 100 000 en 1970, les chiffres atteignent 27 pour 100 000 en 1988.

L'usage de la drogue, en revanche, fléchit légèrement. En 1975, 50 % des adolescents de dix-huit ans en avaient consommé (toutes variétés confondues) une ou plusieurs fois. En 1980, le pourcentage dépasse les 60 %. En 1989, il tombe à 42 %. Toutefois, pour cette même catégorie d'âge, et pendant la même période, le recours à l'alcool est en légère augmentation : le pourcentage d'adolescents ayant consommé de l'alcool une ou plusieurs fois passe de 90 % à 92 %. Quant aux homicides impliquant des jeunes de dix à dix-huit ans, leur proportion augmente de 65 % entre 1980 et 1989.

Sur le plan scolaire, les chiffres ne sont guère encourageants : après un accroissement sensible de la proportion d'adolescents obtenant l'examen de fin d'études du cycle secondaire dans les années 80 (avec une pointe de 76,9 % en 1989-1990), les chiffres chutent puis se stabilisent entre 71 % et 74 %. Par ailleurs, les tests d'aptitude scolaire révèlent une courbe descendante de 1967 à 1983 — avec une stabilisation, voire une légère reprise, en mathématiques et le statu quo en expression orale, mais le niveau est toujours inférieur à celui des années 60. C'est un bien maigre résultat dans la « guerre pour l'éducation » dont les politiques parlent depuis le second mandat de M. Reagan et que M. Bush veut incarner en se faisant appeler « Monsieur le Président Education ».

### La classe moyenne, principale victime

QUANT à l'autre guerre « civile » — celle contre la pauvreté, lancée par le président Kennedy après que Michael Harrington ait révélé son existence au grand public américain en 1962 (7) — elle revient à l'ordre du jour. Les Américains se rendent compte qu'une grande partie des fameux « petits boulots » suscités par le réaganisme ont miné la classe moyenne et développé un sous-prolétariat. Et, en période de récession, les premiers touchés sont généralement les plus pauvres. Les autorités locales découvrent que le nombre des ayants droit aux allocations de chômage, mais aussi aux coupons d'alimentation a doublé au cours des douze derniers mois. Pour elles, ces charges supplémentaires, malgré certains transferts fédéraux, créent une situation dramatique. Des régions entières qui avaient « progressé » au cours des deux dernières décennies sont

concept en train de se développer aux Etats-Unis. De quoi s'agit-il ? Selon M. Ralph Whitehead, professeur à l'université du Massachusetts à Amherst et inventeur du terme, cette « super-bourgeoisie » est, pour les années 90, la contrepartie de ce qu'était le « sous-prolétariat » dans les années 80. Il s'agit de ces manières des OPA sauvages, des junk bonds (obligations de pacotille), des opérations immobilières montées sur le fil du rasoir qui aspirent indéfiniment des sommes incalculables. Dans cette catégorie figurent un Donald Trump (9), play-boy de l'immobilier et du casino, bâtisseur de la tour qui porte son nom à New-York dans la 54 avenue et du casino éblouissant Taj Mahal à Atlantic-City, propriétaire de l'Eastern Shuttle (la navette aérienne qui relie New-York, Washington et Boston) qu'il rebaptise de son nom, qu'il achète à crédit, dont il annonce la revente un jour, puis qu'il décide de conserver un autre jour — en fonction moins de la rentabilité que de la hauteur de l'offre d'achat éventuel ou de son cours à la Bourse. Mais un Neil Bush, le fils du président, compromis dans le scandale des caisses d'épargne — qui semble, avec quelques autres financiers bien informés, avoir tiré des superprofits de la politique de l'escalade de la dette — fait également partie de cette catégorie. La classe moyenne américaine considère que la super-bourgeoisie vit sur son dos, son savoir-faire et son épargne.

Les séries télévisées de cette rentrée reflètent ce désarroi social. « La télévision joue la carte des classes sociales », titre le *Boston Globe* (10) qui poursuit : « La lutte des classes se porte bien aux Etats-Unis. On la met en scène dans des living-rooms pour des spectateurs qui les observent dans leurs living-rooms. Que la télévision reflète la réalité ou qu'elle renforce des stéréotypes, toujours est-il que le message est clair. » Finis les décors confortables et l'optimisme des « Cosby Shows » que l'Europe est en train de découvrir (11). La ligne traîne dans le salon. Le réfrigérateur est encombré d'aliments et de restes avariés. La télé est au clou. Les enfants n'en finissent pas d'interrompre les ébats amoureux. Dialogue : Elle : « Tu vois le café sur la table ? ». Lui : « C'est là ? ». Elle : « Non, ce n'est pas là ». Lui : « Ils étaient là avant nous. Ils seront là après nous. Tu sais pourquoi ? Ils partagent notre monde ». Ce dialogue, extrait de « Trente et quelques » (*Thirty Something*), est typique de séries de plus en plus grignotées et populaires. L'époux rêve calme, volupté et famille. La femme interromp la rêverie érotico-familiale : « Oui, profitons-en, jusqu'à

la prochaine déprime. Jusqu'à ce qu'on soit obligé de dévorer un de nos bébés. »

Le « rêve américain » n'est plus ce qu'il était. Même en ce qui concerne le « nouveau modèle » de l'immigration asiatique. Hier encore, on glorifiait la réussite exceptionnelle des Vietnamiens, Coréens, Chinois, etc., qui n'avaient pas besoin, pour s'élever dans la hiérarchie sociale, des milliards de dollars déversés dans la communauté noire. Le président Reagan proclamait que « les Américains asiatiques sont notre source d'espoir et d'inspiration » (12).

La population asiatique a créé près de deux fois plus de PMI que la moyenne américaine, son revenu familial est de 20 % supérieur à la moyenne nationale, ses enfants sont proportionnellement trois fois plus nombreux à l'université que la moyenne des Américains. Mais les différences se creusent entre Asiatiques : par exemple, le revenu des Laotiens (dont le nombre s'accroît plus vite que celui des autres Asiatiques) est de cinq à six fois plus faible que celui des Japonais. Si on compare les revenus par tête et non par ménage, on s'aperçoit que la moyenne asiatique est inférieure à la moyenne américaine. En ce qui concerne l'éducation, compte tenu des importantes disparités économiques et sociales entre groupes ethniques, la proportion d'Asiatiques ne terminant pas leurs études primaires est trois fois plus forte que la moyenne nationale.

### Première puissance ou république bananière ?

CETTE détérioration de la sphère matérielle inquiète l'Américain moyen qui développe des réflexes xénophobes et saisi toute occasion pour se mobiliser autour du drapeau. Les intellectuels multiplient les avertissements, qu'ils soient conservateurs comme George Gilder (13) ou progressistes comme Lester Thurow (14). Ce dernier considère que les Etats-Unis se comportent comme « une république bananière ». « Avec les annonces successives du déficit budgétaire, précise l'économiste du MIT, l'administration Bush amène les Etats-Unis à ressembler à ces républiques méprisées, incapables de gérer leurs affaires. Le déficit est actuellement estimé à 170 milliards de dollars — soit une augmentation de 70 milliards de dollars par rapport aux chiffres annoncés six mois plus tôt. Si on ajoute à ce chiffre les sommes que va devoir payer l'Etat pour rembourser les victimes des banqueroutes des Caisses d'épargne et de prêts, le déficit atteint 230 milliards de dollars. Si l'on tient compte du surplus généré par la sécurité sociale pour financer les retraites à l'horizon 2000 et que l'administration Bush se propose d'englober dans le budget, le déficit atteint 330 milliards. Seules les républiques bananières manipulent à ce point les comptes de la nation. Seules, elles reçoivent régulièrement la visite de fusiliers marins pour collecter les dettes impayées. Demain, les Allemands et les Japonais vont envoyer aux Etats-Unis l'équivalent de fusiliers marins pour collecter les créances qui leur sont dues. »

La situation est d'autant plus sérieuse que l'Allemagne a d'importants besoins en capitaux pour financer sa réunification et que les Japonais commencent à mesurer leur caution financière. Le 13 août dernier, le *Wall Street Journal* titrait : « Les Japonais boudent les bons du Trésor ». On peut imaginer les conséquences : explosion des taux d'intérêt, inflation galopante, récession incontrôlable. La crise du Golfe révèle les faiblesses nationales des Etats-Unis : c'est ainsi que l'augmentation du prix du pétrole précipite la récession des Etats fragilisés de Nouvelle-Angleterre. Elle révèle également la nécessité d'un nouveau positionnement international : s'il est vrai que les Etats-Unis demeurent la seule puissance capable d'initier et de coordonner une action internationale d'envergure, ils doivent compter sur leurs alliés — y compris pour la prise de décision.

Sans doute l'américano-pessimisme de masse qui envahit le Nouveau Monde est-il, en partie, un effet de mode médiatique. C'est aussi un phénomène profond qui implique une révision déshonorante du comportement de l'ensemble des citoyens. Les Américains sont au creux de la vague. Grâce à leur génie de l'invention sauront-ils, une fois encore, transformer ces crises en opportunités ?

PIERRE DOMMERGUES.

- (4) Alfred L. Malabre, « Economic Roadblock : Infrastructure Neglect », *Wall Street Journal*, 30 juillet 1990.
- (5) Sous le titre « L'autre Amérique » une exposition de photographies de l'agence new-yorkaise JB Pictures s'est tenue, début septembre 1990, à Perpignan. Cf. *Le Monde*, 12 septembre 1990.
- (6) « New York's Deadly Season », *New York Times*, 5 août 1990. Voir également : « The Decline of New York », *Time*, 17 septembre 1990, où la ville est décrite comme « un cauchemar urbain ».
- (7) Michael Harrington, *The Other America*, MacMillan, New-York, 1962. L'un des penseurs progressistes américains les plus influents, Michael Harrington est mort en août 1989.
- (8) Voir Louis Uchitelle, « Unequal Pay Widespread in US », *New York Times*, 14 août 1990 ; Bennett Harrison et Barry Bluestone, *The Great U-Turn. Corporate Restructuring and the Polarization of America*, Basic Books, New-York, 1989.
- (9) Donald Trump, *Surviving at the Top*, Random House, New-York, 1990.
- (10) Ed Siegel, « TV Draws Class Lines from Couch to Kitchen », *The Boston Globe*, 27 juillet 1990.
- (11) Cf. « Démon et merveilles de la télévision américaine », *Le Monde diplomatique*, août 1990.
- (12) *The New Republic*, mai 1985.
- (13) George Gilder, *Microcosm, A Prescient Look Inside the Expanding Universe of Economic, Social and Technological Possibilities Within the World of the Silicon Chip*, Simon and Schuster, New-York, 1989.
- (14) Voir les deux derniers ouvrages de Lester Thurow : *The Zero-Sum Society*, Simon and Schuster, 1981, et *The Zero-Sum Solution*, Simon and Schuster, 1986.

مكتبة الأصل



## FATALES SURENCHÈRES DANS LE GOLFE

Deux mois après l'injustifiable invasion du Koweït par l'Irak, les véritables objectifs de la formidable opération Bouclier du désert — conduite par les États-Unis et appuyée par de nombreux alliés dont la France — demeurent flous. Des raisons multiples et contradictoires paraissent fonder un si puissant déploiement de forces.

S'agit-il de défendre le droit international ? Ce vertueux argument, auquel chacun aimerait croire, serait plus convaincant si certains États qui blâment aujourd'hui l'Irak étaient eux-mêmes sans tache à cet égard. A commencer par les États-Unis qui, en décembre 1989, ont envahi le Panama au mépris de la légalité internationale ; ou la Turquie, qui continue d'occuper militairement le nord de Chypre ; le Maroc, qui a annexé le Sahara occidental ; la Syrie, qui tient une grande partie du Liban... Sans parler d'Israël, maintes fois condamné par le Conseil de sécurité. En s'engageant contre l'Irak, ces États remettent-ils en cause leur propre transgression du droit ?

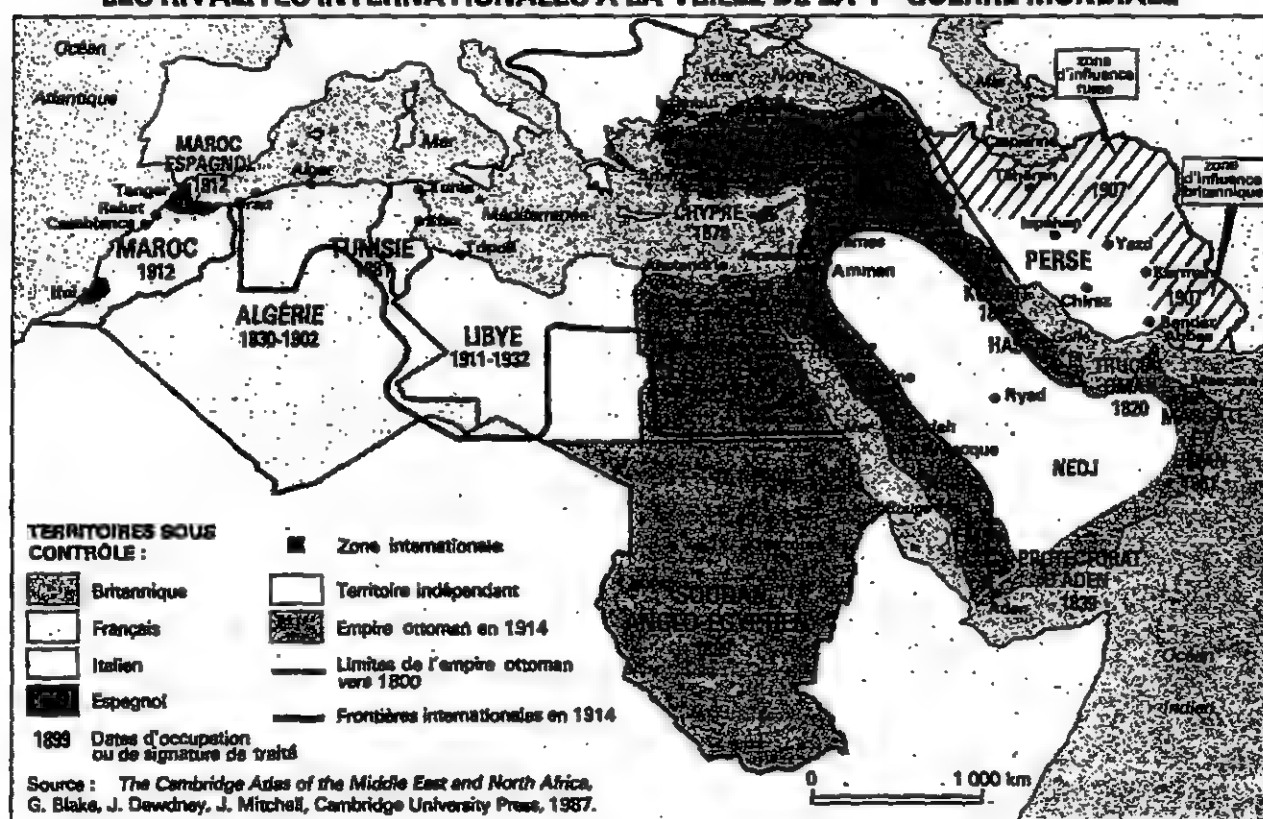
S'agit-il de protéger les champs pétrolifères afin de maintenir les prix du brut à un niveau raisonnable ? Mais les tensions actuelles font déjà exploser les prix, et l'ouverture des hostilités provoquerait de nouvelles hausses. La fixation d'un « juste prix » du brut est d'ailleurs une alchimie complexe qui ne peut répondre aux seuls critères d'intérêt du Nord. Elle suppose la remise en cause de l'actuel ordre économique mondial, injuste comme on sait.

S'agit-il de renverser M. Saddam Hussein, de démanteler son potentiel militaire, d'établir la démocratie ? Mais, alors pourquoi s'en tenir à l'Irak ? Ne faut-il pas commencer par établir la démocratie en Arabie saoudite, dans les Émirats du Golfe, en Syrie ? Interminable croisade.

Inacceptable, l'invasion du Koweït pose, on le voit, de redoutables problèmes. Ils ne seront pas résolus par de simples et fatales surenchères militaires.

IGNACIO RAMONET.

### LES RIVALITÉS INTERNATIONALES A LA VEILLE DE LA 1<sup>re</sup> GUERRE MONDIALE



## La longue litanie des

Par  
GEORGES  
CORM\*

irakien et d'autres dictatures non moins terribles du monde arabe.

Dans cette région du monde, les problèmes découlant de la succession mal réglée de l'empire ottoman ont été aggravés par deux facteurs fondamentaux : l'existence de ressources pétrolières stratégiques pour le bien-être des pays industrialisés et l'émergence de l'État d'Israël qui acquiert rapidement la stature d'une puissance régionale dominante grâce au soutien sans faille de ces mêmes pays industrialisés. La crise actuelle ne saurait être traitée efficacement par des seuls moyens militaires. Les données historiques, économiques et géopolitiques devraient être sérieusement prises en compte par les puissances internationales et régionales qui menacent militairement l'Irak, agresseur de la cité-État du Koweït.

Les problèmes de succession de l'empire ottoman sont trop complexes pour être tous évoqués ici (1). On devra donc se contenter de rappeler quelques traits saillants de l'histoire de la péninsule arabique et de l'Irak. Mis à part l'éphémère État médinois constitué par le prophète Mahomet et les trois des quatre califes dits « justes » qui lui succédèrent (2), l'Arabie cen-

trale n'a jamais été un lieu de pouvoir politique autonome. Seul le Yémen, l'ancienne « Arabie heureuse », a joui à l'époque pré-islamique d'une influence importante qui s'étendait à la Corne de l'Afrique. Plus tard, le Yémen et Oman, grâce à une géographie montagneuse, ont su se préserver plus ou moins bien des influences extérieures et ont servi de refuge au chiisme zaidite pour le premier et à l'ibadisme pour le second (3).

C'est à partir du début du seizième siècle que l'empire ottoman règne en maître incontesté sur les zones de peuplement arabe de l'Asie mineure et de l'Afrique méditerranéenne. Les territoires qui constituent l'Irak d'aujourd'hui seront toutefois l'enjeu de rivalités féroces et continues entre Perses et Turcs. Ce n'est qu'une fois la puissance mamelouke abattue en Irak, au début du dix-neuvième siècle, que les Ottomans pourront vraiment consolider leur emprise sur les wilayats irakiennes de Bagdad et Mossoul et le sandjak de Bassorah. Comme dans les autres provinces ottomanes, les frontières administratives varient au gré de la puissance des gouverneurs nommés par la Sublime Porte ou des potentats locaux qui parviennent à faire reconnaître leur autorité par le sultan.

### Britanniques, Ottomans et Arabes

L'HISTOIRE de l'Irak est aussi mêlée à celle de la péninsule arabique au cours des deux derniers siècles, d'autant qu'à partir de la fin du dix-huitième siècle, le pouvoir de la famille des Saoud, originaire de l'Arabie centrale et s'appuyant sur la doctrine wahabite d'un retour aux sources coraniques de type fondamentaliste et rigoriste, menace le territoire irakien ; en 1903, les lieux saints chiites de Najaf et Karbala sont mis à sac par des troupes wahabites. Ils seront à nouveau menacés à la fin du dix-neuvième siècle. Directement, et par troupes égyptiennes interposées, les Ottomans contiendront l'expansionnisme saoudo-wahabite qui devra attendre l'effondrement de l'empire ottoman pour pouvoir enfin installer un royaume durable. Cette fondation ne pourra se faire qu'à la faveur d'une rivalité féroce qui oppose l'Indian Office anglais, favorable à une restauration du Califat sous la houlette saoudo-wahabite, et le Foreign Office qui soutient la famille hachémite, gardienne des lieux saints de La Mecque et Médine et qui polarise les revendications d'un nationalisme arabe moderne et donc plutôt laïc (4).

Si les Anglais n'ont pas réussi, avant l'effondrement de l'empire, à acquérir sur les territoires irakiens une influence coloniale similaire à celle qu'ils ont en Égypte, ou semi-coloniale telle que la France avait pu l'avoir au Liban, ils ont tissé dans le golfe Arabo-persique et sur le versant sud de la péninsule arabique une toile d'araignée très efficace. Ils y stationnent leurs troupes en vertu de traités de trêve et de protection qu'ils accordent aux chefs locaux de tribus et aux notabilités (5). Les familles qui parviennent ainsi à se gagner les faveurs anglaises sont assurées de conserver leur prépondérance dans toute rivalité tribale. Les premiers traités seront passés en 1820, celui avec la famille des Sabah du Koweït en 1899. Auparavant, et suivant les époques, le petit port de pêcheurs d'huîtres de Koweït était tantôt inclus tantôt

exclu des territoires dépendants de Bassorah.

En ce qui concerne les provinces arabes de l'empire ottoman, il est impossible, pour les États issus de sa succession, d'invoquer des droits historiques, les frontières administratives, hormis celles de l'Égypte, n'ayant jamais été stables. Aussi, le véritable problème des découpages coloniaux opérés par l'accord franco-britannique, dit Sykes-Picot, en 1916 est-il moins celui de l'artificialité des frontières que la revendication frustrée d'une unité du Machrek arabe dont la péninsule arabique, vide de toute richesse au début du siècle et de toute masse démographique importante (hormis le Yémen), n'aurait été qu'un appendice. Les frontières des États arabes issus du démantèlement de l'empire ottoman compor-

(1) Nous avons traité en détail de ces problèmes dans *l'Europe et l'Orient - De la balkanisation à la libération - Histoire d'une modernité inaccomplie*, La Découverte, Paris, 1989.

(2) Il s'agit d'Abou Bakr, Omar et Othman. Ali, le quatrième calife « juste » dont se réclame le chiisme, s'établit à Koufa en Irak où il mourra assassiné en 661.

(3) Le chiisme zaidite est apparu par opposition au chiisme duodécimain ; dans le premier cas, la croyance est dans le retour du septième de la lignée des Imams descendant du calife Ali, dans le second dans celui du douzième. L'ibadisme, ou kharijisme, est une doctrine renvoyant des à des sunnites et chiites dans leur conflit d'origine sur la succession temporelle du Prophète.

(4) On pourra se reporter sur tous ces points à notre ouvrage *Europe et l'Orient*, op. cit., ainsi qu'à *La Frontière d'État* et *End All Peace. Creating the Modern Middle East, 1914-1922*, Henry Holt, New-York, 1989.

(5) Les entités politiques issues de ces traités ne nomment d'ailleurs « anglais » *« Tribal States »* (États de la Tribu). En français, on parlait autrefois de la côte des Pirates, la pêche et la piraterie constituant les activités principales de cette région. Les trêves qu'imposent les Anglais à l'origine sont des trêves aux activités de piraterie. En 1971, les Émirats arabes unis votent officiellement la loi. Cet État fédéral regroupe tous les Émirats de la côte sauf Bahrein et le Qatar.

## Une « realpolitik » au service de quel ordre

Par  
MAURICE  
BERTRAND\*

LES dirigeants des grands pays occidentaux et M. Mikhaïl Gorbatchev répètent ensemble que c'est le Conseil de sécurité des Nations unies qui définit le droit international, et que c'est seulement en fonction de ses décisions qu'il sera possible d'agir pour résoudre la crise du Golfe. Aucune voix ne s'élève pour s'opposer à ces déclarations, et l'on peut s'émerveiller de cette unanimité, si l'on songe au mépris dans lequel l'ONU était tenue il y a quelques années. Nous sommes donc en présence d'un phénomène important, caractérisé par l'accord des cinq membres permanents du Conseil de sécurité et par le soutien qu'ils ont reçu, à quelques rares exceptions près, de l'ensemble de la communauté internationale pour mettre en œuvre les articles 41 et 42 de la Charte, condamner l'agression, décréter le blocus de l'Irak, autoriser implicitement l'emploi de la force.

On peut penser que l'on se retrouve, *mutatis mutandis*, dans la situation de 1945, où les vainqueurs semblaient

\* Ancien membre du corps commun d'inspection des Nations unies.

s'entendre pour faire respecter leur conception de l'ordre international.

L'attribution d'un certain rôle au Comité d'état-major (1) dans la résolution 665 et l'évocation de l'éventualité de la constitution d'une force multinationale sous le drapeau de l'ONU vont dans le sens d'une novation qui, si elle se confirmait, pourrait créer la colonne vertébrale d'un système de sécurité entièrement nouveau. Enfin le rapprochement Est-Ouest, confirmé par le sommet d'Helsinki, présume très favorablement les autres novations institutionnelles qui devraient résulter en novembre du sommet de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), où serait signé l'accord sur le désarmement conventionnel en Europe (CFE 1) et lancé un nouveau cycle de négociations (CFE 2), et où pourrait être institué un système de prévention des conflits et ébauché un mécanisme paneuropéen de sécurité collective.

Cette évolution aboutirait donc à un système de sécurité fondé sur l'idée de prévention des crises et de « gendarmerie mondiale » pour faire respecter l'ordre international. La crise aurait raccourci le chemin qui y conduisait. Le sens de l'évolution institutionnelle

en cours ne saurait en effet faire de doute. Mais il faudrait beaucoup de naïveté pour penser qu'elle s'inscrit dans une vision claire de l'avenir, et pour croire, comme les discours officiels le prétendent, que le respect des principes du droit international est la raison du consensus. En fait, cette crise est due pour l'essentiel à la *realpolitik* pratiquée aussi bien par la France que par l'URSS et par les États-Unis : alliances avec les dictateurs les plus sanguinaires (lire, page 20, l'extrait

du rapport d'Amnesty international sur la Syrie et le compte rendu de l'ouvrage de Gilles Perrault sur le roi Hassan II du Maroc), soutien de régimes féodaux, livraisons d'armes et de techniques (y compris nucléaires) renforçant leurs capacités d'action, silence sur les injustices sociales et sur l'aberration du système de distribution des profits du pétrole. Elle continue d'être résolue par les mêmes méthodes et en vertu de la même inspiration.

### Ni dictatures, ni monarchies féodales

La preuve : on a fixé pour la solution de la crise le rétablissement du *statu quo ante*. Même si une conférence internationale sur le Proche-Orient est tenue après que le Cheikh Jaber Al Sabah aura été remis sur son trône, ce sont les gouvernements féodaux et dictatoriaux de la région qui y siègeront et qui seront par là même consolidés. Comme l'écrit Claude Julien : « L'affrontement ébranle durablement le statu quo au Proche-Orient » et « ni l'histoire, ni le pétrole, ni l'islam ne sauraient enfermer les peuples arabes dans le choix absurde entre des dictatures de type irakien ou

syrien et des « monarchies féodales » (2) ; mais les méthodes employées jusqu'à maintenant pour résoudre la crise vont dans le sens du maintien de ce statu quo.

Moins que l'on puisse dire est que les « principes » au nom desquels on mobilise des armées sont incomplets ; on parle de droit international, mais on oublie les droits de l'homme, qu'il s'agisse de la démocratie ou des droits économiques et sociaux, pourtant inscrits dans la Charte des Nations unies si souvent invoquée aujourd'hui.

L'évolution institutionnelle en cours au plus mondial est pour l'instant inco-

hérente. Elle s'effectue par les chemins les plus divers, sans qu'une relation soit établie entre eux ; sommets des Sept (peut-être bientôt huit) comme directeur économique mondial ; Conseil de sécurité de l'ONU où les cinq membres permanents ne suffisent pas à représenter la réalité de l'actuel pouvoir politique dans le monde ; constructions complémentaires en matière de sécurité faites à travers la CSCE, qui n'est ni un système régional, ni un système mondial — le tiers-monde et le Japon n'y étant pas associés. Un grand *aggravamento* est pourtant devenu indispensable, et la question « Quelles institutions mondiales au service de quel ordre international ? » reste à étudier et à résoudre.

Rien n'est fait ni prévu pour faciliter les évolutions nécessaires. Si la conférence internationale sur le Proche-Orient est un jour organisée, elle résoudra peut-être quelques points importants concernant le Liban ou

(1) Le Comité d'état-major, composé des chefs d'état-major des membres permanents du Conseil de sécurité, est chargé, par l'article 47 de la Charte, de la « direction stratégique de toutes forces armées mises à la disposition du Conseil ».

(2) Lire, *Le Monde diplomatique*, septembre 1990.

هكذا من الأصل



# ruptures au Proche-Orient

tent certes leur part d'arbitraire ; pour l'Irak, il s'agit incontestablement du fait d'avoir été privé d'un accès direct au golfe Arabo-persique, lui permettant de protéger les accès du port de Bassorah situé à l'intérieur du Chah-al-Arab.

La délimitation de ses frontières par le colonisateur anglais avec l'Iran d'un côté et la cité-Etat de Koweït de l'autre semble bien avoir voulu empêcher l'Irak de devenir une puissance maritime. On peut donc comprendre la frustration irakienne, en particulier du fait de la puissance iranienne, à n'avoir jamais pu obtenir un tracé de frontière

tenant compte de cette anomalie. Cette frustration a été d'autant plus grande que l'émirat de Koweït, remarquablement géré par la famille Al Sabah, a su se gagner les amitiés arabes et internationales qui semblaient le préserver de toute agression irakienne après les menaces militaires du général Kassam en 1961, lors de l'accession à l'indépendance de la cité-Etat. La famille régnante koweïtienne ne s'est donc jamais prêtée de bonne grâce aux demandes irakiennes de rectifications de frontières et, récemment, de location des îles de Boubiane et Warda qui commandent l'accès au Chah-al-Arab.

merce du pétrole par des accords à long terme entre producteurs et consommateurs : les États-Unis y sont farouchement opposés. Le résultat sera catastrophique pour l'économie mondiale.

Sous la pression d'un marché assoiffé d'énergie et des événements majeurs du Proche-Orient (guerre d'octobre 1973, révolution iranienne de 1979), les prix du pétrole grimperont de 2,50 dollars le baril en 1972 à 13 dollars en 1973 puis à 35 dollars en 1979 ; ensuite, la décade est non moins spectaculaire sous l'effet de la surproduction saoudienne, ramenant le prix du baril en 1986 au-dessous de 10 dollars puis le faisant fluctuer entre 13 et 19 dollars jusqu'à la veille des événements. A ces cours, en termes de pouvoir d'achat, le prix du baril est revenu à ce qu'il était dans les années 60. Mis à part les pétromonarchies sous-peuplées, aucun producteur exclusivement dépendant du pétrole ne dispose de recettes d'exportation suffisantes pour nourrir sa population et assurer le service de sa dette extérieure. A ces niveaux de prix, dire que l'Algérie ou l'Irak sont des pays riches est un contresens, équivalant à prétendre que la Côte-d'Ivoire est prospère grâce à son cacao.

Pour les économies occidentales non plus, les prix bas ne sont pas un bienfait absolu. Ils entraînent le retour aux gaspillages d'énergie et à une forte croissance de nature artificielle compte tenu des coûts réels des énergies de substitution. Cette forte croissance entraîne partout des taux d'intérêt très élevés pour empêcher le retour de l'inflation, et aggrave les charges du service de la dette de beaucoup de pays du tiers-monde qui, depuis 1982, se débattent dans une crise aux dimensions dramatiques.

Les pays arabes, mis à part les pétromonarchies, courent tous sous le poids d'une dette écrasante. Le chômage y est généralisé, l'industrialisation bloquée, l'inflation s'y développe et les niveaux de vie depuis 1982 chutent vertigineusement pour tous les salariés. Qu'éprouvent un emploi dans les pays de la péninsule arabique ou fuir en Occident par n'importe quel moyen en est le rêve de millions de familles vivant dans

IBN SAUD  
EN 1911  
LE CONQUÉRANT  
DE LA MÈCCQUE  
ET DE MÉDINE



la pauvreté absolue. A défaut, il faudra mandier les subsides de l'un ou l'autre des mouvements d'intégrisme islamique que financent les pétromonarchies ou l'Iran. La situation sociale est explosive dans l'ensemble du monde arabe et tous les gouvernements vivent sur des barils de poudre.

Quant à l'Irak, le poids d'une dette de 70 milliards de dollars et les besoins de la reconstruction après huit années d'une guerre dévastatrice rendaient encore plus insupportable l'effondrement des prix pétroliers. En brisant avec tant de brutalité le statu quo régional, le chef de l'Etat irakien a donc voulu agir à tous les niveaux, satisfaisant du même coup ses ambitions à l'échelle régionale.

un préalable sans condition à toute action pour éventuellement envisager au Proche-Orient les éléments d'une stabilité à long terme.

En effet, ce n'est certainement pas aujourd'hui, dans une crise où resurgissent tous les fantasmes anti-arabes, que l'Occident se reconnaîtra une quelconque responsabilité dans les malheurs de cette région du monde et qu'il tentera d'imposer à l'Etat d'Israël des frontières définitives.

Parmi leurs tâches dans la région, les armées occidentales, notamment américaines et françaises, pourraient envisager de se déployer plus largement au Proche-Orient - sous l'ombre des Nations unies et avec la participation de l'URSS - pour garantir au Liban, à la Syrie, à l'Etat palestinien (à créer en Cisjordanie et à Gaza), ainsi qu'à Israël et au Koweït leurs frontières internationalement reconnues. Elles pourraient aussi se proposer de superviser, en tant qu'observateurs des Nations unies, la tenue d'élections libres au Liban, en Syrie, en Irak, en Arabie Saoudite, à Koweït, Qatar, dans les Emirats arabes unis et à Oman.

Leur stationnement dans cette région devrait aussi aboutir à des accords de désarmement et de démilitarisation entre Etats arabes et l'Etat d'Israël et permettre une ouverture des frontières au commerce et à l'investissement. Enfin, un système de taxation régionale des hydrocarbures exportés par les pays arabes pourrait être mis en place aux fins de redistribution. Ce système serait supporté pour 20 % par les consommateurs occidentaux de pétrole arabe et pour 80 % par les producteurs, ce dernier pourcentage étant modulé en fonction de la densité démographique et du quota d'exportation du pays producteur.

Tout cela peut apparaître bien irréaliste compte tenu des mentalités et des comportements régnant au Proche-Orient. Pourtant, il s'agit des seuls fondements possibles d'une politique raisonnable de l'Occident à l'égard de l'ensemble des peuples arabes, susceptibles de les intégrer progressivement et harmonieusement à la prospérité tant enviable et à la démocratie de l'Europe voisine. En dehors d'une telle approche, la politique occidentale, quels que soient les reproches, tout à fait fondés, adressés au chef de l'Etat irakien et le souci louable de faire respecter le droit et de restaurer la souveraineté de l'Etat de Koweït, ne s'inscrit historiquement que dans la continuité de manipulations coloniales ou semi-coloniales des grandes puissances à l'endroit d'une région du monde tourmentée depuis le siècle dernier par les ambitions politiques et les intérêts matériels des grandes puissances, ainsi que par les conséquences historiques de l'antisémitisme européen et de l'Holocauste.

GEORGES CORMI

(6) Dernière en date des graves infractions au droit international légitimes et appuyées par l'Occident, les accords de Taïf d'octobre 1989 qui consacrent la présence définitive de l'armée syrienne « redéployée » au Liban, ce qui, bien sûr, permettra le maintien de l'armée israélienne dans le sud du pays qu'elle occupe depuis 1978.

(7) Voir *Le Proche-Orient éclaté*, La Découverte, Paris, 1983.

(8) Uri Avnery, « In Israel, Riskless Talk about Jordan », *International Herald Tribune*, 7 septembre 1990.

## Casser le statu quo économique et politique

Le problème cependant ne se résume pas à cette donnée, si capitale soit-elle, pour comprendre les origines de la crise née le 2 août dernier, son retentissement international et ses développements très graves. Le dictateur irakien aurait pu en effet se contenter d'occuper les deux îles et de rectifier par la force la frontière terrestre pour y inclure le champ pétrolier contesté de Rumaila. En fait, il apparaît bien que l'énormité de l'acte visait à remettre en cause un statu quo économique et politique au Proche-Orient de plus en plus défavorable aux Arabes et jouant jusqu'ici au profit exclusif de l'expansionnisme israélien, stimulé par les perspectives de l'énorme transfert de population des communautés juives d'Union soviétique vers les territoires palestiniens. Ce n'est qu'ainsi d'ailleurs que peut s'expliquer la vivacité de la réaction occidentale, en particulier anglo-saxonne. Un tel souci soulève du respect immédiat et musclé du droit, dans une région du monde où il a été cent fois bafoué au cours des quarante dernières années, en particulier par les puissances occidentales, l'Union soviétique, la Syrie, l'Irak et Israël, ne peut se comprendre qu'en raison de l'ébranlement très profond d'un statu quo dont profitaient bien des acteurs sur la scène régionale et internationale (6).

En revanche, au Proche-Orient et au Maghreb, la popularité de l'action de M. Saddam Hussein, fort peu aimé en tant que tel, à la différence de Gamal Abdel Nasser, vient de cet ébranlement du statu quo et des perspectives qu'il pourrait ouvrir. Les gouvernements arabes opposés à l'action irakienne craignent à juste titre que la réaction de l'Occident et d'Israël à cette rupture des équilibres n'enfoncent encore plus les Arabes dans le gouffre. L'énormité du bâton américain et les perspectives d'une implantation militaire occidentale qui pourrait être durable au cœur de la péninsule arabique peuvent faire penser que ce qui reste de « manne » pétrolière sera moins que jamais mieux répartie entre Arabes riches et pauvres, que l'Etat d'Israël sera plus que jamais intraitable sur le Liban comme sur la Palestine, enfin que la dictature syrienne, confortée par son alignement sur l'axe américano-saoudien et égyptien, continuera de tourmenter le Liban et d'occuper 70 % de son territoire, tout en achevant de détruire l'économie syrienne et de faire fuir les débris d'intelligentsia.

La rupture du statu quo pétrolier semble jouer un rôle déterminant dans

la « fureur » de l'Occident, sans que toutefois s'esquisse le moindre débat. Nous avions décrit ailleurs les accords tacites passés entre pétromonarchies de la péninsule et régimes arabes républicains et nationalistes après la guerre israélo-arabe de juillet 1967, puis renouvelés après celle d'octobre 1973 (7). La rente pétrolière devait servir de système de sécurité sociale aux pays pauvres et à forte démographie et permettre de soutenir l'effort de guerre contre Israël, jusqu'à la récupération des droits palestiniens. En contrepartie, les républiques arabes ne tentaient plus de déstabiliser les pétromonarchies et de remettre en cause leur statut de superprivilegiés, comme Nasser avait pu le faire avec son expédition au Yémen en 1963.

Les pétromonarchies ne joueraient le jeu que du bout des doigts, surtout à partir de la fin des années 70. Les organismes nationaux et internationaux de redistribution des revenus pétroliers (Fonds arabe de développement économique et social, Fonds monétaire arabe) ne seront jamais autorisés par les pétromonarchies à devenir des instruments dynamiques et autonomes de financement. Des institutions concurrentes privées et publiques de redistribution à l'ensemble des pays islamiques en Afrique noire et en Asie, dite banques ou sociétés islamiques, seront créées et favorisées par les pétromonarchies jouant la carte de la solidarité islamique pro-occidentale et antisoviétique, à la fois contre le nationalisme arabe laïc qui domine la Ligue des Etats arabes et contre le Mouvement des non-alignés. Le conflit syrien polarisera cette solidarité, faisant passer au second plan le problème palestinien.

Bien plus, dans les grands débats des années 70 sur la nécessité d'un nouvel ordre économique international, les pétromonarchies, en particulier l'Arabie saoudite, se sont alignées sans nuances sur les intérêts des pays industrialisés. Ces derniers, notamment les Etats-Unis, le Japon et la RFA, refuseront toujours le principe même d'une stabilisation des prix des matières premières et de leur ajustement régulier à l'évolution des prix internationaux, en lieu et place des violentes fluctuations des cours lorsque jouent les seules lois du marché. On peut évoquer ici les nombreux mais vains efforts de l'OPEP au tout début des années 70 pour obtenir des compagnies pétrolières des mécanismes d'indexation des prix pétroliers sur l'inflation et les fluctuations de la valeur des principales devises des pays industrialisés. Vains aussi seront les efforts de régler le com-

## Expansionnisme israélien et droits palestiniens

TOUTEFOIS, de leur côté, les pays occidentaux, en décidant de l'embargo des pays consommateurs sur les exportations de pétrole irakien et koweïtien pour obtenir le respect du droit international, oublient qu'ils font exactement ce que les pays arabes de l'OPEP avaient tenté de faire en 1967, mais surtout en 1973 à l'encontre des pays consommateurs trop favorables à Israël, pour obliger ce pays à rendre les territoires palestiniens, syriens et égyptiens occupés - occupation condamnée elle aussi par des résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies. On se souvient du tollé dans l'opinion occidentale contre les pays arabes. On sait aussi que, depuis ce moment, les Etats-Unis ont entrepris de préparer et d'entraîner des forces à un débarquement massif dans la péninsule arabique.

En 1978, lorsque Israël envahit le sud du Liban, puis refusa de s'en retirer complètement empêchant le déploiement des forces des Nations unies jusqu'à la frontière internationalement reconnue, et à nouveau lors de l'invasion de 1982 et des trois mois de bombardements israéliens intensifs sur Beyrouth-Ouest, les gouvernements arabes réclamèrent en vain des Nations unies et de la CEE l'application de sanctions économiques contre Israël. La fin de non-recevoir fut totale et absolue, en dépit de résolutions très claires de ces organisations appelant à un retrait inconditionnel des forces israéliennes du Liban.

Le traitement de faveur de l'Occident à l'égard d'Israël ne s'est d'ailleurs pas démentit depuis 1982, puisqu'en dépit de tous les renoncements de l'OLP, y compris l'annonce solennelle de la « caducité » de la charte palestinienne par M. Yasser Arafat à Paris en mai 1989, la restitution des droits palestiniens est toujours au point mort. Ce n'est certes pas l'annonce de l'ouverture des frontières de l'URSS à l'émigration des Soviétiques de confession juive et la fermeture concomitante de celle des Etats-Unis à leur endroit qui peut calmer l'anxiété arabe. Alors que les Libanais et les Palestiniens émigrent massivement depuis des années au Canada, aux Etats-Unis et même en Europe, les Israéliens voudraient recevoir deux à trois millions de juifs soviétiques dont plus de cent mille sont déjà arrivés depuis le début de l'année. C'est la rupture définitive du statu quo démographique, statu quo qui, sans, laissait encore quelques espoirs aux Palestiniens de résister au rouleau compresseur israélien.

MAURICE BERTRAND.

## international ?

Israël, ce qui serait un énorme progrès. Mais l'on aurait aussi bien besoin d'une conférence internationale qui traiterait des problèmes que pose et posera de plus en plus le processus d'intégration mondiale : contrôle des migrations internationales, démocratisation, association des pays du tiers-monde à un système mondial de sécurité. Au moins ces problèmes globaux pourraient-ils commencer à être étudiés et traités sur le plan régional. L'on ne voit pourtant pas un grand enthousiasme se manifester en France ou dans les autres pays européens pour l'idée défendue par les Espagnols et les Italiens d'une conférence sur la coopération et la sécurité en Méditerranée, qui traiterait justement de ces problèmes.

Rien n'est fait, de façon plus générale, pour prévenir les crises futures. Ou plutôt, on voit apparaître ici et là l'idée chère aux conservateurs et aux défenseurs du corporatisme militaire qu'il faut développer à des fins répressives des forces d'intervention surarmées et donc invincibles. Or rien ne dit que les crises futures (migrations massives, révolutions, développement d'idéologies hostiles, etc.) pourraient être résolues par des moyens militaires et il devrait être évident qu'il vaut

mieux prévenir que guérir. La prise de conscience par les masses du tiers-monde (en l'occurrence dans l'ensemble du monde arabe) de l'injustice de l'ordre existant se traduira de plus en plus par l'exigence de plus de démocratie et de plus de justice sociale, mais mettra aussi en œuvre des forces incontrôlées. Il est donc urgent d'associer le tiers-monde au désarmement et aux mesures de confiance et de contrôle et de l'aider véritablement à extirper la pauvreté, cause profonde de tous les troubles futurs.

Il est bien évident que l'on ne saurait remplacer du jour au lendemain la *Realpolitik* par le respect absolu de la morale en politique ; on ne peut pas changer par magie les dictatures en démocraties ni les systèmes d'exploitation en régimes sociaux et à la justice sociale. Mais l'on pourrait avoir une vision d'ensemble plus cohérente des problèmes que pose l'intégration planétaire en cours et une politique plus conséquente pour l'encouragement à la démocratie et à la justice.

Il est maintenant de l'intérêt du « Nord » d'abandonner une conception périmée de la *Realpolitik* et d'être tout simplement plus honnête. Les hommes d'Etat s'en apercevront-ils à temps ?



# FATALES SURENCHÈRES Un gendarme

(Suite de la première page.)

Ce « gendarme » aura fort à faire. Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, quelque cent vingt-cinq conflits armés ont fait environ 22 millions de morts. Des millions ont empoisonné l'atmosphère : c'est à la demande de leurs alliés ou clients que Moscou intervenait en Tchécoslovaquie ou en Afghanistan, et que Washington envoyait ses troupes au Vietnam ; c'est pour « protéger les ressortissants américains » que Lyndon Johnson faisait débarquer les marines en République dominicaine ; c'est le respect du droit, non la richesse des gisements miniers du Katanga, qui poussa M. Giscard d'Estaing à lancer les parcs sur Kolwezi... Liste interminable.

Mais tout cela appartient au passé, à l'époque où les deux superpuissances, redoutant de s'affronter directement avec leurs armes de destruction massive, préféraient se livrer, au Sud, à une constante partie de bras de fer, par petits pays interposés. Ces temps sont révolus, la coopération entre Moscou et Washington ouvrirait d'immenses espoirs.

Pourtant, « ce monde qui ne sera plus dominé par la rivalité Est-Ouest ne sera pas un monde sans conflits : conflits entre groupes différents au sein d'une nation et (risquant de s'étendre) à travers les frontières nationales. Les différences raciales et ethniques subsisteront. Des révolutions politiques éclateront. Des disputes historiques à propos de frontières politiques se poursuivront. Les contrastes économiques entre nations s'amplifieront au fur et à mesure que la révolution technologique du vingt et unième siècle se

répand d'inégale manière à la surface du globe », remarque M. Robert McNamara, ancien patron du Pentagone et ancien président de la Banque mondiale (7). Contestant l'idée, souvent répétée (8), selon laquelle les conflits dans les tiers-monde surgissent d'abord de l'affrontement Est-Ouest, M. McNamara rappelle que « leurs causes profondes préexistent à la guerre froide et lui surviendront presque certainement ».

Ces « causes profondes » tiennent à la structure interne de chaque société (inéquitable répartition de la richesse, du bien-être, du pouvoir, soit entre couches sociales, soit entre groupes ethniques) et aux mécanismes mondiaux qui freinent le développement (spéculation à la baisse sur les coûts des produits de base, conditions de remboursement de la dette, fuite des capitaux vers les pays qui pratiquent des taux d'intérêt élevés, incitations aux achats d'armes et à de somptueuses réalisations de prestige, etc.). Bien qu'ils portent en eux les conflits futurs, de tels problèmes ne peuvent être résolus par aucun « gendarme », national ou multinational comme celui qui intervient maintenant dans le Golfe.

Pour le Proche-Orient et pour le reste du monde, la crise peut cependant avoir des effets bénéfiques, du simple point de vue du maintien de l'ordre, pourvu qu'elle conduise, sous l'égide des Nations unies, d'une part à la conclusion d'un accord sur les ventes d'armes et sur le plafonnement des potentiels militaires, d'autre part à la mise en place d'un système d'arbitrage contraignant pour le règlement des différends, frontaliers ou autres.

A l'intérieur de chaque pays, un puissant « parti de l'ordre », même s'il n'estime pas opportun de se déclarer comme tel, se dévoue vaillamment pour garder les choses en l'état, même si elles sont grosses de violences. Sa stratégie lui impose parfois de bien cruelles décisions : accorder, mais le plus tard possible, les concessions minimales qui lui permettront de préserver, pour l'essentiel, l'ordre existant. Quoi qu'il puisse lui en coûter, ce parti de l'ordre sait qu'il doit, impavide, régner sur le désordre établi, marqué de crantes injustices. Pour ce faire, il dispose de toute la puissance de l'Etat, seul détenteur légal des moyens de contrainte. Il existe de même un « parti de l'ordre » à l'échelle planétaire, qui projette sur la scène mondiale le même programme, la même stratégie.

Le « nouvel ordre international » préconisé par M. Bush se contentera-t-il de donner à un « gendarme » les moyens de contrainte nécessaires pour faire respecter le désordre établi sur la planète ? Mécanismes d'un sous-développement aggravé, pillage des ressources naturelles, taux élevés de mortalité infantile, famines et épidémies, ample corruption, pouvoirs dictatoriaux, etc. : ce désordre ne pose pas seulement un problème moral que les « réalistes » évacuent d'un hochement de tête. Il entretient l'instabilité dans des régions stratégiques, menace la sécurité et la paix mondiales (9).

Un facteur déterminant vient accroître les périls. La population du globe a doublé entre 1950 et 1987 pour passer de 2,5 milliards à 5 milliards d'êtres humains. Elle va encore doubler en un demi-siècle, amplifiant les déséquilibres actuels. Les pays développés représentent à peine un quart de la population de la planète, mais consomment 80 % du revenu mondial (10). Un « nouvel ordre international » qui se proposerait de perpétuer un tel état de choses conduirait aux pires conflits. Aucun « gendarme » ne serait en mesure de les éviter. Seuls peuvent éventuellement y parvenir des hommes d'Etat capables de porter leur regard au-delà de la crise en cours, au-delà de la prochaine échéance électorale, pour anticiper et préparer de radicales mutations économiques.

Un rapide regard en arrière ramène la réflexion à la plus brillante actualité. En 1951, jugeant insuffisantes les redevances de 25 % à 30 % que lui proposait l'Anglo-Iranian Oil Company, le Parlement iranien nationalisa son pétrole. Affront intolérable pour le monde civilisé, peu soucieux de voir loin. Pourtant, à peine quelques années plus tard, les redevances atteignent 50 % (c'est le règne du *fifty-fifty*)

puis, très vite, chaque pays obtiendra la pleine souveraineté sur ses gisements. Mais, contre toute raison, des gouvernements myopes s'acharnent à retarder cette échéance. La CIA se flattera donc d'avoir monté le coup d'Etat qui a renversé le Dr Mossadegh. Superbe performance : l'ordre régnait à Téhéran... Avec une touchante satisfaction, le président Eisenhower note alors dans ses Mémoires (11) : « Tout était fini. » Erreur : tout ne faisait que commencer. Car, sous le pouvoir absolu du chah, impérial « ami » et riche client des démocraties, la corruption, les assassinats et la torture entretenaient dans le pays une intense fermentation, que beaucoup, aveuglés par de fastueux contrats, fascinés par une sommaire définition de la modernité, ne savent pas voir. Eisenhower et les frères Dulles avaient cru sauver l'Iran. Ils le livraient, à terme, aux mollahs et aux ayatollahs. Que veut-on sauver aujourd'hui ?

Le renversement du régime de M. Saddam Hussein et le retour au *status quo ante* ne suffiront pas à rétablir l'ordre si doivent subsister le désordre de l'économie pétrolière, les tensions autour de frontières litigieuses,

les violations des droits individuels. Rien n'autorisait l'Irak à utiliser la force militaire pour atteindre ses objectifs, quelle qu'en soit la validité. Mais, fût-il revêtu de toute la dignité que lui confèreraient les Nations unies, le « gendarme » au service du futur ordre international n'en fula pas de réprimer la violence armée s'il tolère la violence économique, qui n'est ni moins meurtrière ni plus justifiable (lire page 20, l'article de Denis Clerc).

Un acteur important s'est montré fort discret dans toute cette affaire. Un élu du Massachusetts à la Chambre des représentants, appartenant comme M. Bush au Parti républicain, en rappelle l'existence : « L'augmentation des prix de 7 dollars par baril accroît de 21 milliards de dollars par an la valeur de la production pétrolière des Etats-Unis. Cela fait beaucoup de beurre dans l'assiette des grandes compagnies pétrolières, au détriment du consommateur américain... (12). » Au détriment, aussi, de quelques autres. De chaque côté de l'Atlantique, les chantiers de l'économie de marché ont su trouver des accents vibrants pour évoquer le triste sort des pays pauvres (Bangladesh, Tanzanie, Europe de



HENRI CUECO. — Les chèvres de Saqqarah

## Feuilles mortes...

« Le glaive de la justice n'a pas de fourreau », disait Joseph de Maistre. C'est ce que veulent faire croire aujourd'hui les ardeurs croisées du droit international, qui seraient plus crédibles si d'innombrables décisions du Conseil de sécurité des Nations unies ne restaient pas inappliquées :

● novembre 1967, le Conseil souligne « l'indémissibilité de l'acquisition de territoire par la guerre » et pose les principes d'une paix juste au Proche-Orient, qui passe par « le retrait des forces armées israéliennes des territoires occupés » (le *from occupied territories* dans la version anglaise). Depuis, rien n'a changé en Cisjordanie et à Gaza ;

● juillet 1974, le Conseil « demande le retrait sans délai du territoire de la République de Chypre de tous les militaires étrangers ». Seize ans après, l'occupation turque du nord de l'île perdure ;

● décembre 1975, le Conseil dénonce l'annexion de Timor oriental par l'Indonésie. Djakarta n'en a cure ;

● mars 1980, le Conseil demande à Israël « de démanteler les colonies existantes et, en particulier, de cesser d'urgence d'établir, d'édifier et de planifier des colonies dans les territoires arabes occupés depuis 1967, y compris Jérusalem ». Plus de 100 000 Israéliens étaient installés, en 1989, dans la partie arabe de Jérusalem et 70 000 en Cisjordanie et à Gaza.

## Les objectifs fondamentaux de l'Amérique

Par  
RICHARD  
BARNET \*

Le conflit du Golfe inaugure ceux de l'après-guerre froide : pour la première fois en plus de quarante ans, le communisme, réel ou supposé, n'est pas la cible d'une intervention militaire américaine. L'Union soviétique se comporte même en alliée, certes nerveuse, d'une opération multilatérale organisée par le président des Etats-Unis. Avec un communisme en ruine et une URSS menacée par la désagrégation, les Etats-Unis peuvent tourner leur attention vers de nouveaux ennemis en continuant à faire étalage de la puissance militaire sur laquelle est censé reposer leur statut de Super-Grand.

Interrogé, il y a quelques mois, sur l'identité de l'ennemi qui remplacerait l'URSS, M. George Bush répondit instantanément : « l'instabilité ». Un seul mot pour faire comprendre que l'Amérique ne serait jamais à court d'adversaires... Privés de guerre froide, tous les experts que compte Washington en matière de sécurité nationale ont multiplié réunions et séminaires pour tenter de définir le nouveau rôle des Etats-Unis dans un monde où l'ours soviétique, bien qu'il dispose toujours de missiles capables de détruire l'Amérique en une demi-heure, a désormais la tête ailleurs et fait patte de velours. Cela fait deux ans que les stratèges sont arrivés à la conclusion que les nouvelles « menaces » militaires se situent dans le tiers-monde. Et c'est à la force de ces idées que l'on doit la présence de près de deux cent mille militaires américains dans les déserts d'Arabie et les eaux environnantes.

Le monde de l'après-guerre froide est un monde dangereux. Le face-à-

face des deux superpuissances avait servi à étouffer des myriades de conflits nationaux, tribaux et religieux qui bouillonnaient sous la surface dans les Etats issus de la disparition des anciens empires austro-hongrois, ottomans, britanniques, français et néerlandais. Ces vastes zones figuraient sur les cartes de la guerre froide sous la dénomination de « pays du rideau de fer » ou de « tiers-monde ». En raison de leur rapide croissance démographique et d'un développement caricaturallement inégal, la majorité des peuples de l'Afrique subsaharienne, du Proche-Orient, de l'Asie, et d'une partie de l'Amérique latine n'ont d'autre perspective qu'une aggravation de leur situation économique dont leurs dirigeants sont les seuls à tirer bénéfice. C'est parce que le couvercle a sauté que le monde donne une impression d'instabilité accrue.

Des pays sous-développés comme l'Irak disposent maintenant d'armements sophistiqués grâce à l'efficacité d'un système de distribution mis en place par les superpuissances et leurs alliés pendant la guerre froide. Ces Etats du « tiers-monde », qui ont seulement en commun un passé colonial, la chaleur du climat et les espoirs brisés de leurs populations, contrôlent des ressources vitales, et leurs dirigeants peuvent utiliser la haute technologie de leur junte militaire pour en exiger des prix élevés.

Aux Etats-Unis, l'opinion est prête à soutenir des opérations militaires rapides qui n'entraîneraient que de faibles pertes américaines. Elle applaudira à des « actions chirurgicales » s'il est démontré que la cible constitue une source dangereuse d'instabilité et que le pays visé possède des richesses minérales ou occupe une situation géographique stratégique. On peut rapide-

ment aller en voiture du Texas à Managua, répétait M. Ronald Reagan dans sa croisade antisandiniste, mais peu d'Américains s'en soucient. Ils n'avaient nullement l'intention d'y aller et ne croyaient pas à l'arrivée des Nicaraguayens. Mais, si éloignés qu'ils soient, le Koweït et l'Arabie saoudite sont une tout autre histoire.

Dans la mesure où l'Union soviétique est en train de se débarrasser de ses obligations de superpuissance dans le monde non blanc, le risque de voir une intervention militaire américaine dégénérer en confrontation avec Mos-

cou est pratiquement inexistant. La guerre froide, il ne faut pas l'oublier, s'est principalement livrée dans le tiers-monde. Si l'on excepte les massacres dans les rues de Berlin, Budapest et Prague, les armes n'ont parlé qu'en Asie, en Afrique, en Amérique latine et, bien sûr, au Proche-Orient. Jadis le communisme était considéré comme un « virus » ou un mécanisme à foment l'instabilité et les conflits dans les pays pauvres. On s'aperçoit maintenant qu'ils n'ont nul besoin de lui pour se déclencher.

### Une grave crise intérieure

Au sein de l'establishment de la sécurité nationale, nulle réflexion n'a été menée pour repenser les objectifs fondamentaux de l'Amérique dans le monde nouveau qui se dessine. On y a très peu conscience que la crise de l'industrie, des villes et de l'éducation (voir pages 12 et 13 le reportage de Pierre Dommergues) impose des limites sévères à la capacité de déploiement militaire extérieur du pays, sauf à causer des dégâts colossaux à la société civile des Etats-Unis. Le Congrès était en vacances et aucun débat n'eut lieu sur la finalité, les coûts ou la stratégie de l'opération lancée début août dans le Golfe. Avec le président, les Etats-Unis se lancent dans leur première guerre pour les ressources minérales et M. Bush bénéficie d'un très fort soutien populaire.

Pour justifier cet usage soudain et sans précédent de la puissance militaire américaine, la Maison Blanche s'appuie sur la « préservation de l'American Way of Life ». C'est-à-dire sur le droit des citoyens à passer leur journée sur les autoroutes et non pas dans les files d'attente aux stations-

service. Bien sûr le président invoque la morale, le droit, ainsi que les leçons de l'histoire. M. Saddam Hussein est le « nouvel Hitler ». Le secrétaire d'Etat, M. Baker, en réclamant une « OTAN du Golfe pour contenir » et « faire reculer » le président irakien en fait un nouveau Staline.

Les voix qui s'élevaient habituellement contre les interventions militaires américaines sont pratiquement silencieuses. L'agression brutale commise par M. Saddam Hussein, sa prédilection pour les gaz de combat, sa soif d'engins nucléaires, ses dons d'affabulateur, pour ne pas parler de son armée forte d'un million d'hommes, lui composent un profil idéal d'ennemi. Les efforts de M. Bush pour couvrir du manteau des Nations unies une opération entièrement organisée par les Etats-Unis et dont ils sont pratiquement les seuls protagonistes, la légitimité que confèrent les votes du Conseil de sécurité et les contributions en argent, bâtiments et soldats des autres pays ont neutralisé la plupart des critiques. L'odieuse chantage à la vie des

« invités » de M. Saddam Hussein a fait taire la plupart des Eglises, qui se sont ralliées au consensus.

Ce consensus est-il durable ? De nombreux signes montrent sa précarité. La réaction de l'opinion s'enracine dans deux émotions profondes. La première est l'indignation devant une agression à l'ancienne mode au moment où la paix de l'après-guerre froide venait d'être déclarée. La seconde est un mélange d'espoir et de refus de la réalité. Malgré tous les appels à la patience que leur prodigent leurs dirigeants, beaucoup d'Américains s'imaginent que le succès ne se fera pas attendre, que M. Saddam Hussein sera ramené à la raison ou qu'il disparaîtra dans une « opération chirurgicale » indolore pour les Etats-Unis, l'Irak revenant alors dans des mains plus amicales.

Si aucun de ces scénarios ne prend forme et si ou bien le jeu de patience s'éternise dans le désert ou bien la guerre donne lieu à une escalade avec des pertes plus lourdes que prévu, tout donne à penser que l'opposition monterait rapidement. La tentation d'en finir au plus vite noiera les appels à des négociations de paix ou à une véritable opération de l'ONU sous un commandement autre qu'américain ou à un retrait unilatéral des Etats-Unis. Avec près de deux cent mille jeunes Américains immobilisés sous un soleil de plomb au milieu d'une culture qui leur est totalement incompréhensible et sans les consolations de l'alcool ou d'une compagnie féminine, les interrogations se feront chaque jour plus nombreuses.

L'une des forces de la démocratie américaine, c'est que ses citoyens ne sont guère patients lorsque des vies sont en jeu ou que les dirigeants n'ont pas d'objectifs clairs. Le soutien de l'opinion à une force de police stationnée dans le désert est fragile parce que

مركز الأصل

\* Codirecteur, Institute of Policy Studies (Washington).



# INCHÈRES DANS LE GOLFE

## arme ambigu

individuels, utiliser la...  
ce ses objec-  
dité. Mais,  
nité que lui  
s unies, le  
futur ordre  
de répri-  
ère la vio-  
le ni moins  
able (lire  
l'écrit).  
est montré  
affaire. Un  
Chambre  
un comme  
in, en rap-  
mentation  
util accor-  
ars par un  
pétrolière  
sacoup de  
ndes com-  
riment du  
12). - Au  
s autres,  
tique, les  
arché ont  
ants pour  
s pauvres  
rope de

L'Est... condamnés à se ruiner encore davantage, par la faute du « boucher de Bagdad », pour payer plus cher le pétrole qu'ils doivent importer. Les libéraux dévoilent ainsi leurs âmes, que l'on ne savait pas si sensibles... Les géants du pétrole, eux, ne se lamentent pas. Ils contemplant la courbe ascendante de leurs profits. Leur prospérité accrue n'est pourtant pas étrangère à la misère d'un monde où, d'après l'UNICEF, meurent chaque jour 40 000 jeunes enfants qui pourraient être sauvés. « Un millionnaire, écrivait Bernanos (13), dispose au fond de ses coffres de plus de vies humaines qu'aucun monarque » ou potentat moderne. La violence économique possède l'immense avantage d'être moins visible que la violence des armes.

A la fin du mois d'août, le litre d'essence coûtait aux Etats-Unis 0,35 dollar, contre un peu plus de 1 dollar dans la plupart des pays européens, et même 1,30 dollar en Italie (14). Un tarif aussi bas encourage le gaspillage, place les Etats-Unis au dernier rang des pays industrialisés dans le rapport énergie/production et leur permet, « avec 5 % de la population mondiale, de consommer 24,1 % de l'énergie fournie dans le monde. » (15).

Depuis une bonne dizaine d'années, un grand banquier américain, M. Félix Rohatyn (16), préconise avec insistance l'instauration d'une taxe sur l'essence afin de réduire ce gaspillage et, simultanément, de comprimer le déficit budgétaire des Etats-Unis, qui, cette année, atteindra un nouveau record, pour porter la dette américaine au chiffre fabuleux de 3 214 milliards de dollars (17). Ce « trou » est partiellement comblé par des capitaux venus du monde entier, attirés par les taux d'intérêt. « La bonne volonté des Allemands, des Japonais et d'autres investisseurs ou prêteurs étrangers aide les Américains à vivre au-dessus de leurs moyens pour environ 150 milliards de dollars par an », écrit le *Washington Post* (18). Parmi ces « autres étrangers » figurent les pétromonarchies, qui, en outre, ne rechignent pas à financer l'opération « Bouclier du désert ». Avant d'être absorbé par l'Irak, le Koweït tirait de ses placements à l'extérieur des revenus annuels supérieurs à ceux que lui procuraient ses exportations de pétrole... Il semble bien, en effet, qu'un « nouvel ordre international » doive être instauré si l'on veut assurer la stabilité et la paix du monde...

Prévoyant pour cette année un déficit budgétaire de 300 milliards de dollars, M. Leon Panetta, président de la commission du budget à la Chambre des représentants, en vient à appuyer, un peu tard, l'idée d'une taxe sur l'essence. Il se prononce aussi en faveur d'une réduction des dépenses militaires, et il plaide pour un renversement de « la politique qui, dans les années 60, a organisé un transfert de revenus des familles modestes et moyennes vers les plus fortunées » (19). Dans le cadre national comme à l'échelle mondiale, ce sont les mêmes mécanismes économiques qui drainent les ressources des pauvres vers les riches - individus ou pays. L'ordre international est un fidèle reflet de l'ordre intérieur. D'où de trop compréhensibles résistances à tout change-

En attendant, « comme le coût de l'opération « Bouclier du désert » dépasse 1 milliard de dollars par mois, l'Amérique, en proie à ses déficits budgétaires, n'a pas les moyens de faire la police du monde : le « gendarme » est fauché... M. Bush a donc envoyé son secrétaire d'Etat et son secrétaire au Trésor « passer le chapeau parmi les allités bien pourvus d'argent » (20). Les journalistes qui se rendaient en Arabie saoudite dans l'avion de M. James Baker, secrétaire d'Etat, « lui ont offert une sébile » sur

laquelle était gravée l'inscription : « Si l'un vous plaît, pas moins de 1 milliard (21) ». Le commentateur ajoute : « Etrange combinaison de superpuissance et de mendiant... » De son côté, M. Gorbatchev, qui, tout en jouant un rôle modérateur, appuie l'action de M. Bush, constate chaque jour la pénurie de pain dans la capitale soviétique (22). Paradoxe « pauvre » des puissants, qui font la police de la planète alors que les trois quarts de la population mondiale sont réellement pauvres.

Les Etats-Unis ont pris, seuls, l'initiative d'intervenir dans le Golfe, puis ont sollicité le concours de divers pays. Mais, remarque le *Washington Post* (23), « pour obtenir le partage du fardeau [financier], Washington devra accepter le partage du pouvoir » de décision. Le président de la commission des affaires étrangères du Sénat, M. Clairborne Pell, a déjà rappelé au président Bush qu'il ne pouvait lancer une attaque contre l'Irak sans « une autorisation spécifique du Congrès ». Il doit aussi, d'une manière ou d'une autre, s'assurer de l'accord des pays qui ont envoyé des troupes dans la région. Une série de consultations bilatérales ne saurait constituer à cet égard une procédure satisfaisante. Seule une nouvelle résolution votée par le Conseil de sécurité pourrait légitimer l'ordre d'ouvrir le feu. Si M. Bush décidait de s'en passer, il signifierait clairement que les résolutions votées depuis les mois d'août n'avaient d'autre fonction que de donner le change, de créer l'illusion d'une démarche fondée en droit. Le « monde nouveau » annoncé par M. Bush serait, dès le départ, bâti sur une imposture. Les Nations unies en seraient durablement discréditées. Le droit international que l'on veut faire respecter ne reposerait sur rien.

**D**ES le premier envoi de troupes en Arabie saoudite, M. Bush a, selon la formule consacrée, « tracé une ligne dans le sable » du désert, une ligne militaire que l'Irak ne doit pas franchir. Si l'opération se propose vraiment de créer au Proche-Orient les conditions d'une quelconque stabilité, alors d'autres « lignes » doivent être tracées.

Et d'abord une « ligne » politique, qui tiendrait à l'écart les pays que leur propre bilan disqualifie pour participer à une campagne au service du droit. Tout au long de la guerre froide, les démocrates ont accepté les plus abominables dictatures comme partenaires dans la défense du « monde libre ».

contre le communisme. Il leur était demandé de respecter non pas les droits de l'homme, mais la liberté d'entreprise. Vieille habitude dont il est difficile de se défaire. Ainsi, « les dizaines de milliers de Syriens tués, torturés et emprisonnés sans jugement » n'ont pas convaincu Washington de refuser le concours du régime de M. Hafez El Assad. Pourtant, en ce qui concerne le respect du droit, « il y a peu de différence entre M. Assad et M. Saddam Hussein », écrit M. Andrew Whitely, qui dirige à New York le Middle East Watch (24).

Mais il conviendrait aussi de tracer une « ligne » économique, car le maintien de la frontière entre pays riches et pays pauvres est, pour la paix mondiale, tout aussi dangereux qu'une violation des frontières intérieures, si contestables qu'elles soient. « L'Amérique et le monde », dit M. Bush devant le Congrès (25), « doivent défendre leurs intérêts vitaux communs ». Mais, dans l'actuel désordre économique mondial, les intérêts qui sont « vitaux » pour certains restent complètement étrangers à d'autres, ne peuvent leur être « communs ». Seule une révision déchirante aboutirait à la définition d'intérêts communs.

C'est en ce sens qu'une proposition à la fois originale et réaliste avait été avancée voilà quelques années par

M. Franco Reviglio, président de l'ENI, la puissante entreprise italienne des hydrocarbures (26). Calculant alors que, comme les faits l'ont vérifié, la baisse des cours du pétrole permettrait à l'Europe d'économiser en un an 50 milliards de dollars, M. Reviglio suggérait de constituer un fonds commun de 10 milliards de dollars qui aurait été consacré à un programme de développement concerté pour le Proche-Orient. L'idée aurait permis, selon le vœu de M. Jean-Pierre Chevènement, une « meilleure utilisation des pétrodollars » (27). La proposition de M. Reviglio n'a, hélas ! été retenue par aucun des Etats aujourd'hui transformés en gendarmes.

Peut-on encore s'étonner que l'incapacité à prévoir et à préparer l'avenir conduise au désastre, devant lequel il faut alors improviser, à la hâte, une riposte, qui, à ce stade, ne peut bien entendu être que militaire ? En l'absence d'une vision large, englobant toutes les violations du droit, toutes les injustices, toutes les causes de violence, « même une victoire militaire totale [sur l'Irak] sera une tragédie, et les perspectives de paix à long terme au Proche-Orient seront pires que jamais » (28). Voilà bien ce que préparent d'irresponsables clameurs bellicistes.

CLAUDE JULIEN.

une étude selon laquelle toute augmentation du prix du pétrole de 1 dollar par baril réduirait l'excédent commercial japonais de 1,3 milliard de dollars par an, mais aggraverait le déficit commercial américain de 2,5 ou 3 milliards de dollars.

(16) Ses analyses des déficits américains ont très souvent été citées dans les colonnes du *Monde diplomatique*.

(17) Hugh Sidney, dans *Time*, 10 septembre 1990. Rappelons que la dette de l'ensemble des pays du Sud est loin d'atteindre la moitié de cette somme.

(18) Jim Hoagland, article cité, voir note 15.

(19) Leon Panetta, « An Answer to Energy and Deficit Woes », *International Herald Tribune*, 11 septembre 1990.

(20) *Newsweek*, 17 septembre 1990.

(21) *Time*, 17 septembre 1990.

(22) Voir « Les Temps Est Bial », *Newsweek*, 17 septembre 1990.

(23) Voir les articles de Robert Kuttner, Antonio Aiazzi et William Pfaff, *International Herald Tribune*, 19 septembre 1990.

(24) Andrew Whitely, « A Message for Baker and Assad », *Washington Post*, repris dans *International Herald Tribune*, 13 septembre 1990.

(25) *Le Monde*, 13 septembre 1990.

(26) Présenté à l'Aspen Institute, le plan de M. Franco Reviglio a été publié dans le *Monde diplomatique*, d'octobre 1986.

(27) Entretien avec le *Nouvel Observateur*, 13-19 septembre 1990.

(28) *Time*, 27 août 1990.

## Amérique

sein...  
qui ve-  
De  
corité,  
e dans  
mière  
sion à  
paix  
d'être  
flange  
Mal-  
e que  
beau-  
ue le  
que  
la  
e  
olore  
stant

les principes au nom desquels des jeunes hommes sont éventuellement appelés à sacrifier leur vie sont loin d'être évidents. S'agit-il de protéger l'Arabie saoudite ? Si des mois se passent sans qu'elle soit attaquée, l'argument aura de moins en moins de poids. S'il s'agit de se débarrasser de M. Saddam Hussein, que se passera-t-il ? La situation des Etats-Unis comme fournisseur de mercenaires pour le compte d'autres pays industriels qui, bien que plus dépendants du pétrole du Proche-Orient, n'alignent sur le terrain que des contingents symboliques, entrainera une montée du courant isolationniste traditionnel.

Jusqu'à maintenant les démocrates ont applaudi aux initiatives du président, tout en gardant par ailleurs le silence. Si l'opinion publique commence à bouger, ils ne manqueront pas de munitions politiques. La guerre du Golfe a chassé tous les autres problèmes intérieurs de la première page des quotidiens. Ces problèmes sont justement ceux que posent les démocrates : les quelque 500 milliards de dollars (ou davantage) nécessaires au renforcement des caisses d'épargne, après la gestion désastreuse et la corruption des années Reagan (1), et les conséquences catastrophiques du déficit budgétaire dont MM. Reagan et Bush sont conjointement responsables.

Les « dividendes de la paix » ont mis le cap sur le Proche-Orient et, à ce jour, cela a été accepté comme une réalité désagréable mais inévitable, alors que, jusqu'à ces dernières semaines, les réductions anticipées des crédits militaires étaient perçues comme une nécessaire transfusion pour réduire le déficit budgétaire, reconstruire des infrastructures publiques au bord de l'effondrement, en particulier le sys-

tème scolaire. L'opinion n'a pas encore pris la mesure de l'ampleur des coûts qu'implique la nouvelle doctrine de sécurité nationale dominante à Washington en termes de vies humaines, de budgets et d'occasions perdues pour reconstruire les communautés américaines.

Traditionnellement, les citoyens soutiennent leur président quand les troupes américaines sont amenées à risquer leur vie. Mais, tout aussi traditionnellement, ils ne cautionnent pas les conflits qui ne leur apparaissent pas absolument inévitables. Si le président décide d'ancrer les usines chimiques de M. Saddam Hussein, il brisera l'alliance qu'il a réussi à mettre sur pied. L'Arabie saoudite a interdit l'utilisation de son territoire pour une action offensive contre un « Etat arabe frère » et les alliés européens manquent d'enthousiasme pour une telle action. Une attaque faisant suite à la publication de photos satellites montrant que M. Saddam Hussein est sur le point de lancer des missiles à tête chimique bénéficierait d'un très fort soutien de l'opinion américaine. Mais ce sera à la fois le début et non la fin de la guerre du Proche-Orient. Au fur et à mesure que le temps passera, il est probable que les Américains de tout bord viendront à partager l'opinion de l'analyste stratégique très conservateur qu'est M. Edward Luttwak : « Il n'est pas sérieux de croire que les Etats-Unis peuvent à la fois s'attaquer à leur grave crise intérieure et exposer au danger des troupes très nombreuses dans une zone de guerre. »

RICHARD BARNET.

(1) Lire Jacques Decornoy, « L'exemple de la faillite des caisses d'épargne américaines », *le Monde diplomatique*, juillet 1990.

## Fauteurs de guerre ?

**D**ÈS le début du mois d'août, une phrase de l'un des principaux conseillers du président Bush paraissait bien énigmatique : « Nous avons le sentiment d'avoir conduit [M. Saddam Hussein] là où nous voulions qu'il soit (1). »

Quelques semaines plus tard, Bagdad communiquait au *Washington Post* le compte-rendu de l'entretien qui s'est déroulé entre M. Saddam Hussein et M. April Glaspié, ambassadeur des Etats-Unis en Irak, le 25 juillet, soit une semaine avant l'invasion du Koweït. L'exactitude de ce compte-rendu n'est pas contestée par le département d'Etat.

Au cours de l'entretien, M. Saddam Hussein a dit à M. Glaspié que les Etats-Unis devraient choisir entre des relations amicales avec l'Irak et leur appui à la guerre économique que, d'après lui, le Koweït menait contre l'Irak. L'OPEP était en pleines négociations : soutenu notamment par l'Irak et l'Arabie saoudite, l'Irak demandait au Koweït et aux Emirats arabes unis de respecter les quotas pétroliers qui leur avaient été attribués, car leur surproduction (d'environ 40 %) maintenait les prix du baril à un niveau qu'il jugeait trop bas. M. Saddam Hussein a déclaré à l'ambassadeur des Etats-Unis : « Si vous exercez des pressions, nous emploierons aussi des pressions et la force... Nous ne pouvons pas atteindre le territoire des Etats-Unis, mais des Arabes individuels en sont capables. » Il ajoutait que les Etats-Unis ne devraient pas envoyer de troupes dans la région du Golfe car « votre société ne peut pas supporter 10 000 morts dans une bataille (2) ».

Après cette double menace de recourir au terrorisme et à la force militaire, M. Glaspié félicita M. Saddam Hussein pour « ses efforts pour reconstruire » l'Irak après sa guerre avec l'Iran...

Depuis des mois, M. Saddam Hussein avait repris l'ancienne revendication irakienne sur les îlots de Warba et Bubiyan, et il accusait le Koweït d'exploiter le gisement de Roumalis. M. April Glaspié lui déclara : « Nous n'avons pas d'opinion sur les conflits entre pays arabes, comme votre litige avec le Koweït (...). James Baker a demandé à notre porte-parole officiel d'insister sur ce point (3). »

Le *Washington Post* ajoute : « Cette même semaine, le porte-parole de M. Baker, M. Margaret Tutwiler, et son adjoint pour le Proche-Orient, M. John Kelly, déclaraient publiquement que l'Amérique n'avait pas l'obligation d'aider le Koweït si l'émirat était attaqué (4). » Le journal ajoute : une telle attitude « ne pouvait qu'encourager le dictateur à envahir et annexer le Koweït sans s'exposer à des représailles américaines ».

De son côté, le *New York Times* remarque : « Il [Saddam Hussein] pense qu'il avait le feu vert » des Etats-Unis (5).

L'Irak a aussi divulgué le compte-rendu d'un entretien au cours duquel, en avril, à Bagdad, deux sénateurs républicains, MM. Robert Dole et Alan Simpson, « flattèrent M. Saddam Hussein et l'assurèrent de leur amitié ainsi que de celle de M. Bush (6) ». Le *Washington Post* constate que, naturellement, au gouvernement comme au Congrès, ceux qui ne voulaient pas voir avant le 2 août le menace que représentait M. Saddam Hussein figurent aujourd'hui parmi ceux qui réclament avec le plus d'insistance sa destruction. Cela représente beaucoup de gens...

A la fin de l'entretien, M. Glaspié remercia M. Saddam Hussein d'avoir « clarifié les choses » de telle sorte qu'elle pouvait, comme prévu, partir en vacances le 30 juillet... Le *New York Times* rapporte qu'elle a déclaré en septembre : « Evidemment, je n'ai pas pensé - et personne n'a pensé - que les Irakiens allaient s'emparer de tout le Koweït. » Le journal ajoute que, dans cette phrase, le « mot important » est : « tout ». Est-ce à dire que Washington aurait pu accepter que l'Irak s'emparât des deux îlots litigieux ?

CES faits rappellent évidemment un célèbre précédent, qu'André Fontaine, dans son *Histoire de la guerre froide* (7), rapporte en ces termes :

« Parlant devant le club national de la presse, le 12 janvier 1950, il [Dean Acheson, secrétaire d'Etat] avait déclaré que le « périmètre défensif » des Etats-Unis allait des Aîkoutiennes au Japon, ce qui excluait manifestement la Corée. Et il avait ajouté : « Pour autant que la sécurité militaire des autres régions du Pacifique est en cause, il doit être bien clair que personne ne peut les garantir contre une attaque militaire ». MacArthur lui-même, dans une interview donnée le 1<sup>er</sup> mars 1949 à un journaliste britannique, s'était exprimé dans ce sens. C'était presque, évidemment, appeler l'invasion... »

C. J.

(1) *Newsweek*, 20 août 1990.

(2) *Washington Post*, repris dans *International Herald Tribune*, 15-16 septembre 1990.

(3) Idem.

(4) Idem, voir aussi *Time* et *Newsweek*, 1<sup>er</sup> octobre 1990.

(5) The *New York Times*, repris dans *International Herald Tribune*, 20 septembre 1990.

(6) *Washington Post*, article cité.

(7) André Fontaine, *Histoire de la guerre froide*, Fayard, Paris, 1967, tome II, pp. 14 et 15.

الأمم المتحدة  
1990



## FATALES SURENCHÈRES

## Le monde arabe orphelin du

«Q» Par ALAIN GRESH

Quand vous déclenchez une campagne médiatique contre un pays d'Europe de l'Est, il s'effondre en une semaine. Mais les médias occidentaux tentent depuis un an de nuire à l'Irak et pourraient le faire encore pendant une année : vous verrez que notre peuple n'abandonnera pas ses dirigeants. » Ainsi M. Saddam Hussein rétorquait-il, au début du mois de juillet dernier, à un journaliste de la première chaîne française qui l'interrogeait sur la stabilité de son régime.

Avant le déclenchement de la crise du Golfe, les autres dirigeants du monde arabe auraient pu à la même question donner une réponse identique. Le passé ne répondait-il pas de l'avenir ? Les vingt dernières années n'ont-elles pas été marquées par une stabilité sans pareille au Proche-Orient et au Maghreb ?

M. Saddam Hussein et le parti Baas sont aux commandes depuis 1968 en Irak, tandis que son frère oncle syrien, M. Hafez El Assad, préside aux destinées de la Syrie depuis novembre 1970. Le roi Hussein de Jordanie survit depuis 1953 et Hassan II du Maroc depuis 1961. Même là où la mort, violente ou non, a mis un terme au pouvoir d'un chef d'Etat, les transitions se sont déroulées dans le calme, à l'intérieur du système en place : l'Algérie est passée, en 1979, de la férule de Houari Boumedienne à celle de M. Chadli Bendjedid et l'Égypte de celle d'Anouar El Sadate, abattu en 1981, à celle de M. Hosni Moubarak. Quand le roi Fayçal d'Arabie saoudite fut assassiné en 1975, son demi-frère Khalid assura la relève et, à sa mort, en 1982, l'actuel roi Fahd monta sur le trône. A toute règle son exception : dans le lointain Soudan, une révolte populaire a mis fin en 1985 à la dictature du général Nemeiry et rétabli, provisoirement, un régime parlementaire renversé en 1989 par des officiers islamistes.

Tandis que l'Amérique latine a vécu dans les années 70 la longue nuit des dictatures militaires, puis dans les années 80 la renaissance de la démocratie, le monde arabe semblait figé dans une léthargie qui contrastait avec la période des coups d'Etat et des révolutions des années 50 et 60. La dernière grande secousse remontait à la guerre israélo-arabe de 1967, avec les boule-

versements qu'elle amena, en Irak et en Syrie, en Libye et au Soudan, favorisant l'émergence de la résistance palestinienne. Depuis, plus rien, ou presque, n'avait ébranlé l'ordre établi, sauf au Liban, déchiré par la guerre civile et les occupations étrangères.

La révolution islamique d'Irak qui faisait frissonner les médias occidentaux n'avait entraîné nulle part dans le monde arabe de bouleversements notables. Même la guerre du Liban de l'été 1982 et le sanglant siège de Beyrouth pendant trois mois par l'armée israélienne ne suscitèrent pas le moindre sursaut. « Raconte, raconte, Beyrouth, les dirigeants qui l'ont vendue », chantaient les manifestants qui accueillaient à Tunis les combattants palestiniens évacués de la capitale libanaise ; mais les dirigeants restèrent en place.

Ici où là éclataient des « émeutes de la faim » : en Égypte (1977), au Maroc (1981 et 1984), en Tunisie (1984). Ici et là se déclenchaient quel-

ques révoltes, kardes ou islamistes. Mais elles étaient sauvagement réprimées et vite oubliées.

A l'occasion de l'actuelle crise du Golfe, pour la première fois depuis vingt ans, l'ordre régional, le statu quo, semble sérieusement menacé (lire, pages 14 et 15, l'article de Georges Corm). Cette crise suscite un important mouvement d'opinion — à l'exception notable de l'Égypte — et un début de mobilisation de la rue, notamment en Jordanie. Même au Maroc et en Syrie, dont les gouvernements se sont portés au secours de l'Arabie saoudite, le cœur des peuples bat pour l'Irak. Partout resurgit un anti-américanisme virulent.

Exprimant ses angoisses, un vieux Palestinien donnait, avant même l'éclatement de la crise, une des clefs de ce réveil : « Franchement, la situation n'a jamais été aussi désespérée depuis quarante années. Les changements en Union soviétique nous ont fait perdre

un important soutien politique. Et nous devons faire face maintenant à une émigration massive de Juifs soviétiques vers des terres arabes (1). »

L'un des proches de M. Yasser Arafat, qui est aussi l'un des stratèges d'une solution négociée avec Israël, M. Bassam Abou Sharif, ne cachait pas son admiration pour M. Saddam Hussein, « qui a levé l'étendard de la révolution de la nation arabe contre les tentatives de limiter son pouvoir et a apporté, en particulier au peuple palestinien, la bonne nouvelle que sa lutte peut désormais s'appuyer sur un nouveau rapport de forces (2). »

Mais ce n'est pas seulement l'impasse dans laquelle se trouve le peuple palestinien et la complaisance persistante des États-Unis à l'égard d'Israël qui expliquent les soubresauts d'aujourd'hui. Nous vivons la fin d'une ère inaugurée en 1967 avec la défaite égyptienne face à Israël : une ère dominée par les États « modérés » et plus

particulièrement par l'Arabie saoudite (grâce au rachat des prix du pétrole depuis 1973) alliée aux États-Unis.

Les tentatives de Nasser pour édifier une politique et une économie indépendantes se sont effondrées. Le rêve d'une nation arabe forte et unie a fait place au « réalisme ». Inauguré par Anouar El Sadate, le temps du libéralisme économique, le temps de l'infatigable ouverture a commencé au milieu des années 70. Cette politique rendait possible, « dans tous les secteurs de la société, une relance de la mobilité sociale d'une ampleur sans précédent, peut-être, depuis la fin de la seconde guerre mondiale », même si cela s'effectuait « au prix d'un approfondissement vertigineux des inégalités (3). »

« Enrichissez-vous ! », tel était le mot d'ordre. Son succès fut d'autant plus grand que les distorsions de l'économie restaient contrôlables. Au début des années 70, 650 000 Arabes travaillaient au Proche-Orient hors de leur pays ; dix ans plus tard, on évaluait leur nombre à 3,7 millions (4). Les transferts d'argent de cette main-d'œuvre permettaient à des dizaines de millions de personnes de vivre en Égypte, au Soudan, en Jordanie et dans les territoires occupés par Israël, en Syrie et dans les deux Yémens. Le montant des transferts effectués par les ouvriers égyptiens représentait, en 1974, 3 % du PNB égyptien ; au début des années 80, il représentait 10 % ; les transferts des émigrés jordaniens s'élevaient en 1981 à 28 % du PNB jordanien. Pour le Maroc, l'Algérie et la Tunisie, les virements en devises des émigrés en Europe et en Libye constituaient un apport économique vital.

Cette relative « redistribution des richesses » s'accompagnait, dans les années 70, comme pour les autres pays du tiers-monde, de prêts bancaires occidentaux substantiels qui permettaient de ne pas trop rogner sur les services sociaux et les subventions aux produits de première nécessité. Les dis-

(1) Cité par *The Independent*, Londres, 12 avril 1990. Sur la désespérance palestinienne, lire aussi : « Chez les Palestiniens des deux rives », *Le Monde diplomatique*, juillet 1990.

(2) *The Independent*, op. cit.

(3) Préface de Mahmoud Abdel-Fadil et d'Alain Koussil au numéro spécial de la *Revue tiers-monde*, « Égypte : années 80 », Paris, janvier-mars 1990.

(4) Lire Sharon Stanton Russell, « Migration and Political Integration in the Arab World », in *The Arab States*, sous la direction de Giacomo Luciani, Routledge, Londres, 1990.



LA ROLLS A LA CALANDRE EN OR MASSIF DU CHEIKH D'ABU-DHAMI. Le fossé entre « nations bourgeoises » et « nations prébétaires ».

## L'Union soviétique est-elle encore une

Par AMNON KAPELIOUK

Les événements du Golfe sont un excellent test pour la « nouvelle mentalité politique » devant marquer l'époque de la perestroïka. Pour la première fois depuis la fin de la seconde guerre mondiale, en effet, Soviétiques et Américains se retrouvent dans le même camp. Au début de la crise, il n'aura pas fallu plus de quarante-huit heures aux ministres des affaires étrangères des deux pays, M. Edouard Chevardnadze et James Baker, pour lancer en commun une condamnation sans équivoque, et dans les termes les plus vigoureux, à l'encontre de l'Irak qui

LE GOLFE DES TURBULENCES. — Liel Gratz (préface de Jean Guéhenneux)

\* L'Harmattan, Paris, 1990, 288 pages, 140 F.

Publié peu avant l'agression irakienne contre le Koweït, ce livre a été écrit à un moment où de nombreux observateurs croyaient aux mirages de la paix dans la région depuis le cessez-le-feu entre Bagdad et Téhéran en août 1988. Mais Liel Gratz connaît trop bien ces pays pour savoir que rien n'est plus trompeur que l'apparente stabilité. L'ouvrage tombe à point nommé pour aider à comprendre la crise actuelle ; il tient tout à la fois du carnet de voyage, du précis d'histoire et du guide. Les anecdotes personnelles, accumulées au fil de nombreux séjours dans la région, viennent conforter une analyse ou illustrer un événement. Davantage qu'une grande fresque sur la région du golfe Arabo-Persique, Liel Gratz a voulu décrire, pays par pays, ce qui faisait l'originalité de chacune des États riverains, en y ajoutant un chapitre sur le Conseil de coopération du Golfe, qui unit les monarchies pétrolières. Sa conclusion se veut optimiste : « On peut espérer que le Golfe est sur la voie d'un nouvel équilibre Irak-Iran-pays du Golfe », mais sa connaissance de l'histoire turbulente de cette région lui fait aussitôt ajouter : « Je pourrais me tromper, quelques doutes restent de mise. » M. Saddam Hussein a justifié cette prudence.

OLIVIER DA LAGE.

venait d'occuper le Koweït. Un peu plus tard, le 19 août, l'attaché militaire soviétique à Washington s'est même rendu au Pentagone pour fournir, sur instructions de son ministère de la défense, des précisions sur les types d'armements et de matériels militaires livrés à l'Irak.

Si l'une des pièces maîtresses de la perestroïka en matière de politique étrangère était la création de relations amicales et solides entre les deux puissances mondiales, il faut reconnaître que la crise provoquée par l'Irak les a bien consolidées. Quelles que soient les divergences entre Washington et Moscou quant à l'utilisation de la force pour amener l'Irak à composition, l'attitude soviétique au Conseil de sécurité fut déterminante et a permis des votes quasi unanimes.

L'affaire a éclaté alors que l'Union soviétique vit la tourmente la plus intense depuis 1917, et que des commentateurs des plus sérieux, tel Stanislav Kondrachov, chroniqueur aux *Izvestia*, en sont venus à constater que l'Union soviétique ne pouvait plus être considérée comme une grande puissance « à cause de la crise aiguë dont elle souffre (1) ». Certes, M. Evgeny Primakov, membre du conseil présidentiel et l'un des experts de M. Gorbatchev en matière de politique étrangère, a aussitôt réagi à ces propos : « Ceux qui mettent en doute le fait que l'URSS soit une puissance mondiale doivent savoir que le monde entier a intérêt à ce qu'elle reste comme telle parce qu'elle met tout son poids au profit de la paix (2). » Mais la question est en réalité difficile à trancher, car l'Union soviétique était devenue une super-puissance grâce à son armée et à ses ressources, mais aussi à ses sphères d'influence géographiques et politico-économiques. Les changements survenus, et les difficultés internes qui font la « une » des journaux depuis deux ou trois ans ont fini par jeter un doute sur ce statut (lire, page 8, l'article de Jean-Jacques Marie).

Or c'est l'autre grande puissance qui apporte un élément de réponse, le président Bush ayant traité d'égal à égal avec M. Mikhaïl Gorbatchev lors du sommet d'Helsinki, le 9 septembre 1990. C'était aussi, de sa part, une réponse claire et nette aux déclarations de M. Saddam Hussein affirmant que l'Union soviétique avait perdu son statut de grande puissance à cause de son engagement au côté de Washington. Si les responsables américains sont d'un avis contraire, c'est précisément parce que l'Union soviétique apporte sa contribution à la sauvegarde de l'ordre international et de la paix dans un tel moment. *Krasnaya Zvezda*, organe de l'armée soviétique, a pu écrire à ce sujet : « Le sommet d'Helsinki confirme que la coopération soviéto-américaine est devenue un puissant facteur de stabilisation des relations internationales (3). »

Démonstration est ainsi faite que Moscou et Washington considèrent

désormais les conflits régionaux comme la principale source de danger pour la paix et qu'ils ont décidé d'œuvrer ensemble pour prévenir toute escalade. Du coup, leur rivalité historique au Proche-Orient disparaît. Les États-Unis ne cherchent plus à évincer les Soviétiques mais, au contraire, à travailler avec eux pour instaurer la paix. D'ailleurs, après le sommet d'Helsinki, M. Mikhaïl Gorbatchev confiait aux journalistes que le président Bush avait reconnu que pendant longtemps les États-Unis avaient voulu exclure l'Union soviétique du Proche-Orient mais qu'aujourd'hui ils recherchaient sa coopération dans la région.

Bref, l'Occident a intérêt à ce que l'Union soviétique de M. Gorbatchev continue à jouer le rôle de grande puissance. Pour qu'elle soit en mesure de le faire, toutefois, il faudra bien que l'Occident lui apporte l'aide économique dont elle a tant besoin pour sortir de son marasme.

## Pragmatisme et morale

L'OPINION soviétique, dans l'ensemble, soutient les initiatives du pouvoir dès la première déclaration du gouvernement condamnant l'occupation du Koweït et décrétant un embargo sur les livraisons d'armes à l'Irak, en conformité avec la résolution du Conseil de sécurité. Les radicaux ont souhaité un durcissement de la ligne envers l'« agresseur honteux » au-delà des résolutions de l'ONU. Le Parlement de la République fédérative de Russie a demandé l'abrogation du traité d'amitié et de coopération de 1972 avec l'Irak (4). Pour leur part, les milieux liés à la défense ont souhaité que l'installation massive des forces américaines dans le Golfe ne soit pas sous-estimée. Quant à la presse, elle s'est en général exprimée avec virulence pour juger l'Irak. Non seulement des journaux d'opposition comme les *Nouvelles de Moscou* ou *Ogoniok*,

mais aussi les *Izvestia*, organe du gouvernement, ont utilisé les termes les plus durs contre M. Saddam Hussein, qualifié de « dictateur », « nouvel Hitler », « voleur de Bagdad », « criminel », « pirate », etc., et rappelé l'assassinat de milliers de communistes et les massacres de Kerdas dans le nord du pays. Des journaux ont posé la question : est-il moral d'avoir des relations amicales avec des dictateurs ?

Les « nouveaux critères » qui devraient désormais présider aux choix des pays amis de l'URSS doivent « permettre de réconcilier la conscience et l'efficacité », écrit un chroniqueur des *Izvestia*, ajoutant qu'il « serait raisonnable de refaire l'inventaire des pays avec lesquels nous avons établi des relations privilégiées ». Le journaliste soulignait qu'il y ait « moins d'illusions, moins d'attente injustifiée et plus de pragmatisme sain (5) ».

Le ministère des affaires étrangères a essayé de conserver un langage mesuré et de trouver parfois des éléments positifs dans telle ou telle déclaration irakienne. Mais, lorsque le président Gorbatchev s'est exprimé sur cette crise, ce fut toujours pour condamner nettement et durement, en des termes quelquefois assez éloignés de la diplomatie habituelle. Dans sa première réaction publique, le 17 août, lors d'une conférence devant des officiers, à Odessa, il a qualifié l'agression irakienne d'« acte de perfidie ». Finalement, c'est lui qui a donné le ton des réactions soviétiques.

Pour la première fois dans l'histoire de l'URSS, le comité des affaires étrangères et de la défense du Parlement s'est réuni pour discuter de la crise et entendre des rapports soumis par les autorités. Ce fut un vrai débat, dans lequel diverses opinions s'exprimèrent. Fait symbolique, mais néanmoins révélateur, d'une pratique démocratique en train de s'instaurer.

Dès le début, Moscou avait indiqué sa préférence pour une solution arabe, excluant le recours à l'intervention militaire, à moins qu'elle ne soit décidée dans la légalité, sous l'égide de l'ONU. En d'autres termes, sans l'approbation de l'URSS, toute opération militaire est illégale. Or, pour montrer que Moscou n'est pas totalement contre le principe d'une telle option afin de résoudre la crise et rétablir la situation prévalant dans le Golfe avant le 2 août, un communiqué officiel disait déjà, au terme de la première semaine du conflit : « Nous sommes également prêts à entamer

(1) Déclarations à la BBC, le 9 septembre 1990.

(2) Déclarations à la télévision soviétique, le 10 septembre 1990.

(3) *Krasnaya Zvezda*, 8 septembre 1990.

(4) *Sovetskaya Rossiya*, 13 septembre 1990.

(5) *Izvestia*, 23 août 1990.



## DANS LE GOLFE

## développement et de la démocratie

torsions de l'économie restaient générales, même si on pouvait déjà y lire les explosions futures. La vie était difficile, mais on pouvait s'en sortir, émigrer et même... faire fortune.

Les quelques tentatives « socialistes » - en Syrie, en Irak, au Yémen du Sud, en Algérie - s'enlisaient dans un mélange d'étatisme, de contrôle policier et de corruption. Le slogan du Baas, « *Wahda, Ishirakiya, Hurriya* » (unité, socialisme, liberté), était tourné en dérision par la population : « *Wahda, Ishirakiya, Haramiya* » (unité, socialisme, voleurs).

L'ère soviétique fut aussi politique. Les forces nationalistes et de gauche - baasistes, nassériens, communistes, qui avaient mobilisé les masses arabes jusqu'en 1967, - se trouvaient discréditées. Les pétrodollars servirent à encourager les évolutions politiques en Egypte, à renforcer des courants islamistes profondément conservateurs. Les gouvernements - du roi de Jordanie au président Sadat - manipuleront des Frères musulmans dans la lutte contre les organisations progressistes.

Mais la stabilité du monde arabe aurait été impossible sans la guerre et sans le formidable appareil d'encadrement, de contrôle et de répression qu'elle avait permis d'édifier. Pour tous les Arabes, l'« ennemi extérieur » n'est que trop réel : Israël a occupé la Cisjor-

danie, Gaza, Jérusalem et le Golan et le Sinaï en 1967 ; une partie du Liban en 1978 ; a attaqué l'Irak en 1981 ; a envahi le Liban en 1982 ; bombardé la Tunisie en 1985.

Cette logique de guerre a permis aux gouvernements arabes de justifier le refus de la démocratie et de construire d'impressionnants appareils militaires et de contrôle des populations. Entre 1966 et 1988, le nombre de militaires est passé de 65 000 à 139 000 en Algérie, de 180 000 à 445 000 en Egypte, de 35 000 à 193 000 au Maroc, de 80 000 à 1 million en Irak, de 60 000 à 400 000 en Syrie. Il faut ajouter les milices, souvent gardes préco-

danie filait en novembre 1989 un nouveau Parlement, dans un climat de liberté sans précédent depuis 1956. En Algérie, un scrutin municipal en juin 1990 mettait fin à l'hégémonie politique du FLN. La crise économique, politique, idéologique et culturelle était trop profonde pour que les gouvernements - parti-Etat ou souverain de droit divin, - partent discrédités, puissent prétendre, seuls, la résoudre.

Le « syndrome roumain » touchait-il le monde arabe ? Un journal du Koweït notait dans un éditorial de première page du mois de décembre 1989 :

## Embarras des islamistes

FORT de son armée et de ses richesses pétrolières, M. Saddam Hussein proposa un raccourci pour permettre aux Arabes de reconquérir leur dignité : bouleverser par la force et sans attendre un ordre régional perçu comme profondément injuste (11). Il lança sa rhétorique anti-Israélienne, dont l'écho fut d'autant plus grand qu'il coïncidait avec l'impasse des négociations sur le plan de paix du secrétaire d'Etat américain, M. James Baker. Il se présenta en défenseur des Arabes pauvres et en pourfendeur des riches émirs (oubliant que l'invasion de l'Irak décidée par lui en 1980 avait coûté aux deux pays - en dépenses militaires supplémentaires, en pertes du produit intérieur brut et en capitaux non investis - 500 milliards de dollars, deux fois et demie l'ensemble de la dette du monde arabe).

L'agression du 2 août dernier contre le Koweït fut soigneusement planifiée. Dès le mois de mai, le président Saddam proposait une rencontre à son homologue irakien, M. Rafsanjani. Début juillet, à Genève, les ministres des affaires étrangères des deux pays s'étaient rencontrés pour la première fois en tête à tête, ouvrant la voie à la spectaculaire réconciliation du mois d'août.

Soulagé sur le front iranien, M. Saddam Hussein consolidait ses alliances arabes sur les marges (en Mauritanie et au Soudan), mais aussi avec la Jordanie et le Yémen - seul pays où la section du Baas pro-irakien dispose d'une influence notable et dont Bagdad avait encouragé l'unification en mai 1990.

Le président irakien avait achevé de ligoter l'OLP en contribuant à la suspension du dialogue américano-palestinien : l'opération de débarras-

« Certains régimes du Proche-Orient ont détruit leur peuple, tué l'initiative personnelle et gaspillé leurs ressources économiques. » Il ajoutait, optimiste, « Le temps de la punition est arrivé (10). »

Mais le chemin de la démocratie est long et incertain (lire l'article de Carlos Gabetta sur l'Amérique latine, page 24), et, malgré leurs professions de foi, les gouvernements occidentaux n'étaient pas prêts à contribuer à la solution des difficiles problèmes que sont la question palestinienne et l'impasse économique.

arabité, sa solidarité avec le nationalisme arabe. Les dirigeants algériens et tunisiens tentent, à bon compte, de se refaire une popularité, profitant de l'embarras des islamistes, étroitement liés - financièrement et idéologiquement - à l'Arabie saoudite et au Pakistan. Interrogé par la télévision, le 13 septembre, à l'issue de deux voyages à Bagdad et à Ryad, M. Abassi Madani, dirigeant du Front islamique du salut algérien, affirmait que son parti n'appuie ni l'invasion du Koweït ni la présence des forces étrangères dans le Golfe, et il saluait à la fois le roi Fahd et le président Saddam, qui étaient tous les deux prêts au dialogue « dans un cadre strictement arabo-islamique (12) ». Cet embarras, qui caractérise aussi le parti Hamas en Cisjordanie et à Gaza, et les Frères musulmans en Egypte, risque d'être incompréhensible par les militants de ces organisations.

La coalition hétéroclite autour de l'Irak a été cimentée par l'intervention massive des Etats-Unis. Les peuples arabes s'unissent contre l'ingérence d'une puissance qui, après avoir donné pendant plus de vingt ans les moyens à Israël de refuser toutes les résolutions des Nations unies, découvre brusquement les vertus du droit international (13). Une nouvelle fois, l'espoir de démocratie, de développement économique et d'un règlement du drame palestinien s'éloigne, à mesure que MM. George Bush et Saddam Hussein transforment ce conflit en un choc entre l'Occident et le monde arabe.

ALAIN GRESH.

(5) Lire Elizabeth Picard, « Arab Military in Politics », in *The Arab State*, op. cit.

(6) *Pétrole et gaz arabes*, Paris, 1<sup>er</sup> mars 1990.

(7) Lire Alain Gresh, « Proche-Orient : Quarante ans de conflits et d'échecs nourris par les interventions occidentales », *le Monde diplomatique*, novembre 1986.

(8) Lire « La dette arabe », *le Monde diplomatique*, septembre 1990, et aussi Hadi Abou Mirad, « L'endettement des pays arabes », *les Cahiers de l'Orient*, Paris, n° 12, quatrième trimestre 1988.

(9) Nicolas Sarkis, « Pétrole, dette et déficit alimentaire dans les pays arabes », *Pétrole et gaz arabes*, Paris, 16 juillet 1990.

(10) Cité par *International Herald Tribune*, 29 décembre 1989.

(11) Lire Alain Gresh, « Ambitions irakiennes », *le Monde diplomatique*, mai 1990.

(12) Cité par *Service of World Broadcast*, BBC, Londres, 15 septembre 1990.

(13) Lire : « L'effondrement d'un ordre arabe archaïque », *le Monde diplomatique*, septembre 1990.

## « Syndrome roumain »

Le système a commencé à se gripper au milieu des années 80 avec la chute des prix du pétrole - voulue par Washington, orchestrée par le Koweït et les Emirats arabes unis, tolérée par l'Arabie saoudite. Elle a entraîné à la fois un freinage de l'émigration vers le Golfe - accompagné de l'accroissement du nombre de travailleurs asiatiques, considérés par les pétromonarchies comme plus dociles que leurs homologues arabes, - et une baisse de l'aide au développement accordée par les pays arabes exportateurs de pétrole : entre 1976 et 1988, elle tombe de 4,23 à 0,86 % de leur PNB, lui-même en chute libre. La crise de la dette est devenue insurmontable en Egypte, en Jordanie, en Algérie, au Maroc, en Tunisie, alors que se tarissaient les prêts occidentaux (8). Les plans du Fonds monétaire international (FMI) - que les populations ne distinguent pas des Américains - signifiaient récession et pauvreté accrue,

déjà aggravées par l'explosion démographique.

La dépendance alimentaire devenait insupportable : de 2,3 milliards de dollars au début des années 70, les importations dépassaient 25 milliards de dollars en 1989 et devaient atteindre 40 milliards à la fin du siècle. Les pays arabes absorberont alors quelque 20 % des exportations mondiales de produits alimentaires, alors qu'ils ne représenteront que 4 % de la population (9).

Dans ce contexte, la division du monde arabe entre « nations bourgeoises » et « nations prolétaires » (suivant l'expression de l'économiste égyptien Fouad Morsi) devenait encore plus intolérable. Le monde arabe était prêt pour le changement. On l'avait perçu au Maghreb et au Machrek, notamment en Algérie et en Jordanie, où de nouvelles émeutes s'étaient produites, respectivement, en octobre 1988 et en avril 1989. Pour la première fois, de tels événements débouchaient sur de profondes réformes politiques. La Jor-

## grande puissance ?

immédiatement des consultations dans le cadre du comité d'état-major du Conseil de sécurité qui, selon les statuts de l'ONU, peut remplir de très importantes fonctions (6). Dans son discours à l'assemblée générale de l'ONU le 25 septembre, M. Chevardnadze a confirmé, en des termes sévères, cette détermination à recourir à la force sous l'égide des Nations unies.

Néanmoins les Soviétiques avaient bien des raisons de craindre une action militaire. En particulier, nul ne saurait prévoir les résultats immédiats et à plus long terme d'une guerre au Proche-Orient, dans une région située non loin de la frontière soviétique (quelque mille kilomètres) alors même

qu'une effervescence sporadique agite les républiques musulmanes.

Coordonner l'action politique avec Washington est une chose. C'en est une autre de soutenir une initiative militaire des Américains, qu'elle soit fondée sur le paragraphe 51 de la charte de l'ONU ou sur tout autre argument. Car si les Soviétiques devaient approuver une telle initiative, leur prise de position pourrait provoquer des remous dans les pays du tiers-monde avec lesquels ils entretiennent toujours de bonnes relations. En revanche, le souci de ménager ces relations ne va pas jusqu'à réprouver l'attitude des Américains car il faut à tout prix préserver une amitié si soigneusement construite avec eux. Enfin, il convient de se demander combien de temps l'armée américaine restera dans la région.

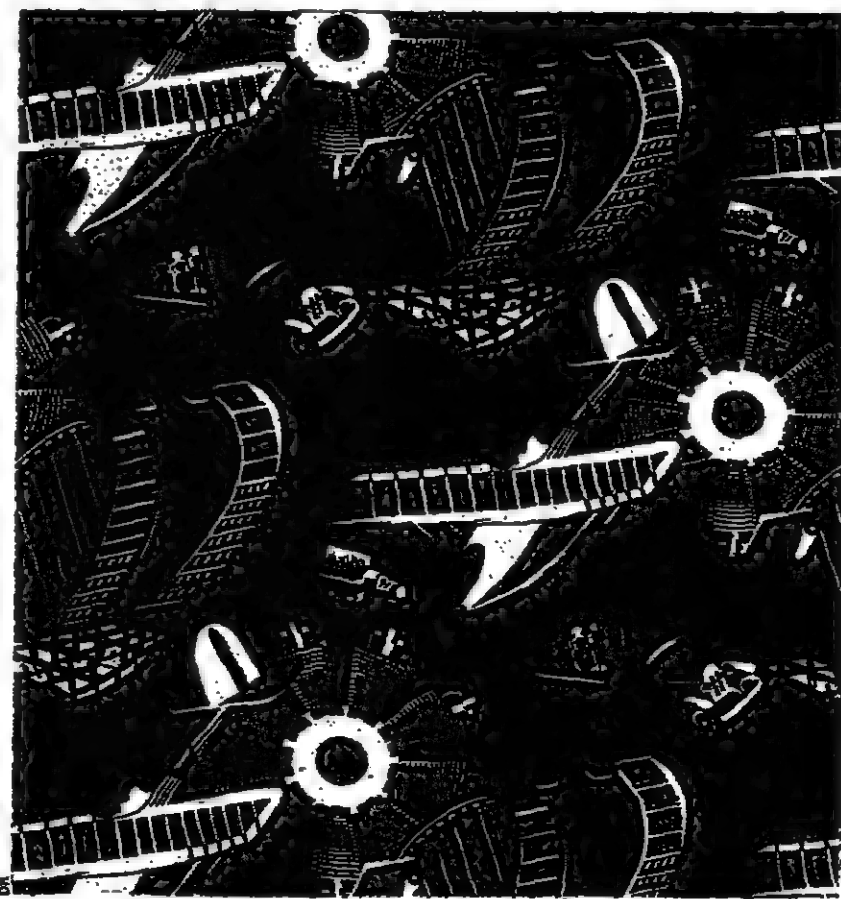
Lors de la manifestation organisée dans les rues de Moscou, le 16 septembre, pour demander la démission du premier ministre, on pouvait lire aussi ce slogan : « La présence des experts militaires soviétiques dans le Golfe : une honte. » Pour leur part, les responsables soviétiques s'en sont tenus à l'affirmation selon laquelle la présence de ces experts est liée à des contrats qu'il faut respecter. En fait, il leur faut tenir compte de la présence de leurs milliers d'experts en Irak ainsi que de la dette irakienne envers l'Union soviétique, évaluée à six milliards de dollars.

Tout en répétant leur position de principe - condamnation de l'occupation et de l'annexion du Koweït et application scrupuleuse des résolutions de l'ONU - les Soviétiques ont cherché à ne pas provoquer les Irakiens. C'est ainsi que, à l'inverse des Occidentaux, ils ont évacué leur ambassade à Koweït le 24 août comme l'avait demandé Bagdad, sans toutefois déclarer sa fermeture.

Enfin, les médias n'ont pas manqué de souligner les incidences de la crise du Golfe sur le problème palestinien. Ainsi, un commentateur de l'agence Tass constatait-il que « l'agression irakienne a détourné l'attention du Conseil de sécurité du problème palestinien. La crise du Golfe a également détourné l'opinion mondiale de ce problème (9) ».

Bien que Palestiniens et Soviétiques se trouvent, pour la première fois depuis des décennies, dans des camps différents à propos d'événements survenus au Proche-Orient, leurs relations sont demeurées inaltérées. Et cela même si deux ministres israéliens ont été reçus à Moscou par M. Gorbatchev le 14 septembre : une telle rencontre ne s'était jamais produite, mais les liens diplomatiques avec Jérusalem ne sont pas rétablis pour autant.

En relançant le 4 septembre, par la bouche même du ministre des affaires étrangères, M. Chevardnadze, l'idée



« LA MÉCANISATION DE L'ARMÉE ROUGE »  
Thème décliné sur tissu, 1933

d'une conférence de paix sur le Proche-Orient, Moscou a donné un certain poids à la thèse de M. Saddam Hussein qui exigeait, dix jours après l'occupation du Koweït, un règlement simultané de tous les problèmes d'occupation de territoires dans la région.

Un chroniqueur connu pour sa sympathie à l'égard de Jérusalem a estimé que l'occupation du Koweït par l'Irak avait conforté les thèses israéliennes sur l'occupation des territoires palestiniens. En revanche, des organes de presse et de haute responsabilité soviétiques n'ont pas manqué, au contraire, de faire remarquer qu'Israël avait une

part de responsabilité morale, quoique indirecte, dans la crise du Golfe. Selon eux, s'il y avait eu au Proche-Orient un véritable processus de paix, M. Saddam Hussein n'aurait pas osé occuper le Koweït, ou alors il aurait été complètement isolé. Or, rappellent-ils, c'est l'intranséquence des Israéliens qui a empêché toute évolution dans la voie des négociations de paix.

AMNON KAPELIOUK.

(6) Pravda, 10 août 1990.

(7) *Izvestia*, 3 septembre 1990.

(8) *Krasnyye Zvezda*, 8 août 1990.

(9) Youri Kamilov, 10 septembre 1990.

## La peur de l'affrontement militaire

DEJA, les *Izvestia* estiment que les Etats-Unis, après une « victoire sur l'agresseur », deviendront la première force politique au Proche-Orient (7). Secouru par les restrictions frappant le budget et l'industrie militaires, comme par le retrait de ses forces de l'Europe de l'Est et par la caducité de fait du pacte de Varsovie, l'état-major soviétique craint que les forces américaines ne s'installent au Proche-Orient sur une grande échelle, et pour une durée indéterminée, même si Washington a démenti en avoir l'intention.

D'autre part, le Pentagone ayant estimé que l'opération « Boudier du désert » coûterait environ 11,3 milliards de dollars au cours de l'année à venir, les Soviétiques ont tout lieu de redouter que ces dépenses ne réduisent d'autant les sommes éventuellement destinées à aider l'économie soviétique. Le cours de la perestroïka en serait sans doute affecté.

Même si l'URSS doit soutenir une quelconque opération militaire dans le

Golfe, il ne sera pas question pour elle d'y envoyer des troupes. En particulier, le syndrome de l'Afghanistan est toujours vivace. Reconnaissant que dans le passé l'Union soviétique avait adopté des « décisions non toujours fondées » ou « déraisonnables » en envoyant à l'étranger des soldats accomplir « leur devoir internationaliste » - allusion à la guerre d'Afghanistan, - l'organe de l'armée affirme qu'« aucun soldat soviétique, aujourd'hui, ne participe dans le monde à des opérations militaires et il y a toutes les raisons de penser qu'il en sera ainsi désormais (8) ».

La présence de quelque sept mille huit cents spécialistes en Irak, surtout d'experts militaires au nombre de cent quatre-vingt-seize au début de la crise, a également suscité un débat dans l'opinion. Les radicaux avaient utilisé ce thème pour discréditer les propos des dirigeants affirmant que leur attitude dans cette crise était aussi dictée par des considérations morales.



## FATALES SURENCHÈRES DANS LE GOLFE

# Le pétrole et l'injuste partage

**D**ENIS CLERC\*

SCIDÈMENT, le pétrole appelle les vaines ambitions. La Compagnie française des pétroles est née de l'attribution à la France, en 1920, des intérêts allemands dans la Turkish Petroleum Company. En 1932, en Arabie, le soutien américain à Ibn Séoud, qui chasse Hussein, protégé de Londres, permet à la Socal (Chevron) de prendre pied dans un domaine pétrolier jusqu'alors exclusivement anglais. Les services secrets américains ont désespérément tenté d'empêcher la nationalisation des pétroles mexicains - en 1938 - en finançant plusieurs tentatives contre-révolutionnaires et, au Venezuela - de 1938 à 1948, - ils ont essayé d'empêcher le retour à la démocratie, qui s'est finalement traduit par le partage par moitié des bénéfices des sociétés d'exploitation pétrolière. C'est pour avoir tenté d'imposer le même partage que le docteur Mossa degh est éliminé en 1953 - en Iran (1). Brûlés de honte encore en 1973, puis en 1979, lorsque les pays importateurs découvrent que le pouvoir pétrolier est désormais passé des compagnies pétrolières aux États producteurs. Brûlés de honte toujours - et fort sanglants - avec la guerre irakienne, lorsque Bagdad tente - mais ce n'est pas la seule raison du conflit - d'élargir quelque peu son domaine pétrolier.

Cette fois-ci, les bruits de bottes ont pour motif, officiellement, la défense du droit international et le maintien de l'ordre existant. Bien sûr, personne ne se confondait pas avec la question de la possession du principal réservoir mondial d'or noir, l'acte de brigandage de M. Saddam Hussein n'aurait sans doute attiré que quelques protestations formelles. Qui irait se battre pour quelques arpent de sable ? Les rectifications de frontières imposées par la force n'ont pas manqué dans le passé, qui n'ont suscité qu'une désapprobation de principe sans aucune mobilisation de la part de la communauté internationale.

Le problème, cette fois-ci, est tout autre, parce que le pétrole est en jeu. Et plus particulièrement le pétrole du siècle qui vient. En effet, le Koweït, en apparence, ne tient qu'un rôle marginal sur la scène pétrolière mondiale, avec ses 95 millions de tonnes produites en 1989 (2) : bien sûr, cela représente une quantité plus importante que celle produite par le Royaume-Uni (92 millions de tonnes) et du même ordre de grandeur que la production vénézuélienne (97 millions de tonnes). En outre, additionnée à la production actuelle de l'Irak (139 millions de tonnes), elle placerait ce dernier parmi les très grands producteurs, au troisième rang mondial (derrière l'URSS, les États-Unis et très près de l'Arabie saoudite).

\* Directeur de la revue *Alternatives économiques*.

et au deuxième rang mondial des exportateurs de brut. Toutefois, là n'est pas l'essentiel : après tout, le Koweït ne représente que 3 % de la production mondiale. Mais il dispose de 9,4 % des réserves mondiales prouvées, soit à peu près l'équivalent des réserves prouvées de l'Irak (9,9 %) ou de l'Iran (9,2 %). Et, surtout, dans quinze ans - si aucune découverte importante n'est effectuée d'ici là au Proche-Orient, et si la consommation annuelle mondiale reste proche des 3 milliards de tonnes actuellement enregistrées, - l'ensemble Irak plus Koweït pourrait être à l'origine de 15 % à 20 % de la production mondiale et détenir un quart des réserves. Quant aux autres pays du Golfe, ils en détiendraient environ 60 % (dont 34 % pour la seule Arabie saoudite). On comprend donc l'intérêt stratégique d'une région qui est en position de devenir, dans quinze à vingt ans, détentrice de la quasi-totalité (85 %) des ressources pétrolières.

Certes, ces calculs n'ont qu'une validité restreinte : les hypothèses sur lesquelles ils reposent sont hautement improbables. Il y aura sans doute de nouvelles découvertes d'ici là, stimulées par les prix plus élevés du baril et le désir des compagnies de diversifier leurs approvisionnements : depuis 1974, les réserves prouvées ont aug-

menté de 53 %. En outre, on se dirige inévitablement vers un pétrole plus cher car, tout conflit mis à part, dès lors que l'on se rapproche d'un « marché de producteurs », ces derniers peuvent fixer les prix grâce à leur pouvoir de monopole. Or un pétrole plus cher signifie à la fois une consommation moindre (économies et substitutions d'énergies) et l'apparition de produits énergétiques de remplacement compétitifs : énergies renouvelables (moteurs à alcool, chauffage solaire...) ou non renouvelables (exploitation des schistes bitumineux...). Mais il ne faut pas surestimer ces évolutions, qui sont forcément lentes : les pays capitalistes industrialisés, rassurés par le « choc pétrolier » des années 80 (masqué un temps par l'envoie du dollar, entre 1982 et 1985), ont d'ailleurs largement baissé leur garde dans ce domaine, comme en témoigne la sensible reprise de leur consommation d'énergie.

En outre - et surtout, - l'essentiel des réserves à découvrir se situe vraisemblablement au Proche-Orient : ce fut le cas, entre 1974 et 1990, pour 83 % de l'accroissement des réserves prouvées.

Par conséquent, même s'il est impossible d'avancer des chiffres avec certitude, chacun sait bien que l'essentiel

du pétrole du vingt et unième siècle proviendra du Golfe. Les États-Unis auront sans doute extrait leurs dernières ressources nationales - l'Alaska non compris - d'ici à la fin du siècle : ils importaient 13,2 % de leur consommation pétrolière en 1972, et 45 % en 1983. En mer du Nord, la production britannique tend à diminuer (de 35 millions de tonnes entre 1986 et 1989) et, au rythme actuel de production, les réserves prouvées seront épuisées dans treize ans. Tout cela explique bien des choses : pas question de laisser sans réagir un dictateur sans scrupules s'emparer de ressources aussi massives dans une région aussi stratégique.

M. Saddam Hussein pose toutefois un problème redoutable : que vaut l'ordre juridique du monde s'il recouvre un partage injuste des richesses, s'il légalise ce qui est inéquitable ? Problème vieux comme l'humanité : la tradition chrétienne a toujours souligné le principe de la « destination universelle des biens » (3). La « solution » de M. Saddam Hussein n'en est évidemment pas une, puisqu'elle substitue la force au droit sans régler la question d'un partage plus équitable. Le retour au *status quo ante* satisfait le droit, mais pas la justice, et, du coup, apparaîtrait comme un triomphe de l'injustice.

### Revanche des opprimés

LES pays qui importent beaucoup de pétrole sont sensibles au risque d'une concentration des ressources d'or noir entre quelques mains. Mais ils ne se rendent pas compte que la grande majorité des pays du tiers-monde sont surtout sensibles à l'injustice de la concentration de la consommation par une minorité privilégiée : 73 % de la consommation pétrolière mondiale est le fait de 22 % de la population de la planète, et les seuls États-Unis (4,8 % de la population mondiale) représentent 25,5 % de la consommation mondiale. Cette inégalité fondamentale est génératrice d'une instabilité considérable : tant qu'elle demeurera - et, a priori, qu'elle s'accroîtra, - elle justifiera toutes les remises en cause de l'ordre établi, y compris les plus contestables et les plus cyniques. Ce n'est pas tant M. Saddam Hussein qui menace l'ordre du monde que les inégalités extrêmes qui se perpétuent.

Les pays capitalistes industrialisés seraient bien inspirés de relativiser les « chocs pétroliers » qu'ils subissent. En 1980, les pays endettés du tiers-monde supportaient des taux d'intérêt réels (c'est-à-dire après déflation de l'inflation) nuls. En 1981, ceux-ci étaient passés à 8 %, et en 1982 à 11,2 % : soit un prélèvement financier supplémentaire de l'ordre de 15 à 20 milliards de dollars de l'époque (20 à 26 milliards actuels) et qui s'est poursuivi jusqu'à présent, en s'ajoutant un peu, portant sur les nouveaux prêts et les prêts à taux indexés. Au total, 1 % du produit intérieur brut (PIB) du tiers-monde, et 2 % si l'on ne retient que les pays endettés. En outre, entre 1980 et 1988, la baisse des cours des produits bruts non pétroliers (produits qui représentent 52 % des exportations des pays du tiers-monde) a privé la plupart de ces pays de ressources importantes, de l'ordre égalitaire de 1 % du PIB (2 % à 3 % pour les pays dépendant beaucoup de ces exportations). Ainsi, les années 80 se sont traduites par un « prélèvement extérieur », au détriment du tiers-monde dans son ensemble, de l'ordre de 2 % chaque année (4). Or le « choc pétrolier » de 1979-1980 n'a représenté pour les pays capitalistes industrialisés qu'un prélèvement de l'ordre de 1 %. Si l'on entend beaucoup parler de « choc

pétrolier » au Nord, qui parle d'un « choc financier » ou d'un « choc matières premières » ? En d'autres termes, pour les pays du tiers-monde, les pays capitalistes industrialisés jouent, depuis dix ans, sans s'en rendre compte, le rôle du méchant, que l'on attribue aujourd'hui à M. Saddam Hussein (on à l'Irak), souhaitant contrôler l'or noir.

Il n'est jamais bon que les riches deviennent trop riches et les pauvres trop pauvres. Tôt ou tard, les « Jacques » en viennent à brûler les châteaux : lorsque l'ordre établi paraît injuste et que la loi paraît définitivement du côté des possédants, la loi finit par être violée, et la force remplace le droit. Banalités évidentes, qui expliquent bien des conflits, celui du Golfe notamment. L'ironie de l'histoire est que, en l'occurrence, ce ne sont pas les pauvres qui se sont servis, mais un personnage fort peu sympathique. Il ne faudrait pas que cet arbre cache la forêt : pour beaucoup, la crise du Golfe est un peu la revanche des opprimés. Les Nations unies ont déclaré vouloir tout faire pour restaurer l'ordre juridique mondial. Cela ne sera possible - et durable - que si ce combat pour le droit s'accompagne d'un combat pour la justice. Car l'ordre juridique est instable s'il ne s'accompagne pas d'un ordre économique acceptable pour tous.

- (1) Lire Ahmad Salamati, « Affaire, le régime irakien choisit la prudence », *Le Monde diplomatique*, septembre 1990.
- (2) Ce chiffre, comme tous ceux qui suivent, provient de l'annuaire 1990 du Comité professionnel des pétroles (COPD). Ils diffèrent légèrement des chiffres annoncés par l'OPEP (production de 91 millions de tonnes au Koweït et de 138 millions de tonnes en Irak).
- (3) « Chaque fois qu'une multitude n'a pas l'essentiel pour vivre, alors que quelques-uns ont trop, ce « trop » ne leur appartient pas : ils n'en sont que les administrateurs au service du bien commun. S'ils administrent ce superflu en vue de leur intérêt personnel, ils sont de vulgaires voleurs », écrit don Frédo, évêque brésilien, dans *Évangile et révolution sociale*, éditions du Cerf, Paris, 1969.
- (4) Le Rapport sur le développement dans le monde 1990 de la Banque mondiale classe ces « chocs » annuels entre 1980 et 1988 à 14,4 % du PIB pour l'Afrique subsaharienne, à 10,2 % pour l'Asie du Sud et à 10,3 % pour l'Amérique latine (p. 123).



1940. EN SYRIE, DES FRANÇAIS, DES FRÈRES SE SONT ENTRETIENUS ET CELA POUR LES SEULS INTÉRÊTS BRITANNIQUES

AFFICHE ANTIANGLAISE (VICHY, 1940)  
Le pouvoir pétrolier est passé des compagnies pétrolières aux États producteurs

### UN RAPPORT D'AMNESTY INTERNATIONAL

## Tortures en Syrie

DES milliers d'opposants présumés, arrêtés en Syrie ou dans les régions du Liban sous contrôle syrien, sont restés détenus sans jugement. Au moins cent vingt-deux autres personnes ont été arrêtées au cours de l'année 1989. Parmi ces milliers de prisonniers figurent deux cent quatre-vingt-six prisonniers d'opinion arrêtés et cent soixante-dix-huit prisonniers d'opinion probables. La plupart d'entre eux sont soupçonnés d'appartenir à des partis politiques interdits ou à des groupes palestiniens comme Hizb al Amal al Shuyuf (PAC, Parti d'action communiste), al Hizb al Shuyuf al Maktab al Siyasi (PCBP, Parti communiste-bureau politique), al Ittihad al Muslimun (des Frères musulmans), al Tanzim al Shaabi al Nasiri (OPN, Organisation populaire nassérienne), le Front démocratique pour la libération de la Palestine (FDLP), le Front populaire pour la libération de la Palestine (FPLP), le Fatah, le Front populaire pour la libération de la Palestine-commandement général (FPLP-CG), Harakat al Tawhid al Islami (HUI, Mouvement de l'unification islamique) et le parti Baas arabe socialiste pro-irakien.

Quatorze membres du PCBP, arrêtés entre février et juin, ont été détenus sans inculpation ni jugement à Damas, Saidnaya et Tartus. Quatre d'entre eux ont été libérés en septembre sans avoir été inculpés. Les dix autres étaient toujours emprisonnés sans inculpation ni jugement à la fin de l'année. Parmi eux figuraient notamment Fawwaz Hammuda, technicien de laboratoire originaire de Deir ez Zor, incarcéré à la prison de Saidnaya (...).

Amnesty International a continué de recevoir de nombreuses informations faisant état de l'usage systématique de la torture et de mauvais traitements infligés aux prisonniers. Ces derniers se voient fréquemment refuser des soins médicaux. Au nombre des victimes de la torture figurent quatre Palestiniens : Hassan Dib Khalil, Fayez Arsat, Diab Muhammad Mustafa et Muhammad Dawud, détenus sans inculpation ni jugement à

Damas par Fara al Tahqiq al Askari (la section militaire chargée des interrogatoires). Tous membres du Fatah arrêtés au Liban en 1983 et en 1985, ils auraient été torturés à maintes reprises et notamment en 1989. Selon ces informations, en novembre, ils étaient dans un état critique après qu'on leur eut refusé des soins médicaux pour les blessures occasionnées par les tortures et les maladies résultant de leur incarcération prolongée dans des conditions déplorables (...).

Amnesty International a exprimé à plusieurs reprises au gouvernement sa préoccupation face au maintien en détention sans jugement de prisonniers politiques, et notamment de prisonniers d'opinion, et face aux informations faisant état de tortures et de mauvais traitements infligés aux détenus. En juin, une délégation d'Amnesty International qui assistait à une conférence internationale en Syrie a rencontré le vice-président Abd al Halim Khaddam et d'autres responsables gouvernementaux ; c'est la première fois que de tels contacts avaient lieu depuis 1978.

Les représentants d'Amnesty ont réclamé instamment la libération des prisonniers d'opinion, un jugement équitable dans un délai rapide pour les autres prisonniers politiques ou leur libération, l'ouverture d'enquêtes impartiales sur les accusations de torture et les décès en détention ainsi que l'abolition de la peine de mort. Les autorités ont déclaré qu'elles étaient prêtes à établir des contacts avec Amnesty International et qu'elles répondraient désormais à ses demandes de renseignements. L'organisation a remis aux autorités syriennes une liste de plus de 400 noms de prisonniers politiques non jugés, dont certains sont des prisonniers d'opinion ; les autorités ont déclaré qu'elles l'examinaient et y répondraient en détail. Aucune information n'était toutefois parvenue sur ces prisonniers à la fin de 1989 (...).

(Extraits de Rapport 90, Amnesty International, Paris.)

### « NOTRE AMI LE ROI », DE GILLES PERRAULT

## Jardins secrets au Maroc

DANS la crise du Golfe, le Maroc se trouve en première ligne aux côtés du camp occidental. Le roi Hassan II, en effet, a accepté d'envoyer, dès le lendemain du 2 août 1990, des troupes à la frontière irako-soudanaise. Ce monarque a toujours bénéficié, pour des raisons complexes, du soutien des chancelleries occidentales et d'une surprenante complaisance dans de nombreux médias français. L'enquête rigoureusement documentée de Gilles Perrault, *Notre ami le roi* (1), devrait modifier cet état de choses puisqu'elle décrit enfin, avec une précision parfois hallucinante, la vraie nature du régime. Nul ne pourra prétendre désormais qu'il « ne savait pas ».

Ce régime trentenaire est carnassier, et son histoire une longue suite de fraudes et de répressions. Gilles Perrault montre dans le détail comment la prétendue « démocratie » marocaine (pluralisme et presse d'opinion existant) se trouve fortement corrompue par le recours régulier à l'État d'exception, au trucage électoral (le parti du roi gagne, toujours, toutes les élections), à la censure, aux procès politiques, aux enlèvements, à la torture (2), à l'assassinat... « Un régime - écrit Gilles Perrault - scandé depuis trente ans par les cris des torturés, les feux des salves des pelotons d'exécution, l'interminable sanglot des emmurés à vie... » Recevant, le 13 février 1990, une délégation d'Amnesty International (qu'il devait expulser quelques jours plus tard), « notre ami le roi » a admis la plupart des accusations formulées par cette organisation de défense des droits de l'homme (tortures, bégne de Tazemart, calvaire des enfants d'Oudir...) et s'est justifié d'une phrase : « Tout chef d'État a son jardin secret ».

Sous le façade d'un régime présentable (mais tout de même sept fois condamné par le Parlement de Strasbourg pour « atteintes graves aux droits de

l'homme », la monarchie hassanienne, explique Gilles Perrault, est fort peu constitutionnelle : l'arbitraire permet au souverain d'exercer un pouvoir absolu et de traiter ses « sujets » selon son bon plaisir (3). En matière de politique intérieure, ce monarque « moderne » se comporte en authentique sultan, dans l'archaïque tradition du Maghzen.

Gilles Perrault passe en revue quelques-unes des innombrables « affaires ténébreuses » qui marquent ce régime : assassinat de Ben Barka, procès iniques contre les socialistes, tentatives de coup d'État, « disparition » des frères Bourquiquet, camps de concentration pour Sahraouis, liquidation de Dini, acharnement sur Abraham Serfaty, martyre des enfants d'Oudir, « hospitalité » de Casablanca...

Tant de souffrances humaines ne semblent point émouvoir « tout ce qui compte en France, conseillers du président, hommes politiques, personnalités des arts et des lettres, grandes consciences françaises... » qui continuent de parler de « notre ami le roi » et d'accepter invitations et gratifications de ce monarque... Faut-il attendre une crise majeure - comme ce fut le cas, en décembre dernier, à propos de la Roumanie ou à l'heure actuelle avec l'Irak - pour que grands médias et hommes politiques aient enfin les yeux dessillés ?

L.P.

(1) Gilles Perrault, *Notre ami le roi*, Gallimard, coll. « Au vif du sujet », Paris, 1990, 370 pages, 110 F.

(2) Lire les témoignages d'Abdelatif Laabi, le *Chien des ordalies* (Desoët, Paris, 1982), et de Denis Bouissel Rebab, *À l'ombre de Lalla Chafia* (L'Harmattan, Paris, 1989). Le bulletin *Maroc Répression* (14, rue du Nanterre, 75015 Paris. Tél : 45-35-01-89) informe régulièrement sur les atteintes aux droits de l'homme.

(3) Cf. François Della Sudda, « Le Maroc du silence », *Le Monde diplomatique*, décembre 1988.

1990.10.20



## UNE CARICATURE DE MODÈLE POUR L'AFRIQUE ?

## Le Libéria, de l'implosion au chaos

**T**ANDIS que la situation demeure extrêmement tendue à Monrovia, la force d'interposition africaine, dont les effectifs ont été augmentés, est passée sous le commandement du Nigéria qui voit ainsi confirmer son rôle prépondérant. L'impasse politique demeure totale et les rebelles de M. Charles Taylor récusent toujours les « casques blancs » accusés de partialité. Les pays de la région restent eux-mêmes divisés sur le rôle et la mission de leurs soldats.

Par VICTORIA BRITTAIN \*

M. Charles Taylor est l'un des quatre dirigeants autoproclamés du Libéria - avec le président Samuel Doe qui a été assassiné (1), M. Prince Johnson, le rebelle dissident, et le Dr Amos Sawyer, chef du gouvernement mis en place sous l'égide de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) (2). M. Taylor est même la figure centrale de la guerre civile qui a plongé le pays dans une meurtrière anarchie. Pourtant, cet ancien associé du président Samuel Doe - ensuite accusé d'avoir pillé les richesses de l'État et réfugié un temps aux États-Unis, - aujourd'hui protégé par MM. Blaise Compaoré (chef d'État du Burkina-Faso) et Félix Houphouët-Boigny (président de la Côte-d'Ivoire), - n'a été qu'un catalyseur, car la crise a ses racines dans une détérioration progressive de la vie politique et sociale du Libéria (3).

Depuis son arrivée au pouvoir le 12 avril 1980, l'ancien sergent-chef Samuel Doe a bénéficié de l'appui de Washington. L'élection présidentielle de 1985, qu'il prétendit avoir gagnée - de l'avis de tous les observateurs, elle avait été massivement truquée, - n'avait pas altéré ce soutien, du moins dans l'immédiat, bien qu'il ait jeté en prison ou condamné à l'exil ses opposants.

La lettre de six pages qu'adressait l'été dernier Samuel Doe au président Bush pour implorer de l'aide témoigne d'un état de dépendance psychologique à l'égard de l'étranger sans pareil dans l'Afrique postcoloniale : « Notre capitale a forgé son nom à partir de celui de votre président Monroe. Notre drapeau est une réplique du vôtre. Nos lois sont modelées d'après vos lois. Nous, au Libéria, nous nous sommes

toujours considérés comme les enfants par alliance des États-Unis. Nous vous supplions de venir défendre vos fils qui sont en danger de perdre leurs vies et leur liberté (4).

Les relations particulières entre Monrovia et Washington remontent à la naissance de l'État du Libéria, créé par d'anciens esclaves noirs américains et devenu indépendant en 1847. Mais elles se sont considérablement renforcées depuis, s'appuyant sur l'exploitation du caoutchouc, tout d'abord - l'empire Firestone, - et, plus récemment, du fer (5). Le Libéria est devenu le premier bénéficiaire de l'aide américaine à l'Afrique noire par tête d'habitant. Durant ses dix années de règne, Samuel Doe avait reçu un demi-milliard de dollars des États-Unis, qu'il avait en grande partie détournés à son profit, et 52 millions en aide militaire.

En échange, les Américains disposaient à bas de leur plus importante base de renseignements et de transmission en Afrique, avec une puissante station-relais pour La Voix de l'Amérique, des antennes pour les communications diplomatiques et celles de la CIA, ainsi qu'un des huit systèmes Omega dans le monde, servant en particulier à guider les missiles lancés à partir des sous-marins. Le Libéria abrite aussi des facilités pour la Force de déploiement rapide et a servi de relais pour l'envoi de l'aide américaine aux rebelles angolais de l'UNITA et pour une tentative de coup d'État fomentée par la CIA contre le Ghana en 1983. Dans ce contexte, le département d'État et la Drug Enforcement Administration des États-Unis ont refusé de prendre en compte les preuves sur le rôle du Libéria dans le blanchiment de l'argent de la drogue (6).

## Le rôle du Nigéria

À la fin de l'année dernière, le crédit du régime de Samuel Doe était si profond que le président du Burkina-Faso jugea utile de répondre positivement à une demande d'aide du Front national patriotique de M. Charles Taylor. Les relations du Burkina-Faso avec les dirigeants radicaux du Ghana et d'Ouganda s'étant détériorées depuis l'assassinat du président Sankara, M. Blaise Compaoré cherche à redorer son image populiste et à faire oublier ses alliances avec les régimes du Togo et de la Côte-d'Ivoire. Il espère constituer un nouvel axe Burkina-Libéria qui jouirait du même prestige que celui forgé entre son pays et le Ghana au temps de Thomas Sankara.

\* Journaliste.

De plus, M. Taylor permettait à M. Blaise Compaoré de prendre sa revanche sur le président ghanéen Rawlings, qui a critiqué le meurtre de Sankara et a accordé l'asile à certains de ses proches : le Ghana, en effet, a emprisonné M. Charles Taylor pendant plusieurs mois, et il aide d'autres opposants libériens hostiles à Samuel Doe et aux Américains (et qui ont trouvé place dans le gouvernement intérimaire installé par la CEDEAO).

C'est grâce à M. Compaoré que M. Charles Taylor a bénéficié de l'appui de la Libye. Mais le colonel Kadhafi avait ses propres raisons d'en vouloir à Samuel Doe : ses conseillers avaient été expulsés du Libéria au profit des Israéliens. Un autre soutien régional, quoique moins important, est celui de la Côte-d'Ivoire, dont le président Houphouët-Boigny a des liens de



UN REBELLE MASQUÉ. Guerre et massacres mais point de projet politique

parenté avec M. Compaoré et où plusieurs tentatives de coup d'État contre Doe avaient déjà été organisées.

Le conflit a accentué, dans une certaine mesure, le clivage entre États anglophones et francophones, le Mali et le Sénégal condamnant l'envoi de la force d'interposition sous l'égide de la CEDEAO et le Togo refusant d'y associer ses troupes.

En revanche, le Nigéria et la Guinée ont fermement appuyé Samuel Doe. Une amitié étroite liait ce dernier et le président nigérian Babandiga, renforcée par les relations qu'ils entretenaient tous deux avec Israël. Le chef de l'État nigérian a d'ailleurs fait incarcérer, pendant plus d'une semaine, au mois de juin dernier, l'opposant de gauche libérien Togba-na Tipoteh, président du Mouvement pour la justice en Afrique (MOJA), qui effectuait une tournée régionale pour attirer l'attention sur la détérioration de la situation dans son pays.

Les victoires inattendues de M. Taylor au début de l'année avaient amené les Américains et les Nigériens à tenter de stopper par une initiative régionale son inexorable avance vers la capitale. Non que le chef des rebelles soit très différent de Samuel Doe, mais, pour les chefs d'État de la région, le phénomène Taylor - un homme sans éducation, sans idées politiques ni charisme, et mobilisant ses partisans en faisant appel à leurs attaches tribales - représentait un dangereux exemple qui pouvait susciter des émules chez eux.

Peu soucieux d'intervenir eux-mêmes - leur opinion publique ne l'aurait pas accepté, - les États-Unis ont encouragé le général Babandiga à le faire. Le Ghana, dont les relations avec le Nigéria sont bonnes, s'est rallié avec enthousiasme à la proposition, espérant que la force d'interposition africaine permettrait d'éliminer à la fois M. Taylor et Samuel Doe et d'installer un gouvernement stable, et ami. Le MOJA et les autres forces libériennes en exil ont aussi appuyé l'idée à condition qu'elle soit accompagnée de paix non seulement entre les trois fractions armées - celles de Doe, et de MM. Taylor et Prince Johnson, - mais aussi avec l'opposition en exil.

L'intervention de la force régionale africaine - composée de soldats du Nigéria, du Ghana, de Gambie, de la Sierra-Leone et de Guinée - n'a pas de précédent en Afrique. Elle a aussi suscité l'opposition de M. Charles Taylor - il a dénoncé les « envahisseurs nigériens », - soucieux de ne pas se voir frustré de sa victoire. Dès lors, les « casques blancs » ne pouvaient se bor-

ner à superviser un cessez-le-feu entre les trois parties ; ils furent contraints de jouer un rôle actif.

Les contradictions de leur mission ont été démontrées par la capture de Samuel Doe dans leurs locaux, puis par son exécution par les rebelles de M. Prince Johnson. Peut-être l'explication de cette mort réside-t-elle dans le retournement de Doe. Après plusieurs semaines de négociations complexes il venait de déclarer au général ghanéen Arnold Quainoo qu'il ne reconnaissait pas le gouvernement formé sous l'égide des États voisins, ce qui revenait à

relancer la guerre civile. Si la disparition de Doe, dans ces troubles conditions, lève un obstacle - son élimination était une condition exigée par M. Taylor à toute négociation, - elle n'a pas fait fléchir le chef des rebelles, qui a continué à rejeter la présence des forces de la CEDEAO dont la tâche consistait à assurer un cessez-le-feu et à imposer un gouvernement intérimaire apparut encore plus aléatoire. L'intervention de leur aviation dans les combats, au milieu du mois de septembre, a souligné ces difficultés.

Selon le vice-ministre des affaires étrangères ghanéen, M. Mohamed Iba Chambas, la force interafricaine est dans « une situation compliquée » et l'avenir du contingent ghanéen semble en suspens. Pourtant son retrait compromettrait le sort de cette force d'interposition et porterait un sérieux coup au prestige d'Accra.

## Arrêter la « libanisation »

DÈS l'origine, l'ingérence militaire impliquait une lourde charge pour des pays dont les ressources économiques sont limitées. Elle signifiait aussi d'inevitable pertes humaines et créait un précédent qui pourrait être utilisé un jour contre l'avis d'autres gouvernements. Elle risquait aussi, si elle se prolongeait, de susciter un mouvement d'opposition dans l'opinion publique - sauf, peut-être, en Guinée.

Le secrétaire aux affaires étrangères ghanéen, le Dr Obed Asamoah, justifia l'envoi des « casques blancs » par la nécessité de mettre fin aux massacres, de sauver les ressortissants des pays de la région bloqués à Monrovia et d'arrêter le pillage des ressources

économiques (7). Il ajouta que cette expérience pourrait se répéter dans d'autres circonstances : « L'idée même de la communauté économique implique l'abandon de la souveraineté politique complète des États membres. » Plus prudent, le Dr Abbas Bandu, secrétaire exécutif de la CEDEAO, reflétait les réticences des francophones en affirmant qu'il faudrait revoir les statuts de l'organisation pour atteindre des objectifs aussi ambitieux. Il est bien improbable que dans une région marquée par des alliances instables entre des gouvernements instables un tel projet trouve le soutien d'une majorité d'États membres.

Mais, au-delà des considérations régionales qui ont amené les États à

(1) Cf. Stephen Smith, « La fin sanglante de Samuel Doe », *Libération*, 20 septembre 1990.

(2) La CEDEAO est composée de seize États : Bénin, Burkina-Faso, Cap-Vert, Côte-d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Libéria, Mali, Mauritanie, Niger, Nigéria, Sénégal, Sierra-Leone, Togo.

(3) Lire Michel Galy, « La guerre civile, loin de Monrovia », *Le Monde diplomatique*, juillet 1990.

(4) *Washington Post*, 8 août 1990.

(5) Lire Clément Mofa, « L'histoire se répète au Libéria », *Le Monde diplomatique*, janvier 1986.

(6) *International Herald Tribune*, 17 juillet 1990.

(7) *People's Daily Graphic*, Accra, 23 août 1990.

مكتبة  
من الرمال

"Excellent ouvrage de référence" Arabes  
"Un livre bien conçu" Science et Vie Économie

ÉCONOMIE  
DU MONDE ARABE  
ET MUSULMAN

Par ses analyses macro-économiques, par ses études thématiques, l'ouvrage aborde les questions cruciales :

— Les pôles du monde arabe (1970-1990) : Algérie, Arabie saoudite, Irak (Étude comparative d'André VALMONT).

— Les nouvelles dimensions de la coopération CEE-Union du Maghreb Arabe.

— Les retrouvailles Égypte-Syrie.

— Le fleuve artificiel en Libye (carte du tronçon opérationnel et des phases à venir).

— Les échanges de la France avec le monde arabe (comparaison 1988-1989 par pays).

80 tableaux statistiques.

224 pages. Cartographie en couleur sur les échanges de chaque région.

VENTE EN LIBRAIRIE - ÉDITIONS EMAM

29, avenue Laplace - 94110 Arcueil. Tél. : (1) 40.92.14.87

**ALTERNATIVES ÉCONOMIQUES** n°80  
Sept.-oct. 90

**GOLFE :**  
Comment limiter la casse  
SALAIRES :  
Les enjeux de la rentrée sociale  
SOCIÉTÉ :  
Les inégalités sont-elles souhaitables ?  
ÉTATS-UNIS :  
Le scandale des caisses d'épargne  
UNIVERSITÉ :  
Comment payer ses études

17 F

Alternatives Économiques 80 30 97 76



## Ces prêtres qu'on assassine

Ils ont vu la misère de leur peuple et, se réclamant de la théologie de la libération, de nombreux prêtres ont voulu vivre la pauvreté des petites gens. Mais ces témoins avec le message concret de l'Evangile gênent les puissants. Alors, par dizaines, on les tue.

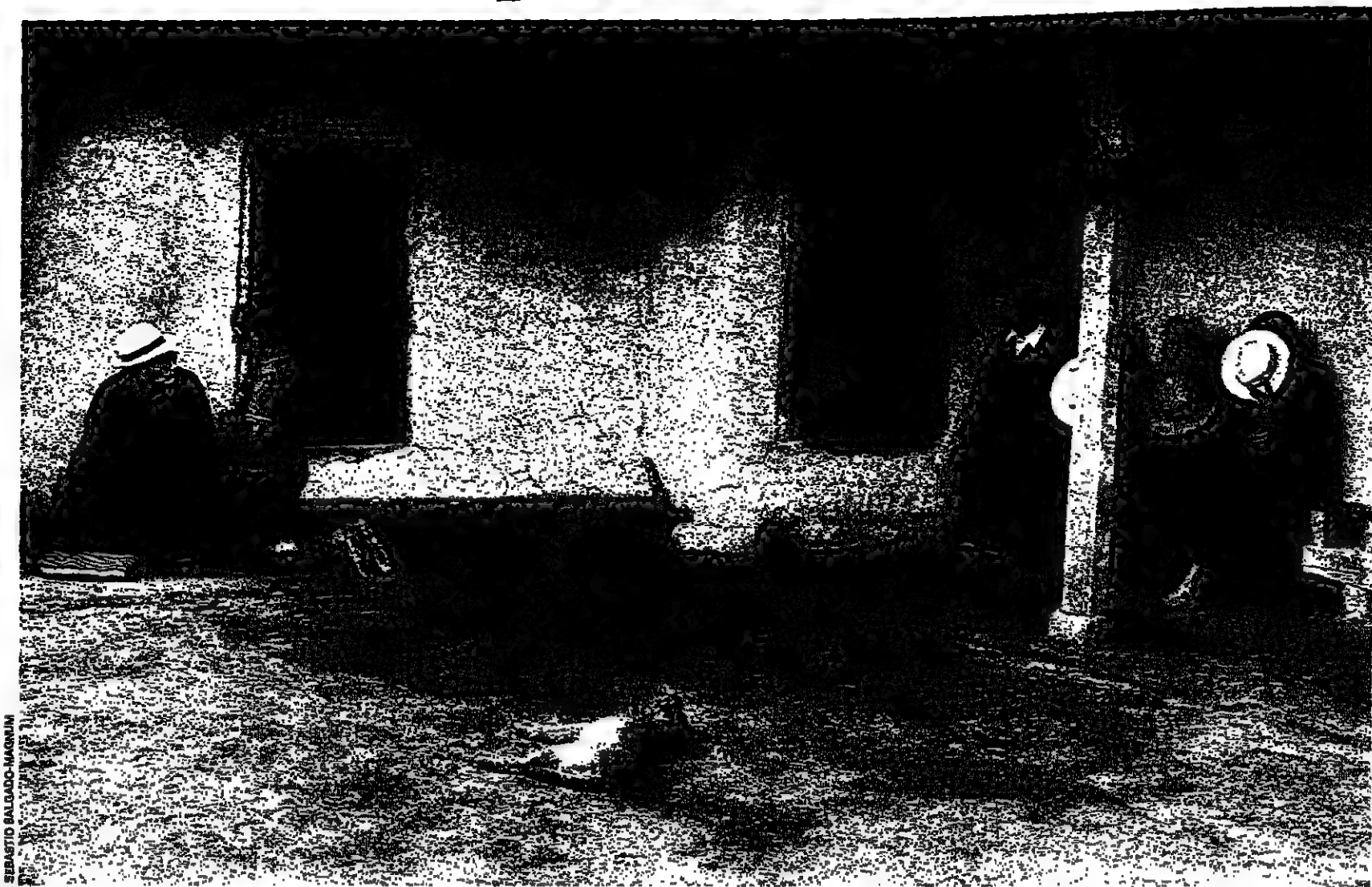
Par MAURICE LEMOINE \*

TROIS croix oubliées et décolorées constituent le seul témoignage du lieu où furent assassinés le Père jésuite Rutilio Grande et deux de ses paroissiens, au bord de la route qui, au Salvador, conduit d'Agua de Paz à El Paisanal. Trois croix plantées au milieu des tiges de canne à sucre. « Chaque fois que l'Eglise œuvre pour une société plus juste, les détenteurs du pouvoir se retournent contre ces chrétiens », avait déclaré, dans son sermon du 13 février 1977, un mois avant d'être tué d'une rafale de mitrailleuse, cet ancien professeur du séminaire de San Salvador devenu curé d'Agua de Paz et défenseur des paysans. Son assassinat s'inscrit alors dans une campagne de violence déclenchée contre les membres du clergé qui aident les fédérations paysannes. Le 21 janvier 1977, un groupe terroriste d'extrême droite, l'Union des guerriers blancs, avait déjà menacé d'exécuter les quarante-sept prêtres jésuites travaillant dans le pays s'ils ne quittaient pas le Salvador avant le 20 juillet. Fidèles à leurs convictions et forts du soutien de l'opinion internationale, les jésuites décidèrent de demeurer sur cette terre convulsée.

Treize années plus tard, le 16 novembre 1989, couchés dans l'herbe, face contre terre, psalmodiant dans la nuit une dernière prière, six d'entre eux, dont Ignacio Ellacuría, l'un des plus prestigieux intellectuels du Salvador, payent de leur vie cet attachement à la justice et à l'équité. En annonçant leur mort, le journaliste de la radio nationale commencera par ces mots qui en disent long : « Les séducteurs Ellacuría, Montes et Martin Baro ont été sauvagement assassinés... »

Ignacio Ellacuría, d'origine espagnole, était un excellent analyste des réalités socio-économiques de ce pays ravagé depuis dix ans par une guerre civile, il agissait en faveur du dialogue entre le gouvernement et les insurgés. En ce mois de novembre 1989, confrontés à une violente offensive du Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN), les officiers craignent de perdre la bataille de San Salvador (1). Alors, selon des conseillers militaires américains, « dans une atmosphère pesante, une réunion du commandement militaire a lieu. Il y est question de mesures extraordinaires : on décide que les rétes de l'opposition doivent tomber (2) ». On connaît la suite. Elle s'inscrit dans la longue litanie des

\* Journaliste et écrivain, auteur, entre autres, de : Les Cent Portes de l'Amérique latine, Autrement, Paris, 1989.



CONFESSION EN ÉQUATEUR  
Parce qu'ils ont choisi de se « convertir aux pauvres »

crimes qui, au Salvador, ont atteint l'Eglise catholique dans sa chair depuis la mort du Père Rutilio Grande : quatre religieux assassinés, huit prêtres et un archevêque, Mgr Romero.

D'origine modeste, fils de postier, plutôt conservateur, Mgr Romero fut choisi par le Vatican pour faire contrepoids à l'action de son prédécesseur, Mgr Chavez, qualifié d'« archevêque rouge ». Il devient archevêque de San Salvador le 3 février 1977 ; la mort de son ami, le jésuite Rutilio Grande, le bouleverse et marquera sa « conversion ». Aimé par le petit peuple, il se transforme en figure mondiale de l'Eglise engagée. Au point que Jean-Paul II, avec qui il entretient des relations difficiles, lui reproche, en janvier 1980, lors d'une brève audience à Rome, son zèle excessif dans l'action sociale.

Le 17 février de cette même année, il n'en demande pas moins au président des Etats-Unis, M. James Carter, de cesser son aide à l'armée : « Le pouvoir politique est aux mains de militaires sans scrupules qui ne savent faire qu'une chose : réprimer le peuple et servir les intérêts de l'oligarchie salvadorienne ». Le 23 mars, il va plus loin et demande aux soldats de refuser d'obéir aux ordres criminels : « Je vous l'ordonne, au nom de Dieu, [...] arrêtez la répression ! ». Le lendemain, alors qu'il célèbre la messe, un escadron de la mort le tue sur l'autel de la cathédrale. L'instigateur de ce crime, le major d'Ambrosio, demeure impuni et appartient au parti politique actuellement au pouvoir, l'ARENA.

Comment s'étonner du martyre des jésuites, comment s'étonner d'entendre le procureur de la République demander, en décembre dernier, au pape que les évêques salvadoriens considérés comme « progressistes » — Mgr Rivera y Damas et Mgr Rosa Chavez — quittent le pays ? « Il existe, déclare-t-il, depuis un certain temps dans ce pays qui souffre une tendance connue comme « l'Eglise populaire », tendance à laquelle [...] de nombreux secteurs de la population attribuent une grande partie des faits violents qui ont secoué la nation durant de nombreuses années. »

Un catholique sur trois, dans le monde, est latino-américain. La collusion de l'Eglise avec les pouvoirs, à commencer par le pouvoir colonial, a longtemps constitué la toile de fond de sa présence sur le continent. Jusqu'à la seconde guerre mondiale, la hiérarchie appuyait les partis politiques qui s'opposaient aux réformes.

On aurait pu croire, par conséquent, que la centaine de prêtres, religieux et religieuses tués au cours des vingt dernières années (auxquels il faut ajouter des milliers de chrétiens militants, laïcs, animateurs de communautés de base, etc.) ont été victimes de révolutionnaires illuminés, athées doctrinaires et membres d'intransigeantes guérillas. Le cas du Salvador montre qu'il n'en est rien. Certes, le 2 octobre 1988, l'évêque d'Arauca (Colombie), Mgr Jaramillo, qui avait servi d'intermédiaire dans les négociations entre le gouvernement et la guérilla, fut enlevé par des hommes se réclamant de l'Armée de libération nationale (ELN). Son cadavre, portant des marques de tortures, fut retrouvé le lendemain matin. Après avoir nié la responsabilité de cet acte, l'ELN publia un communiqué ambigu désavouant « une

mort qui s'est produite en dehors de la direction et des orientations de l'organisation (3) ». Il faudra attendre le 20 octobre pour qu'une faction de l'ELN reconnaisse le crime en prétendant « une ingérence de l'évêque dans les affaires intérieures du Front ».

Récemment, la guérilla péruvienne Sendero lumineux a menacé l'évêque d'Ayaviri, ainsi que les missionnaires (prêtres et religieux) du diocèse, en majorité français. « L'Eglise est au service des classes exploiteuses, déclarait en juillet 1988 le chef de la guérilla, M. Abimael Guzman, nous la conservons pour la dessert. »

M. Fidel Castro (ancien élève des jésuites) a, lui aussi, entretenu des relations conflictuelles avec l'Eglise cubaine influencée par le franquisme (un clergé majoritairement espagnol officiel au moment de la révolution) ; il a peu apprécié la lettre collective de l'épiscopat rappelant la condamnation du communisme en raison de son caractère athée (7 août 1960), et a expulsé un évêque et trente-quatre prêtres. Mais son régime — qui fait désormais l'éloge de la théologie de la libération — n'a jamais porté atteinte à la vie d'un religieux.

## Torturés, décapités, éventrés, émasculés

LE Nicaragua sandiniste (1979-1989) non plus, qui a été pourtant accusé, voici peu encore, de se livrer à une véritable « persécution religieuse », et où une violente polémique a longtemps opposé le gouvernement à l'archevêque de Managua, Mgr Obando y Bravo. Le gouvernement sandiniste avait cependant précédé à des expulsions : dix prêtres de nationalité étrangère en 1984 et Mgr Vega, président de la Conférence épiscopale nicaraguayenne. En revanche, quatre prêtres participèrent au gouvernement, dont l'un, le Père Ernesto Cardenal, ministre de la culture, s'exprimera vertement à l'occasion : « Ce n'est pas le gouvernement qui persécute l'Eglise, nous sommes devant un cas de persécution de la révolution par l'Eglise ! »

Qui assassine les prêtres en Amérique latine, et pourquoi ? Le 23 avril 1990, on retrouve le cadavre du Père Tiberio Fernandez, dans le département de Valle-del-Cauca, en Colombie, horriblement torturé, décapité, éventré, émasculé. Dans un communiqué, l'évêque de Buga constate qu'il s'agit d'une nouvelle attaque contre l'Eglise colombienne, « dont nous ne pouvons attribuer la cause qu'à l'éloignement de Dieu et à l'abandon des lois divines », et appelle les auteurs « à réfléchir en conscience sur le fait qu'ils sont coupables et condamnables, et que seul un repentir sincère et vrai pour leurs crimes pourra les remettre sur les chemins de Dieu (4) ».

Il est possible de pousser l'analyse un peu plus loin. Il y a aujourd'hui, en Amérique latine, des dizaines de millions d'illettrés et d'hommes et de femmes souffrant de la faim (plus de la moitié de la population est au seuil ou en dessous du seuil de pauvreté). La concentration des revenus va en augmentant : 5 % de la population s'enrichit tandis que 20 % s'appauvrit (lire, page 24, l'article de Carlos Gabetta). Face à cet ordre social inique se dresse, depuis la fin des années 60, une Eglise en colère. Convoqué en 1959 par Jean XXIII, le concile Vatican II a inspiré directement la Conférence générale de l'épiscopat latino-américain tenue en septembre 1968 à Medellín, en Colombie (5). L'Eglise est alors appelée à se « convertir aux pauvres ». Et une partie, certes minoritaire, se convertit. Un certain nombre de prêtres, de religieux, rejoignent les campagnes, les quartiers populaires, les bidonvilles...

Ces prêtres n'ont rien d'agressivement révolutionnaire : l'un a fondé le Mouvement des prêtres pour le tiers-monde (Carlos Mugica, abattu à la mitrailleuse en Argentine en 1974) ; l'autre a organisé la Jeunesse ouvrière catholique (JOC) du Mexique (Rodolfo Escamilla, tué d'une balle dans la tête en 1977) ; tel encore anime, au Panama, soixante-quatre communautés de base (Hector Gallego, enlevé en 1971 par deux membres supposés de la garde nationale, et qu'on n'a jamais revu).

« Le trait commun à tous ces témoins de l'Evangile (...), c'est celui de la pauvreté. D'un côté, celle de la pauvreté réelle, celle des petites gens des milieux populaires dont la vie, disent-ils, est « une lutte de tous les jours », dans une foi chrétienne souvent admirable. De l'autre côté, la pauvreté choisie, voulue comme telle par tous ces hommes et femmes d'Eglise qui entendent mettre en pratique les orientations pastorales des évêques latino-américains après le concile Vatican II et qui, de ce fait, ont renoué avec les exigences concrètes des conseils évangéliques dans la vie religieuse (6). »

Enlevé lui aussi par un groupe de civils armés, retrouvé quelques jours plus tard sauvagement torturé, les yeux arrachés, José Tedesco, prêtre-ouvrier à Bernal, dans un bidonville de Buenos Aires, vivait dans une maison faite de tôles et de carton. Mauricio Silva, salésien, travaillait au milieu des chiffonniers, dans des débris d'ordures de Rosario : « Cette personne n'existe pas en Argentine », répondront invariablement les autorités après qu'il eut « disparu » un jour de 1977 en se rendant à son travail. Arrêté chez lui en 1973, au cours d'une opération de ratissage, frappé à mort et vraisemblablement jeté à la mer, Miguel Woodward travaillait, lui, comme ouvrier et vivait à Poblacion-Progreso, un bidonville au Chili.

Dans ce pays du cône sud également, Joan Alsina se dévouait à l'hôpital San Juan-de-Dios et vivait comme ouvrier dans un quartier de Santiago. C'est là qu'il est arrêté le 19 septembre 1973. Il avait écrit, la veille : « Nous allons errants, comme des agneaux conduits à l'abattoir (...). Nous attendons votre solidarité. Comprenez-vous maintenant ce que signifie le corps du Christ ? » (7) Il fut retrouvé sous un pont du fleuve Mapocho, on lui avait tiré dix balles dans le dos... Cinq prêtres perdront ainsi la vie au Chili entre 1973 et 1984, sous la botte du général Pinochet, l'homme qui voulait « sauver la chrétienté ». Le dernier était français, André Jarlan, abattu chez lui, devant sa Bible, le 4 septembre 1984, durant une journée nationale de protestation qui se solda par deux morts et trente-cinq blessés par balles...

(1) Lire Ashton Scharach-Paris, « L'impunité des armes au Salvador », le Monde diplomatique, décembre 1989.

(2) Washington Post, 6 février 1990.

(3) DIAL (Diffusion de l'information sur l'Amérique latine, 43 ter, rue de la Glacière, 75013 Paris), n° 1442, 14 décembre 1989.

(4) DIAL, n° 590, 7 juin 1990.

(5) Lire : Jorge Fisley et Clotilde Boff, Les Pauvres : un choix prioritaire ; Ronaldo Munoz, Dieu : « J'ai vu la misère de mon peuple » ; et Leonardo Boff, Trinité et société. Les trois ouvrages aux éditions du Cerf, Paris, 1990.

(6) Charles Antoine in « Les martyrs de la justice », in Histoire des saints et de la salété, tome X, Hachette, Paris, 1988.

(7) Le Sang des justes, Institut historique centro-américain, DIAL, février 1983.

RPP REVUE POLITIQUE ET PARLEMENTAIRE  
110, rue de Rivoli - 75001 Paris - Tél. 40.59.03.70

- DÉCENTRALISATION : LE SECOND SOUFFLE n° 946  
(P. Graziani, N. Mamère, F. Mitterrand, M. Noir, R. Pesce, A. Rollat, J.E. Vié, J.P. Balligand et Daniel Maquart).
- EUROPE DE L'EST : LA TRANSITION n° 947  
(Roland Dumas, R. Fritsch-Bourazel, P. Gradwohl, J. Guilloux, P. Hassner, G. Mink, X. Richet, J. Rupaik).
- UNIVERSITÉS : EXPLOSION OU PRIVATION ? n° 948  
(Guy Bayet, Tony Dreyfus, J. Malherbes, R. Silvestre, O. Spithakis).
- Voir aussi les articles d'Henri Pierre, P. Guidoni, C. Grellier, J. Vebret...

Abonnement promotionnel pour les particuliers : 290 F (70 F le numéro)

مكتبة الأصل



## RECRUCIFIÉ

## en Amérique latine

Dans les longues ténèbres de la dictature argentine, l'Eglise paiera également un lourd tribut : onze prêtres et deux religieuses « disparus ». « Disparus » ainsi, les 8 et 10 décembre 1977, les sœurs françaises Alice Domon et Léonie Duquet. Catéchiste, habitante de bidonville, paysanne dans le tabac, Alice travaillait à Buenos Aires avec les mères des milliers de personnes séquestrées pour raisons politiques. Dans une lettre à Mgr Guyot, archevêque de Toulouse, elle écrit, quelques mois avant sa « disparition » : « Je vous demanderais de ne rien faire pour me sauver qui puisse être dangereux pour la vie ou les biens d'autrui. J'ai déjà fait le sacrifice de ma vie (8) ». Elle est enlevée à la sortie de l'église Santa-Cruz, à Buenos Aires, enlèvement organisé par l'« Archange blond de la mort », le capitaine Alfredo Astiz (dont la France vient de demander l'extradition), infiltré dans le mouvement des Mères de la place de Mai. Deux jours plus tard, Léonie Duquet « disparaît » à son tour, enlevée sous le seul prétexte qu'Alice Domon logeait de temps en temps chez elle.

Mgr Angelelli, évêque de La Rioja, lui, n'est pas enlevé mais meurt dans un « accident d'auto ». Moins d'un mois après l'assassinat (17 juillet 1976), à El-Chamical, de deux prêtres de la province de La Rioja, Carlos de Dios Murias et Gabriel Longueville (Murias

s'était prononcé dans un sermon contre le gouvernement des forces armées), l'évêque se rend sur place et enquête sur ces meurtres, interrogeant de nombreuses personnes et constituant un dossier avec tous les témoignages enregistrés. Dès le 27 juillet 1976, dans une lettre à Mgr Primasista, président de la conférence épiscopale argentine, Mgr Angelelli avait écrit : « Il semblerait qu'ils veulent maintenant s'en prendre aux religieux tout en continuant à s'en prendre aux prêtres. Par ailleurs, le Père Eduardo Ruiz vient d'être remis en liberté. Il est très important de l'écouter. J'aimerais faire savoir aux évêques ce qu'il m'a dit en sortant de prison. J'estime que cela éclairera beaucoup d'attitudes officielles (9) ».

Lorsqu'il repart en direction de La Rioja, outre les documents rassemblés, l'évêque porte avec lui ses notes privées, écrites au lendemain de l'assassinat des deux prêtres, notes dans lesquelles sont évoquées « les données très délicates et compromettantes que je possède sur Chamical... ». Il n'arrivera jamais à destination. On retrouvera son corps à 25 mètres du lieu de l'accident présumé, le visage tourné vers le ciel, étendu sur le dos. Manifestement, il a été arraché de la voiture, frappé à la nuque, seul endroit du corps présentant une lésion, puis traîné par terre, l'enquête et les aveux ultérieurs le confirmeront.

cinq adolescents, pendant un week-end de formation chrétienne. Ivan Betancourt, prêtre colombien, et Michael Jérôme Cypher, franciscain américain, sont, eux, assassinés en compagnie de douze paysans, en 1975, au Honduras. Le massacre, planifié dans tous ses détails, est le fait d'un propriétaire terrien et de militaires qui avaient auparavant réprimé une « marche de la faim » et tué les responsables de sa préparation. Car les forces armées ne désignent pas éliminer ces « subversifs ».

En Argentine et au Chili, ce sont les militaires qui agissent. Ce sont eux qui, dès 1965, tuent en République dominicaine, Arturo McKinnon, missionnaire canadien, après qu'il eut protesté contre la détention arbitraire de trente-sept personnes. Ils tuent encore, en 1971, en Bolivie, au moment du coup d'Etat du général Banzer, Mauricio Lefebvre, oblat canadien qui ramasse des blessés avec sa camionnette. Les militaires, encore eux, jettent le corps du prêtre Martial Serrano dans le lac Ilopango, des pierres attachées aux pieds, au Salvador en 1980.

C'est au Guatemala que le comble de l'horreur est atteint, tout particulièrement après le coup d'Etat du 23 mars 1982, qui porte au pouvoir le général Efraín Ríos Montt. Dans le cadre d'une politique militaire de « terre brûlée », les assassinats collectifs se succèdent à un rythme hallucinant : quatorze prêtres, une religieuse, un religieux, laissent leur vie dans cet univers concentrationnaire. L'évêque de Quiché, lui-même menacé de mort, finit par retirer de la région tous les ecclésiastiques et ferme toutes les églises et chapelles du diocèse pour raisons de sécurité. « C'est l'époque », écrit Charles Antoine (11), où les Kaibiles (troupes d'élite), dans leurs opérations de razzia, recherchent tout particulièrement les Bibles des paysans et leurs livres de chants des assemblées liturgiques. Tout paysan trouvé en possession de tels « livres subversifs » est frappé sur-le-champ, ainsi que sa famille : certains sont exécutés sommairement (...). Alors, les Indiens croyants enterrent leurs Bibles. Ce leur évite des problèmes, et ils sont les seuls à connaître l'endroit. Les réunions chrétiennes continuent, mais en cachette des autorités militaires (...). Dans l'atmosphère guatémaltèque, c'est la vie des catéchistes qui s'installe et maintient les gens dans la foi et l'espérance. »

## Des témoins gênants

EN raison de leur prestige, leur culture, leur implication au milieu du peuple, leur connaissance de la réalité socio-politique, leur capacité à diffuser à l'extérieur des informations compromettantes pour les pouvoirs en place, les prêtres et religieux constituent des témoins gênants.

C'est pour faire taire la voix qui, dans l'hebdomadaire *Aguí*, dénonce les violations constantes des droits de l'homme, qu'est assassiné en 1980 en Bolivie, après des tortures sauvages, le jésuite espagnol Luis Espinal. La décision de tuer le prêtre américain Stanley Rother, abattu au Guatemala par les militaires, est sans doute prise quand sera diffusée aux Etats-Unis une lettre dans laquelle il raconte comment l'armée a exécuté des paysans de son village. Quelques jours avant d'être découvert dans sa voiture, une balle en plein cœur (23 décembre 1989), le Père Gabriel Maire (chargé de paroisse dans les faubourgs de Vitória, capitale de l'Etat d'Espirito-Santo, au Brésil) avait reçu des menaces très précises. Il travaillait avec les habitants de la commune de Cariacica, théâtre de pressions et d'affrontements qu'il avait dénoncés dans une lettre parvenue en France : « Chaque mois sont assassinés des militants syndicalistes, membres de partis de gauche, tous des chrétiens (...). Une liste de militants « marqués pour mourir » est connue : sur cette liste, des militants du Syndicat des travailleurs agricoles, du Parti des travailleurs, de la Commission pastorale de la terre, des prêtres et religieuses, l'évêque de São-Matos, Mgr Aldo Gerna. (...) La police est complice de tout cela. Les assassins sont connus de tout le monde... mais courent les rues, armés. La plupart du temps, ces crimes ont lieu en plein jour, et parfois devant témoins. Ceux qui commandent les crimes, gros propriétaires et hommes politiques de droite, sont bien connus mais ne sont pas inquiétés. L'Union démocratique rurale est très riche, grâce à l'argent des gros propriétaires terriens, et a pignon sur rue (10) ».

Les innombrables conflits de la terre en Amérique centrale, en Colombie, au Brésil (où ils ont fait plus de mille morts de 1980 à 1988 : petits agriculteurs, Indiens, avocats, chrétiens engagés), partout ailleurs ou presque, ne sont que la conséquence logique d'une situation qui condamne à la misère des paysans spoliés ou démunis. Les oligarchies, les grands propriétaires — on l'a vu dans la dénonciation du Père Gabriel Maire, — hésitent rarement sur les moyens à employer pour réduire au silence les contestataires et leurs alliés.

Trois exemples, trois martyrs parmi tant d'autres. Au Pérou, en juin 1983, le prêtre espagnol Vicente Honderza fête la victoire judiciaire de la communauté paysanne d'Odore, qu'il aide depuis longtemps : le dimanche précédent, il avait participé à la constitution d'un comité de défense des droits de l'homme, à Chancay. On retrouve son corps, quelques jours plus tard, au fond d'un ravin. En Colombie, Luis Gutiérrez Bernardo-Lopez, ancien député du Parti conservateur, devenu prêtre à vingt-neuf ans, attaque ouvertement les propriétaires terriens et les groupes paramilitaires qu'il accuse d'être responsables de la misère et de la violence.

Un matin de mai 1987, deux jeunes à moto le criblent de balles...

Curé de São-Sebastião-de-Tocantins, dans la région dite du Bec-du-Perroquet, au Brésil, le Père Josimo Moraes Tavares avait reçu des menaces de mort pour avoir pris la défense des petits paysans (pour la même raison le Père Ezequiel Ramin avait été mitraillé et tué l'année précédente). Le 15 avril 1986, le Père Josimo échappe miraculeusement à un attentat. Il demande alors la protection de la police. En vain. Il sera finalement assassiné le 10 mai suivant, dans la ville d'Imperatriz...

Morts solitaires au fond d'un presbytère, au coin d'une rue, en bordure de champs... A l'occasion, les tueurs ont la main plus lourde. Curé de Santo-Antonio-Abad, à San-Salvador, Océano Ortiz animait des communautés chrétiennes. Il est tué en 1979, avec

## Le silence de Jean-Paul II

FACE à pareils traitements (12), comment s'étonner qu'un prêtre guatémaltèque dénonce la manière brutale avec laquelle les jeunes sont recrutés pour le service militaire et la « campagne de vaccination », qui n'est rien d'autre qu'une entreprise de stérilisation des femmes ? Il s'appelle Hermogenes Lopez, il sera mitraillé dans la cabine de sa camionnette.

Comment ne pas comprendre les arguments du Père Sergio Restrepo Jaramillo, jésuite colombien tombé en 1988 sous les balles de deux tueurs, alors que cette année-là trois mille onze Colombiens étaient assassinés pour motif politique : « Il y a un refus de la guerre et une critique radicale de la lutte armée comme moyen propre au changement social. Mais la solidarité avec les pauvres et leurs organisations fait que l'attitude envers la guérilla est très différente de celle envers les groupes dominants de la région. On lui reconnaît son caractère politique, c'est-à-dire l'objectif de changement social comme motivation de son combat et sa volonté d'aider les pauvres... ».

Accusés par de nombreux gouvernements d'être des « subversifs », des « communistes », des « terroristes », évêques, prêtres, religieux et religieuses, laïcs animateurs de communautés chrétiennes, paient de leur vie. Dans l'indifférence générale. Abandonnés de tous, y compris de leur propre hiérarchie.

On attendait de Jean-Paul II de publiques dénonciations, une grande et sainte colère. Rien ou presque. Pourtant, le pape est capable d'exprimer un fort mécontentement : qui ne se souvient de l'admonestation infligée publiquement au Père Ernesto Cardenal, coupable d'occuper une fonction au sein du gouvernement sandiniste, impliquant « une participation à l'exercice du pouvoir civil » ?

Après un périple de 27 000 kilomètres à travers l'Amérique centrale, en ce mois de mars 1983, le pape renvoie dos à dos la gauche et les bourgeois de l'extrême droite, condamne l'Eglise du peuple et les prêtres ministres sandinistes, s'abstient de dénoncer le véritable génocide dont sont victimes les

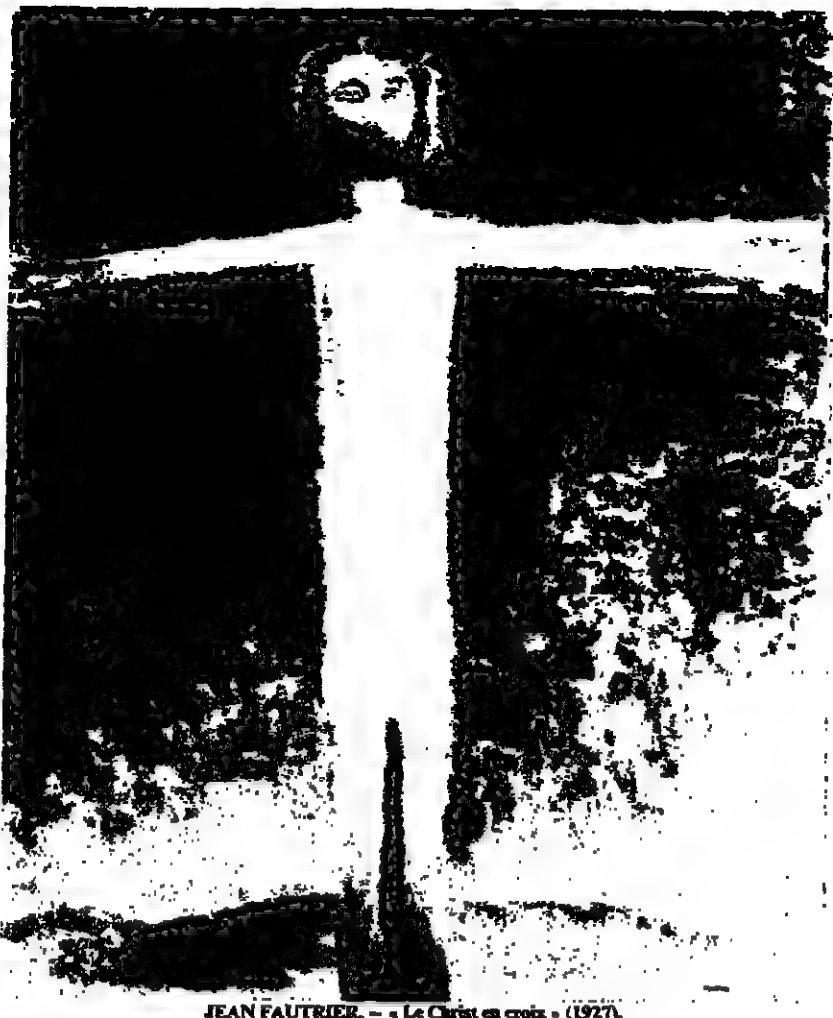
Indiens guatémaltèques. Au cours d'une messe tumultueuse à Managua, Jean-Paul II n'a pas prononcé un mot sur le sous-développement, pas un mot sur les crimes des « contras » et, après avoir en une prière pour les prisonniers du régime — ce qui est légitime, — a refusé de prier pour les victimes sandinistes, provoquant l'indignation bruyante d'une partie de l'assemblée.

En fait, l'esprit de Medellín n'a jamais touché toute la hiérarchie catholique, il s'en faut. Dès 1972, à Sucre (Bolivie), alors que l'épiscopat du continent était réuni pour désigner sa nouvelle équipe dirigeante, le Vatican a imposé ses hommes après une élection qui ne lui convenait pas. Cette intervention a transformé tout l'appareil du Conseil épiscopal latino-américain (CELAM) en une « machine de guerre » du Saint-Siège, mettant la génération de Medellín hors circuit.

Dans les années qui suivent la conférence de Puebla (Mexique, 1979), menée par le cardinal Ratzinger, prélat de la Congrégation romaine pour la doctrine de la foi, et Mgr Lopez Trujillo, de Colombie, les attaques contre la théologie de la libération redoublent. En 1985-1986, pourtant, alors que la tension est à son comble, surprise : le souverain pontife, dans une longue lettre à l'épiscopat brésilien, qualifie cette théologie de « pas seulement opportuniste, mais utile et nécessaire ». S'agit-il d'un virage, d'une nouvelle « conversion » ? Rien n'est moins sûr, car le discours, qui ressemble plutôt à un repli tactique, est démenté par les faits. Rome, avec une vision du marxisme typique de la guerre froide, ne tenant quasiment pas compte des réalités latino-américaines, est en train de démanteler peu à peu tout ce que la génération de Medellín avait mis en place. Et d'abandonner à la vindicte des rieurs ses meilleurs prêtres et les chrétiens les plus engagés.

MAURICE LEMOINE.

(8) DIAL, n° 1243, 5 novembre 1987.  
(9) DIAL, n° 1141, 30 octobre 1986.  
(10) DIAL, n° 1448, 4 janvier 1990.  
(11) Charles Antoine, op. cit.  
(12) Cela n'a pas entièrement disparu malgré le rétablissement de la démocratie. Lire, Patrice Pierre, « Le Guatemala sous la loi des Esquadrons », *Le Monde diplomatique*, mai 1990.



JEAN FAUTRIER. — « Le Christ en croix » (1971).

## DE 1965 A 1990

## Une centaine de victimes

## ARGENTINE

Evêque : Mgr Enrique Angelelli (1976).  
Prêtres : Carlos Mujica (1974) ; Carlos Domínguez (1975) ; Francisco Soares, José Tedeschi, Alfredo Kelly, Pedro Dufau, Alfredo Leaden, Gabriel Longueville, Carlos de Dios Murias, Pablo Gazzari, Mauricio Lopez (pasteur) (1976) ; Carlos Bustos, Mauricio Silva (1977) ; Jorge Adur (1980).  
Séminaristes : Salvador Barreto, José Emilio Barletti (1976).  
Religieuses : Alice Domon, Léonie Duquet (1977).

## BOLIVIE

Prêtres : Maurice Lefebvre (1971) ; Raimundo Herman (1975) ; Luis Espinal (1980).

## BRÉSIL

Prêtres : Enrique Pereira Neto (1969) ; João Bosco Burnier, Rodolfo Lukenheim (1976) ; Ezequiel Ramin (1985) ; Josimo Tavares, Mauricio Marengio (1986) ; Gabriel Maire (1989).  
Religieuses : Adelaida Molinari, Cleura Coelho (1985) ; Vicente Canhas (1987) ; Flomina Lopes (1990).

## CHILI

Prêtres : Miguel Woodward, Gerardo Poblete, Juan Alsino (1973) ; Antonio Lido (1974) ; André Jartan (1984).

## COLOMBIE

Evêque : Mgr Jaramillo (1988).  
Prêtres : Alvaro Ulcué (1984) ; Bernardo Lopez, Luiz Perez, Ruben Vallejo, Luiz Gutierrez (1987) ; Sergio Restrepo Jaramillo (1988) ; Tiberio Fernandez (1990).  
Religieuses : Teresita Ramirez (1989).

## ÉQUATEUR

Evêque : Mgr Alejandro Labarca Ugarte (1987).  
Religieuses : Inês Sarango (1987).

## GUATEMALA

Prêtres : Hermogenes Lopez (1978) ; Conrado de la Cruz, Walter Voordackers, José María Gran, Faustino Villanueva (1980) ; Juan Antonio Hernandez, Carlos Galvez, Tulio Marzano, Carlos Perez, Stanley Rother, John David Troyer (1981) ; Tulio Marcelo, Santiago Miller, Carlos Morales (1982).  
Religieuses : Victoria de la Roca (1982).

## HONDURAS

Prêtres : Ivan Betancourt, Michael Cypher (1975) ; Guadalupe Carney (1983).

## MEXIQUE

Prêtres : Rodolfo Aguilar, Rodolfo Escamilla (1977) ; Juan Moran (1979) ; Hipólito Cervantes Arceo (1982).

## PANAMA

Prêtre : Hector Gallego (1971).

## PÉROU

Prêtre : Vicente Honderza (1983).

## REPUBLIQUE DOMINICAINE

Prêtre : Arturo Mc Kinnon (1986).

## SALVADOR

Archevêque : Mgr Oscar Romero (1980).  
Prêtres : Rutilio Grande, Alfonso Navarro (1977) ; Ernesto Barrera (1978) ; Océano Ortiz, Rafael Palacios, Alfredo Napoleón Marías (1979) ; Coenra Spessotto, Manuel Antonio Reyes, Ernesto Abrego, Marcial Serrano (1980) ; Ignacio Elacuria Beascoechea, Segundo Montes, José Ignacio Martín-Baró, Joaquín López y López, Armando López Quintana, Juan Ramón Moreno (1989).  
Religieuses : Ita Catherine Ford, Maure Clark, Dorothy Kazel, Jean Donovan (1980).

(Sources : le Sang des Justes, essai de martyrologie latino-américain (1968-1982), Institut historique centro-américain de Managua-DIAL, Paris, 1983 ; et journaux divers.)

STERN

GRAVEUR  
depuis 1840

Pour votre Société  
Papier à lettres  
et Imprimés de haute qualité  
Le prestige d'une gravure traditionnelle  
Ateliers et Bureaux :  
47, Passage des Panoramas - 75002 PARIS  
Tél. : 42.36.94.48 - 45.08.86.45



## PRIVATISATIONS ET EMEUTES POPULAIRES EN AMERIQUE LATINE

## Le libéralisme contre la démocratie ?

**D**ANS son dernier rapport, rendu public en septembre, la Banque mondiale souligne que les transferts nets de capitaux du Sud vers le Nord se sont encore accrus au cours de l'année passée. Aussi absurde que cela puisse paraître, l'Amérique latine sous-développée a transféré, en 1989, vers le Nord riche, 25 milliards de dollars. Le rétablissement de la démocratie, au cours des années 80, n'a pas empêché une importante baisse du niveau de vie. Les politiques néolibérales qui se mettent en place en Amérique latine ne font qu'intensifier les violences de tous ordres et le désespoir des plus pauvres.

Par CARLOS GABETTA\*

Dans le cadre des manifestations liées au 500<sup>e</sup> anniversaire de la découverte de l'Amérique, le président du gouvernement espagnol, M. Felipe Gonzalez, souhaite organiser en 1992 un « sommet » auquel participeraient tous les chefs d'Etat latino-américains.

Il y a quelques années, un tel projet eût été inimaginable. Comment, en effet, aurait-on pu envisager la participation d'un Augusto Pinochet, d'un Alfredo Stroessner ou d'un des nombreux dictateurs militaires d'alors ?

Le retour à la démocratie, qui permet de mettre sur pied un tel projet, apparaît comme le grand événement politique de la décennie en Amérique latine. Mais on peut se demander, alors que la situation économique et sociale se dégrade, ce que vont devenir nombre de ces nouvelles démocraties d'ici à 1992.

La région demeure minée par quatre graves crises : dette extérieure, hémorragie de ressources financières, hyperinflation et récession. Selon un récent rapport élaboré par la Commission économique des Nations unies pour l'Amérique latine (CEPAL) pour l'année 1989, la dette extérieure a atteint les 416 milliards de dollars ; le transfert net des ressources financières vers les pays du Nord a été de 25 milliards de dollars ; l'inflation moyenne a dépassé 1 000 % par an ; et la croissance du produit interne brut (PIB) n'a été que de 1,1 % (inférieur à l'accroissement démographique).

Au début de la décennie, la dette extérieure n'était que de 210 milliards de dollars, selon la Banque mondiale. En 1989, au prix de sacrifices sans nom et de plusieurs « émeutes de la faim », l'Amérique latine avait versé au Nord, en guise de remboursement du principal et de paiement des intérêts, plus de 200 milliards de dollars. Malgré ce gigantesque effort, la dette globale avait pratiquement doublé.

Jusqu'en 1981, l'Amérique latine recevait plus de capitaux qu'elle n'en exportait. Mais le flux s'est inversé. C'est elle désormais qui finance, en partie, le développement du Nord. En 1988, les transferts nets de la région se

sont élevés à 33,3 milliards de dollars, un chiffre supérieur aux excédents de la balance commerciale.

Les exportations ont connu, au cours de la décennie, un essor extraordinaire ; en 1989, elles atteignirent le montant record de 110 milliards de dollars. Mais les intérêts de la dette représentaient un tiers de ce total.

En raison des politiques d'ajustement structurel (réduction du secteur public, des dépenses sociales, suppression des subventions, diminution des importations) imposées par les gouvernements et par les organismes internationaux, les pays latino-américains ont terminé la décennie avec un PIB par tête inférieur de 8 % à celui de 1980. En 1989, le PIB a diminué dans sept pays et n'a crû que très légèrement dans treize autres. A la Barbade, au Costa-Rica et au Paraguay, il a augmenté de 2 % ; au Mexique et au Brésil, de 3 % ; seul le Chili a connu une croissance importante (7 %). La situation au Pérou, en Argentine, au Venezuela et au Nicaragua se caractérise par la stagnation, une récession accompagnée d'inflation.

Les années 70 avaient été celles des dictatures militaires. Les années 80 auront été celles de la crise économique héritée des dictatures. Le paysage politique, à quelques rares exceptions près, reste désolant : classes dirigeantes et partis ont perdu tout prestige. Tandis que l'Etat, partout, s'est dégradé, perdant le contrôle de ses propres services qui se sont corrompus ou gangrenés. Des mafias, liées au trafic de la drogue et à la spéculation financière, se sont constituées. Des franges entières de la population sont tombées dans la grande pauvreté ; les classes moyennes sont en voie d'extinction ; la violence urbaine est plus meurtrière désormais que la violence rurale ou la violence révolutionnaire. Aux guérillas, apparues dans les années 60 et 70, s'ajoutent maintenant les milices armées des narcotrafiquants, des groupes paramilitaires et parapoliciers... La Colombie et le Pérou sont les exemples les plus pathétiques de cette sorte de « libanisation » des Etats latino-américains qui tend à se généraliser et à s'approfondir. Le fonctionne-



ECOLE TECHNIQUE DANS LA BANLIEUE DE BUENOS-AIRES  
« Des Etats contraints de rogner sur les dépenses d'éducation et de santé »

ment de la démocratie se résume, de plus en plus, à une simple formalité électorale. La réalité économique et sociale demeure sans aucun rapport avec l'idéal démocratique.

Quelque 80 millions de personnes, le quart de la population, vivent en dessous du seuil de pauvreté fixé par l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Et cent millions vivent « au seuil » même de la misère.

Entre 1980 et 1988, la population a augmenté presque deux fois plus vite que la population mondiale, et deux fois et demi plus vite que celle des Etats-Unis (dont le PIB est cinq fois

supérieur). Cette explosion démographique, conjuguée à la récession économique, entraînera inévitablement une nouvelle baisse des niveaux de vie au cours de la décennie qui commence (1). La tendance est déjà fort inquiétante : entre 1980 et 1985, le niveau de vie a diminué, en moyenne, de 16,8 % pour l'ensemble du sous-continent ; mais dans certains pays il s'est effondré : - 30 % en Uruguay, - 29 % en Argentine, - 27,9 % en Bolivie, - 26,2 % au Chili, - 24,3 % au Costa-Rica, - 24,3 % au Venezuela (2). Et, depuis 1985, la situation a continué de se dégrader.

Les systèmes fiscaux sont pratiquement inexistant. Les investissements étrangers ne cessent de diminuer ; ils ont baissé de 50 % depuis 1980 ; ceux des Etats-Unis - principal investisseur traditionnel dans la région - ont baissé de 90 % au cours des années 80.

Les critiques néolibérales contre l'inefficacité de l'Etat ne sont pas toujours erronées. Mais elles cachent l'essentiel : la faiblesse de ces Etats est aggravée par le paiement des intérêts de la dette (contractée dans une bonne mesure par le secteur privé) et par les subventions aux entreprises privées. Pour citer un seul exemple : l'Argentine a consacré, en 1987, 32,5 % de son budget public au paiement des intérêts de ses dettes intérieure et extérieure, ainsi qu'à des subventions au secteur privé ; tandis que les salaires de l'ensemble des travailleurs du secteur d'Etat ne représentaient que 10,9 % du total. En 1986, le ministre de l'Economie, M. Juan Sourrouille, reconnaissait : « La moitié de l'économie argentine fonctionne au noir ». Si l'on considère que la moitié de l'économie argentine n'est pas prise en compte par la comptabilité officielle, que l'autre moitié ne paie pratiquement pas d'impôts et que plus du tiers du budget de l'Etat est consacré au paiement de la dette, le fameux déficit de l'Etat, cause de tous les maux du pays selon les néolibéraux, n'est plus qu'un tigre de papier. Mais un tigre que personne ne parvient à liquider. Dans la plupart des pays latino-américains, la situation est semblable.

Pas un des programmes libéraux appliqués en Amérique latine ne semble être en mesure de résoudre les graves problèmes de déséquilibre structurel. Et nul ne voit comment cela pourrait changer à l'heure où les yeux du Nord (seul gisement de capitaux à l'échelle planétaire) se tournent vers l'Est. Nul n'évoque plus le nouvel ordre économique international. Il n'est donc pas étonnant que la Commission des Nations unies pour le commerce et le développement (CNUCED), dans un tel contexte, ait pu annoncer que la décennie qui commence sera celle des grandes pénuries en Amérique latine... (5).

- (1) Cf. Abraham Guillen, « Une bombe démographique », *El País*, Madrid, 5 juin 1989.
- (2) *El País*, 7 mai 1989.
- (3) Cf. Moïse Ikonicoff, *De la cultura de rente a la economia de produccion*, Legass, Buenos-Aires, 1989.
- (4) *El País*, 19 janvier 1989.
- (5) Rapport de la CNUCED Genève, 5 septembre 1989.

## Des phénomènes de désespoir collectif

**D**ANS un tel contexte, il est naturel que les sociétés tendent à se déstructurer et que les cadres politiques et culturels soient bouleversés. La marginalisation croissante aggrave le problème de la violence urbaine et provoque régulièrement des phénomènes de désespoir collectif, des « émeutes de la faim », comme cela s'est produit en 1989 à Caracas, Rosario, Buenos-Aires et Sao-Paulo. Naissent aussi des phénomènes de messianisme rural, comme le terrorisme du Sentier lumineux au Pérou. La lente disparition de la classe moyenne réduit son rôle de médiateur social, de tampon, d'amortisseur entre les déshérités sans espoir et les riches potentats.

Les Etats, appauvris, sont contraints de rogner sur leurs dépenses de santé et d'éducation. La misère économique est alors rapidement suivie d'une dégradation importante des domaines sanitaire et culturel. L'Argentine offre un exemple de ce type de dégradation : le taux d'analphabétisme, nul à la fin des années 60, est actuellement de 6 %, (32 % d'analphabétisme fonctionnel parmi les adultes) (3).

Les sectes pseudo-religieuses prolifèrent, ainsi que les guérillas, les drogues, les paumés de toutes sortes... Dans cet océan de confusion, de désespoir et d'ignorance viennent prêcher les « sauveurs » néofascistes et fondamentalistes.

Que devient la démocratie dans un tel contexte ? M. Henry Kissinger, que l'on ne peut accuser de gauchisme, définit ainsi les risques qu'une telle situation fait courir à la démocratie : « Les pays latino-américains et presque tous leurs dirigeants ont atteint un tel degré d'exaspération [qu'] une nouvelle dégradation du niveau de vie (...) entraînerait une catastrophe politique certaine (4) ».

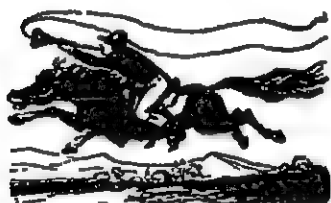
Les nouvelles démocraties latino-américaines sont gouvernées par une génération de dirigeants soutenus par les Etats-Unis et par la Communauté européenne ; ils sont persuadés que la solution à tous les maux que connaît le sous-continent réside dans le néolibéralisme. Quelques grands intellectuels se sont faits, depuis une dizaine d'années, les porte-parole de cette mode, entre autres Mario Vargas Llosa et Octavio Paz. Aujourd'hui, du Rio-Grande à la Patagonie, partout, les nouveaux présidents (Carlos Salinas de Gortari du Mexique, Alberto Fujimori du Pérou, Fernando Collor du Brésil, Patricio Aylwin du Chili, Carlos Menem d'Argentine, Rafael Ángel Calderón Fournier, Violeta Chamorro du Nicaragua et même le socialiste Carlos Andrés Pérez du Venezuela) ont commencé à

appliquer des recettes ultralibérales. Ils trouvent un terrain politiquement favorable à de telles tentatives, car le populisme semble épuisé et la gauche, surtout après les événements de l'Est, demeure désorientée. Les propositions de déréglementation, de privatisation et d'ouverture des marchés apparaissent comme raisonnables. Chacun de ces nouveaux dirigeants veut réduire les dépenses de l'Etat pour freiner l'inflation ; augmenter les bénéfices du capital privé ; attirer les investissements ; réduire la consommation intérieure ; améliorer les exportations ; et, assainir, enfin, la balance des paiements.

Sur le papier, de telles décisions paraissent favoriser, en effet, la période d'accumulation du capital pour permettre un redécoupage de l'économie.

Cependant, ces mesures libérales, appliquées dans certaines démocraties industrialisées du Nord, ne peuvent être envisagées en Amérique latine que si d'autres, adoptées depuis fort longtemps au Nord, les précèdent. En premier lieu, des réformes agraires et fiscales, visant les propriétés et les bénéfices des grands latifundistes et des rentiers. Il faudrait aussi mettre sur pied des formules protectionnistes pour protéger la production locale.

En Amérique latine, la terre reste concentrée dans les mains d'un petit nombre de propriétaires qui barrent la route du bien-être à des masses énormes de paysans sans terre. De surcroît, les profits de l'oligarchie vont se placer à l'étranger et affaiblissent ainsi les économies nationales ; au Mexique, par exemple, en 1989, 20 milliards de dollars ont fui à l'étranger. Le gouvernement argentin estime à 40 milliards (ce qui représente les deux tiers de la dette extérieure) les dépôts de ses ressortissants dans les banques étrangères.



## Jeux de piste

**C**ERTES, quelques-uns de ses dirigeants avaient joué un rôle peu glorieux sous la dictature de Somoza. Certes, une partie des fonds versés par Washington s'étaient égarés sur des comptes en banque d'îles caribéennes. Mais la Contra nicaraguayenne était présentée comme globalement pure et dure : son combat ne servait-il pas la liberté puisqu'il visait à abattre le régime sandiniste ?

La vertu aurait-elle été victime de la démocratie ? Démobilisée à la suite des élections et du changement de régime à Managua, la Contra devait remettre ses armes à des observateurs de l'ONU. Las, la moitié d'entre elles ont emprunté des pistes plus douteuses, notamment celles des narcotrafiquants colombiens, ainsi qu'en témoignent des rapports d'Interpol et des services de renseignements de Bogota et de San-José de Costa-Rica (1).

L'information a de quoi décourager le contribuable américain : il aura donc financé un mouvement à la noble cause qui arme aujourd'hui des gangs contre lesquels il lui est demandé désormais de... financer un combat sans merci, d'autant plus difficile que, toujours selon ces rapports, les liens se renforcent entre les réseaux colombiens et les mafias italiennes et espagnoles. Et la Contra elle-même, dès ses origines, avait bénéficié, grâce aux réseaux mis en place par la Maison-Blanche, de l'argent de la drogue... Ses dirigeants bénéficieraient ainsi d'une aide que le Congrès américain finit par lui mesurer, après des années de largesse. Et le colonel North, exécutant, dans le scandale du « contrat », de la politique de M. Reagan, fut un temps le « héros » d'une Amérique en croisade.

Mais le contribuable a l'habitude : après avoir financé, sans le savoir, la « création » d'un certain Noriega, il s'applaudit à une expédition visant à le détruire. Il est vrai qu'après avoir entendu qualifier de « terroristes » plusieurs Etats (par exemple la Syrie), il découvre soudain, le crâne du Golfe aidant, qu'ils peuvent, sans en rien avoir modifié leurs pratiques, devenir d'utiles alliés... Les sentiers de la politique manquent parfois de luminosité.

J. D.

(1) Lire « Cocaine Gangs Harvest Ex-Contra Weaponry », *Washington Post*, repris dans *l'International Herald Tribune*, 17 septembre 1990.

مركز الأصل

**LANGUES & AFFAIRES**  
anglais - allemand - espagnol - italien - russe

**FORMATIONS ET DIPLOMES SPECIALISES - PREPARATIONS BTS**

Chambres de Commerce Etrangères, **BTS Commerce International, Action Commerciale, Bureautique/Secrétariat**

Certificats Européens de Langues, **Université de Cambridge, TOEFL**

Cours tous niveaux en formation personnalisée à distance, à votre rythme  
- Inscriptions toute l'année - formation continue

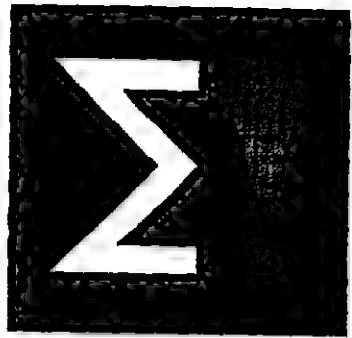
Documentation et tests gratuits à

LANGUES & AFFAIRES - Service 7 5045 75, rue Collange  
92303 - Paris-Levallois - Tel. (1) 42.70.81.66 - 42.70.73.63



Supplément

# Les promesses d'Eurêka



C'est au début des années 80 que les gouvernements du Vieux Continent prirent enfin conscience de leur extrême dépendance technologique envers les Etats-Unis et envers un Japon alors en pleine montée en puissance. Simultanément, ils découvraient les potentialités, largement inexploitées, d'une coopération trans-frontalière entre leurs entreprises et leurs laboratoires. « Penser européen » constituait une petite révolution culturelle pour des esprits accoutumés à identifier l'excellence scientifique et industrielle à une Amérique bientôt rejointe par l'archipel nippon.

Les programmes communautaires de recherche et développement inaugurés par ESPRIT 1 en 1984 ont depuis

lors connu un essor remarquable (1). Mais, à côté d'eux, le gouvernement français — soucieux d'une réplique civile à la « guerre des étoiles » lancée en 1983 par M. Ronald Reagan — proposait, en 1985 (2), l'initiative Eurêka à ses partenaires. Une initiative qui participe d'une philosophie identique à celle des programmes de la Commission — cofinancement public-privé et partenariat intra-européen — mais s'en distingue sur au moins trois points : au lieu de s'inscrire dans le cadre d'appels d'offres bruxellois, les projets Eurêka émanent directement des industriels et des centres de recherche (de deux pays au minimum) ; visant à augmenter la productivité et la compétitivité des entreprises et des économies, ils se situent le plus près possible du marché ; enfin, ils ne se limitent pas aux membres de la Communauté puisque actuellement 19 Etats, ainsi que la Commission des Communautés européennes, en sont partie prenante.

Sans pour autant verser dans un triomphalisme, dont M. Hubert Curien rappelle ci-dessous qu'il serait prématuré, il saute aux yeux que le bilan de cinq années d'Eurêka est prometteur. On aura une idée, dans ce supplément, de quelques-unes des technologies de pointe développées dans ce cadre et des premiers résultats escomptés. Ce panorama se poursuivra dans notre numéro de novembre.

B. C.

(1) Voir « Enfin une politique volontariste de la recherche », le Monde diplomatique, mars 1989.

(2) Voir le dossier « Les ambitions d'Eurêka », le Monde diplomatique, août 1985.

## Ne pas crier victoire trop tôt

Par HUBERT CURIEN \*

LORSQUE M. François Mitterrand a proposé en 1985 l'initiative Eurêka à nos partenaires européens, c'était un double pari qui était alors lancé : d'abord sur l'attitude des entreprises, ensuite sur le renouvellement de l'action de l'Etat :

— par sur l'attitude des entreprises, puisque lancer un projet Eurêka c'est s'engager avec d'autres entreprises européennes sur des recherches stratégiques à moyen ou long terme. Une telle forme de coopération était, à l'époque, exceptionnelle ;

— par sur le renouvellement de l'action de l'Etat puisque, loin d'agir uniquement de sa propre initiative dans un domaine qu'il a lui-même défini comme essentiel pour l'avenir, il laisse aux entreprises le choix de ce qu'elles considèrent comme stratégique et se coordonne avec les autres Etats pour les appuyer dans leur effort, sous la forme la plus appropriée.

Dans ces deux domaines, les progrès sont aujourd'hui visibles : le nombre et la qualité des projets aidés montrent que les esprits évoluent dans les entreprises ; la mobilisation personnelle régulière des ministres de la recherche (comme à Rome, en juin 1990) et de leurs administrations permet une nouvelle approche du soutien public à la recherche industrielle.

Tous mes interlocuteurs industriels et scientifiques me disent qu'une part de plus en plus large de leur emploi du temps, hier occupé par des contacts avec les Américains, est aujourd'hui consacrée à des échanges fructueux avec leurs partenaires européens. Cette évolution est à mettre au crédit d'Eurêka et des programmes de recherche communautaires.

L n'est cependant pas évident pour autant que la partie soit aujourd'hui tout à fait gagnée. Certains secteurs industriels sont encore insuffisamment impliqués dans la coopération européenne (et je pense ici, par exemple, à l'industrie ferroviaire) ; d'autres, et je dois citer ici le secteur des composants électroniques, doivent revoir fortement à la baisse leurs projets du fait des difficultés financières de l'un des participants ; enfin les administrations elles-mêmes doivent encore améliorer leur coordination internationale pour que les interventions publiques des différents Etats sur un même projet soient cohérentes les unes avec les autres.

Ce n'est qu'en continuant notre mobilisation autour d'Eurêka, conformément aux décisions prises par le gouvernement en janvier 1990, que nous pourrions gagner ce double pari et voir les produits et procédés issus des projets Eurêka s'imposer sur le marché mondial.

Ceci me conduit à revenir sur le cas des composants électroniques : pour reprendre pied sur ce marché, largement dominé par les Japonais, les principaux industriels européens se sont associés au sein du projet JESSI pour acquérir les technologies. Comme tous les Européens, j'ai ressenti un très profond regret du retrait partiel de Philips de ce projet. Cependant, je veux voir dans le maintien, par ses partenaires industriels et la Commission des Communautés européennes, de l'essentiel de ce programme, ainsi que dans le prolongement de l'effort sur la télévision haute définition, des signes de la mobilisation des entreprises européennes et des raisons d'être optimistes.

\* Ministre de la recherche et de la technologie.

### AU SOMMAIRE DU PROCHAIN NUMÉRO :

- La participation de la France, par Michel Aubert.
- Les technologies de la vie quotidienne, par André-Yves Portnoy.
- Vers l'usine du futur, par Marc Ferretti.
- Quel rôle pour les PME et les laboratoires ? par Antoine Bonduelle.
- Normalisation et innovation, par Antoine Thiard.

## Déjà quatre cents projets

Par HENRI GUILLAUME \*

Le programme Eurêka regroupe aujourd'hui quelque 400 projets qui, tous, résultent d'une initiative industrielle et dont certains arrivent maintenant sur le marché. Côté français, ce ne sont pas moins de 375 entreprises et centres de recherche qui, avec des partenaires étrangers, ont monté 157 projets de coopération technologique.

Il faut maintenant gérer ce succès et le prolonger. C'est pourquoi, à la veille du cinquième anniversaire de ce programme, trois axes prioritaires ont été définis par le gouvernement de M. Michel Rocard en janvier 1990. D'abord favoriser l'émergence de nouveaux projets dans des secteurs industriels de grande production, indispensables à la compétitivité de l'Europe sur le marché mondial. Sept thèmes stratégiques ont ainsi été identifiés en France : construction-bâtiment-travaux publics ; automobile ; ferroviaire ; pharmacie et biotechnologie ; télécommunications ; agroalimentaire ; environnement. En découle une politique active d'information et de sensibilisation menée par le secrétariat français d'Eurêka

suprès des initiateurs potentiels de projets. Il faudra attendre 1991 pour en mesurer l'impact et on peut espérer que ces initiatives, qui ont suscité l'intérêt de plusieurs partenaires de la France (Royaume-Uni, Pays-Bas, Espagne...) aboutiront rapidement à des actions conjointes fructueuses.

Le deuxième objectif est de renforcer la participation des petites et moyennes entreprises (PME), qui n'interviennent, en tant que partenaires, que sur 30 % des projets français. De toute évidence, le coût élevé en temps et en hommes lié à la préparation de tels projets fait reculer nombre d'entre elles. La synergie entre Eurêka et l'Agence nationale de valorisation de la recherche (ANVAR), concrétisée notamment par la mise en place d'une « Aide au partenariat technologique européen », devrait permettre de surmonter cet obstacle. Dix-sept aides de ce type ont déjà été accordées par l'ANVAR. Elles représentent, pour les industriels, un soutien financier signifi-

\* Secrétaire général du comité interministériel Eurêka.

catif (jusqu'à un million de francs) pour la recherche de partenaires européens et le montage des projets.

Mais le financement n'est qu'une pièce d'un dispositif plus vaste, qui repose sur les vingt-quatre délégations régionales de l'ANVAR. Relais d'information privilégiée, elles garantissent une véritable promotion d'Eurêka sur tout le territoire. De plus, la solide ancrage régional de l'ANVAR va favoriser un équilibre des projets à tous les niveaux : géographique, sectoriel, taille d'entreprises... Cette volonté d'accentuer la participation des PME à Eurêka rejoint celle d'autres pays tels que la Finlande, les Pays-Bas et la Suède. On peut souhaiter qu'une action de concertation européenne soit donc lancée rapidement.

Le troisième axe prioritaire résulte du succès même du programme : le nombre croissant des projets, la nécessité d'agir vite et bien ont conduit à améliorer et à simplifier le fonctionnement d'Eurêka en France. C'est ainsi que les décisions de « labellisation » et de financement public sont désor-

mais arrêtées simultanément et communiquées aux industriels aussitôt que le projet reçoit le label Eurêka au niveau européen, ce qui permet de leur offrir les garanties qu'ils attendent. Ces améliorations s'appuient sur le renforcement de la phase préalable d'évaluation. De plus, pour s'assurer du bon déroulement du projet, un comité de suivi réunit les partenaires à la fin de chaque phase d'avancement, et cela, tant au niveau français qu'euro-péen.

Il ne fait aucun doute que la croissance d'Eurêka passera demain par la synchronisation des financements publics propres à chaque pays membre car des disparités trop importantes peuvent retarder le déroulement d'un projet et gêner sa réussite commerciale.

L'année 1990 a été celle du rapprochement avec les pays de l'Est européen. La conférence ministérielle de Rome, en juin dernier, a décidé qu'Eurêka aurait un rôle actif à jouer dans ce sens. Les responsables français d'Eurêka, fiers de leur mieux pour favoriser les coopérations avec les entreprises et les laboratoires d'Europe centrale et orientale.

## Un impératif : défendre l'environnement

Par ANTOINE BONDUELLE \*

MALGRÉ les réticences françaises des premiers temps, l'environnement est devenu en trois ans une dimension majeure d'Eurêka. De manière significative, il concerne trente-sept des quatre-vingt-cinq projets adoptés en juin dernier à Rome par la conférence ministérielle. Ce thème, non prévu dans le traité de Rome mais figurant dans l'Acte unique, s'est imposé comme l'un des fédérateurs de l'Europe, et même au-delà : la pollution ne reconnaît pas les frontières.

Stations d'épuration du futur, capteurs électroniques intégrés de mesure de gaz en traces, cartographie marine, développement de régulateurs naturels des insectes, recyclage des matériaux automobiles, protection des mégafiches, substitution des solvants de nettoyage ou des mousses de lutte contre l'incendie : l'environnement est le dénominateur commun d'un foisonnement de projets lancés soit par des industriels inquiets face à des normes nouvelles ou à des critiques du public, soit par des entreprises spécialisées dans la dépollution, soit encore par des réseaux internationaux de scientifiques.

L'environnement fait l'objet de projets dits « parapluie » car ils se divisent en de multiples sous-projets. Parmi eux, Eurotrac vise à mesurer et à modéliser la pollution atmosphérique ; Eurocar à mesurer les pollutions marines ; Eurocare, à sauvegarder le patrimoine architectural. Le dernier venu,



FORÊT D'ÉBLES SYRINX

Euroenviron, consiste à mettre au point des procédés industriels respectueux du milieu naturel.

Au départ d'Eurotrac, en 1986, certains officiels ne voulaient pas de ce projet, jugé trop académique et pas assez industriel... Aujourd'hui, dix-sept pays en font partie, et c'est celui qui comprend le plus grand nombre d'équipes de l'Est, avec la seule équipe soviétique — un institut de Leningrad — impliquée dans Eurêka. Une coor-

\* Ingénieur, journaliste.

dination des mesures est en effet essentielle pour connaître le comportement des polluants secondaires comme l'ozone troposphérique, gaz dont la présence est liée à la fois aux conditions météorologiques et aux pointes d'émission par les industries ou les automobiles. Des mesures simultanées, prises dans toute l'Europe et transmises à Utrecht, aux Pays-Bas, permettront de mettre au point un modèle de comportement du polluant.

« Nous avons déjà une coopération bilatérale avec les équipes

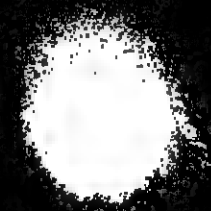
allemandes sur la physiologie des ligneux, suite à la conférence Silva, qui se transforme en programme Eurosilva (EU447) », explique M. Guy Landmann, de l'Institut national de la recherche agronomique (INRA). Selon ce responsable du programme français de recherche sur les dépêchements forestiers, l'entrée dans Eurêka permet de trouver un cadre juridique et des moyens financiers accrus pour dépasser le simple échange de données et de chercheurs. L'objectif est à la fois de comprendre les dépêchements forestiers, d'étudier les maladies et les stress des arbres, mais aussi de diminuer le déficit de la filière bois en Europe.

L'environnement est une discipline — ou plutôt un croisement de disciplines — où les équipes de recherche, même fondamentale, sont de plus en plus sollicitées par les gouvernements ou les opinions publiques pour évaluer l'impact d'une pollution, pour la mesurer ou pour proposer des solutions techniques. Eurêka, en multipliant les contacts entre industriels et chercheurs, répond bien à cette demande. Trois sous-projets d'Eurotrac — Jetlag, Tealax et Topas — concernent l'utilisation de lasers et de spectromètres d'absorption pour la mesure des pollutions. Ces appareils, notamment le Lidar à lasers, permettent déjà, à l'échelle du laboratoire, de dresser une carte en deux ou trois dimensions des polluants en traces.

(Lire la suite page 27.)



# Maîtrise de l'environnement: agir vite pour gagner du temps!



**P**our préserver l'environnement d'une manière durable, les scientifiques ont besoin de temps. Du temps pour évaluer, pour comprendre, pour imaginer, pour expérimenter, pour réaliser.

Pourtant, chaque jour, les installations de combustion, les procédés industriels, la circulation routière, participent à renforcer l'effet de serre, ou à provoquer des pluies acides. On ne peut pas laisser faire. Il faut agir.

La Maîtrise de l'Énergie, en limitant les combustions, en appliquant des technologies économiques et performantes, en privilégiant les énergies propres, est un moteur puissant de lutte contre les pollutions.

***Maîtrisons l'énergie dès aujourd'hui,  
pour maîtriser l'environnement demain.***



AGENCE FRANÇAISE POUR LA MAÎTRISE DE L'ÉNERGIE.  
27, rue Louis-Vicat - 75015 Paris - France - Tél. 16 (1) 47 65 20 00.

مكتبة من الأصل



## Un impératif : défendre l'environnement

(Suite de la page 25.)

Grâce à eux, on pourra mesurer des quantités infimes à des kilomètres de distance, au besoin en passant par-dessus une clôture ou une frontière. Leur industrialisation, déjà très avancée, permettra d'identifier avec certitude les origines des pollutions de l'air.

Un autre projet, pour la mesure en continu des gaz toxiques à la sortie d'une cheminée d'usine, vise à utiliser des acquies de la production en série des composants électroniques. Ce projet de capteurs polyvalents associe depuis quatre ans le belge Engicom, le finlandais Kamira et les centres de recherche en microélectronique des universités de Louvain (Belgique) et de Oulu (Finlande). Prévu pour être mis sur le marché en 1992, le nouvel appareil mesurera notamment le monoxyde de carbone, le dioxyde de soufre, le chlore et les oxydes d'azote. De tels équipements rendront possible la mise en application de réglementations ou de normes qui restent encore trop souvent lettre morte.

La pollution marine, elle, impose l'embarquement d'équipements de recherche à bord de navires, notamment en cas de crise ou de catastrophe. Le projet Euromar-Moses, auquel coopèrent Allemands, Finlandais et Italiens, consiste à réaliser un laboratoire mobile normalisé résistant aux nombreuses contraintes marines.

### L'adduction et l'épuration des eaux

Dans le domaine de l'environnement, les programmes industriels peuvent être classés comme offensifs ou défensifs. Les premiers viennent des entreprises de la dépollution ou des éco-industries, en fort développement. Les autres sont lancés par des industries traditionnelles qui se sentent menacées par de nouvelles normes ou par les opinions publiques, et qui anticipent les changements de technologies.

Les stations futures d'adduction et d'épuration des eaux urbaines sont exemplaires des projets « offensifs ». La française Lyonnaise des eaux travaille avec le danois De Danske Sukkerfabrikker et le canadien Zenon Environmental Inc. à une usine de production d'eau potable sans additifs chimiques, basée sur la technologie des membranes. L'autre géant français de l'eau, la Générale des eaux, aligne les moyens de sa filiale OTV et de son centre Anjou Recherche pour l'intégration en ville d'une station d'épuration avancée, sans bruit ni odeur. Composante du projet parapluie Euroviron et intitulé Simbiose, ce projet est réalisé avec l'électronicien danois Danfoss. Les industriels nordiques ont aussi lancé Hypro, station d'épuration de l'eau bon marché, qui associe laboratoires et firmes de Norvège, de Suède et du Danemark.

### Une des conditions du succès d'un produit

Parmi les projets « défensifs », on peut citer la recherche sur le moteur Diesel propre, lancée par l'italien Iveco pour faire face aux nouvelles exigences communautaires, ou le recyclage des plastiques automobiles, qui pourrait être prochainement exigé des constructeurs européens.

De plus en plus, la dimension écologique devient une des conditions du succès d'un produit ou d'un procédé. Dans la plupart des branches industrielles, les entreprises qui poussent leur réflexion au-delà de leur horizon immédiat intègrent cette dimension soit pour gagner un avantage sur leurs concurrents, soit simplement pour survivre face aux réglementations, aux opinions publiques ou aux exigences des consommateurs. « Peu d'entreprises de travaux publics se lancent dans des programmes de recherche de trois ans, dont les retombées éventuelles n'arriveront que dans cinq ans », regrette

M. Gilbert Reynaud, directeur technique de l'entreprise Malet à Toulouse. Cette PME de travaux routiers est devenue, en juin dernier, chef de file du projet Herdroad (EU220) de traitement des sols. L'idée, issue du laboratoire italien Techniche Industriale d'Udine, a été répercutée chez Malet par le Laboratoire central des ponts et chaussées de Paris, lui-même devenu partenaire du projet. « Il s'agit de rendre utilisables les matériaux rencontrés localement par des traitements chimiques appelés « diagénèse », explique M. Reynaud. Le procédé évite notamment l'injection des sols par des bétons et l'interférence avec les nappes d'eaux superficielles. »

ANTOINETTE BONDUQUE

### Le dispositif français

Le secrétaire général du comité interministériel Eurêka, nommé en conseil des ministres (Henri Guillaume), assure, sous l'autorité du comité, la responsabilité d'ensemble de la partie française d'Eurêka. Il prend notamment les décisions relatives au soutien et au financement public des projets, en accord avec les administrations concernées.

Le coordinateur national (Michel Aubert), nommé par le premier ministre ou par le ministre de la recherche et de la technologie, sur proposition du secrétaire général, assiste le secrétaire général et a la responsabilité particulière de l'animation, de l'urgence et du suivi des projets Eurêka.

Un secrétariat français d'Eurêka rattaché au comité. Il est placé sous l'autorité du secrétaire général et animé par le coordinateur national. (43, rue Cauvart, 75436 Paris Cedex 09. Tél. : 40-17-83-00. Fax : 40-17-83-60.)

## L'essor de la biologie moléculaire

Par AKÉLA SARI \*

Les spécialistes sont unanimes : la médecine de demain n'aura probablement rien à voir avec celle d'aujourd'hui (1). Par de lances de ce bouleversement : la biologie moléculaire, qui connaît un essor spectaculaire. La thérapie génétique est sur le point de démarrer en grandeur nature aux États-Unis ; la découverte récente des oncogènes a donné une nouvelle impulsion à la lutte contre le cancer ; il ne se passe pas de semaine sans qu'un nouveau gène soit localisé... Les exemples abondent de cette révolution en marche.

Est-ce cet esprit qui a guidé les responsables d'Eurêka dans le choix des thèmes sur la santé ? Ils ont en tout cas tenu à associer l'étiologie « biotechnologie » aux trente-cinq projets en cours dans ce domaine, auxquels ils ont attribué une enveloppe supérieure à 2 milliards de francs, dont 44 % sont pris en charge par la France. Au programme : thérapeutique, immunologie et aide au diagnostic.

### Automatisation

C'est ainsi que le projet franco-britannique LABIMAP (Laboratoire pour la biologie moléculaire automatisée et programmable) a reçu le label Eurêka à Copenhague en juin 1988. Son coût : près de 500 millions de francs. Durée prévue : quatre ans. Ce projet, qui associe le français Bertin et l'anglais Amersham International, bénéficie de compétences scientifiques de premier plan. Ce sont, en effet, les équipes du Centre d'études du polymorphisme humain (CEPH) à Paris et de l'Imperial Cancer Research Fund (ICRF) à Londres qui ont été chargées d'imaginer une série d'automates capables de réaliser des opérations de génie biomoléculaire, notamment l'extraction et le séquençage d'ADN. « L'automatisation de ces procédures de laboratoire, longues et laborieuses, permettra d'aller dix à cent fois plus vite et de fiabiliser les résultats », affirme M. Jean Hache,

directeur scientifique de Bertin. Dix automates devraient être commercialisés en joint-venture, par séries de trois, entre fin 1991 et fin 1993. La PME française, qui est également engagée dans d'autres projets Eurêka, affiche un bel optimisme. « Nous suivrons le développement des produits jusqu'au bout », dit M. Hache. Résultat : Bertin va amorcer un nouveau virage en créant des filiales et, d'ici à la fin de l'année, doit devenir Bertin & Co.

Les laboratoires Chauvin, numéro un français de l'ophtalmologie, ont aussi misé sur Eurêka. Pour leur président-directeur général, M. Bernard Chauvin, il s'agit d'augmenter les chances d'affronter la dimension du marché européen. Le partenariat entre Chauvin et les laboratoires espagnols Estève a reçu le label Eurêka à Rome en juin dernier. Objectif : développer des molécules qui serviront à la lutte contre le vieillissement. Les médicaments qui en découleront, d'ici une dizaine d'années, permettront à chacun d'y trouver son compte. Les Français se placeront, selon leur vocation, sur les maladies du vieillissement de l'œil : glaucome et cataracte. Les Espagnols tenteront de trouver des débouchés du côté des cancers et des maladies inflammatoires.

Le projet franco-allemand de vaccin anti-paludéen devrait, s'il aboutit, avoir un impact mondial considérable. Le paludisme frappe, en effet, quelque cent millions de personnes par an et en tue un à deux millions, principalement des enfants. 180 millions de francs ont été débloqués en 1987 par Eurêka pour soutenir le programme sur le paludisme conduit par l'Institut Pasteur depuis 1978. Pour M. Marc Girard, sous-directeur et chargé du développement des

\* Journaliste à Science et technologie.

applications de la recherche à l'Institut Pasteur, « ce projet est tout à fait original pour Eurêka, car, à l'époque de son acceptation, il était très en amont du développement ». L'allemand Behring Werke et Pasteur-Mérieux sérum et vaccins en sont désormais les acteurs industriels, et une cinquantaine de chercheurs à travers le monde sont engagés dans ce formidable pari.

Une dizaine de candidats-vaccins sont à l'étude mais des difficultés subsistent encore. M. Luiz Pereira da Silva, directeur de recherche au CNRS et responsable du projet à l'Institut Pasteur, est cependant confiant : « C'est un problème scientifique extrêmement complexe, et l'étape de développement n'est pas encore atteinte. Mais, sans la participation industrielle, mon laboratoire ne peut rien. » Un avis que nombre de scientifiques ne contrediront pas.

### De gros moyens

La recherche médicale exige désormais des compétences tous azimuts - de la chimie à l'informatique, en passant par le génie génétique - et... de gros moyens financiers. Une formidable compétition internationale s'est engagée. L'Europe s'empresse-t-elle de donner les moyens de faire face au Japon, dont le développement repose sur de grandes firmes, et aux États-Unis, qui soutiennent à fond de nombreuses sociétés, tout en injectant des sommes considérables dans la recherche fondamentale ? La solution passe évidemment par un renforcement des coopérations européennes. Notamment entre la recherche universitaire et le monde industriel. Les « grands » de la pharmacie, qui figurent parmi les leaders mondiaux, mais qui s'illustrent par leur quasi-absence des projets européens, sauront-ils prendre en compte cette réalité ?

(1) Voir Science et technologie n° 17, juillet-août 1989, entièrement consacré à la médecine prédictive.

## PREMIER LABORATOIRE FRANÇAIS D'OPHTALMOLOGIE PREMIER CENTRE EUROPEEN DE RECHERCHE OPHTALMOLOGIQUE



Notre recherche,  
votre vision.



LABORATOIRE  
CHAUVIN

Laboratoire CHAUVIN S.A. Parc Euromédecine - 104, rue de la Galéra - B.P. 1174 - 34009 Montpellier Cedex - Tél. : 67.63.41.13



## MENACES DE FRACTURES SOCIALES

## L'école en quête de projet

**A**U cœur de la vie sociale menacée de fractures : l'école. S'y retrouvent toutes les contradictions actuelles et bien des germes de l'avenir. C'est en son sein que l'on intègre ou que l'on exclut. Sa crise est reconnue, décrite à l'encre. Y remédier passe par l'invention d'un projet de société. A une époque où il est de bon ton de n'en point définir, au nom d'une liberté qui rime avec cécité.

Par GÉRARD COURTOIS

En France, les rentrées scolaires ne sont plus ce qu'elles étaient. Il y aura eu, bien sûr, depuis le 10 septembre, mille et un petits accords, des écoles sans instituteurs et des professeurs sans poste, des parents excédés, des enseignants désabusés, des grognas locaux. Ajustements inévitables dans cette gigantesque machine bureaucratique qu'est l'éducation nationale, chargée de mettre face à face, au jour J, 13 millions d'élèves et plus de 1 million d'enseignants et de personnels administratifs.

Mais aucun de ces gros abcès de fixation qui animent traditionnellement les rentrées. Pas davantage de ces vastes projets de réforme destinés à remodeler le paysage éducatif et qui ont si longtemps mobilisé les ardeurs militantes ou contestataires. Comme si, après tant de tempêtes depuis trente ans, le débat sur l'école était enfin pacifié, dédramatisé. « Le sentiment prévalait que l'ère des grands projets réformateurs est close et qu'elle doit laisser la place à une politique plus modeste, plus « pragmatique », dont le but consiste à « adapter » le système à une demande de plus en plus complexe, et non à en faire le lieu et le moyen privilégié de la transformation sociale », notait ainsi Philippe Raynaud et Paul Thibaud dans un livre récent, au titre révélateur, *La fin de l'école républicaine* (1). Bref, le « système éducatif » a remplacé l'« école » et la technocratie prudente a pris le pas sur l'idéologie flamboyante.

C'est l'aveu d'un échec. D'autant plus désarmant qu'il n'est pas propre à la France mais, au contraire, commun à la plupart des pays, à l'Est comme à l'Ouest, au Nord comme au Sud.

Le premier constat est en effet celui de l'impuissance démocratique. Sans remonter à Jules Ferry, cela a été la formidable ambition de l'après-guerre que d'ouvrir au plus grand nombre les portes de l'école et du savoir. Dès 1945-1947 avec le plan Langevin-Wallon en France ou le *G.I.'s Bill* aux Etats-Unis. Puis au tournant des années 60, avec l'allongement à seize ans de la scolarité obligatoire en France ou les législations démocratiques américaines. Sans parler des pays fraîchement décolonisés qui, à l'origine au moins, ont investi dans la formation des jeunes bien des espoirs d'émancipation.

Trois décennies plus tard, le bilan est cruel. L'UNESCO vient de nouveau, au début de septembre, lors de sa conférence annuelle sur l'éducation, de dresser l'état des lieux, catastrophique dans les pays pauvres : plus de 100 millions d'enfants qui ne vont pas à l'école, près de 1 milliard d'adultes analphabètes et des budgets d'éducation rognés, réduits par la dette (lire, page 24, l'article de Carlos Gabetta).

Si elle n'a évidemment pas ce caractère dramatique, la situation dans les

pays industrialisés est loin d'être glorieuse. Dans les pays scandinaves, où la volonté égalitaire était pourtant la plus affirmée, l'école continue à jouer le jeu de la reproduction sociale. Aux Etats-Unis, particulièrement après les huit années de Reaganisme (voir le rapport de Pierre Donmergues, pages 12 et 13), les interrogations sont de plus en plus vives, comme en témoignait récemment le *Washington Post* : « La perspective peut-être la plus troublante est que l'université, loin de combler le fossé entre classes sociales, pourrait bien au contraire le creuser davantage, assignant à chaque étudiant une place dans la hiérarchie des établissements dont dépendra ensuite sa place dans la société (2). »

En France, la cause est entendue. Comme ailleurs, l'allongement de la scolarité obligatoire a entraîné un gonflement spectaculaire des effectifs dans le secondaire et, plus récemment, dans les lycées. Mais sans permettre le moins du monde aux enfants des couches sociales défavorisées de rattraper leur retard. « Tout s'est passé comme

## S'interroger sur la nature du savoir enseigné

**M**AIS cela n'explique pas, seul, la contestation générale à l'égard de l'école. L'échec scolaire y a aussi largement contribué. En France, bien sûr, où plus de 100 000 jeunes (un sur huit) quittent chaque année le système sans diplôme ni qualification. Mais dans la plupart des pays comparables, on se heurte également à un seuil apparemment incompressible de l'ordre de 20 % d'échecs, de redoublements ou d'abandons. Ces taux d'échec ont fini par remettre en cause pédagogie trop rigide et programmes trop chargés. Ils conduisent à s'interroger sur la nature des savoirs enseignés et sur la qualité de l'enseignement. Ils suscitent enfin un doute grandissant sur la capacité des sociétés modernes à assumer le coût humain, mais aussi économique, d'un tel gâchis : le Conseil économique et social a évalué à quelque 200 milliards de francs (presque autant que le budget de l'éducation) le coût de l'échec scolaire en France. Aux Etats-Unis, on évoque le chiffre de 200 milliards de dollars.

Enfin la morosité est encore aiguisée par la dégradation de la condition enseignante. Malgré l'élévation constante des niveaux académiques de formation, la profession a perdu beaucoup de son autorité et de son prestige social, comme en témoigne la crise des vocations qu'elle subit depuis de longues années dans la plupart des pays industrialisés. Le gonflement des effectifs d'enseignants (200 000 en 1960, près de 700 000 en 1990 en France) a peu à peu érodé leur position d'élite intellectuelle. L'émergence de nou-



« LE TROU DE MÉMOIRE » (vers 1910)  
La catastrophe pour demain, l'auto d'un rapide surmont

si l'école, en se généralisant, avait sélectionné certains savoirs et certaines attitudes et avait contribué à organiser une distribution des mérites sociaux selon une échelle étonnamment réductrice, en assurant de ce fait un recrutement de l'élite sociale au sein de l'élite sociale », souligne Jacques Lesourne, après d'autres, dans son rapport sur l'avenir de l'éducation (3).

velles professions, en particulier dans le secteur tertiaire, a sévèrement concurrencé puis dévalorisé le statut économique et social des professeurs. Les mutations de la société, de la famille ou des moyens de communication ont enfin limité le magistère des enseignants.

Inaccessibles démocratisations, incertitudes pédagogiques et crise d'identité des enseignants : tout a contribué à ébranler les certitudes, à miner la logique même qui présidait au développement des systèmes éducatifs. A l'heure de ces constats amers, les doutes qui assaillent l'école et l'université, comme le profil bas adopté par la plupart des acteurs, résultent aussi des défis qui les attendent. On leur demande, en un mot de faire plus et mieux.

Après quinze ans de crise économique et un gonflement inquiétant du chômage des jeunes, après dix ans d'aggravation socialiste, les priorités ont changé. C'est, aujourd'hui, l'entreprise qui commande. L'école est sommée — par les familles en premier lieu — de sortir de son splendide isolement et de s'adapter à la nouvelle donne économique, technique et scientifique.

Sans doute ne peut-on pas établir de corrélation simple et mécanique entre la longueur des études, le développement des compétences et l'amélioration de la productivité. Mais le constat est général, comme le souligne l'OCDE : « Le facteur humain prend une place de premier plan dans les moyens de production. Qu'on y voie le nécessaire complément de main-d'œuvre que requièrent les équipements technologiques avancés des initiatives manufacturières, ou la source même de la capacité de production dans les services en expansion, les qualifications et les compétences des travailleurs sont perçues aujourd'hui comme la condition déterminante de l'efficacité des entreprises et de l'économie (4). »

Bref, l'évolution des technologies, des moyens d'information, des modes d'organisation des entreprises et des structures productives des économies exige une formidable augmentation des qualifications des jeunes et de l'ensemble de la population active. En outre, au-delà même de l'unification européenne et des problèmes spécifiques des Douze, la mondialisation de l'économie fait de la compétitivité éducative et scientifique un élément décisif du développement de chaque pays.

Le déficit est d'abord quantitatif. Ainsi un récent rapport américain évalué à 560 000 le nombre d'ingénieurs et de scientifiques qui manqueraient à l'économie des Etats-Unis en 2010 (5). Et l'on connaît les insuffisances en France des formations d'ingénieurs, qui produisent environ 15 000 diplômés par an quand il en faudrait 25 000 au bas mot. Dans la plupart des pays d'Europe

du Nord, l'on s'attend à une baisse spectaculaire du nombre des étudiants : d'ici à l'an 2000, le nombre des étudiants allemands passera de 1,4 million actuellement à moins de 900 000 ; aux Pays-Bas, ils ne seront plus que 128 000 contre 170 000 en 1986 ; au Royaume-Uni, la sélection-couperet à l'entrée dans l'enseignement supérieur rend le problème plus aigu encore.

Par rapport à ces perspectives, la situation française paraît atypique. Partagé par la plupart des responsables politiques et désormais inscrit dans la loi d'orientation de 1989, l'objectif de conduire 80 % d'une génération au niveau du baccalauréat (contre 50 % à la rentrée 1990) va entraîner un gonflement très important des effectifs dans les lycées (+ 300 000 élèves) et dans l'enseignement supérieur (de l'ordre de 400 000 étudiants supplémentaires en six ans).

Cette croissance à marche forcée fait d'autant mieux ressortir les enjeux qualitatifs du nécessaire effort de formation. En dépit des différences de culture et d'histoire, les principaux systèmes éducatifs ont répondu aux besoins de sociétés industrielles cohérentes, pyramidales et peu flexibles. Cette adéquation a été particulière-

ment nette en France et au Japon. Tout le problème aujourd'hui est d'adapter l'éducation à des sociétés où les demandes de formation sont de plus en plus fortes et diversifiées et où les savoirs se renouvellent à un rythme beaucoup plus rapide. Comme le souligne Jacques Lesourne, conduire 80 % d'une génération au niveau du baccalauréat « tournera à la catastrophe si les jeunes sont insérés dans un système qui n'est pas préparé à les recevoir », qui ne valorise pas un éventail plus large d'aptitudes et qui ne s'adapte pas à un public de moins en moins homogène.

Au-delà de réformes de contenu d'autant plus délicates qu'elles heurtent nécessairement les corporatismes disciplinaires, au-delà de changements pédagogiques qui bouleversent des enseignants le plus souvent inquiets et désabusés, cette mutation peut être ramenée à une interrogation majeure : comment élever le niveau général de qualification tout en favorisant des pôles d'excellence indispensables dans la compétition scientifique et technologique mondiale ? Comment ouvrir plus largement l'accès au savoir tout en préservant la sélection des élites ?

## Crise de recrutement et moyens financiers

**I**l y faut à l'évidence des moyens. Humains, d'abord, et c'est tout le problème de la crise de recrutement des enseignants : pour remplacer les départs à la retraite et accueillir davantage de lycéens et d'étudiants, la France aura besoin de plus de 300 000 enseignants dans les dix ans à venir. Redoutable perspective quand on sait que les concours de recrutement ne font pas le plein, faute de candidats ! Moyens matériels, ensuite. L'exemple des universités françaises est, à cet égard, symptomatique : après vingt ans de laisser-aller, elles explosent dans de vieux murs. Moyens financiers, enfin. Mais l'Etat pourra-t-il, seul, faire face à ces besoins nouveaux ? Ne sera-t-il pas tenté de se décharger, plus encore qu'actuellement, d'une partie du fardeau sur les collectivités locales ou les entreprises, au risque — sans volonté clairement affichée et sans concertation rigoureuse — d'accentuer les disparités régionales et de réduire les formations à leur dimension professionnelle et utilitaire ?

Mais les moyens ne sont pas tout, et c'est sans doute le défi majeur auquel est confrontée l'école aujourd'hui. La commission éducation du XI<sup>e</sup> Plan pose franchement le problème : « Le risque d'exclusion est plus grave dans la société d'aujourd'hui et de demain qu'il ne l'était dans le passé. » C'est pourquoi, si elle souscrit à l'objectif ambitieux d'élévation des niveaux de qualification, elle souligne qu'une telle politique « ne saurait viser à répondre uniquement aux besoins de l'économie » et devrait s'appuyer sur « une vue globale de l'éducation et de la formation, dans leurs finalités économiques mais aussi sociales, civiques et culturelles (6). » Même écho du côté de l'OCDE : « Si le rapport entre la croissance économique et le progrès social ne peut être maintenu, le consensus social, si nécessaire à une adaptation sans heurts à l'évolution de la situation économique, sera menacé (7). »

Ces risques de fractures sont d'autant plus sensibles que la forte demande sociale d'éducation s'inscrit, désormais, bien davantage dans des stratégies individuelles ou familiales anti-chômage que dans un projet collectif de transformation sociale. Et le diagnostic pourrait, sans grand risque, être élargi aux rapports de forces planétaires et à l'écart croissant entre pays riches et pays pauvres. Ici et là, plus que jamais, l'école a besoin de retrouver un projet de société.

- (1) Philippe Raynaud et Paul Thibaud, *La fin de l'école républicaine*, Calmann-Lévy, Paris, 1990.
- (2) *Washington Post*, 5 mars 1989.
- (3) Jacques Lesourne, *Educating the society*, La Découverte, Paris, 1988.
- (4) L'Education et l'Economie dans une société en mutation, OCDE, Paris, 1988.
- (5) Task Force on Women and Minorities, *Changing America: the New Face of Science and Engineering*, Government Printing Office, Washington, 1988.
- (6) XI<sup>e</sup> Plan 1989-1992, La Documentation française, Paris, 1989.
- (7) OCDE, *ibid.*

## Calendrier des fêtes nationales

1<sup>er</sup> - 31 octobre

1 <sup>er</sup> CHINE	Procl. de la Rép. pop.
1 <sup>er</sup> NIGÉRIA	Fête de l'indépendance
1 <sup>er</sup> CHYPRE	Fête nationale
3 <sup>e</sup> RÉP. DE CORÉE	Fête nationale
3 <sup>e</sup> RFA	Fête nationale
4 <sup>e</sup> LESOTHO	Fête nationale
9 <sup>e</sup> OUGANDA	Fête nationale
12 <sup>e</sup> ESPAGNE	Fête nationale
21 <sup>e</sup> SOMALIE	Fête nationale
24 <sup>e</sup> ZAMBIE	Fête de l'indépendance
26 <sup>e</sup> AUTRICHE	Fête nationale
29 <sup>e</sup> TURQUIE	Procl. de la Rép.

LE MONDE  
diplomatiqueÉTUDIANTS, LYCÉENS  
ABONNEZ-VOUS

1 AN : 135 F \*

au lieu de 180 F, prix public d'abonnement.

Pour bénéficier de cette offre, nous vous remercions de bien vouloir joindre à votre règlement par chèque bancaire ou postal, une photocopie de votre carte d'étudiant ou un certificat de scolarité.

\* Offre valable en France métropolitaine uniquement. Pour les DOM-TOM et l'étranger, nous consulter au : (1) 49.60.32.90

LE BULLETIN D'ABONNEMENT SE TROUVE EN PAGE 6

مكتبة  
الأصل



« LA GAUCHE EST MORTE. VIVE LA GAUCHE ! », de Max Gallo

## Un appel à la rupture

Par  
BERNARD  
CASSEN

**L'**ÉLITE ROSE de la France, celle qui a acquis la fameuse « culture de gouvernement », va sans aucun doute prendre ce livre (1) pour un brûlot. Mais, si on interrogeait le « peuple de gauche » - celui qui a cru beaucoup à 1981 et beaucoup moins à 1988... ne s'identifierait-il pas majoritairement à Max Gallo lorsqu'il écrit : « Je ne me reconnais plus, je ne reconnais ni notre France, ni la France, ni la gauche, ni la République, dans bien des mesures qui sont prises aujourd'hui par ceux qui, en apparence, sont de mon bord. » Un réquisitoire talentueux contre la dérive libérale, européiste et communicative qui a transformé la gauche de gouvernement en simple composante de la classe politique, voire de la classe dirigeante tout court, et qui, selon Max Gallo, a fait le lit de M. Le Pen.

Restera-t-il longtemps suffisamment de militants et d'électeurs pour maintenir au pouvoir ceux que Gallo appelle les « gouvernements » et qui, cyniquement, spéculent sur le rejet de l'extrême droite plutôt que sur une

identification positive, afin de gagner (ou de ne pas perdre) les élections, tant il est vrai qu'à leurs yeux le Parti socialiste est « un excellent parti de second tour » ? Si les citoyens, érigés en jury populaire au prochain scrutin, devaient dire adieu à ces « gouvernements », qui porteraient vraiment le deuil ? C'est cependant parce qu'il refuse que « leur condamnation ou leur rejet, s'ils interviennent, soient aussi pour longtemps ceux de la gauche et de la République » que l'auteur, tout membre du comité directeur du Parti socialiste qu'il soit, appelle à la rupture. La rupture avec les complaisances, avec le silence, avec une unité factice. Quitte à ce qu'une véritable gauche d'opposition et de proposition se constitue au sein du PS et en dehors de lui.

Beaucoup de lecteurs jugeront que le temps est effectivement arrivé de la reconstruction, pratiquement à partir de zéro, d'une pensée et surtout d'une pratique politique de « gauche ». Et Max Gallo est, cette fois, allié tout lointain pour laisser sur leur faim tous ceux qui pensent comme lui...

(1) Max Gallo, *La gauche est morte, vive la gauche !*, Odile Jacob, Paris, 1990, 234 pages, 98 F.

## Le fruit de mutations sociales

Par  
JEAN-MARIE  
CHAUVIER

**M**ARC FERRO est de ceux qui savent que la perestroïka de M. Gorbatchev plonge ses racines dans des mutations sociales largement ignorées en Occident. On ne s'en étonnera pas, de la part d'un fin connaisseur de l'histoire soviétique (1). Marc Ferro est, on le sait, l'auteur de travaux déjà classiques sur la Révolution russe (2). Il s'est particulièrement distingué dans l'étude de documents filmés qui ont permis de rectifier un certain nombre d'idées reçues. Le cinéma et la télévision occupent donc une place importante dans son approche de la période récente.

À l'heure où, à Moscou, les révisions de l'histoire vont un train d'acier (lire, page 8, l'article de Jean-Jacques Marie), réhabilitant le régime tsariste et les « libéraux » de l'an 17, il n'est pas inutile non plus de (re)lire Ferro (3). L'auteur porte un jugement très sévère quant aux responsabilités de Lénine dans l'instauration délibérée de la dictature du parti unique. Mais il restitue le contexte d'une révolution où « le nouveau régime n'en réalisait pas moins les aspirations du plus grand nombre, notamment à la campagne, où il officialisait et légitimait la saisie

des terres par les paysans ». Le lien grâce auquel le pouvoir soviétique gagna la guerre civile ne sera rompu que par la collectivisation stalinienne, après 1928. Rupture qui coïncide avec le passage accompli « d'une société à parti unique, à une société où ce parti est devenu l'unique institution dirigeante ». S'y ajoute, plus tard, un troisième trait spécifique du régime : la « plébiscitisation » du pouvoir. La fonction sociale des purges stalinienne « fut d'aider à la promotion massive » des apparatchiks d'origine prolétarienne et, surtout, rurale. Ce phénomène, lié aux grandes migrations, correspond à celui de la « ruralisation des villes » décrit par Moshe Lewin (4).

Aux origines de la perestroïka, selon Ferro, on trouve le « retournement » : le pouvoir du parti unique est entamé par les « aires d'autonomie » (littérature, cinéma, télévision, autoadministrations locales), de sorte que le système devient « poreux ». D'autre part, le « trop-plein de démocratie bureaucratique » où les centres de décision se multiplient et se contredisent, aboutit à la paralysie : le pays devient « ingouvernable ». Enfin, le pouvoir « plébiscitaire » fait place à un appareil de plus en plus intellectuel.

Selon Ferro, il y a en URSS « montée en puissance d'une bureaucratie des nationalités », qui lutte pour

« acquérir du centre des crédits, des postes, des réalisations ». Parallèlement s'affirme un « nationalisme défensif » des Russes se sentant menacés par cette poussée asiatique, ou encore des Arméniens effrayés par la démographie, et, plus récemment, par les violences des Azeris. Selon Ferro, M. Gorbatchev n'a guère compris ces problèmes. L'« autogouvernement » qui s'installe dans les républiques musulmanes constitue « le front de résistance le plus homogène au projet de démocratie ouverte et de modernité à l'occidentale qu'incarne la politique de M. Gorbatchev ». Marc Ferro voit, entre autres, se profiler le danger du « rêve pan-turc ». Au terme d'une réflexion sortant des sentiers battus, l'auteur montre sur quelles béances s'ouvre l'histoire immédiate. Il pose la question à laquelle M. Mikhaïl Gorbatchev et les réformateurs de Moscou se gardent de répondre pour l'instant : la « maison commune européenne » comprend-elle ou non les républiques soviétiques d'Asie ?

(1) Marc Ferro, *Les Origines de la perestroïka*, Ramsay, Paris, 1990, 145 pages, 90 F.  
(2) Marc Ferro, *La Révolution russe* (2 vol.), Aubier-Montaigne, Paris, 1967-1976.  
(3) Marc Ferro, *Nicolas II*, Aubier-Montaigne, Paris, 1990.  
(4) Moshe Lewin, *La Formation du système soviétique*, Gallimard, Paris, 1987.

## Dans les revues...

■ **FUTURIBLES**. Une étude sur la recherche et développement comme indicateur des performances de l'économie, qui montre le déclin de la puissance américaine. Également au sommaire, un bilan de la gestion sociale du chômage. (N° 146, septembre, mensuel, 50 F. - 55, rue de Valenciennes, 75341 Paris Cedex 07.)

■ **PROBLÈMES ÉCONOMIQUES**. Monnaie et finances : les politiques des taux d'intérêt, le système financier français, les banques en URSS. (N° 2190, 12 septembre, hebdomadaire, 13 F. - La Documentation française, Paris.)

■ **LE COURRIER DES PAYS DE L'EST**. Comment développer la tourisme en URSS ? et le grand tournant de l'économie albanaise. (N° 351, juillet-août, dix numéros par an, 50 F. - La Documentation française, Paris.)

■ **LA NOUVELLE ALTERNATIVE**. A l'aide d'exemples dans les différents pays, un dossier sur la gauche en Europe centrale et orientale. (N° 39, septembre, mensuel, 60 F. - 14-16, rue des Petits-Hôtels, 75010 Paris.)

■ **REVUE FRANÇAISE DE GESTION**. Un dossier sur les nouveaux modes de gestion dans les pays de l'Est, qui constituent aujourd'hui autant de laboratoires des conduites d'urgence de l'entreprise. (N° 79, juillet-août, trimestriel, 90 F. - 2, avenue Hoche, 75006 Paris.)

■ **REVUE D'ALLEMAGNE**. Riche dossier sur les stratégies industrielles en RFA comprenant plusieurs articles comparatifs avec la France. (N° 2, avril-juin, trimestriel, 90 F. - Centre d'études, 8, rue des Écrivains, 67081 Strasbourg Cedex.)

■ **BULLETIN DE LA FONDATION AUSCHWITZ**. Des réflexions sur la mémoire et l'histoire, sur le national-socialisme, les difficultés pour les survivants de transmettre le message. (N° 24, avril-septembre, trimestriel, 4 numéros 600 FR. - 65, rue des Tanneurs, 1000 Bruxelles.)

■ **LA BRÈCHE**. Dans ce périodique suisse, un grand thème : l'essor des relations entre la Suisse et la Turquie depuis 1980, date de l'investissement des militaires au pouvoir à Ankara : « une longue série de succès pour les industriels helvétiques ». (N° 457, 7 septembre, bimensuel, 3 FS. - 11, rue de la Bode, 1018 Lausanne, Suisse.)

■ **DÉFENSE NATIONALE**. Des études sur la dissuasion nucléaire française et, aussi,

sur la crise du Golfe. (Octobre, mensuel, 45 F. - 1, place Joffre, 75700 Paris.)

■ **REVISTA DE DEFENSA**. Une analyse des caractéristiques de la flotta de guerre engagée par l'Espagne dans le conflit du Golfe. (N° 31, septembre, mensuel, 200 pesetas. - Paseo de la Castellana, 109, 28071 Madrid.)

■ **REVUE D'ÉTUDES PALESTINIENNES**. Proche de M. Arafat, Walid Khalidi dresse, à la veille de la crise du Golfe, un bilan pessimiste des plans Shamir, Mubarak, Baker en vue d'un règlement au Proche-Orient. La « formule Baker » ne lui apparaît pas comme une option viable. (N° 36, été, trimestriel, 65 F. - Les Éditions de Minuit, Paris.)

■ **TIKKUN**. Un entretien avec l'écrivain A.B. Yehoshua sur les juifs de la diaspora et Israël. (Septembre-octobre, bimensuel, 5 dollars. - 5100 Leona St., Oakland, CA 94619-9968, États-Unis.)

■ **POUR LA PALESTINE**. Un dossier sur le droit au retour des Palestiniens au moment où des centaines de milliers de juifs soviétiques arrivent. (N° 34, 1990, trimestriel, 20 F. - BP 184-04, 75168 Paris Cedex 04.)

■ **NEW YORK REVIEW OF BOOKS**. Robert L. Friedman, après une enquête en Jordanie, décrit les plans du Bloc de la foi pour mettre la main sur la totalité de Jérusalem. (Vol. XXXVII, n° 15, 11 octobre 1990, 2,25 dollars. - 250 West 47 Street, New York, NY 10107.)

■ **PEUPLES MÉDITERRANÉENS**. Une livraison entièrement consacrée à l'orientalisme tel qu'il se manifeste - ou se paye - aujourd'hui. (N° 56, janvier-mars - dernier para. - trimestriel, 80 F. - Diffusion populaire, 14, rue de Nanterre, 75015 Paris.)

■ **OPTIONS MÉDITERRANÉENNES**. Sous la signature de Jean Le Coz, volumineuse étude sur le thème « Espaces méditerranéens et dynamiques agraires » où l'on voit les mutations et les difficultés de grandes zones de cultures au nord et au sud de la Méditerranée. (Série B, n° 2, 120 F. - CIREAM, 11, rue Newton, 75116 Paris.)

■ **LES CAHIERS DE RECHERCHE DU CREMAPP**. Un texte de Philippe Chalmès présentant « L'avenir du marché mondial du sucre et la problématique des relations sucrières CEE-ACP ». (N° 22, juillet. - Conservatoire national des arts et métiers, 292, rue Saint-Martin, 75141 Paris, Cedex 03.)

■ **SILENCE**. L'avenir de l'agriculture biologique et son expérimentation au Burkina-

Faso. (N° 137, septembre, mensuel, 14 F. - 4, rue Bodin, 69001 Lyon.)

■ **AFRIQUE CONTEMPORAINE**. Une réflexion sur le programme d'ajustement au Niger et le poids du Nigéri. (N° 155, troisième trimestre, trimestriel, 43 F. - La Documentation française, Paris.)

■ **CONSTRUIRE ENSEMBLE**. Les villages africains, base du développement du continent. (1990/3, bimensuel. - CESA, 81 BP 305, Bobo-Dioulasso 01, Burkina-Faso.)

■ **SUDÉSTASIE**. Plusieurs études sur « 200 millions de musulmans en Asie du Sud-Est » et une analyse de la situation en Birmanie, où la dictature ne veut pas mourir. (N° 64, bimensuel, 33 F. - BP 3044, 69005 Villeurbanne Cedex.)

■ **NACLA**. Un important dossier sur Cuba et un portrait de Fidel Castro par Gabriel Moncada. (Vol. XXIV, n° 2, août, mensuel, 4 dollars. - 475, Riverside Drive, Suite 454, New York, NY 10115.)

■ **NATIONS SOLIDAIRES**. Un article de l'économiste Humberto Campanoz sur le Pérou des « années de plomb ». (Hors série n° 1, septembre. - Comité français contre la faim, 75007 Paris.)

■ **ESPACES LATINO-AMÉRICAINS**. Un dossier sur la Bolivie. (N° 70, septembre, mensuel, 20 F. - BP 3044, 69005 Villeurbanne Cedex.)

■ **LA LETTRE DE SOLAGRAL**. Sous le titre « Les tourments de l'ajustement », des articles sur les agriculteurs du Maghreb et de la Turquie. (N° 95-96, août-septembre, mensuel, 15 F. - 13, boulevard Saint-Martin, 75003 Paris.)

■ **INFORMATIONS ET COMMENTAIRES**. Suite de l'enquête sur le syndicalisme international et les défis de l'an 2000. (N° 72, juillet-septembre, trimestriel, 32, rue Michel-Delepierre, 69100 Villeurbanne.)

■ **AL-ASAS**. Un article de Samir Amin : « L'avenir du socialisme ». (N° 97, août, mensuel, 7 dirhams. - BP 4246, 11800 Temara, Maroc.)

**BIBLIOGRAPHIE**  
Les problèmes d'actualité vus par les organisations internationales

■ **Banque asiatique de développement**  
● **ANNUAL REPORT, 1989** (*Rapport annuel, 1989*) : l'activité économique mondiale, les programmes de la Banque asiatique. (BAD, 2330 Roxas Boulevard, 1300 Metropolitan Manila, Philippines, 199 pages, 1990.)

■ **Banque internationale pour la reconstruction et le développement**  
● **RAPPORT ANNUEL 1990** : bilan des opérations, avec ses chapitres sur la dette et l'ajustement, le développement du secteur privé, la lutte contre la pauvreté et la sécurité alimentaire, etc. (*Banque mondiale, bureau européen* : 66, avenue d'Iéna, 75116 Paris, 248 pages, 1990.)

■ **Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement**  
● **TRADE AND DEVELOPMENT REPORT, 1990** (*Rapport sur le commerce et le développement, 1990*) : la décelération de l'activité économique mondiale et ses effets dans les pays en voie de développement. (CNUCED, Publication des Nations unies à New York, 162 pages, 1990.)

■ **Fonds monétaire international**  
● **ANNUAL REPORT 1990** (*Rapport annuel*) : la présentation par le FMI de l'activité économique mondiale en 1989 et un bilan des opérations financières. (FMI, Washington DC, 177 pages, 1990.)

■ **ESPRIT**. « La France en politique 1990 » : tradition des élites ? Ou, plutôt, incertitude du modèle républicain à affronter les pouvoirs défaits ? (Septembre, mensuel, 70 F. - 212, rue Saint-Martin, 75003 Paris.)

■ **M. Un dossier sur le racisme et le phénomène Le Pen** (N° 40, août-septembre, 10 numéros par an, 40 F. - 209, rue Saint-Martin, 75003 Paris.)

■ **HOMMES ET MIGRATIONS**. Les barbares et leurs enfants : le poids de l'histoire, les problèmes d'intégration, les camps et les « cités » loin de la société. (N° 1135, septembre, mensuel, 30 F. - 40, rue de la Dole, 75020 Paris.)

■ **ANISSE**. Des informations bibliographiques sur les migrations internationales : diverses publications sont recensées et analysées par champs thématiques. (N° 1, 1990, 200 F. - CNRS-IRESCO, 59-61, rue Pouchet, 75009 Paris, Cedex 17.)

■ **LES TEMPS MODERNES**. Au cœur de notre société : immigration, crise et reconstruction, relations interethniques à l'école, intégration et lien social. (N° 529-536, août-septembre, 75 F. - 4, rue Féron, 75006 Paris.)

■ **PROJET**. Une livraison consacrée à l'école à l'horizon 2001, avec des articles sur l'insertion de l'éducation dans la société, son environnement (collectivités locales, entreprises) et la politique scolaire. (N° 223, automne, trimestriel, 60 F. - 14, rue d'Assas, 75006 Paris.)

■ **CRÉATION**. Numéro spécial consacré à l'alphabétisme : un milliard d'exercices. (N° 330, septembre, mensuel, 29 F. - 163, boulevard Malesherbes, 75059 Paris, Cedex 17.)

■ **TRANSVERSALES**. Désormais tirée sur vingt pages, *Transversales* propose la suite d'une réflexion de Jacques Robin et Armand Penfola sur « la technoscience en question », une fiche d'information de René Passet sur la psychoanalyse d'Anne-Brigitte Kera, Gérard Mendel et Edgar Morin et des propositions de Bernard Cusson pour le plurilinguisme scientifique. (N° 5, octobre, bimensuel, abonnement annuel : 300 F. - 29, rue Marsoulas, 75012 Paris.)

■ **ALERTE ATOMIQUE**. Un dossier sur l'impératif démocratique dans les forces armées. (N° 121, troisième trimestre, 25 F. - BP 2134, 34026 Montpellier.)

■ **LA CHRONIQUE D'AMNESTY INTERNATIONAL**. Les drames des ethnies minoritaires, les assassinats d'enfants au Brésil, et aussi l'Irak, l'Iran, le Koweït. (N° 46, septembre, 15 F. - 4, rue de la Pierre-Lévy, 75011 Paris.)

■ **L'AUTRE JOURNAL**. « Menaces sur la vie » : un copieux dossier sur l'avenir du vivant et son appropriation par les firmes privées. (N° 4, septembre, mensuel, 30 F. - 2, rue de Colonne-Driant, 75001 Paris.)

■ **TRAVAIL**. Des articles sur la flexibilité dans le travail avec, notamment, des études sur le cas Renault et la confection dans le Sentier. (N° 20, été, trimestriel, 60 F. - 57, rue de la Roquette, 75011 Paris.)

■ **SOCIOLOGIE DU TRAVAIL**. Une analyse critique des politiques sociales gouvernementales (*Welfare State*), s'appuyant sur les exemples français et britanniques. (N° 3, 1990, trimestriel, 90 F. - Dunod, 11, rue Cassini, 92543 Montrouge Cedex.)

■ **SCIENCE ET TECHNOLOGIE**. Un dossier très complet sur l'Europe de l'automobile et un panorama des nouvelles technologies disponibles pour la formation. (N° 29, septembre, deux numéros par an, 40 F. - 14, rue de Savoie, 75006 Paris.)

■ **ÉTUDES**. Au sommaire, un article sur l'urbanisation du tiers-monde, une confrontation des valeurs de l'islam et du christianisme et une interrogation sur l'avenir de la linguistique. (N° 3, septembre, mensuel, 48 F. - 14, rue d'Assas, 75006 Paris.)

■ **URBANISMES ET ARCHITECTURE**. Un ensemble d'articles sur les « métropoles, modes d'emploi » et une enquête sur les « trente monstrueuses », les plus grandes mégapoles du monde. (N° 240, septembre, trimestriel, 120 F. - 2, rue Christine, 75006 Paris.)

■ **L'IMAGE VIDÉO**. Un article de François Echeverri sur les « informations télévisées » et, plus particulièrement, sur leurs génériques. (N° 5, septembre-octobre, bimensuel, 50 F. - 1, boulevard Ney, 75018 Paris.)

■ **IMAGES NORD-SUD**. Le point sur le cinéma dans quelques pays d'Amérique latine (Brésil, Nicaragua, Chili, Pérou...). (N° 7, juillet, trimestriel, 25 F. - 43 bis, rue du Cardinal-Lemoine, 75005 Paris.)

■ **ANTHROPOLOGIE ET SOCIÉTÉS**. Un numéro spécial sur « culture et clinique ». A lire : « La médecine familiale dans la France rurale ». (Vol. 14, n° 1, trois numéros par an, 90 F. - L'Harmattan, Paris.)

## ÉTVDDES

OCTOBRE 90

LES ANTINOMIES DE LA MÉRITOCRATIE

François BOURRICAUD

UN AVENIR POUR LA TÉLÉVISION PUBLIQUE

Michel SOUCHON

LES CATHOLIQUES ET LE COMMUNISME DEPUIS 1945

René RÉMOND

En vente dans les grandes librairies

Le n° : 48 F. - Abonnement 11 n° : 395 F

ASSAS ÉDITIONS

14, rue d'Assas - 75006 Paris

Tél. : (1) 45 48 52 51

## ESPRIT

OCTOBRE 1990

Drogues, médecine et toxicomanie

Où va l'unité allemande, Luc Rosenzweig

Le conflit du Golfe

table ronde avec Percy Kemp, Olivier Roy, Ghassan Salame

Hans Jonas et l'éthique de responsabilité, Bernard Sève

La leçon de scepticisme de Cioran, Bujor Nedelcovici

Andy Warhol, Marc Le Bot

Souvenir de Boukharine, Pierre Naville. Politique du Sida.

La France face à l'Irak. Rigueur ou austérité ?

Le numéro: 70,00 FF

Abonnement 1 an (10 numéros): 480 FF

Étudiant: 384 FF. Étranger: 490 FF

212, rue Saint-Martin, 75003 PARIS - CCP Paris 1154-51 W

Rédaction: Tél.: 48 04 92 90 - Administration et vente: Tél.: 48 04 08 33



France et au Japon. Tout cela n'est que d'adapter les sociétés où les...  
...et où les...  
...comme le soulève...  
...conduire 80 %...  
...niveau du baccalauréat...  
...catastrophe si...  
...dans un système...  
...à les recevoir...  
...pas un éventail plus...  
...et qui ne s'adapte pas...  
...moins en moins homo-

réformes de contenu...  
...quelles héritent...  
...des corporatismes...  
...de changements...  
...poussent des ensei-  
...sont inquiets et désa-  
...peut être rama-  
...majorité...  
...niveau général de...  
...en faveur des...  
...indispensables dans...  
...scientifique et technolo-  
...Comment ouvrir plus...  
...avoir tout en pré-  
...des élites ?

anciers

de fractures sont...  
...la forte...  
...éducation s'inscrit...  
...dans des...  
...luelles ou familiales...  
...dans un projet...  
...collation sociale. Et le...  
...sans grand risque...  
...ports de forces pla-  
...croissant entre pays...  
...l'et et là. plus...  
...un besoin de retrou-  
...cité.

aud et Paul Thibaud, la

violine, Calmann-Lévy.

5 mars 1989.  
...ourné. *Education et*  
...couverte. Paris, 1988.  
...l'Économie dans une  
...CUE, Paris, 1988.  
...Women and Minorities.  
...New Face of Science  
...riment Printing Office.

982. La Documentation

êtes nationales

octobre

Procl. de la Rép. pop.  
Fête de l'indépendance  
Fête nationale  
Fête nationale  
Fête nationale  
Fête nationale  
Fête nationale  
Fête nationale  
Fête de l'indépendance  
Fête nationale  
Procl. de la Rép.



# les livres

## « DEUX NATIONS » EN GRANDE-BRETAGNE

### L'usine et le campus

JEU DE SOCIÉTÉ, de David Lodge (traduit de l'anglais par Maurice et Yvonne Conturier), Rivages, Paris, 1990, 366 pages, 110 F.

On dit volontiers, en France, que les gouvernements socialistes de l'après-1981 ont « réhabilité » politiquement l'entreprise, en particulier aux yeux des intellectuels. Un tour de force hors de portée de M<sup>me</sup> Margaret Thatcher, qui n'en a d'ailleurs cure. Rien d'étonnant donc si c'est avec un brin d'ironie que David Lodge cite en exergue de *Jeu de société* — son neuvième roman, qui a fait l'objet d'une feuilleton télévisé — la célèbre phrase de Benjamin Disraeli, tirée de *Sybil* (1845), sur « les deux nations entre lesquelles il n'y a ni commerce ni sympathie ; qui ignorent tout des habitudes, des pensées et des sentiments l'une de l'autre », en l'appliquant non pas aux riches et aux pauvres, comme le faisait le premier ministre de la reine Victoria, mais aux industriels et aux universitaires.

Et nous voilà partis pour des déplacements en série : celui de la jeune Robyn Penrose, maître de conférences de littérature anglaise, qui se retrouve dans une petite entreprise de fonderie, Fringle and Sons, où elle effectue un jour de stage par semaine dans le cadre de l'Année de l'Industrie ; celui, également, du directeur de cette PME en difficulté, Vic Wilcox, lecteur des gros titres du *Daily Mail*, confronté à cette enseignante gauchiste, spécialiste de « narrativité » et de « déconstructionnisme », et qui, en guise de réciprocité, effectue, lui aussi, un stage au département d'anglais de l'université où il apprend tout sur la métaphore, la métonymie, l'aporie et la synecdoque.

Mais c'est encore le lecteur qui éprouvera le déplacement le plus intense : pour les non-universitaires, l'observation sur le vif — et David Lodge sait de quoi il parle car il a été professeur de littérature anglaise à l'université de Birmingham jusqu'en 1987 — d'un milieu d'enseignants littéraires à la fois prolétaires, nobilités et cyniques, à cent lieues du monde extérieur, et qui se disputent les minuscules colifichets du métier (invitation à un colloque, publication dans une revue, etc.) est franchement cocasse. Au-delà, c'est l'extraordinaire coupe transversale de la société anglaise qui force l'intérêt et la curiosité : sous le nom de Romridge, la ville de Birmingham nous est présentée avec son université, sa zone industrielle sinistrée où s'entassent les immigrés asiatiques, ses pubs, clinquants plutôt que chics, où se retrouvent les hommes d'affaires et leurs petites amies. Avec, aussi, des coupes de projecteur sur les apprentis *golden boys* des sociétés de Bourse de Londres, la famille bourgeoise type où « deux nations », là aussi, se côtoient avec, d'un côté, le père « *workaholic* », la mère sous calmants et, de l'autre, les adolescents « *branchés* » qui voient surtout dans leurs parents des vaches à lait.

DEUX systèmes de valeurs s'affrontent dans la relation Robyn-Vic : l'universitaire humaniste en quête belle et du patron qui va au charbon, le savoir complaisamment gratuit et la logique du marché. A se fréquenter — et même de très près lors d'une escapade à Francfort — les deux protagonistes en viennent cependant à mieux se comprendre et à injecter un peu de la démarche de l'autre dans leur propre vision du monde. Mais la victoire — aux points — revient cependant plutôt à Vic. Car Robyn, qui prend assez mal la conversion de son ex-ami Charles, transfuge de l'université pour la banque où il a troqué « un système sémiotique, le littéraire, pour en prendre un autre, le numérique », se rend compte que les philistins à la Vic ne sont pas pour autant dénués de bon sens et d'humanité.

Un roman thatchérien, alors ? Non, car ce qui est tourné en dérision, ce ne sont pas tant les valeurs du savoir, que leur invocation ostentatoire par certains, lesquels n'ont pas toujours les pieds sur terre. Un mot aussi pour les traducteurs, sans le talent desquels une œuvre est facilement dénaturée : ils ont su rendre parfaitement l'entrain et le brio d'un David Lodge en grande forme.

BERNARD CASSEN.

## EUROPE

### LE POUVOIR POLITIQUE EN GRANDE-BRETAGNE. — Monica Chariot

★ Presses universitaires de France, Paris, 1990, 470 pages, 148 F.

Monica Chariot nous propose une très belle synthèse des connaissances disponibles sur le système politique britannique. Il n'est pas facile de faire de nouveau dans un domaine où la bibliographie est immense et auquel l'auteur a déjà consacré de nombreux livres. Le découpage de la matière — le socle du pouvoir, le ciment du système, la source du pouvoir, le forum du pouvoir, le partage du pouvoir — constitue la principale originalité de cet essai qui rassemble, sous une forme particulièrement commode, une énorme masse de connaissances actualisées et d'analyses.

B. C.

## MAGHREB

### LES RICHES HEURES DE TANGER. — Dominique Fournier

★ La Table ronde, Paris, 1990, 372 pages, 160 F.

De 1923 à 1956, la ville de Tanger bénéficie d'un statut politique d'exception unique au monde, garanti par les États signataires de l'acte d'Alger (1906). Ce statut attire vers cette ville du détroit toutes sortes d'aventuriers. Mais aussi nombre d'intellectuels et d'écrivains séduits par la grande liberté de mœurs qui y régnait. Tanger devient peu à peu — et grâce aussi au cinéma — un lieu mythique.

Le grand intérêt du livre de Dominique Fournier, c'est de ne pas se limiter au mythe et de s'attacher à reconstituer le vrai visage du Tanger international. Enquêtant auprès des nombreux survivants de cette période, consultant les documents d'époque, l'auteur retrouve les événements et les personnages (de Manouche à Paul Bowles, de Jo Attia aux frères Reichmann) à l'origine de la légende. Il retrace, en particulier, l'histoire politique, les rivalités entre la France et l'Espagne et le rôle de la ville dans les luttes pour l'indépendance du Maroc.

I. R.

## AFRIQUE

### MIGRATIONS INTERNATIONALES EN AFRIQUE. Aspects légaux et administratifs. — Sergio Riccio

★ Bureau international du travail, Editions L'Harmattan, Paris, 1990, 280 pages, 160 F.

C'est un manuel quasi exhaustif et d'une grande clarté de style. L'auteur, qui est un haut fonctionnaire du BIT, domine manifestement tous les aspects du sujet traité, y compris les données économiques et politiques expliquant les mouvements migratoires qui affligent le continent africain, présentés dans la première partie de l'ouvrage. On ne peut bien sûr qu'être ému à la lecture des descriptions de ces mouvements complexes ; les innombrables mesures, conventions et traités pris pour canaliser, freiner, ou tenter de protéger les migrants, restent trop souvent lettre morte. Une série d'index très utiles complètent l'ouvrage.

Le lecteur sera cependant déçu de ne pas trouver de conclusion générale insistante sur les orientations souhaitables pour l'avenir.

GEORGES CORM.

### LA CAUSE DES ARMES AU MOZAMBIQUE. — Christian Geffray

★ Karthala, Paris, 1990, 248 pages, 130 F.

Antérieurement au Mozambique, Christian Geffray est retourné dans ce pays en 1988, avec l'accord des autorités, pour faire des recherches sur un sujet ultra-sensible : les racines du soutien paysan aux deux camps qui s'affrontent dans la guerre civile, le Frelimo et les rebelles de la Renamo. Dans la province de Nampula, il a recueilli les témoignages des paysans qui permettent d'expliquer comment le Renamo et ses appuis sud-africains ont utilisé les contradictions entre le Frelimo et certains réseaux ruraux traditionnels pour gagner un soutien à la dissidence armée mais ont été incapables de formuler les bases d'un projet politique crédible et mobilisateur.

Ce livre permet de comprendre les difficultés des négociations engagées entre les deux parties depuis quelques mois ainsi que le tournant vers le multipartisme pris à Maputo.

VICTORIA BRITAIN.

### LA DÉCENNE DES NOUVEAUX PAUVRES. — Gérard et Stéphane Le Pail

★ Mémorial, Paris, 1990, 220 pages, 95 F.

Conçu comme un long reportage, cet ouvrage porte tout d'abord témoignage de la pauvreté multiforme, ombre projetée du développement de la crise qui s'est approfondie au cours des années 80. Donnant la parole à ceux qui en sont les victimes, il en dit le désespoir, la colère, mais aussi la détermination quand ils luttent pour s'en sortir. C'est ainsi la face (mal) cachée et honteuse de nos sociétés dites d'abondance qui sort de l'ombre.

Mais l'ouvrage n'en reste pas à ce constat. Renforçant les témoignages directs par différents documents officiels (dont les études de l'INSEE et du CERC), il dresse aussi l'acte d'accusation des responsables de cette situation — patrons, financiers et gouvernants — en dénonçant une politique néolibérale qui ne peut engendrer que chômage et précarité, baisse du pouvoir d'achat, dégradation des conditions de vie, dégradation des services sociaux, dégradation des plus démunis. Un glissement social et humain dont notre société n'a pas fini de payer le prix, et auquel seule une « explosion sociale », que les auteurs appellent de leurs vœux, pourra mettre fin.

ALAIN BEHR.

### LE SEXE APPRIVOISÉ : JEANNE HUMBERT ET LA LUTTE POUR LE CONTRÔLE DES MARIAGES. — Roger-Henri Gustand et Francis Rousin

★ La Découverte, Paris, 1990, 191 pages, 120 F.

Francis Rousin nous avait permis de redécouvrir il y a quelques années la figure singulière de Paul Robes, fonctionnaire anarchiste fondateur en 1896 de la Ligue de la régénération humaine, fer de lance du mouvement néo-malthusien (*cf. La Grève des ventres*, Aubier, Paris, 1980). Avec Roger-Henri Gustand, il nous livre maintenant, avec Pie XII, un bien curieux trio nataliste. Histoire d'une victoire au contrôle des naissances. Histoire d'un combat acharné et douloureux, émaillé de condamnations, d'emprisonnements, d'exil, mené, dans le monde ouvrier, au nom de la raison (démonstration de l'absurdité du « l'apisme » dans un contexte d'oppression) contre le discours législatif de la droite catholique bientôt relayé par le PC de Thorez et Venturi qui font passer, au nom de la bien curieuse trio nataliste, l'histoire d'une victoire au contrôle des naissances. Histoire d'une victoire au contrôle des naissances. Histoire d'une victoire au contrôle des naissances. Histoire d'une victoire au contrôle des naissances.

JACQUES LE GOFF.

### DE L'ABUS DE POUVOIR SEXUEL. Le harcèlement sexuel au travail

★ La Découverte/Bordas, Paris, Montréal, 1990, 256 pages, 125 F.

Le harcèlement sexuel serait à l'origine de la plupart des démissions des femmes dans les entreprises. C'est dire l'ampleur longtemps sous-estimée de cette « réalité cachée du monde du travail » que nul ne peut plus dire ignorer, à moins de mauvaise foi.

C'est ce long combat pour la dignité de la femme que retrace un dossier très documenté dressant le tableau de la situation actuelle après une mise en perspective historique en soulignant la permanence (*cf. M.V. Louis - De l'oppression du corps des femmes au travail au XIX<sup>e</sup> siècle*). Une fois l'oppression internationale, qui montre l'absence prise par les États-Unis et le Canada, fait apparaître et la difficulté de définition juridique des actes de « harcèlement sexuel » (une tentative de viol est-elle décomposée en des avances insistantes suffisamment dédaignées pour constituer avoir des incidences sur l'emploi ?) et la nécessité d'une législation à l'échelle européenne, complétée par une négociation sociale au niveau des branches d'activités et des entreprises.

J. L. G.

### ● L'ENFANT DANS LA SOCIÉTÉ D'AUJOURD'HUI. Alfred Maasch et al. (Editions de l'Université libre de Bruxelles, 142 pages, 595 FB) : dix-huit études sur les droits, souvent bafoués, de l'enfant en Occident et dans les pays pauvres.

### ● SRI-LANKA, UN PAYS DÉCHIRÉ. (Editions francophones d'Annam, International, Paris, 1990, 61 pages, 30 F) : luttes armées, tortures, « disparitions », terreur ; bref, l'horreur quotidienne, qui n'émeut guère les « grands » de ce monde.

### ● ENOUGH IS ENOUGH. Davidson Budhoo (New Horizon Press, 777 United Nations Plaza, New-York, NY 10017, 1990, 115 pages) : un réquisitoire contre le FMI écrit par un ancien fonctionnaire de l'organisation.

### ● LES RELATIONS NORD-SUD ET LA CONVENTION DE LOMÉ (Forum de Delphes, Solonos 133, 10677 Athènes, 1990, 35 pages) : une réflexion d'actualité.

### ● TRENTA ANS. INSTITUT DE RECHERCHE ET D'APPLICATION DES MÉTHODES DE DÉVELOPPEMENT (IRAM, 49, rue de la Glacière, 75013 Paris) : histoire d'un Institut.

### LES SYNDICATS EN QUESTIONS. — Michel Noblecourt

★ Editions ouvrières, Paris, 1990, 220 pages, 95 F.

Les syndicats en autant de questions que de chapitres, mais aussi les syndicats en question, au singulier : le livre de Michel Noblecourt est à la fois un recensement des multiples défis ou problèmes non résolus du syndicalisme français et, en même temps, une incitation au sursaut, à l'innovation, à l'abandon de pratiques qui font fuir les adhérents. Car les syndicats français ne réunissent guère au total que deux millions de salariés, soit 10,6 % de la population active, contre 43 % en RFA et au Royaume-Uni, 49 % en Italie, etc.

Les dix-huit chapitres de l'ouvrage, comportant chacun une synthèse documentaire précédente, passent en revue les « questions vives » du moment : baisse des effectifs, flexibilité, articulation entre revendications collectives et individuelles, unité d'action, Europe sociale, etc. Le tout écrit par un observateur passionnément averti et qui croit à la nécessité, pour la société française, d'un syndicalisme fort.

R. C.

### LE TRAVAIL AU QUOTIDIEN. — Pierre Bouvier

★ PUF, Paris, 1989, 190 pages, 130 F.

Quel est l'impact de la révolution sociotechnique introduite par l'ordinateur dans l'entreprise (robotique, productique...) non seulement sur le plan organisationnel mais aussi sur celui des « pratiques et représentations quotidiennes du travail » ?

Pour saisir ces micro-changements culturels, Pierre Bouvier n'avait d'autre choix que de « se mettre à l'écoute du travail ordinaire » par une « immersion dans le milieu de travail » (le métro, à Paris et New-York, l'industrie chimique).

Il en revient avec une brassée d'informations colorées, nuancées et très suggestives qui mettent bien en évidence l'ampleur et l'effet traumatique de la « transformation des sociétés » : altération des liens sociaux, déqualification forte, désinvestissement psychologique au profit du « hors-travail » sur fond de « sentiment d'insécurité ».

A l'heure où la culture d'entreprise se donne pour nouveau credo, il est heureux que certains sociologues reconstruisent avec la problématique classique (Friedmann, Touraine...) de la « culture du travail ».

J. L. G.

### L'USINE DU FUTUR. L'entreprise communautaire et intégrée. — Commissariat général du plan

★ La Documentation française, Paris, 1990, 218 pages, 110 F.

Préparé par M. Bernard Irion, le groupe de prospective du commissariat général du plan a travaillé sur les conditions de la modernisation des entreprises françaises. Ce rapport montre l'énorme chemin à parcourir.

L'idée-force qui se dégage pour l'usine du futur est la nécessité d'une nouvelle organisation, dite intégrée, mettant en communication (notamment par les réseaux informatiques) aussi bien les différents services de l'entreprise que son environnement extérieur. Avec un leit-motif : la primauté de la valorisation de l'homme, de la maîtrise grise, avec ce qu'elle implique de démocratisation en profondeur d'un univers souvent ultra-hiérarchisé.

B. C.

### INNOVATION ET EMPLOI À L'EST ET À L'OUEST. — Sous la direction de Pierre Dubois, Jérémy Koltay, Csaba Makó et Xavier Richet

★ L'Harmattan, coll. « Peire de l'Est », Paris, 1990, 360 pages, 170 F.

Pendant quatre ans, des équipes multidisciplinaires du CNRS et d'institutions scientifiques de Budapest ont mené des recherches comparatives, à partir de cas concrets, sur l'innovation technologique, l'emploi et la modernisation des entreprises en France et en Hongrie. La douzaine de contributions de synthèses rassemblées dans cet ouvrage sont une tentative originale d'appréhender ce qui fait réellement la différence entre un système à économie planifiée et un système libéral.

B. C.

### APPARTENANCE ET EXCLUSION. — Régine D'Aquino

★ L'Harmattan, Paris, 1990, 296 pages, 180 F.

Par quels mécanismes sociaux nous trouvons-nous adossés au sein d'un groupe ou rejetés par lui ? Quelles armes avons-nous pour que l'exclusion ne fonctionne pas contre nous et que nous n'en soyons pas à l'égard d'autrui ?

Justine et sociologue, l'auteur aborde le thème annoncé par trois voies distinctes : une analyse d'exemples tirés de la littérature ; deux expériences concrètes de groupes fusionnels dans lesquels l'exclusion a fonctionné ; groupes qu'elle a observés de l'intérieur (MLF et Comité des intellectuels juifs contre la guerre du Liban) ; et une réflexion sur le rôle de la norme juridique à partir du droit de la nationalité.

MONIQUE CHEMILLIER-GENDREAU.

## FÉODALE GALICE

### Une mise à nu des déchirures

LES DÉLICES ET LES OMBRES, de Gonzalo Torrente Ballester (vol. I : *Le Seigneur arrive* ; vol. II : *Au gré des vents* ; vol. III : *Pâques amères*), traduit de l'espagnol par Claude de Frayssinet, Actes Sud, Arles, 1990, volumes I et II 148 F, volume III 160 F.

GONZALO TORRENTE BALLESTER, romancier espagnol (né en 1910), a suivi un parcours politique contradictoire, qui l'a conduit de l'anarchisme au phalangisme militant pour déboucher, dès les années 50, sur une sorte de scepticisme ironique. L'intelligence espagnole lui a longtemps tenu rigueur de ses engagements franquistes. Ce n'est qu'à la faveur du consensus, une fois la démocratie rétablie en 1975 et après le succès international d'une série télévisée tirée de sa célèbre trilogie *Les Délices et les Ombres* que cet écrivain galicien a connu, au soir de son existence, la popularité (1) et la gloire des plus grands prix littéraires (2).

Écrits entre 1958 et 1962, cette vaste et passionnante fresque retrace, à travers une galerie de personnages changeants, sensibles, la vie d'un petit port de pêche galicien pendant la seconde République espagnole, de 1934 jusqu'à 1936, à la veille de la guerre civile. Microcosme de passions amoureuses et d'ambitions politiques, c'est l'arène où s'affrontent deux clans. Salgado, l'industriel nouveau riche, représente le capitalisme triomphant et le paternalisme social. Cynique et mégalomane à la fois, il est socialiste et cacique. Il interdit la grève dans son chantier naval, mais ses ouvriers sont les mieux payés de la région. Il exerce avec cynisme le droit de cuissage sur tout ce qui porte jupon, mais il dédaigne les familles en embauchant les hommes offensés.

De l'autre côté, une vieille famille aristocratique sur le déclin, les Churruchas. Attachés à leurs privilèges et aux bonnes manières, ils défendent la cause perdue des pêcheurs et soutiennent leur syndicat anarchiste. A mi-chemin entre les deux, bien qu'appartenant à cette famille noble : Carlos, médecin psychiatre. De retour de Vienne, celui-ci applique — avec une dérisoire certitude — la psychanalyse freudienne pour essayer de clarifier les contradictions des uns et des autres, et tente de mettre au jour leurs profondes déchirures.

CHRONIQUE réaliste et désenchantée d'une Galice reconnaissable à la structure sociale d'un féodalisme persistant, à la musique de la phrase (fort bien rendue par le traducteur) et à l'humidité qui imprègne en permanence ce coin nord-ouest de l'Espagne, le roman nous invite, dans le confort sécurisant d'une belle langue classique, à réfléchir sur le pouvoir et sur le rôle des intellectuels. Gonzalo Torrente Ballester, avec le talent d'un grand maître, nous fait entendre la respiration d'une petite ville de province qui enfonce dans ses reins des héraldiques à l'un des moments les plus dramatiques de la récente histoire espagnole.

MARIE-CLAUDE DANA.

(1) Deux autres romans de Torrente Ballester sont parus en France : *Don Juan* (Alel, Paris, 1988) et *Ille des jacinthes coupées* (Actes Sud, Arles, 1989).

(2) Gonzalo Torrente Ballester a reçu, entre autres, le très prestigieux prix Miguel-Cervantes en 1985 pour l'ensemble de son œuvre et le prix Planeta (le Goncourt espagnol) en 1988, pour *Filomeno a mi padre* (à paraître à l'automne 1991 chez Actes Sud).

مكتبة الأصل



# du mois

## HISTOIRE

### LA CONCILIATION. Les relations Est-Ouest 1984-1988. — Maurice Sarrasin

★ Editions d'En bas, Lausanne, 1989, 160 pages (diffusé en France par Diarques, 17, rue Hoche, 92240 Malakoff).

Assistent à la faculté des sciences sociales et politiques de Lausanne, l'auteur retrace à grands traits l'évolution des relations Est-Ouest depuis l'accession au pouvoir de M. Gorbatchev et souligne les mutations qui se sont produites dans le discours et la pratique soviétiques au cours des cinq dernières années. A cet égard, il prête une attention particulière aux négociations en vue de la maîtrise des armements (*arms control*) et mesure le chemin parcouru depuis la rupture des pourparlers sur la limitation des armements en 1983. Selon lui, la signature du traité de Washington du 8 décembre 1987, les progrès enregistrés dans la négociation d'un accord sur l'interdiction des armes chimiques et les concessions faites de part et d'autre à la conférence de Vienne sur la réduction des forces classiques laissent bien augurer de l'avenir du désarmement. En revanche, des doutes sont émis sur la conclusion rapide d'un traité sur la réduction des armements stratégiques des États-Unis et de l'URSS (START).

Si la maîtrise des armements était dans le passé le signe le plus visible de la détente entre les superpuissances, le champ de la coopération soviéto-américaine s'est élargi et englobe depuis peu le règlement de conflits régionaux et la protection des droits de l'homme. Il serait hasardeux d'en déduire que les antagonismes idéologiques ont disparu et que la politique de puissance appartient au passé. Mais force est de constater que le pragmatisme et l'esprit de conciliation prévalent désormais dans la conduite des affaires étrangères soviétiques et qu'on assiste chez les deux Grands à un « essai de gérer l'héritage de l'alta au moindre coût ».

JEAN KLEIN.

### LES CLÉS DE L'HISTOIRE CONTEMPORAINE.

— Max Gallo

★ Robert Laffont, Paris, 1989, 699 pages, 240 F.

De 1789 à nos jours, et pour chaque année, l'évocation illustrée d'un thème dominant, à valeur exemplaire. Max Gallo ne se contente pas des événements strictement politiques. 1819 c'est « Les lois sur la presse en France », 1821 « L'Espagne manque sa révolution », 1839 « La loi de Karl Marx », 1896 « La révolution des Joux olympiques », 1915 « La géographie des Armées », 1980 « Le sort de Jean-Paul Sartre », 1986 « Tchernobyl », etc.

Les contraintes de l'exercice sont grandes mais, malgré cette segmentation apparente, l'ouvrage, qui se lit avec bonheur dans le désordre, s'apprécie tout autant si on respecte la chronologie. Il est vrai qu'il est porté par l'érudition, l'éclaircissement et la passion de l'écrivain pour le détail de la liberté qui brille au cœur de chaque homme.

B.C.

### LES FRANÇAIS ET LA GUERRE D'ESPAGNE.

— Sous la direction de Jean Segnes et Sylvie Caucanas

★ Centre de recherches sur les problèmes de la frontière, université de Perpignan, 1990, 440 pages, 180 F.

En septembre 1989, à l'occasion du cinquantième anniversaire de la fin de la guerre d'Espagne, s'est tenu à Perpignan un important colloque dont cet ouvrage recueille les trente communications. Pierre Vilar y écrit : « L'histoire est faite de ce que les uns voudraient oublier et de ce que les autres ne veulent pas oublier. La tâche de l'historien est de saisir le pourquoi de l'un et de l'autre. » Belle définition qui convient à la thématique de ce livre, car si la guerre d'Espagne fut en effet une affaire mondiale, comme le rappelle dans sa passionnante introduction Bartolomé Benassar, elle fut une grande affaire française, bouleversant à la fois la classe politique, les intellectuels et la société.

L.R.

### LA NATION ENTRE L'HISTOIRE ET LA RAISON. — Jean-Yves Guiraud

★ La Découverte, Paris, 1990, 203 pages, 120 F.

Patrie, nation, État : trois notions chargées d'histoire, lentement élaborées au cours des âges, trois manières distinctes de concevoir et d'organiser la réalité sociale, progressivement reliées entre elles du seizième au dix-huitième siècle, puis solidement imbriquées depuis la Révolution française.

La patrie, c'est l'existence de la nation et de la justice, celle du mouvement pour la liberté de pensée, l'égalité des droits et des conditions sociales. L'État, c'est l'organisation structurée de la société, celle de la classe dominante maintenue au pouvoir grâce aux compromis historiques passés avec les dominés. La nation est « la forme qui lie la patrie et l'État » et se donne comme le symbole de l'histoire et de la raison.

C'est à la découverte de cette subtilité et précieuse alchimie, minutieusement décrite et interprétée, que l'auteur nous convie. En faisant partager son attachement pour ce produit de l'intelligence humaine, équilibre et mouvement, aujourd'hui plus fragile et menacé qu'il ne paraît.

CHRISTIAN DE BRIE.

### SINGULIÈREMENT LIBRE. — Raoul Girardet

Pierre Assolène

★ Perrin, Paris, 1990, 228 pages, 115 F.

Pierre Assolène, biographe de Gaston Galimard et d'Albert Londres, s'entretient avec l'un des grands historiens français, Raoul Girardet, auteur de *L'idée coloniale en France* (1972) et de *Mythes et mythologies politiques* (1987), qui évoque son propre itinéraire d'homme de droite (il fut militant d'Action française et membre actif de l'OAS) et l'évolution contemporaine de la France.

Historien du nationalisme, Raoul Girardet (qui fut résistant et connu la prison sous l'occupation allemande) pense que « nous assistons, peut-être, dans tout l'Occident à une mutation semblable à celle qui a emporté à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle la vieille culture médiévale ». Mais il ne croit pas à la disparition des États-nations, même dans le cadre de l'éducation d'une entité européenne : « Que serait l'Europe si elle reniait et délaissait ses vieilles nations ? »

Professeur à l'Institut d'études politiques de Jacques Attali, de Jean-Pierre Chevènement, de Laurent Fabius (et de l'historien israélien Zeev Sternhell), Raoul Girardet pense que la science politique en France continue d'occulter des interrogations majeures, par exemple : « Comment, dans la France de la V<sup>e</sup> République, s'exerce le pouvoir ? Jusqu'où notamment s'étend le pouvoir présidentiel ? »

I.R.

### LES GRANDES DEMOCRATIES CONTEMPORAINES. — Philippe Lauvaux

★ PUF, Paris, 1990, 710 pages, 178 F.

A l'heure où la démocratie gagne du terrain à l'Est, il paraît plus nécessaire que jamais de s'interroger sur les idéologies des grandes démocraties héritières d'histoires originales et organisées selon des structures spécifiques. L'ouvrage de Philippe Lauvaux répond à cette pressante exigence en proposant un examen comparatif de quelques-unes des « grandes démocraties contemporaines » : États-Unis, Suisse, Grande-Bretagne, Suède, RFA, Japon, Italie, Espagne, — dont il analyse finement les modes de formation et de fonctionnement selon une typologie distinguant les « démocraties de compromis », « États-Unis, Suisse » et « démocraties de compétition ». Le livre est précédé d'une introduction où l'auteur se réfère à d'autres plus riches d'enseignements qu'elle est précédée de quelques deux cents pages mettant clairement en évidence la communauté d'inspiration tant au niveau des principes que des fondements théoriques. On peut regretter l'absence de développements substantiels sur l'Inde, trop méconnue, mais l'ouvrage comporte, çà et là, d'utiles indications permettant de la situer dans ce bel ensemble.

J.L.G.

## Les Mémoires de Willy Brandt

Par YVES FLORENNE

Il est rare que l'homme appelé à diriger un État démocratique soit issu, non seulement du peuple, mais d'une famille humble, démunie et « mal vue ». À plus forte raison au début du siècle, à Lübeck. Pour le quartier, ce garçon au nom incertain était un « enfant sans père ». Cette forme d'un anonymat inventé, malveillant, devait le poursuivre et être exploitée à travers sa carrière politique. Willy Brandt en aura toujours souffert (1).

Sans doute pas à quinze ans, où il écrit dans les journaux socialistes et se sent « politique adulte ». Il pensait déjà, et proclamait, qu'une « conscience de classe, non la loi des classes, sera nécessaire pour faire l'État futur ». Au lycée, on l'appela « le politicien » (2). Cet engagement, devenu de plus en plus dangereux, allait le conduire à s'exiler en 1933. D'Oslo, puis de Suède, il poursuivra avec ardeur une action politique toujours menacée qui lui fit parcourir l'Europe encore libre.

Revenu à Berlin en 1946, il y est élu député. Le voilà en selle. Successivement bourgmestre de la capitale, président du Parti socialiste, ministre des affaires étrangères, vice-chancelier, chancelier. A ce sommet, son action tant diplomatique que sociale s'inscrit au crédit de son pays. Mais dans sa réserve sur l'étendue de la résurrection d'une Allemagne unie, il ne saurait oublier que cette unité impériale, invoquée comme une fondation éternelle, a tout juste soixante ans, et que cette naissance-là ne précède que de quarante années la sienne propre, à lui, Willy Brandt. Peu de choses pour une nation. Désormais, l'existence et l'avenir ne pouvaient appartenir qu'à une Allemagne « sans père ». Le pensa-t-il ?

On goûtera son humour discret quand il parle du chancelier Kurt Kiesinger, « trop avisé, et trop bien élevé, pour avoir été nazi au-delà de la carte du parti ». Évoquant un presque homonyme et ex-compatriote encore tout frais, Henry Kissinger, il voit, dans ce trop influent et actif docteur en politique étrangère américaine, ce qu'il était en effet : un descendant « spirituel » de Metternich et de Bismarck. Lesquels n'ont jamais été très appréciés en France. Aussi, leur successeur, Henry Kissinger, rencontre-t-il un adversaire aussi tranquillement déterminé que Michel Jobert, et sa politique étrangère, que Georges Pompidou sut ne pas contrarier.

On lira avec un intérêt des plus vifs le récit des rapports de l'auteur avec Kennedy et, dans une perspective fort différente, avec Brejnev qui se confiait curieusement à lui. Le lecteur français s'arrêtera au chapitre consacré entièrement à de Gaulle. D'un pèlerinage sur « le simple tombeau » de Colombey, Brandt ramena son sentiment sur « ce Français au caractère intraitable qui, en Europe, qu'il était, se tenait comme nul autre à la croisée du passé et de l'avenir. Avec ses intuitions, il était plus près de l'Europe tout entière que ceux qui se désolent sur ses transformations d'après-guerre ».

On ne saurait oublier ce que le traducteur appelle la « géographie » de Varsovie. En fait : un agencement. Les gestes spontanés révèlent la générosité à tous risques. D'autant qu'il n'y mettait rien de religieux, du moins au sens où les Polonais purent le ressentir. Ou bien, c'était sa religion de l'homme.

La machination finale contre le chancelier est tout à fait digne du « monde » politique. On le presse, en vain, de reprendre une démission qui prouvait à quel point il mettait certaines vertus de l'âme au-dessus des ambitions les plus légitimes. Le dernier mot du livre atteste la vigueur d'un optimisme inébranlable : « Plus rien ne sera comme avant. » Il refuse de savoir que toute prophétie peut avoir une face cachée.

Cette histoire d'un homme qui se raconte, nous l'avons commencée par l'enfance et l'adolescence telles qu'il les évoque. Ce n'est pourtant pas cette chronologie à la fois

naturelle et banale que le mémorialiste a suivie. Dans son livre, il entre en scène un demi-siècle après sa naissance : le 13 août 1931. C'est le date du drame qui l'aura peut-être le plus bouleversé. En pleine campagne électorale, on le rappelle à Berlin, dont il est alors le « Bourgmestre régnant ». A la porte de Brandebourg il découvre, derrière le barrage de soldats allemands de l'Est, une noria de camions, de bulldozers, de bétonneuses. On a déjà commencé, sans avertissement, à construire le mur.

Cette douleur indignée de Brandt, qui ne l'eût éprouvée à la place de cet homme de paix et de réconciliation ? Elle fut accrue par le désarroi, puis l'acceptation tacite de l'Ouest. Il faut pourtant se souvenir que Berlin n'était qu'une zone noyée dans l'Est prussien. Présente, pressante, énorme, une seule force : l'URSS tout entière. Alors qu'entre les États-Unis et cette capitale, qu'ils avaient cru politique d'abandonner, isolée plus que partagée, il y avait un océan ; un détroit pour les Anglais. Et pour les Français : rien. Certes, ils soutenaient la générosité très politique de de Gaulle, envers l'Allemagne abattue.

Ils n'étaient pas moins excusables de ne pas désirer mourir pour Berlin.

Les contemporains européens de Willy Brandt ne sont-ils pas fondés à se souvenir aussi que l'Allemagne de Weimar avait miné elle-même sa Constitution démocratique, notamment par un système électoral qui la réduisait à l'impuissance et la livrait d'avance à Hitler ? Se souvient-on encore que, six ans après sa fondation, cette république déjà fragile dont on insultait publiquement les emblèmes, avait pour président un singulier démocrate : le maréchal von Hindenburg ?

A peine rentré dans son pays, où l'on fit quelque peu traîner la restitution de sa nationalité que lui avait arrachée l'État nazi, Brandt eut cet autre courage risqué de déplorer ce qu'il appelle « l'effet désastreux de la culpabilité collective ». Il le limite à un million de coupables. Ce qui représenterait, statistiquement, soixante-quatre millions d'innocents. C'est beaucoup.

Toutefois, il évoque aussitôt cette « trop grande partie d'Allemands qui, ayant apporté leur soutien » au nazisme, « ne pouvaient se soustraire aux conséquences ». Resterait exclue, même de toute connivence, cette masse d'aveugles et de sourds qui pendant quatre années, et même bien davantage, ne savaient rien, n'entendaient rien, ne voyaient rien.

Il apparaît donc difficile de reprendre, pour une statistique inverse, la proportion admise par Brandt, et de compter par symétrie un million d'opposants, de résistants déclarés, actifs, prêts au sacrifice. Bien entendu, il y eut des revirements secrets ou discrets, surtout quand la victoire nazie s'éloigna. Quant au côté de Moscou, Brandt n'y chercha passionnément que la paix, sans rien distordre de l'attachement fondamental, en quelque sorte charnel avec l'Ouest, qui est demeuré son credo.

Il est une sorte de vertu qui, pour n'être pas celle des puritains, est la seule forme pure de la force, et qui ne va pas sans candeur. On ne peut que la trouver rarement chez les politiques, sans doute parce qu'elle est peu compatible avec la politique. Aux joissances et aux œuvres d'un pouvoir qu'il aurait pu conserver ou ressaisir, le chancelier Brandt aura préféré l'idée qu'il s'en faisait, et conservait en lui.

(1) Willy Brandt, *Mémoires*, Albin Michel, Paris, 1990, 432 pages, 160 F.

(2) Il est surprenant que le mot soit conservé par les traducteurs dans le livre pour tout homme politique, y compris Brandt, alors qu'en français, il est péjoratif.

## IDÉES

### MISÈRE DE LA BIOÉTHIQUE. Pour une morale contre les apprentis sorciers. — Jean-Paul Thomas

★ Albin Michel, Paris, 1990, 312 pages, 98 F.

Philosophe, Jean-Paul Thomas ajoute une plume érudite et novatrice à l'abondante littérature fécondée par la bioéthique. Soucieux d'informer, il présente un bilan des recherches et, s'il prend des positions, c'est après avoir énoncé les thèses en présence et, notamment, celles du magistère romain. S'élève à l'égard du pouvoir médical, l'aveu de casuistique — qui est étudie « en conscience des situations inédites », — comme de la nécessaire articulation entre morale et règles juridiques, il censure celles qui sont problématiques, et plus belles pages au « vécu corporel », et donc à la vie amoureuse, à cet « involontaire » qui limite le volontarisme suicidaire auquel risquent de conduire certaines technologies nouvelles. Il réclame sur l'homme dont il refuse qu'il soit fléchi abusivement.

JACQUES DECORNOY.

### AUX BORDS DE LA POLITIQUE. — Jacques Rancière

★ Editions Oeil, Paris, 1990, 112 pages, 78 F.

Une méditation remarquablement rigoureuse sur la politique dans le contexte d'une époque — la nôtre — qui proclame la fin du politique, qui croit l'extinction des conflits sociaux et qui, parce qu'elle vient de vivre l'effondrement des régimes communistes, imagine avoir définitivement réglé son compte au désir d'égalité. Mettant ces points de vue sous tension — entre Aristote, Platon, saint Paul, Pierre Leroux et Cabet, les manifestations fondatrices de 1986 et l'élection présidentielle de 1988, Jacques Rancière pourfend les affirmations péroratoires et l'insulte, aussi bien mentale que politico-sociale, qu'elles justifient et valorisent.

PATRICK TALBOT.

## ÉCOLOGIE

### RAPPORT SUR LA PLANÈTE TERRE. — Edward Goldsmith et Nicholas Hildyard

★ Stock, Paris, 1990, 480 pages, 298 F.

Co-fondateurs du magazine britannique *The Ecologist*, Edward Goldsmith et Nicholas Hildyard affirment que le combat écologique passe par une remise en question de ce qu'il est convenu d'appeler « l'activité économique ». Ils réclament un total renversement de valeurs, la défection d'une nouvelle vision du monde, « seul moyen d'échapper au vide, social, moral, spirituel et éthique » de l'époque. Aux trois études sur Tchernobyl, l'hyperbrique Galt et l'eau, succèdent, par ordre alphabétique, quatre cents courts articles, qui renvoient de l'un à l'autre pour bien montrer l'extrême interconnexion des problèmes. Remarquable de clarté, ce « dictionnaire » de la raison surprend parfois : pourquoi cet article « hamburger » ? Le lien est alors fait entre ce plat populaire et la déforestation des Amériques. A la surprise succède l'explication, qui est début d'action.

J.D.

### 5000 JOURS POUR SAUVER LA PLANÈTE — Edward Goldsmith, Nicholas Hildyard, Peter Buryard, Patrick McCully

★ Chêne, Paris, 1990, 288 pages, 250 F.

Cet ouvrage présente, outre de nombreuses cartes, de magnifiques illustrations — magnifiques comme pourrait l'être la Terre si elle était chaque jour un peu plus dévastée. Mais loin d'être d'abord un beau livre d'images, il est surtout une revue des grandes plaies qui blessent et tuent les terres, les mers, les déserts, les montagnes — suite d'exemples concrets choisis partout dans le monde. Cette analyse conduirait au désespoir et au suicide si elle n'était suivie de propositions, de « solutions pour survivre ». D'où l'intérêt des pages, qui mériteraient développement, sur la réforme agraire dans le tiers-monde, les nécessaires changements politiques, « la participation active des masses populaires dans la définition d'une stratégie du changement ». Autrement dit, un « programme » qui contredit à cet égard l'écologie dominante contemporaine qu'est le libéralisme économique.

J.D.

## COMMUNICATION

### LE CODE DE L'INFORMATION. — Pierre-Yves Chenu

★ Chronique sociale, Lyon, 1990, 232 pages, 130 F.

La manipulation des médias menace les citoyens. Ce livre fournit les éléments permettant d'éviter les pièges qui risquent de faire de chacun de nous des « êtres conditionnés ». L'auteur propose donc « un code de l'information, comme il existe un code de la route ». Il expose les usages, méthodes et habitudes répandus dans les médias et que chacun devrait connaître afin de déchiffrer correctement les informations et dénoncer ainsi toute tentative de tromperie.

I.R.

## OUVRAGES DE RÉFÉRENCE

### LA POLITIQUE INTERNATIONALE. — Philippe Moreau Defarges

★ Hachette, Paris, 1990, 384 pages, 130 F.

L'évolution des relations internationales pendant la seconde moitié du vingtième siècle est présentée ici de manière originale. Philippe Moreau Defarges applique une grille d'analyse structurée, ce qui confère à sa démarche un caractère à la fois rigoureux et séduisant.

Trois notions fortes guident, selon l'auteur, la politique des États : survie, puissance, identité. Ces trois notions évoluent en fonction de l'environnement (espace, temps, interdépendances) mais aussi des morales et des idéologies. Elles jouent un rôle-clé lors des crises, des négociations, des guerres.

De multiples exemples, tirés de l'histoire contemporaine, permettent à l'auteur d'insister sur l'idée que la politique étrangère est plus souvent adaptation permanente que démarche volontaire.

I.R.

## ÉDITIONS A. PEDONE

13, rue Soufflot, 75005 PARIS

### REVUE GÉNÉRALE DE DROIT INTERNATIONAL PUBLIC

Quatre numéros par an  
Prix de l'abonnement annuel 1990 : 650 FF

Cette revue a pour but d'exposer devant les spécialistes (juristes, diplomates, financiers) de tous les pays, le mouvement du Droit International Public.

### DROIT DE LA MER

TI : La mer et son droit. Les espaces maritimes. L. Lucchini  
M. Voelckel, 1990, 640 p., 390 F.

Le présent ouvrage appréhende le droit de la mer tant dans la continuité de ses lignes de force et de ses contraintes naturelles (notamment géographiques) et fonctionnelles que dans l'actualité d'un mouvement qui ne s'est pas arrêté en 1982. (Convention de Montego Bay).

La pratique internationale dessine actuellement de nouvelles évolutions sans doute annonciatrices d'autres inflexions juridiques.

Tél. 43-54-05-97



## INFORMATION ET IDÉOLOGIE

## Télévisions en guerre

Par HENRI MADELIN \*

DEPUIS l'invasion du Koweït par l'Irak, la télévision est devenue une arme de guerre par excellence. On a pu voir avec quel cynisme M. Saddam Hussein, par l'intermédiaire de l'« homme-tronc » de la télévision de Bagdad, utilisait l'atout des otages pour tenter de diviser ses adversaires occidentaux et de freiner leur ardeur belliqueuse. Un petit garçon britannique a même été pris dans ce jeu du chantage médiatique à l'échelle planétaire.

Le président Bush, de son côté, a fait donner les caméras soit pour se montrer serein en se livrant aux activités champêtres de vacances dans sa propriété du Maine, soit en se présentant, avec la gravité qui convient, à sa table de travail au milieu de ses collaborateurs, soit en s'adressant directement aux téléspectateurs irakiens. La guerre du Vietnam avait été perdue par les États-Unis à la télévision ; la puissance des images fait que le président américain doit doser soigneusement ce qu'il laisse voir de lui-même par l'image en ce temps de confrontations dangereuses.

La télévision fournit des armes exceptionnelles à tous ceux qui se réclament d'un réalisme proche de celui que Machiavel a su mettre en formules. Dans cet univers de l'appareil, il est inévitable que la postérité du maître florentin soit florissante.

## La politique du « faire croire »

LES nécessités du service de l'État, les tourments de la fortune, le changement des circonstances obligent les gouvernants à « sembler être » plus qu'ils ne sont en réalité, à agir contre leur propre parole, à « entrer au mal » quand il n'est plus possible de demeurer dans du bien. Mais le Prince doit cultiver les apparences, car les hommes croient ce qu'ils voient plutôt qu'ils n'analysent les mobiles profonds. « Les hommes, en général, jugent avec les yeux », dit Machiavel, « jugent plutôt avec les yeux qu'avec les mains, car chacun a occasion de voir, mais de tâter bien peu (1) ».

Par souci de réalisme et parce qu'il a reçu mandat de maintenir la cohésion de la nation, l'homme politique, usant de la télévision aujourd'hui, ne peut oublier que « les hommes, en général, jugent avec les yeux » de façon globale et simple plutôt que de soupeser les intentions cachées et le non-dit des responsables. Seule une minorité est exigeante sous

\* Président du Centre Stéves, Paris ; auteur de *Le Menace idéologique*, Cerf, Paris, 1988.

ce rapport. La grande masse se fie à ce qu'elle perçoit spontanément.

La politique du « faire croire », qui avait les faveurs de Napoléon, voit s'ouvrir devant elle de nouvelles possibilités grâce à la magie multipliée du petit écran pénétrant dans l'intimité des foyers. Comment douter de celui que vous voyez vous regarder au fond des yeux, vous jurer qu'il prend un soin vigilant et constant de vos propres intérêts et qu'il place le bon renom de votre pays au sommet de ses préoccupations quotidiennes ?

## Grossir et simplifier

EN France, la guerre des chaînes a conduit l'ITF à envoyer une équipe en reportage à Bagdad avec mission de faire parvenir des images attrayantes, et donc susceptibles de favoriser un large taux d'audience. Mais les risques se nomment : menaces sur les otages assignés à résidence ou devenus « bouchiers humains » et risques de manipulation des images à cause de la censure irakienne. Matignon s'est cru autorisé à publier un communiqué en appelant à la conscience professionnelle des journalistes, ce qui a conduit le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) à réagir à son tour. L'inverse eût été préférable.

Interrogé quelques semaines plus tard, M. Jacques Boutet, président du CSA, parle bien d'une alerte mais déclare que tout est rentré dans l'ordre : « Nous avons simplement invité les rédactions à respecter certaines précautions. Dans les premiers jours de la crise, les télévisions n'ont pas suffisamment pris le soin d'expliquer à des téléspectateurs peu ou mal préparés le contexte dans lequel elles avaient été amenées à travailler. Et l'on pouvait redouter qu'elles ne cèdent peu à peu à une course au scoop et au sensationnel (2) ».

Les enjeux continueront-ils à être bien mesurés demain, si le conflit s'allonge et si des failles apparaissent permettant à l'information à chaud de se glisser au moment opportun ?

D'autres inconvénients naissent de cet état de guerre larvé. Ils sont bien connus des sociologues (3) et sont constatés largement par les utilisateurs des médias audiovisuels. La flèche du temps est dans ce domaine impitoyable et inexorable ; sans que l'on puisse jamais revenir en arrière, une information chère l'autre ou s'additionne avec la précédente dans le secteur jugé brûlant dans la conjoncture présente (4). Plus on parle de l'Irak et du Koweït et de la

zone du Golfe, plus le silence s'épaissit sur ce qui faisait naguère la « une » de l'actualité : la guerre entre factions libanaises et le jeu « machiavélique » de la Syrie, l'intifada dans les territoires arabes occupés par Israël, la famine en Éthiopie, les massacres au Libéria, les risques de subversion antidémocratique aux Philippines...

On pourrait allonger la liste et dire que les « effets de loupe », qui permettent de grossir démesurément un objet choisi au détriment du reste, se font sentir aussi dans la politique intérieure et ses conflits propres, largement sous-évalués actuellement. Au grand avantage des hommes au pouvoir. Cela est vrai aussi bien pour le président français et celui des États-Unis que pour le premier ministre britannique. L'Europe elle-même en fait les frais, au grand dam des espoirs de M. Jacques Delors. Cependant que l'Allemagne est tout entière appliquée à sa tâche de retour à l'unité perdue.

On ne peut s'empêcher de penser que la télévision, surtout en période de tensions internationales, occupe subtilement une partie de la place laissée vide par le reflux des grandes idéologies d'après-guerre.

Comme ces idéologies, la télévision ne s'adosse-t-elle pas à des masses de plus en plus larges et ne remplit-elle pas une fonction planétaire où les rivalités se cachent derrière l'enchaînement des images contrastées et les sourires composés ? Le but est d'ouvrir largement les esprits et les cœurs à la complexité des questions. Mais le résultat est une exigence de rapidité ; la volonté de faire toujours plus court pour bien « passer ». Il en résulte une simplification extrême de la réalité avec le poids d'une mise en scène rassurante.

## Spectateurs de notre histoire

LES idéologies ont toujours accompli ainsi une fonction de représentation de la réalité en tirant des schémas, des slogans, des symboles capables de parler à des millions d'hommes et de femmes auxquels elles prétendaient ainsi fournir une lecture décomplexifiée en face d'une réalité trop ambiguë et trop hermétique. L'idéologie a besoin d'oppositions simples, d'adversaires clairement désignés, de phrases-chocs et de mots bien affûtés. Elle procède en divisant le monde de façon binaire, en tentant de tout peindre en noir et blanc. Le western qui utilise justement ces catégories ne risque-t-il pas de devenir le paradigme de l'information ramassée dans son expression la

plus simple pour mieux se faire entendre de publics diversifiés ?

L'idéologie laissait les chefs, investis du charisme ou de l'autorité, prendre les initiatives et parader sur les tréteaux. L'information en images reçue au coin du feu risque de nous transformer en spectateurs de notre propre histoire, remettant à « ceux d'en haut » ce que les masses d'en bas sont impuissantes à assumer réellement.

Pour la tranquillité des usagers, la violence politique risque d'être désormais englobée dans le souci du bon fonctionnement d'une entreprise de communication réussie, où les sourires bien préparés, les questions polices, les reportages bien encadrés, nous font vivre dans un univers lisse, facile, ajustable, réglable.

Le journaliste qui présente les images et qui les commente devient le moraliste des temps modernes, celui qui désigne peu ou prou ce qui est bien ou mal socialement. L'opinion publique, en démocratie, veille à ce qu'il utilise bien les armes dont il dispose. Mais quelle est sa force en face de l'inertie sociale et du poids des appareils ? Notre seul recours est la qualité de la culture, la sagesse des réactions, la rectitude de la conscience de celui qui est notre pédagogue suprême. C'est beaucoup. Est-ce suffisant dans une société démocratique confrontée au risque de guerre à ses portes ou à l'intérieur d'elle-même ?

(1) Machiavel, *Le Prince*, Seghers, Paris, 1972, p. 145.

(2) *Le Monde*, 12 septembre 1990.

(3) Cf. « La communication victime des marchés », *Manière de voir* n° 3, novembre 1988 et Ignacio Ramonet, « Télévision néoconservatrice », *Le Monde diplomatique*, mars 1990.

(4) Cf. Mouzy Bernabé, « À l'heure des informations hyperactives », *Le Monde diplomatique*, août 1990.

## Dans ce numéro :

## PAGE 2 :

Courrier des lecteurs.

## PAGES 3 à 5 :

ALLEMAGNE : Puissance sans servitudes pour la Grande Allemagne ? suite de l'article de Jérôme Vaillant. — Que reste-t-il de la culture est-allemande ? par Jean-Michel Palmier. — Dans la presse étrangère, par Dario Battistella.

## PAGE 6 :

HONGRIE : Nostalgies de grandeur et craintes de l'avenir, par Edouard Bailly.

## PAGE 7 :

La si sage Bulgarie en révolte permanente, par Christophe Châlet.

## PAGE 8 :

UNION SOVIÉTIQUE : Vive le capitalisme, haro sur la révolution ! par Jean-Jacques Maré.

## PAGE 9 :

CHINE : Taïwan à l'assaut du continent, par Philippe Le Corre.

## PAGE 10 :

CORÉE : Séoul et Pyongyang préparent la paix, par Sely S. Harrison.

## PAGE 11 :

PAKISTAN : Doubteuses manœuvres politiques, par Alexandre Dastarac et M. Levant.

## PAGES 12 et 13 :

ÉTATS-UNIS : Le rêve américain n'est plus ce qu'il était, par Pierre Dommergues.

## PAGES 14 à 20 :

FATALES SURENCHÈRES DANS LE GOLFE, par Ignacio Ramonet. — La longue litane des ruptures au Proche-Orient, par Georges Corm. — Une « réalpolitik » au service de quel ordre international ? par Maurice Bertrand. — Un gendarme ambigu, suite de l'article de Claude Julien. — Faut-il de la guerre ? (C. J.). — Les objectifs fondamentaux de l'Amérique, par Richard Barnett. — Le monde arabe orphelin du développement et de la démocratie, par Alain Gresh. — L'URSS est-elle encore une grande puissance ? par

Amnon Kapelouk. — Le pétrole et l'injuste partage, par Denis Clerc. — Droits de l'homme : Tortures en Syrie. — « Notre ami le roi », de Gilles Ferrault (L. R.).

## PAGE 21 :

Le Libéria, de l'implosion au chaos, par Victoria Brittain.

## PAGES 22 à 24 :

AMÉRIQUE LATINE : Ces prêtres qu'on assassine, par Maurice Lemelin. — Le libéralisme contre la démocratie, par Carlos Gabetta. — Jeux de piste (J. D.).

## PAGES 25 à 27 :

Les promesses d'Eurêka (supplément).

## PAGE 28 :

L'école en quête de projet, par Gérard Courtols.

## PAGE 29 :

« La gauche est morte, vive la gauche ! », de Max Gallo (B. C.). — « Les origines de la perestroïka », de Marc Ferro, par Jean-Marie Chauvier. Dans les revues...

## PAGES 30 et 31 :

LES LIVRES DU MOIS : « Les Mémoires » de Willy Brandt, par Yves Florenne. — « Les délices et les ombres », de Gonzalo Torrente Ballester, par Marie-Claude Danz. — « Jeu de société », de David Lodge, par Bernard Cassen.

Le Monde diplomatique du mois de septembre 1990 a été tiré à 173 000 exemplaires.

C. E. D. S.

**CENTRE D'ÉTUDES DIPLOMATIQUES ET STRATÉGIQUES**

**CYCLE D'ENSEIGNEMENT DIPLOMATIQUE SUPÉRIEUR**

Réserve aux diplomates, aux fonctionnaires internationaux et aux cadres supérieurs.

Cycle de conférences, de séminaires et de voyages d'études sanctionné par un diplôme d'études diplomatiques supérieures de 3<sup>e</sup> cycle (convention avec le doctorat de sociologie politique de l'Université Paris-X).

**3<sup>e</sup> CYCLE SPÉCIALISÉ D'ÉTUDES STRATÉGIQUES ET POLITIQUES DE DÉFENSE**

Formation sous le parrainage du Centre DROIT et DÉFENSE de l'Université Paris-V.

Renseignements à l'ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES INTERNATIONALES : Établissement libre d'enseignement supérieur fondé en 1899 (Directeur : M. Pascal CHAIGNEAU).

4, place Saint-Germain-des-Près, 75006 PARIS. Tél. : (1) 42-22-68-06.

Octobre 1990